

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE-PROVENCE

Date de Publication : 09/02/2022

N° : 2022/250

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 15 DÉCEMBRE 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

15 DÉCEMBRE 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Sophie ARRIGHI - Mireille BALLETTI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Romain BRUMENT - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Agnès FRESCHER - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Prune HELFTER-NOAH - Michel ILLAC - Sébastien JIBRAYEL - Cédric JOUVE - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Pierre LAGET - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Jocelyne POMMIER - Julien RAVIER - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Ulrike WIRMINGHAUS.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY représenté par Roland GIBERTI - Sébastien BARLES représenté par Etienne TABBAGH - Sabine BERNASCONI représentée par Laurent SIMON - Julien BERTEI représenté par Romain BRUMENT - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Joël CANICAVE représenté par Pierre LEMERY - Mathilde CHABOCHE représentée par Cédric JOUVE - Bernard DEFLESSELLES représenté par Caroline MAURIN - Olivia FORTIN représentée par Laurence SEMERDJIAN - Pierre HUGUET représenté par Anne VIAL - Christine JUSTE représentée par Jean-Marc SIGNES - Hervé MENCHON représenté par Prune HELFTER-NOAH - Eric MERY représenté par Lourdes MOUNIEN - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Marcel TOUATI représenté par Laure ROVERA.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Gérard AZIBI - Marion BAREILLE - Marie BATOUX - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - Corinne BIRGIN - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Sophie CAMARD - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Saphia CHAHID - Jean-Marc COPPOLA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Arnaud DROUOT - Lydia FRENTZEL - David GALTIER - Audrey GARINO - Samia GHALI - Bruno GILLES - Sophie GUERARD - Anthony KREHMEIER - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Frank OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Michèle RUBIROLA - Aïcha SIF - Nathalie TESSIER.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-140/20/CT

■ CT1 - Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2020

DBP 20/19012/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 12 Novembre 2019 par délibération n° FCT 001-359/18/CT par le Conseil de Territoire Marseille Provence et le 19 décembre 2019 par l'adoption du budget primitif 2020 par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La décision modificative n°2 consiste à des ajustements de crédits entre chapitres. En fonctionnement, il s'agit de positionner sur les bonnes imputations budgétaires les crédits correspondant à l'aide exceptionnelle que le Conseil de Territoire a décidé, le 15 octobre dernier, d'allouer aux commerces de proximité, lourdement impactés par la crise sanitaire.

En investissement, il s'agit d'ajuster les crédits entre opérations au plus près de la progression des réalisations.

Les mouvements de crédits relatifs à la décision modificative n°2 de l'Etat Spécial de Territoire seront inclus à la Décision Modificative n°2 qui sera proposée vote du prochain Conseil de la Métropole.

Après les ajustements relatifs à la Décision modificative n° 2 pour l'exercice 2020, la dotation de gestion à l'Etat Spécial de Territoire varie comme suit,

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 0,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : + 2 469 000,00 euros

Il est à noter que la progression de la dotation d'investissement à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence se fait par débit sur des opérations relevant de l'enveloppe du Territoire mais positionnées sur le Budget Principal. Ainsi, l'enveloppe d'investissement du Territoire Marseille Provence n'est pas corrigée par cette décision modificative.

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2020 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FCT 001-359/18/CT du 12 novembre 2019 approuvant le budget primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 005-28/07/20 CT du 28/07/2020 approuvant la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

- La délibération FET 003-003/20/CT du 13/10/20 approuvant le Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Approuve la décision modificative n°2 de l'exercice 2020 de L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêtée aux montants inscrits à la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 201 815,00 euros
Section d'Investissement 2 469 000,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 003-141/20/CT

■ CT1 - Budget Primitif 2021 - Approbation des budgets annexes du Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 20/19015/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport prochainement soumis au Conseil de Métropole présenté ci-après.

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le budget primitif des budgets annexes du territoire Marseille-Provence pour l'exercice 2021. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budgets annexe « Opérations d'aménagements » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des budgets primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2021 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	19 424 724,17 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	35 007 462,90 euros

Equilibre du Budget Primitif 2021 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	30 033 022,93 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	34 310 645,28 euros

Equilibre du Budget Primitif 2021 du budget annexe « Ports de plaisance » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	11 277 313,79 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	5 266 359,63 euros

Equilibre du Budget Primitif 2021 du budget annexe « Crématorium » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	2 203 770,35 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	589 054,13 euros

Equilibre du Budget Primitif 2021 du budget annexe « Opérations d'aménagement »

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	76 786 705,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	82 860 094,03 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**Entendues les conclusions du rapporteur,****DELIBERE****Article unique :**

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption par le Conseil de Métropole du budget primitif 2021 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence, votés par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 004-142/20/CT

■ CT1 - Budget Primitif 2021- Approbation du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et pays de Martigues

Avis du Conseil de Territoire

DBP 20/19027/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport prochainement soumis au Conseil de Métropole présenté ci-après

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le Budget Primitif du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » du Territoire Marseille-Provence pour l'exercice 2021. Ce budget annexe est établi :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57.

Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Depuis l'exercice 2020, l'ensemble des dépenses et recettes liées à la gestion des déchets des Territoires, Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ont été regroupées au sein du budget historiquement dévolu au seul Territoire Marseille Provence.

Ainsi, ce budget représente une vision consolidée des activités de ces trois Territoire en matière de gestion des déchets.

Est présenté ci-après l'équilibre du Budget Primitif de ce budget annexe unifié. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Equilibre du Budget Primitif 2021 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets »:

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	276 619 611,49 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	46 459 457,65 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation du Budget Primitif 2021 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » unifié du Territoire Marseille Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'il est présenté ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 005-143/20/CT

■ **CT1 - Modification de l'assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine public pour les équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites déchets du territoire métropolitain**

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 20/18804/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

L'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) pose le principe selon lequel toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Ainsi, les emplacements occupés par des opérateurs font l'objet d'une redevance au titre de l'occupation du domaine.

En outre, le montant de la redevance peut également être fixé de manière unilatérale par la collectivité propriétaire, chargée de la gestion du domaine. Il relève en principe dans ce cas de la compétence de l'organe délibérant de la collectivité propriétaire du domaine de fixer le montant de cette redevance.

A cet effet, les six Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont concertés sur le montant de la redevance d'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » afin d'assurer une harmonisation du montant de la redevance d'occupation du domaine public sur le périmètre du territoire Métropolitain.

Les enjeux sont :

- l'harmonisation des tarifs sur le périmètre du territoire métropolitain,
- le bon fonctionnement de la téléphonie mobile,
- l'attractivité du territoire,
- la prise en compte des besoins des concitoyens.

Ces redevances seront revalorisées au 1er janvier de chaque année par une augmentation annuelle de 1.5%.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la modification du montant des redevances d'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » sur le périmètre du territoire métropolitain, pour les opérateurs économiques, intégrant des différenciations en fonction de la particularité de chaque territoire et notamment de la densité de population.

Le Conseil de Territoire est saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de modifier le montant des redevances d'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » du territoire métropolitain, pour les opérateurs économiques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la modification du montant des redevances d'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » du territoire métropolitain.

FET 006-144/20/CT

■ **CT1 - Approbation du montant de la redevance d'occupation du domaine public sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés par les opérateurs télécoms dans le cadre du programme New Deal Mobile**

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 20/18795/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre du New Deal Mobile annoncé par le Gouvernement et les opérateurs mobiles en janvier 2018, et après la publication du tableau de bord par l'ARCEP, la Mission France Mobile publie en juillet 2019 un « Protocole de coopération – Couverture Mobile Dispositif de couverture ciblée », réalisé par l'Etat, en partenariat avec les quatre principaux opérateurs mobiles, les associations de collectivités (ADF, AMF, AMRF, ANEM, AVICCA, RDF, FNCCR) et la fédération française des télécoms.

Le New Deal Mobile n'ayant pas donné lieu à la conclusion d'une convention, ce protocole de coopération se donne pour objet de « formaliser un cadre général de partenariat entre les collectivités, les opérateurs et leurs représentants ». Outre le rappel des engagements des opérateurs et des modalités d'identification des sites prioritaires, le protocole

de coopération expose le rôle de collectivités et précise les modalités financières de mise à disposition des terrains ou points hauts par les collectivités aux opérateurs.

S'agissant de la fixation du montant du loyer ou de la redevance il n'y a pas eu de consensus au niveau national permettant d'indiquer une fourchette de prix pour la fixation de leur montant. Ce montant doit être conforme aux règles issues du droit de la concurrence au risque d'être qualifié d'aide d'État (ce montant ne peut être établi à un montant trop bas) et du code général de la propriété des personnes publiques. Il sera calculé, au cas le cas, selon les modalités habituellement pratiquées par les opérateurs dans les zones concernées (rurales, périurbaines...).

Application sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence :

La commune d'Ensuès-la-Redonne a été identifiée dans l'arrêté ministériel du 23 décembre 2019 (joint en attache) pris dans le cadre du Programme National « NEW DEAL MOBILE » pour bénéficier d'une couverture mobile de la part des 4 opérateurs sur la zone des Figuières et de Méjean.

En effet, sur demande de la commune ainsi que des services de sécurité en difficulté actuellement pour porter secours dans de bonnes conditions, l'Etat a demandé l'amélioration de la couverture des 4 opérateurs sur cette zone.

La société Bouygues Telecom a été désignée Opérateur Leader pour le déploiement de ce projet. Bouygues Telecom a saisi la Direction Ressources et Domaine Public de la DGA Eau Assainissement Déchets en date du 6 mars 2020. Le site sélectionné, après visite et avis des services techniques compétents, est celui du Réservoir Figuières.

Bouygues Telecom devra donc construire et mettre en service l'antennes-relais, pour le compte des 4 opérateurs, au plus tard dans un délai de 24 mois après la parution de l'arrêté ministériel, soit le 23 décembre 2021.

Après étude comparative réalisée sur d'autres collectivités accueillant des sites dans le cadre du New Deal Mobile, le montant de la Redevance d'occupation du domaine public dans le cadre du New Deal Mobile, pour l'occupation par les opérateurs de téléphonie mobile de sites relevant du domaine public routier et non routier, est proposé à 1 250 € HT, soit 1 500 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté du 21 mars 2019 définissant la première liste des zones à couvrir par les opérateurs de radiocommunications mobiles au titre du dispositif de couverture ciblée pour l'année 2019.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du montant de la redevance d'occupation du domaine public sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence par des équipements radioélectriques installés par les opérateurs télécoms sur le domaine public routier et non routier dans le cadre du programme New Deal Mobile.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du montant de la redevance d'occupation du domaine public sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence par des équipements radioélectriques installés par les opérateurs télécoms sur le domaine public routier et non routier dans le cadre du programme New Deal Mobile.

FET 007-145/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une exonération partielle des redevances d'occupation du domaine public suite à la crise sanitaire COVID 19 sur le périmètre du Territoire Marseille Provence

**Information du Conseil de Territoire
DVDPAG 20/19025/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour information.

Suite à l'annonce par le gouvernement du second confinement du 30 octobre 2020, les restaurateurs et certains kiosques fermés réglementairement ne peuvent accueillir de public depuis cette date et, ce jusqu'aux prochaines annonces relatives au déconfinement progressif. Ces commerces n'occupent donc plus le domaine public et n'ayant pu exercer leur activité pendant ces périodes, n'ont plus perçu de revenus.

C'est pourquoi, sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exonérer partiellement pour une durée de 3 mois, du paiement de la redevance perçue pour l'année 2021 au titre du droit d'occupation du domaine public, les terrasses des établissements situés sur le pourtour du Vieux-Port de Marseille, les commerçants restaurateurs occupant les terrasses du front de mer de la Ciotat impactés par la situation sanitaire COVID 19 et les kiosquiers sur la commune de Marseille fermés réglementairement.

Conformément à l'article L.2125-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, la redevance due par le bénéficiaire du titre est payable d'avance. Par conséquent, il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des redevances d'occupation du Domaine Public pour ces professionnels pour le premier trimestre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il est nécessaire que le Conseil de Métropole approuve une exonération partielle des redevances d’occupation du Domaine Public pour l’année 2021 pour les kiosquiers sur la commune de Marseille fermés règlementairement du fait de la situation sanitaire COVID 19, correspondante à une durée de trois mois ;
- Qu’il est nécessaire d’apporter un soutien économique aux restaurateurs occupant les terrasses du front de mer de la Ciotat ainsi que les établissements du pourtour du Vieux-Port de Marseille impactés par la situation sanitaire COVID 19, par une exonération d’une durée de trois mois, allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 mars 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération d’approbation d’une exonération partielle des redevances d’occupation du domaine public suite à la crise sanitaire COVID 19 sur le périmètre du territoire Marseille Provence.

FET 008-146/20/CT

■ CT1 - Approbation des tarifs de location des infrastructures de génie civil sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
DVDPAG 20/18993/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Le Territoire Marseille Provence, dans le cadre de sa compétence en tant que gestionnaire du domaine public, a réalisé ou est amenée à réaliser, des ouvrages relatifs à l'installation et à la mise à disposition de fourreaux, de sous fourreaux, de chambres de tirage et éventuellement de fibres optiques dont elle est propriétaire.

De telles infrastructures de communications électroniques établies par la Métropole sont susceptibles d'intéresser des opérateurs de réseaux ouverts au public ou des utilisateurs de réseaux indépendants et des gestionnaires d'infrastructures de communications électroniques dans le cadre du déploiement du très haut débit.

Il y a donc lieu d'envisager la possibilité pour le Territoire Marseille Provence, sur son domaine public, de permettre la location des fourreaux, sous-fourreaux, chambres de tirage et le cas échéant de fibres optiques surnuméraires disponibles dont elle est propriétaire.

Pour chaque occupation des infrastructures du territoire, le concessionnaire devra formaliser une demande spécifique et obtenir validation de celui-ci en respectant les prescriptions édictées par la convention.

Concernant la tarification de la location des fourreaux, il est nécessaire d'évaluer la valeur locative comprenant d'une part l'occupation du fourreau et d'autre part une partie de l'amortissement et des frais d'entretien des infrastructures.

L'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques dispose « Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L.1 donne lieu au paiement d'une redevance (...) ».

Il est proposé de suivre les préconisations de l'ARCEP ainsi que de la FNCCR et d'appliquer la tarification suivante : 1,00€ HT / ml de fourreau occupé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur

CONSIDERANT

- Que conformément à l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques « Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 donne lieu au paiement d'une redevance (...) »

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation des tarifs de location des infrastructures de génie civil pour sur le périmètre du Territoire Marseille Provence.

FET 009-147/20/CT

■ CT1 - Approbation du montant des redevances de crémation du Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2021

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 20/18799/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2021.

Par délibération FAG 063/7719/19/CM du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille- Provence a fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2020 du Crématorium Saint-Pierre.

Les valeurs applicables étaient les suivantes :

LIBELLES	TARIFS EURO HT	MONTANT TVA
Crémation Adultes	475,00	95,00
Crémation Enfants – 12 ans	235,00	47,00
Crémation Corps Réduits + 5 ans	119,02	23,83
Crémation Corps Réduits – 5 ans	475,00	95,00
Crémation Pièces Anatomiques	96,67	19,33
Dépôt d'Urnes (3 premiers mois gratuits)	20,84	4,16
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	189,17	37,83

L'article L2224-1 du CGCT précise que les budgets annexes des SPIC doivent être équilibrés en dépenses et en recettes quel que soit leur mode de gestion.

Dans un SPIC, le prix du service payé par l'utilisateur doit être défini de telle façon qu'il corresponde aux prix réel de la prestation.

Or le budget annexe du crématorium présente un excédent cumulé très élevé.

Pour limiter l'augmentation de l'excédent, le crématorium Saint-Pierre poursuit son programme d'investissement annuel ambitieux.

Par ailleurs, il est proposé pour l'année 2021 de diminuer les tarifs de crémation « adultes » et « corps réduits » de 10% et d'appliquer la gratuité pour les enfants de moins de 16 ans.

Les tarifs des crémations « pièces anatomiques », « dépôts d'urnes » et « dons de corps à la science » restent pour leurs parts inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 063/7719/19/CM du 19 décembre 2019 relative à la fixation des taxes de crémation pour l'année 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre qui s'est tenu le 13 octobre 2020

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer les tarifs de crémation du Crématorium Saint-Pierre susceptibles d'être perçus à l'occasion du fonctionnement des services métropolitains.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du montant des redevances de crémation du Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2021.

FET 010-148/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Mise en valeur du patrimoine métropolitain

**Information du Conseil de Territoire
DGDU 20/18996/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'investissement n°2020000300 Mise en valeur du patrimoine métropolitain doit permettre de financer les opérations de réhabilitation, de restructuration, de construction ou de démolition permettant de valoriser le patrimoine du territoire de Marseille Provence.

L'augmentation de l'autorisation de programme a pour objet de permettre l'intégration de deux nouvelles opérations fils non identifiées lors de la création de l'opération.

Il s'agit de l'aménagement d'un nouveau site pour le secteur propreté Viton qui doit déménager.
En effet les parcelles actuelles doivent être affectées et valorisées dans le cadre de l'opération du Boulevard Urbain Sud.

La seconde opération est transversale, et doit financer les démolitions de biens acquis il y a plusieurs années et n'ayant pas fait l'objet d'un entretien suffisant.

La démolition de ces biens doit permettre la valorisation du foncier dans le cadre de vente ou d'implantation de nouveaux projets métropolitains.

L'opération d'investissement n°2020000300 Mise en valeur du patrimoine métropolitain inscrite au budget pour un montant de 2 500 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 200011BP du programme 01, doit être révisée à hauteur de 4 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2020000300 Mise en valeur du patrimoine métropolitain ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Mise en valeur du patrimoine métropolitain.

FET 011-149/20/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire

DAJASV 20/18986/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Jusqu'au 31 décembre 2019, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

A partir du 1^{er} janvier 2020, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie SMACL en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Trois dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 4 341.00 euros (Quatre mille trois cent quarante et un euros) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Marc Antoine BRETON – sinistre du 9 janvier 2019– montant : 251.00 euros,
- Mme Valérie GARCIA – sinistre du 8 novembre 2019 – montant : 4 000.00 euros,
- M. Bernard ROIG – sinistre du 21 avril 2020 – montant : 90.00 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FET 012-150/20/CT

■ CT1 - Indemnisation d'un préjudice matériel subi par un tiers locataire d'un bien appartenant à la Métropole

**Information du Conseil de Territoire
DAJASV 20/18987/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par arrêté n°18/349/CM du 21 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la cordonnerie, représenté par Monsieur Hayk KHATCHATRYAN à exploiter le kiosque à cordonnerie sur le domaine public, sis 9 place de la Joliette 13002 Marseille.

Suite à des infiltrations d'eaux pluviales au travers de la toiture du kiosque, Monsieur Hayk KHATCHATRYAN, a pris en charge des réparations qui incombait à la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité de propriétaire.

L'article 1732 du Code civil prévoit que l'occupant « répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute ».

En revanche, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie la SMACL en matière de dommage aux biens sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages de nature immobilière subis dont le coût est supérieur à 1 500 euros.

En deçà de ce montant, la prise en charge des réparations relève de la collectivité (au regard des conditions contractuelles, il n'apparaît pas opportun de déclarer un sinistre pour 290 euros)

Par conséquent, il convient de procéder au remboursement dont le montant global s'établit à 1 790.00 euros (Mille sept cent quatre-vingt-dix euros) en contrepartie Monsieur Hayk KHATCHATRYAN, renonce à tout recours contre l'administration. Il s'agit de l'affaire suivante :

- Monsieur Hayk KHATCHATRYAN – Sinistre du 23 septembre 2019 – montant : 1790.00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de dommages matériels.

FET 013-151/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune d'Allauch

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 20/19036/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 106-3125/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 059-4111/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune d'Allauch des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Par délibération n° FAG 151-7807/19/CM du 19 décembre 2019, la Métropole déléguait par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune d'Allauch qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 1 à la convention de gestion « Eclairage Public » et n° 3 à la convention de gestion « Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme » de la commune d'Allauch.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n° 1 à la convention de gestion « Eclairage Public » et n° 3 à la convention de gestion « Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme » de la commune d'Allauch.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune d'Allauch.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 014-152/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Carry-Le-Rouet

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 20/19038/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 108-3127/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 060-4112/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Carry-Le-Rouet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Par délibération n° FAG 008-5967/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Carry-Le-Rouet qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 2 et n°3 aux conventions de gestion de la commune de Carry-Le-Rouet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 et n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carry-Le-Rouet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Carry-Le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 015-153/20/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dans la création d'offices de tourisme de la commune de Cassis**

Avis du Conseil de Territoire DAJA 20/19041/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 109-3128/17/CM du 14 décembre 2017 et par délibération n° FAG 061-411/18/CM du 26 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Cassis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Par délibération n° FAG 009-5968/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Cassis qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 et n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence « Promotion du tourisme dans la création d'offices de tourisme » de la commune de Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 016-154/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Gémenos

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 20/19049/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 113-3132/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 062-4114/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Gémenos des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Par délibération n° FAG 011-5970/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Gémenos qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention de gestion a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 2 et n°3 aux conventions de gestion de la commune de Gémenos.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 et n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gémenos.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de « l'éclairage public » et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » de la commune de Gémenos.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 017-155/20/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 20/19051/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibérations° FAG 115-3134/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 063-4115/18/CM du 28 juin 2018 la Métropole décidait de confier à la commune de La Ciotat une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Par délibération n° FAG 012-5971/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de La Ciotat qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 2 et n°3 aux conventions de gestion de la commune de La Ciotat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 et n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de « l'éclairage public » et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » de la commune de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 018-156/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et n°3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Marignane

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 20/19053/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci - après .

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 117-3136/17/CM du 14 décembre 2017 et par délibération n° FAG 064-4116/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Marignane des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Politique de la Ville
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Par délibération n° FAG 017-5976/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Marignane qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 2 et n°3 aux conventions de gestion de la commune de Marignane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 et n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et n°3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 019-157/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°3 à la convention de gestion Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme de la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 20/19054/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 105-3124/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 065-4117/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Marseille des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Par délibération n° FAG 020-5717/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Marseille qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

Les conventions ont été prolongées par avenants jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence « Eclairage Public » et l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence « Promotion du tourisme donc création d'offices du tourisme » de la commune de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 et n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°3 à la convention de gestion Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme de la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 020-158/20/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Ceyreste**

Avis du Conseil de Territoire DAJA 20/19056/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 110-3129/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 067-4119/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Ceyreste des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Par délibération n° FAG 079-6386/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Ceyreste qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 2 et n°3 aux conventions de gestion de la commune de Ceyreste.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 et n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ceyreste.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de « l'éclairage public » et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » de la commune de Ceyreste.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 021-159/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Sausset-Les-Pins

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 20/19060/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibérations n° FAG 121-3140/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 066-4118/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Sausset-Les-Pins des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Par délibération n° FAG 015-5974/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Sausset-Les-Pins qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention conclue a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Aujourd'hui, afin de continuer à assurer une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 2 et n°3 aux conventions de gestion de la commune de Sausset-les-Pins.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 et n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de de Sausset-Les-Pins.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de « l'éclairage public » et de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » de la commune de Sausset-Les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 022-160/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Carnoux-en-Provence

Avis du Conseil de Territoire DAJA 20/19037/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°

2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n° FAG 080-6387/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Carnoux-en-Provence qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion de la commune de Carnoux-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carnoux-en-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Carnoux-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 023-161/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Châteauneuf-Les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 20/19047/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 010-5969/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Châteauneuf-Les-Martigues qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion de la commune de Châteauneuf-Les-Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Châteauneuf-Les-Martigues.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de « l'éclairage public » de la commune de Châteauneuf-Les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 024-162/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Ensues-La-Redonne

Avis du Conseil de Territoire DAJA 20/19048/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 029-6766/19/CM du 26 septembre 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Ensues-La-Redonne qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion de la commune de Ensues-La-Redonne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ensues-La-Redonne.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Ensues-La-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 025-163/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Gignac-La-Nerthe

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 20/19050/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 082-6389/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Gignac-La-Nerthe qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion de la commune de Gignac-La-Nerthe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient d’approuver l’avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gignac-La-Nerthe.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation de l’avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l’éclairage public de la commune de Gignac-La-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 026-164/20/CT

■ CT1 - Approbation de l’avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l’éclairage public de la commune Le Rove

Avis du Conseil de Territoire DAJA 20/19052/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s’est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 078-6385/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Le Rove qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion de la commune de Le Rove.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Rove.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune Le Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 027-165/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Plan-de-Cuques

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 20/19055/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 013-5972/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Plan-de-Cuques qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2019.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion de la commune de Plan-de-Cuques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Plan-de-Cuques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Plan-de-Cuques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 028-166/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Roquefort-La-Bédoule

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 20/19057/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 013-5972/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Roquefort-La-Bédoule qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion de la commune de Roquefort-La-Bédoule.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient d’approuver l’avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquefort-La-Bédoule.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation de l’avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l’éclairage public de la commune de Roquefort-La-Bédoule.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 029-167/20/CT

■ CT1 - Approbation de l’avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l’éclairage public de la commune de Saint-Victoret

Avis du Conseil de Territoire DAJA 20/19058/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s’est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 014-5973/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Saint Victoret qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion de la commune de Saint Victoret.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Victoret.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Saint Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 030-168/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Septèmes-Les-Vallons

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 20/19061/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 016-5975/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Septèmes-les-Vallons qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion de la commune de Septèmes-Les-Vallons.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Septèmes-Les-Vallons.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Septèmes-les-Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 031-169/20/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Fondation Méditerranée Infection - Approbation d'une convention DGDE 20/19063/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Engagée aux côtés des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend apporter un soutien aux projets qui contribuent à conforter le positionnement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur les six filières d'excellence identifiées dans l'Agenda du développement économique métropolitain, approuvé en mars 2017. Parmi ces filières, la santé et les biotech représentent en effet près de 76 000 emplois et Marseille héberge le 2nd réseau hospitalier de France.

Ainsi, la Métropole, et ses Conseils de Territoire souhaitent soutenir le rôle et la place de Marseille, en tant que leader dans le domaine de la recherche en santé, dont le secteur des maladies infectieuses porté par le Professeur Raoult, référence mondiale dans le domaine de la recherche et de la prise en charge des malades infectieux et contagieux, s'impose par son excellence.

Dans le cadre de cette stratégie, la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence ont déjà soutenu, par le biais d'une subvention de 1 million d'euros, la création de l'Institut Hospitalo-Universitaire (IHU) porté par la fondation Méditerranée Infection. En concentrant les moyens de recherche et de lutte contre les maladies infectieuses, première cause de mortalité dans le monde (17 millions de morts par an) et notamment les trois tueurs mondiaux (le VIH, la tuberculose et le paludisme), le bâtiment qui abrite l'IHU, situé sur le site de la Timone à Marseille, constitue à présent un pôle majeur et stratégique qui rayonne sur les plans local, national et international. Par ailleurs, le projet IHUBIOTK de création d'une biothèque de souches microbiennes et porté par Méditerranée Infection, a également bénéficié d'un soutien de 500 000 euros dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Aujourd'hui, dans le contexte de la crise COVID19, les compétences de l'IHU sont reconnues internationalement et ont largement contribué à la gestion de la crise sanitaire au niveau local. De nombreux habitants du territoire, et au-delà, ont pu bénéficier, dès la première vague et donc très tôt dans la diffusion de la pandémie, de campagnes de tests massives (plus de 100 000) organisées par l'IHU et des soins de qualité lorsque les tests se révélaient positifs.

La bataille contre la COVID19 n'est pas terminée et l'accompagnement de la population de la Métropole continue.

Afin de participer à cet effort de soutien de l'IHU au titre de son action dans la gestion de la crise sanitaire liée à la COVID19, il est proposé au Conseil du Territoire Marseille Provence d'attribuer une subvention de fonctionnement de 50 000 euros à la Fondation Méditerranée Infection.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La feuille de route pour le développement de la Health Tech métropolitaine adoptée en séance du conseil métropolitain le 19 octobre 2019.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- La politique de soutien de la Métropole aux projets contribuant au développement des filières d'excellence identifiées dans l'Agenda économique de la Métropole,
- L'enjeu majeur de soutien aux acteurs économiques du territoire, notamment dans le cadre de la COVID19.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention de 50 000 euros à la Fondation Méditerranée Infection.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec la Fondation Méditerranée Infection ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer ladite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320- Chapitre 65- Nature 657382 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-170/20/CT

■ CT1 - Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'éradication de l'habitat indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18831/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'éradication de l'habitat indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHd) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération d'« Eradication de l'Habitat Indigne », suite au transfert des compétences concernées.

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Pour rappel, l'objectif initial fixé à chaque concessionnaire était :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

L'avenant 16 à la concession n° T1600918C0, notifié le 17 février 2014, a porté le nombre d'immeubles inscrits en concession à 97. Sur ces 97 immeubles, au dernier CRAC approuvé, 47 avait été traités, 22 été en cours de traitement et 28 immeubles en veille ne devaient pas faire l'objet d'une intervention du concessionnaire.

Suite au drame de la rue d'Aubagne en novembre 2018 et à la crise qui a suivi à Marseille, la Métropole Aix-Marseille-

Provence a approuvé en decembre 2018 une stratégie durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne qui prévoit la mise en place d'un cadre d'intervention global avec notamment pour Marseille l'objectif de traiter 10 000 logements dégradés en 10 ans. Sans attendre la mise en place complète du dispositif qui passe par une augmentation des moyens humains et une réorganisation en partenariat étroit avec les communes et l'Etat, la Metropole a décidé de mesures immédiates pour Marseille en vue d'acquérir les immeubles les plus dégradés par le bien de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) permettant d'exproprier. L'objectif est multiple : rénover les immeubles en peril ou à l'abandon, produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, remettre sur le marché des logements vacants, produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration des conditions d'habitabilité d'îlots bâtis entiers.

Ainsi la Metropole a missionné les opérateurs déjà en place et susceptibles de commencer à agir sans délais.

Par délibérations du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a confié à chacun de ses opérateurs EHI, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, la mission de maîtriser chacun 50 immeubles dégradés supplémentaires. Pour mener à bien cette mission, les conventions de concession ont été prorogées jusqu'en décembre 2021. Concernant le lot n°1, c'est l'avenant n°22 à la convention de concession n° T1600918C0 qui acte cette prorogation et qui dispose des nouveaux objectifs. Pour les mener à bien, la participation métropolitaine a été portée à 26 110 000 euros soit une augmentation de 14 910 000 euros par rapport à la dernière participation approuvée.

Par délibérations du Conseil Métropolitain des 20 juin, 24 octobre et 19 décembre 2019 la Métropole a pu ainsi approuver l'engagement des procédures pour déclarer au bénéfice de Marseille Habitat l'utilité publique d'exproprier 37 immeubles en vue de leur rénovation en logement social. Par ailleurs, Marseille Habitat a pu acquérir par voie de préemption 4 autres immeubles dégradés nécessitant une maîtrise foncière publique.

Sur les 41 nouveaux immeubles sur lesquels Marseille Habitat travaille (37 immeubles faisant l'objet de délibérations pour engager des procédures de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et 4 immeubles acquis par voie de préemption), seuls 36 immeubles feront l'objet d'une maîtrise foncière afin de respecter l'enveloppe budgétaire dédiée à l'opération. Par ailleurs, afin de mener à terme ces procédures, une nouvelle prorogation de la concession est nécessaire et portera son échéance au 31 décembre 2024 par avenant n°27 présenté par rapport distinct au conseil de Métropole.

L'état d'avancement opérationnel global au 31 décembre 2019 est le suivant :

Sur les 134 immeubles inscrits en concession sur lesquels Marseille Habitat travaille activement :

74 immeubles sont ciblés pour une maîtrise globale :

- 41 immeubles entiers ont été acquis
- 33 immeubles sont en cours d'acquisition, parmi lesquels :
 - 11 sont en cours d'acquisition amiable
 - 22 immeubles font l'objet d'un dossier déposé en Préfecture pour être maîtrisés par voie d'expropriation

5 immeubles sont ciblés pour acquérir des lots en copropriété pour impulser, par la présence du concessionnaire, des travaux de réhabilitation globale et pérenne (12 lots maîtrisés).

20 immeubles sont traités par leur propriétaire

35 immeubles ne feront pas l'objet d'une intervention foncière par le concessionnaire dont 6 immeubles, ayant fait l'objet d'une délibération pour approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique en vue de leur expropriation pour créer des logements sociaux qui ne seront pas traités par le concessionnaire faute de moyens financiers. Ces immeubles seront traités dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », OPAH à mettre en place, PPA, etc.

Par ailleurs, l'action du concessionnaire a permis de traiter :

48 immeubles ont été entièrement réhabilités par le concessionnaire, par leur propriétaire ou par d'autres acteurs suite à l'action du concessionnaire.

10 immeubles sont en cours de travaux ou en phase de préparation de chantier.

Depuis l'entrée en vigueur de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat un Compte Rendu Annuel à la Collectivité a régulièrement été analysé et approuvé par le concédant pour les exercices 2012 à 2018.

Aujourd'hui il est proposé d'examiner le compte rendu annuel de la concession d' « Eradication de l'Habitat Indigne » – lot n°1 dont le bilan pour l'exercice 2019 s'établit ainsi :

Acquisitions :

5 immeubles entiers ont été acquis en 2019 ;

14 lots ont été acquis à l'amiable, dans 3 copropriétés, dans la perspective de la maîtrise complète des immeubles (49, rue des Bons Enfants – 13006 ; 6, rue d'Aubagne – 13001 ; 8, rue du Capitaine Gallinat - 13005) ;

Relogements :

Le concessionnaire a procédé à 10 relogements en 2019 pour 2 ménages de l'immeuble 6, rue Frangins, 1 ménage au 6, rue d'Aubagne, 4 ménages au 36, rue Curiol, 1 ménage au 2, rue Baussenque, 1 ménage au 61, rue d'Aubagne, et 1 ménage 4, rue Porte Baussenque.

Cessions :

1 cession a été réalisée en 2019 :

- cession à un privé de 2 lots au 40 rue Sainte Françoise – 13002 regroupés en 1 logement (T3).

Etudes :

Aucune étude préliminaire, ni étude urbaine n'a été réalisée au cours de l'année 2019.

Travaux :

Des travaux de neutralisation, démolition ou confortement ont été réalisés dans 4 immeubles de la concession en 2019.

Des travaux de restructuration et réhabilitation partielle ont été poursuivis dans 1 immeuble (10, rue des Vignerons – 13006).

Des travaux de réhabilitation de lots en diffus ont été réalisés dans trois immeubles (travaux de restructuration dans le local du 52/54 rue d'Aubagne – 13001, travaux de démolition intérieure au 4, rue Porte Baussenque – 13002, travaux de sécurisation dans l'immeuble de fond de cour au 133, bd de la Libération - 13001).

Travaux d'office :

Pas de travaux d'office réalisés en 2019.

Gestion transitoire :

Le concessionnaire assure la gestion transitoire (paiement des charges de copropriété, des taxes foncières et des dépenses d'entretien courant des logements ou immeubles acquis dans le cadre de la concession) de 15 immeubles.

Communication :

Aucun frais de communication en 2019.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2019 joint en annexes. Le CRAC constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2019, les dépenses réalisées s'établissent à 3 959 295 euros. Elles sont inférieures aux prévisions du CRAC au 31 décembre 2018 qui les estimaient à 6 840 663 euros, essentiellement pour les raisons suivantes :

Le montant global des acquisitions est de 2 840 221 euros, inférieur aux prévisions à hauteur de 4 075 434 euros. Cette baisse est due au délai de réflexion des propriétaires, suite aux propositions d'acquisition à l'amiable de leur bien inscrits en DUP, qui ne reviennent vers le concessionnaire que lorsqu'ils se rendent compte qu'ils n'auront pas la capacité de réaliser eux même une réhabilitation globale et pérenne. Nombreux accords ont été obtenus en 2020.

Pour le poste « travaux », les dépenses représentent 268 585 euros par rapport aux 895 043 euros prévus au CRAC au 31 décembre 2018. Cette baisse provient essentiellement de l'annulation des travaux qui devaient être réalisés sur un immeuble qui a dû être restitué à son propriétaire suite à l'annulation d'une procédure d'expropriation dite « Loi Vivien ».

Le montant des frais financiers s'établit à 2 514 euros en baisse par rapport aux prévisions.

Au 31 décembre 2019, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 26 245 309 euros soit un taux d'avancement de 68,5% par rapport au prévisionnel final.

Les recettes :

Sur l'exercice 2019, les recettes s'élèvent à 167 559 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Ce montant est inférieur au prévisionnel de 2018 (575 083 euros). Cet écart est essentiellement dû à des recettes de cession aux bailleurs sociaux en retard des immeubles entiers à réhabiliter, dont la stratégie de désignation n'a pas été précisée par la Métropole.

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes, hors participation du concédant, s'élève à 8 642 212 euros soit un taux d'avancement de 62,3 % du montant prévisionnel total des recettes.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes et s'élève à 26 110 000 euros. Ce montant est identique par rapport au CRAC approuvé en 2018, le nombre d'immeubles à traiter est fixé à 36 compte tenue des estimations élevées du montant des prix des immeubles très dégradés acquis par voie d'expropriation par rapport aux prix estimés du montant des cessions de ces mêmes immeubles à des bailleurs afin de les réhabiliter de manière globale et pérenne pour produire des logements sociaux.

Solde de trésorerie

Fin 2019, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 2 308 264 euros.

La durée de l'opération

L'échéance de la concession fixée au 31 décembre 2021 par avenant n°22 est prorogée jusqu'au 31 décembre 2024. Cette disposition fait l'objet de l'avenant n°27 approuvé par délibération distincte au Conseil de Métropole.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2024 :

- Les dépenses sont estimées à 39 803 487 euros en hausse de 3,95% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2018 (38 291 235 euros).
- Les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 13 876 677 Euros en hausse de 13,88% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2018 approuvé (12 185 646 euros).
- La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 26 110 000 euros dont 10 410 000 ont été versés par la Ville de Marseille jusqu'au 31 décembre 2015 lorsqu'elle était concédante, et 15 700 000 restant à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont 6 700 000 euros ont été payés au 31 décembre 2018, le versement du solde étant budgété selon l'échéancier suivant :

2020 : 5 100 000 euros

2021 : 3 000 000 euros

2022 : 900 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'éradication de l'habitat indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'éradication de l'habitat indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'éradication de l'habitat indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-171/20/CT

■ CT1 - Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Approbation d'un avenant n°27 à la concession d'éradication de l'habitat indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18833/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé – concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 – Approbation de l'avenant 27 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux opérateurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Ainsi, par délibérations du 28 février 2019, approuvant l'avenant 22, la concession d'Éradication de l'Habitat indigne sur le lot 1 confiée à Marseille Habitat a été prorogée jusqu'en décembre 2021 et son champs d'intervention élargi à une liste d'immeubles dégradés supplémentaires parmi lesquels il s'agit de procéder à la maîtrise foncière de 36 d'entre eux par voie d'expropriation ou d'acquisition amiable.

Afin de pouvoir engager toutes les procédures de droit nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne et assurer le déstockage de tous les immeubles acquis, il est proposé de proroger la durée de la convention de concession jusqu'au 31 décembre 2024, d'augmenter le montant de la rémunération du concessionnaire et de modifier l'échéancier de versement de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération, et ce conformément aux éléments du Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) qui est soumis en parallèle à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Ces modifications se font à budget constant et n'entraînent pas d'augmentation de la participation de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie territoriale de lutte contre l’habitat indigne et dégradé – concession d’Éradication de l’Habitat Indigne lot 1 – Approbation de l’avenant 27 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à la Stratégie territoriale de lutte contre l’habitat indigne et dégradé – concession d’Éradication de l’Habitat Indigne lot 1 – Approbation de l’avenant 27 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie territoriale de lutte contre l’habitat indigne et dégradé - concession d’Éradication de l’Habitat Indigne lot 1 - Approbation de l’avenant 27 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-172/20/CT

■ CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l’Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2019 de la concession de l’Éradication de l’Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18835/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2019 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet coercitif sous la forme d'une concession d'aménagement, dite concession « EHI ». Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix Marseille Provence est concédante de l'opération « Eradication de l'Habitat Indigne ». Suite au transfert des compétences concernées.

Pour rappel, l'objectif initial fixé à chaque concessionnaire était :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne. Sans attendre la mise en place d'un cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dégradés dans un délai court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ». La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Aussi, par délibérations du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a confié à chacun de ses aménageurs EHI, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, la mission de maîtrise foncière de 50 immeubles dégradés supplémentaires. Pour mener à bien cette mission, les conventions de concession ont été prorogées jusqu'en décembre 2021. Concernant le lot 2, c'est l'avenant n°21 à la convention de concession n°T1600919CO qui acte cette prorogation et qui dispose des nouveaux objectifs. Pour les mener à bien, la participation de la Métropole Aix Marseille Provence a été portée à 24 811 253 euros soit une augmentation de participation de 14 523 329 euros par rapport à la participation approuvée dans le CRAC 2017.

Par délibération du Conseil Métropolitain des 20 juin 2019, 24 octobre et 19 décembre 2019, la Métropole a approuvé le lancement de procédures d'expropriation au bénéfice d'Urbanis Aménagement sur 50 immeubles afin d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux à engager sur ces immeubles.

Sur le plan opérationnel, le bilan de la concession au 31 décembre 2019 est le suivant :

- 25 immeubles acquis par le concessionnaire parmi l'ensemble des immeubles intégrés à la concession par avenants successifs,
- 6 immeubles dont Urbanis Aménagement est propriétaire unique, dont 5 acquis avant l'assignation des nouveaux objectifs,
- 52 lots maîtrisés pour portage dont 33 ont été revendus,
- 97 logements livrés dont 43 logements réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'Urbanis Aménagement et 54 logements réalisés par d'autres opérateurs privés ou publics,
- 8 immeubles ont fait l'objet d'un dépôt de dossier en Préfecture pour être maîtrisés par voie d'expropriation.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2019 joint en annexe. Le bilan de l'exercice 2019 s'établit comme suit :

Acquisitions :

- Un immeuble entier vacant situé 7 rue Séraphin dans le 15^{ème} arrondissement a été acquis en 2019 par voie de préemption.
- Un autre immeuble entier situé 109 rue Kléber Prolongée dans le 3^{ème} arrondissement a été préempté en 2019 mais fait l'objet d'un contentieux sur le prix qui devrait aboutir en 2020.
- Urbanis Aménagement a également fait l'acquisition en 2019 par voie amiable d'un logement au sein d'une copropriété en difficulté (15 rue Charpentier 13003) dans laquelle l'opérateur possède déjà 2 autres logements. L'objectif étant pour le concessionnaire de participer au redressement de la copropriété et de revendre ensuite ces logements avec cahier des charges à un propriétaire occupant ou à un bailleur pour réaliser du logement conventionné.
- Le concessionnaire a également signé courant 2019 4 promesses d'achat pour 4 lots au sein de la copropriété située 6/8 rue Desaix dans le 3^{ème} arrondissement. Il s'agit d'un immeuble de fond de cour vacant et frappé de péril.

Procédures de déclaration d'utilité publique (DUP) sur 50 immeubles :

La constitution des dossiers de demande de DUP pour la maîtrise foncière des immeubles ciblés a constitué l'activité centrale de la concession en 2019. Il s'agit pour l'opérateur de constituer pour chaque immeuble un dossier avec un volet enquête publique et un volet enquête parcellaire. L'utilité publique est motivée par la création de logements sociaux publics ou privés/conventionnés avec l'ANAH.

Au 31 décembre 2019, les propriétaires de 19 immeubles sur les 50 ciblés par les procédures de DUP ont été informés par courriers du lancement d'une procédure d'expropriation.

36 immeubles ont fait l'objet d'un dossier de demande d'estimation sommaire et globale auprès de France Domaine. 23 avis ont été rendus par France Domaine au 31 décembre 2019.

8 dossiers de demande de DUP ont été déposés en Préfecture en 2019 : 50/52 rue de la joliette (13002), 68 rue Clovis Hughes (13003), 70 rue Clovis Hughes (13003), 5 rue Roger Schiaffini (13003), 49 rue Pierre Albrand (13002), 107 rue Kléber Prolongée (13003), 315 rue de Lyon (13015), 49 rue Clovis Hughes (13003).

Relogements

En 2019, 2 ménages qui occupaient l'immeuble sis 11 boulevard Battala dans le 3^{ème} arrondissement ont été relogés définitivement dans du logement social. Ces ménages étaient hébergés jusque-là en résidence hôtelière.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- 15 Boulevard Charpentier et 6/8 rue Desaix 13003 : le concessionnaire a poursuivi en 2019 son intervention dans ces deux copropriétés à travers du portage de lot pour impulser et financer des travaux de sortie de péril dans des immeubles dégradés et désorganisés.

- Copropriété du « Mail G » 13014 :

La copropriété fait l'objet d'un suivi important du concessionnaire depuis la prise en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs : accompagnement dans la réalisation des travaux prescrits et aujourd'hui, dans la gestion de la copropriété (suivi étroit de la copropriété par le cabinet d'expertise comptable Copro +). En 2019, Urbanis Aménagement a orienté son action vers du portage ciblé de logements appartenant à des propriétaires endettés.

- Copropriété « Bel Horizon I et II » 13003 :

Urbanis Aménagement a été missionné pour accompagner les deux copropriétés dans l'élaboration d'un programme de travaux (choix du maître d'œuvre et suivi opérationnel et financier), assister les gestionnaires de copropriété dans l'élaboration d'un plan de financement et de préfinancement, aider à la préparation des assemblées générales afférentes aux programmes de travaux. Pour Bel Horizon I, le concessionnaire a déposé en décembre 2019 un dossier de demande de subvention auprès de l'ANAH. Pour Bel Horizon II, Urbanis Aménagement a mis en place en 2019 un audit de gestion, a participé à la mise en place d'un administrateur provisoire et a également déposé un dossier de demande de subventions auprès de l'ANAH.

- Copropriété du « Parc Corot » 13013 :

Le concessionnaire a été mandaté pour réaliser en urgence des interventions liées à des écoulements d'eaux usées, à la présence d'encombrants et de rongeurs suite à des arrêtés d'insalubrité et d'insécurité imminente ayant entraîné l'évacuation de l'ensemble des occupants du bâtiment A. Les travaux ont été réceptionnés en janvier 2019. Urbanis Aménagement a également été mandaté pour sécuriser l'immeuble jusqu'à fin 2019.

Travaux

En 2019, 7 sites ont fait l'objet de travaux sous maîtrise d'ouvrage d'Urbanis Aménagement :

- liés à des procédures de péril en cours : travaux de sécurisation réalisés sur les immeubles sis 11 Bvd Battala (13003) et 7 traverse du Prieur (13015),

- de sécurisation suite à une acquisition d'un immeuble vacant : 7 rue Séraphin (13015),

- de gros œuvre : réception en décembre 2019 des travaux de gros œuvre (plateaux nus) du 34 et 36 rue du Bon Pasteur (13002),

- d'entretien courant dans les logements du 15 Bvd Charpentier (13003),

- d'entretien courant sur un mur mitoyen au 3 Bvd Burel (13003).

Cessions

Aucune cession en 2019.

Travaux d'office

Comme évoqué précédemment dans le paragraphe sur les « interventions en copropriété », les travaux d'office réalisés sur le bâtiment A du Parc Corot ont été réceptionnés en janvier 2019.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du bureau de la Métropole, le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2019 joint en annexe.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'ici au 31 décembre 2021, terme de l'opération. Toutefois, au regard de la complexité de l'opération, des délais incompressibles de maîtrise foncière des immeubles dégradés et des procédures en cours ou à venir, il apparaît indispensable de proroger le délai de l'opération jusqu'au 31 décembre 2024 afin de mener à bien les objectifs fixés.

Aussi, l'échéance de la concession fixée au 31 décembre 2021 par avenant n°22 doit être prorogée jusqu'au 31 décembre 2024. Cette disposition fait l'objet d'un avenant n°27 à la convention de concession passée avec Urbanis Aménagement présenté par rapport distinct au conseil de Métropole.

Les éléments ci-dessous relatifs au prévisionnel de dépenses et de recettes tient compte de cette prorogation.

Les dépenses :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 1 997 222 euros et sont largement inférieures aux prévisions qui les estimaient à 6 595 599 euros. Un certain nombre d'acquisitions n'ont pas été réalisées

Au 31 décembre 2019, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 20 240 123 euros soit un taux d'avancement de 55% par rapport au prévisionnel final réactualisé suite aux nouveaux objectifs de la concession. le poste acquisitions est aujourd'hui à un taux d'avancement de 41%. Le poste le plus avancé est celui des travaux de reconstruction avec un avancement à 93%.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2024, le montant prévisionnel des dépenses atteint 37 083 793 euros. Il est en légère hausse par rapport au prévisionnel du CRAC établi au 31 décembre 2018 dû en grande partie à la prorogation de la concession. Il se répartit entre budget « acquisitions terrains et immeubles bâtis » (40%), « rémunération Urbanis Aménagement » (27%), « travaux de reconstruction et de parking » (11.5%), « travaux d'aménagement » (9,6%), « travaux avant recyclage et réhabilitation » (5%), « frais annexes » (3,2%), « études générales » (2%), « honoraires sur travaux » (1.2%), et « frais financiers » (0,5%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2019, les recettes s'élèvent à 9 899 euros (hors participation du concédant) et sont inférieures aux prévisions qui les estimaient à 947 674 euros. Ces recettes proviennent des intérêts perçus au titre des placements financiers et de quelques revenus locatifs. Cet écart s'explique par les cessions prévues et non réalisées ou reportées à 2020.

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 9 031 469 euros soit un taux d'avancement de 73 % du montant prévisionnel total des recettes réactualisées.

Les postes les plus avancés sont les postes cession de lots d'immeubles restructurés (98%), subventions (90%), cession de lots réhabilités en diffus (88%), et cession de terrains (68%). Les postes les moins avancés sont les cessions d'immeubles (47%) et les ventes de terrain à la collectivité (37%). Concernant les cessions d'immeubles, il s'agit essentiellement des prévisions de vente d'immeubles au terme des procédures de maîtrise foncière engagées ou à engager sur les immeubles très dégradés. Concernant les ventes de terrain à la collectivité, il s'agit de la rétrocession en fin de concession du terrain issu de la démolition du 3 boulevard Burel (13003) sur une zone objet de réflexions en terme d'aménagement urbain.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2024, les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 12 283 603 euros en hausse par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2018 approuvé (11 325 657 euros). Cette hausse s'explique par l'augmentation du prévisionnel des différents postes de cession de lots ou d'immeubles.

Ainsi les grands équilibres du bilan prévisionnel de l'opération sur la durée de la concession évoluent comme suit :

- les dépenses globales passent de 36 154 235 euros à 37 083 793 euros ;
- les recettes globales passent de 11 325 657 euros à 12 283 603 euros, hors participation du concédant ;

Il en résulte une déficit opérationnel inchangé par rapport au CRAC approuvé au 31 décembre 2018 et couvert par le concédant.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération reste identique et s'établit à hauteur de 24 811 253 euros dont 10 000 000 d'euros versés par la Ville de Marseille jusqu'au 31 décembre 2015 lorsqu'elle était concédante, et 14 811 253 euros restant à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur lesquels 5 129 034 euros ont été versés au 31 décembre 2018.

La participation restant à verser par la Métropole jusqu'à la fin de l'opération est de 9 682 219 euros. L'échéancier de versement est budgété comme suit :

2020 : 2 700 000 euros

2021 : 3 000 000 euros

2022 : 2 500 000 euros

2023 : 1 200 000 euros

2024 : 282 219 euros

Solde de trésorerie brute

Fin 2019, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 4 001 471 euros dû aux nombreux décaissements reportés essentiellement aux délais incompressibles des maîtrises foncières engagées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2019 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2019 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements
-
- Avis du Conseil de Territoire
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2019 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-173/20/CT

■ CT1 - Stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 - Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession passée avec Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18836/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2- Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc social de fait en parc social de droit.

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Ainsi, par délibérations du 28 février 2019, approuvant l'avenant n°21 à la convention passée avec Urbanis Aménagement, la concession métropolitaine avait été prorogée jusqu'au 31 décembre 2021 et son champ d'intervention élargi à une liste de 50 immeubles dégradés supplémentaires à maîtriser par voie d'expropriation.

Afin de pouvoir engager toutes les procédures de droit nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne et assurer le déstockage de tous les immeubles acquis, il est proposé de proroger la durée de la convention de concession jusqu'au 31 décembre 2024, d'augmenter le montant de la rémunération du concessionnaire et de modifier l'échéancier de versement de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération, et ce conformément aux éléments du Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) qui est soumis en parallèle à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Ces modifications se font à budget constant et n'entraînent pas d'augmentation de la participation de la Métropole.

L'objet du présent rapport est donc d'approuver Stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 - Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession passée avec Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2- Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2- Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Stratégie territoriale de Lutte contre l'Indigne et Dégradé - Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-174/20/CT

■ CT1 - Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du parc Kallisté passée avec Marseille Habitat - Marseille 15ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18837/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du parc Kalliste passée avec Marseille Habitat – Marseille 15^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15ème arrondissement de Marseille. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Pour mettre en œuvre une partie de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement suite à une consultation d'opérateurs. La convention de concession a été signée par la société et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012 pour une durée de 7 années.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement N° 12/00708 (T1600917CO) en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Parc Kallisté est composé aujourd'hui de huit copropriétés constituant 620 logements et d'un terrain en monopropriété issu de la démolition du bâtiment B. La concession porte sur l'ensemble de ces propriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain et de leur situation financière et patrimoniale.

Par délibération DEVT 001-5753/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole Aix Marseille Provence a approuvé l'avenant n°5 à la convention de concession T1600917CO passée avec Marseille Habitat. Ainsi, compte tenu de l'évolution du projet urbain, la mission d'acquisition/relogement/démolition des bâtiments E et G a été confiée à Marseille Habitat dans le cadre de cette concession d'aménagement. Pour ce faire, la durée de la convention de concession a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2024 et la participation de la Métropole Aix Marseille Provence au déficit de la concession a été portée à 22 800 000 euros.

Les missions du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,
- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- relogements et accompagnement des ménages,
- démolition des bâtiments B, H, E et G et mise en état des sols,
- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
- coordination et animation des actions précitées.

Les compte-rendus annuels au concédant ont été successivement examinés et dûment approuvés par l'assemblée délibérante.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2019 qui constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession au 31 décembre 2024. Il s'établit comme suit :

- Acquisitions de lots en copropriété :

Les acquisitions se sont poursuivies en 2019 :

28 lots ont été acquis par Marseille Habitat.

Copropriété	Total Logements	Logements acquis en 2019	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	80	8	20
B	132	1	132
C	38	0	5
D	74	2	15
E	16	1	5
F	90	1	9
G	129	8	57
H	113	3	109
I	80	4	21
Total	752	28	373

Au

total, ce sont donc 373 logements qui ont été acquis depuis le début de l'opération par le concessionnaire Marseille Habitat. 132 logements ont depuis été démolis (Bâtiment B) et 13 ont été cédés depuis à des propriétaires occupants d'immeubles démolis ou à démolir.

Le bâtiment B a été entièrement maîtrisé en 2019 avec un dernier lot appartenant à la Ville de Marseille dont l'acquisition a été régularisée.

Le montant de la globalité de ce poste incluant les acquisitions et ses frais annexes ainsi que les frais liés à la conduite des expropriations et les diagnostics divers s'élève à 951 180 euros en 2019.

Concernant le bâtiment H, évacué et vacant suite à l'arrêté d'insécurité imminente de janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi le 11 avril 2018 le Tribunal de Grande Instance (TGI) pour solliciter la nomination d'un expert dans le cadre d'une procédure sur la base de l'article L615-6 du code de la construction et de l'habitation. Par ordonnance du 29 juin 2018, le président du TGI a nommé deux experts qui ont eu pour mission de constater l'importance du déséquilibre financier du syndicat des copropriétaires ainsi que la nature et l'état des parties communes et par conséquent la nature et le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants. Cette expertise a été rendue fin 2019.

Les conclusions techniques indiquent que l'immeuble se trouve dans un stade avancé de délabrement, et que, si les structures de béton sont encore solides, des réserves sont émises sur le pignon Nord qui présente une inquiétante fissure verticale. Est relevé également que toutes les alimentations en eau potable, électricité et télécom indispensables à la santé et à la sécurité des occupants sont manquantes. Le coût global des travaux à effectuer sur les parties communes est évalué à 1 887 765 euros. L'expertise relève également que, indépendamment des parties communes, des dépenses entre 25 000 euros et 35 000 euros devraient être prévues pour chaque logement, que s'agissant d'un immeuble de 12 étages, les cages d'escalier qui ne sont pas encloisonnées constituent un problème de sécurité incendie qui est insoluble en cas de sinistre. Sur le plan financier, l'expert a constaté une insuffisance de trésorerie constante ne permettant pas une gestion saine de la copropriété, et ce malgré la présence de Marseille Habitat, et des dettes de charges importantes de chacun des derniers copropriétaires restants et qui doivent faire l'objet d'une procédure d'expropriation.

La suite de la procédure devant mener à la maîtrise totale de l'immeuble se poursuivra courant 2020. Fin 2019, il restait 4 logements à maîtriser.

- Cessions de logements :

Il s'agit de logements ou annexes vendus à des propriétaires occupants issus d'immeubles à démolir.

Deux logements et un garage ont été vendus en 2019 pour un montant de 56 563 euros : il s'agit de biens vendus à des propriétaires occupants du bâtiment H.

- Travaux :

Ce poste s'élève en 2019 à 1 629 144 euros et correspond pour l'essentiel à :

- ☐ la démolition du Bâtiment B : elle est intervenue courant 2019 pour un montant de 1 574 998 euros : le chantier a débuté au mois d'avril par les travaux préparatoires et le désamiantage et s'est achevé en octobre par l'évacuation des gravats et la remise en état des sols. Des réflexions vont être engagées avec la

politique de la Ville et les acteurs locaux pour imaginer une destination transitoire à cette emprise libérée dans l'attente d'un projet d'aménagement validé.

- la neutralisation et la protection des logements acquis : elle est nécessaire pour éviter des situations d'occupation ou trafics illicites. Ce poste qui a coûté 35 410 euros en 2019, reflète essentiellement les travaux de murage effectués sur les bâtiments B et H. Sur les autres bâtiments hormis le G, des portes sécurisées sont installées le temps des travaux et de la remise en location des logements. Ce poste de dépense devrait croître particulièrement sur le bâtiment G dont les logements sont laissés vacants pour des raisons opérationnelles.

- Gestion transitoire :

Il s'agit pour l'essentiel des charges de copropriétés et impôts, des remises en état de logements et de l'entretien courant du patrimoine.

Ce poste s'élève à 176 944 euros en 2019 dont :

- 180 417 euros d'impôts et taxes : pour rappel, la demande de minoration de l'assiette imposable a reçu un avis favorable de l'administration fiscale concernant les logements neutralisés aux bâtiments B et H.
- 55 067 euros de frais de remise en état de logements sur différents bâtiments : 7 logements ont été remis aux normes permettant ainsi le relogement de propriétaires occupants ou de locataires.
- 18 272 euros d'entretien courant pour différents travaux effectués dans les logements loués (petits travaux réalisés en urgence, contrats entretien chaudières, contrat EDF Bastide.).
- 16 081 euros de frais liés à des contentieux locatifs ou liés aux squatts essentiellement sur les bâtiments G et A.

Les charges de copropriété n'ont pas pesé dans le bilan 2019 puisque la régularisation des comptes de la copropriété B a permis d'avoir un solde négatif sur ce poste.

- Relogements :

Le montant de ce poste s'élève à 26 186 euros en 2019 et concerne essentiellement les frais de garde meuble suite aux évacuations du bâtiment H, des frais de procédures relatifs aux squatts et des frais d'hôtel pour des hébergements d'urgence.

- Dépenses :

Sur l'exercice 2019, les dépenses réalisées s'élèvent à 3 944 311 euros. Elles sont donc inférieures aux prévisions qui s'établissaient à 6 032 460 euros. Le montant des acquisitions est inférieur de moitié aux prévisions. Le coût de la gestion transitoire est également nettement inférieur aux prévisions puisque le poste charges de copropriété a bénéficié d'une régularisation des comptes de la liquidation de la copropriété B.

Au 31 décembre 2019, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 27 005 582 euros, soit un taux d'avancement d'environ 51% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés par rapport au prévisionnel final sont ceux de la gestion transitoire (58%), des acquisitions de lots en copropriété (62%) et de la rémunération du concessionnaire (68%).

Au terme de la concession en 2024, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 52 366 378 euros, ce qui est inférieur de 1 142 879 euros au prévisionnel du CRAC 2018 approuvé. Il se répartit principalement entre budget « intervention dans les copropriétés » (71%), budget « intervention en renouvellement urbain » (11%) et budget « rémunération du concessionnaire » (10%).

L'année 2019 a permis d'affiner les coûts liés aux démolitions grâce aux éléments issus de la démolition du bâtiment B.

- Recettes :

Sur l'exercice 2019, les recettes s'élèvent à 1 368 649 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan, ce qui est inférieur aux prévisions du CRAC 2018 qui les estimaient à 2 378 000 euros. Cela est dû en grande partie au décalage de la demande de subvention auprès de l'ANRU pour l'opération Bâtiment B.

Les recettes proviennent à 60% de l'ANRU pour 623 736 euros pour le bâtiment B et du Conseil Départemental pour 183 825 euros et ce au titre de la participation à l'opération actée dans la convention ANRU. Les produits de gestion (loyers et charges) représentent 37% des recettes de l'année 1019.

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes hors participation d'équilibre s'élève à 9 462 207 euros, soit un taux d'avancement de 29% du montant prévisionnel total des recettes.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 32 496 976 euros. Il est en hausse par rapport au montant approuvé lors du CRAC 2018. Cela est dû en grande partie à la hausse de la subvention ANRU escomptée pour l'opération d'acquisition/démolition du bâtiment H : la quasi-totalité des acquisitions foncières pourra être prise en compte dans le calcul de la subvention, ce qui engendre une hausse de la subvention escomptée de l'ANRU de 2.8 M d'euros.

Il se répartit entre produits de cession (16%), produits de gestion (13%) et subventions (71%).

Ainsi le bilan global de l'opération évolue comme suit par rapport au dernier CRAC approuvé :

Le montant total des dépenses passe de 53 509 257 euros à 52 366 378 euros TTC.

Le montant total des recettes passe de 30 744 058 euros à 32 496 976 euros TTC.

Soit un déficit de 19 869 402 euros.

- Participation à l'équilibre du bilan :

Au regard de l'augmentation prévisionnelle des recettes, le déficit prévisionnel de l'opération est en baisse puisqu'il passe de 22 765 200 euros à 19 869 402 euros.

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération est donc évaluée à 19 900 000 euros.

Le concessionnaire Marseille Habitat a déjà perçu au 31 décembre 2019 une participation de 14 100 000 euros dont 6 100 000 euros versés par la Ville de Marseille lorsqu'elle était concédante (jusqu'au 31 décembre 2015).

Au regard du CRAC 2019, l'échéancier prévisionnel de versement de la participation de la métropole à l'équilibre du bilan de la concession devra être modifié ainsi :

- 2020 : 2 250 000 euros

- 2021 : 1 500 000 euros

- 2022 : 2 050 000 euros

- 2023 : 0 euro

- 2024 : 0 euro

Cette baisse de participation fera l'objet d'un autre rapport soumettant à l'approbation du Conseil de la Métropole l'avenant n°7 à la convention de concession d'aménagement avec Marseille Habitat.

- Solde de trésorerie :

Fin 2019, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde négatif de 43 663 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du parc Kalliste passée avec Marseille Habitat – Marseille 15^{ème} arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du parc Kalliste passée avec Marseille Habitat – Marseille 15^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du parc Kalliste passée avec Marseille Habitat - Marseille 15^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-175/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 7 à la concession d'aménagement sur le Parc Kallisté passée avec Marseille Habitat - Marseille 15ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18838/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération présentée ci-après satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Kallisté est un ensemble immobilier situé dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille et se compose de huit copropriétés constituant 620 logements et d'un terrain en monopropriété issu de la démolition du bâtiment B.

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Pour mettre en œuvre une partie de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement suite à une consultation d'opérateurs. La convention de concession a été signée par la société et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012 pour une durée de 7 années.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement N° 12/00708 (T1600917CO) en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2019, soumis en parallèle pour approbation au Bureau de la Métropole, fait état d'une baisse du déficit prévisionnel de l'opération qui passerait de 22 765 200 euros à 19 869 402 euros.

En effet, la prise en compte par l'ANRU des dépenses réalisées depuis février 2009 pour l'opération pré conventionnée d'acquisition/démolition du bâtiment H du Parc kalliste permettrait d'accroître nettement les recettes et de réduire ainsi le déficit de l'opération.

Aussi, conformément au bilan prévisionnel du CRAC 2019, il convient de réduire la participation de la Métropole Aix Marseille Provence au déficit de l'opération. La participation de la Métropole Aix Marseille Provence à l'équilibre de l'opération dans le CRAC 2018 était de 22 800 000 euros. Il convient de l'abaisser à 19 900 000 euros, sans toutefois réduire l'autorisation de programme de l'opération pour tenir compte du fait que la subvention ANRU escomptée pour les bâtiments H, E et G n'est pas encore

aujourd'hui contractualisée et au regard des aléas liés à ce type d'interventions complexes en copropriétés dégradées.

L'objet du présent rapport est donc d'approuver l'avenant n°7 à la convention de concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat approuvant la baisse de participation de la Métropole Aix Marseille Provence et modifiant ainsi l'échéancier prévisionnel de versement de cette participation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'avenant 7 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kalliste – Marseille 15ème arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant 7 à la convention passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kalliste – Marseille 15ème arrondissement.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 7 à la convention passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kalliste – Marseille 15ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 007-176/20/CT

■ **CT1 - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18840/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de la Ciotat s'est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son Centre ancien par la mise en œuvre d'une OPAH complexe qui associe la Commune, l'Etat et l'ANAH. En 2001, la Ville de la Ciotat a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation. A cet effet, par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et le L.300-4 du code de l'Urbanisme.

A compter de sa création, le 1^{er} Janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral du 28 Décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°11 à la concession d'aménagement en date du 3 Juillet 2015 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de La Ciotat en qualité de concédant.

Aujourd'hui, il s'agit d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM et présenté à l'assemblée délibérante afin d'informer la Collectivité sur la situation physique et financière de réalisation de l'opération ainsi que sur son évolution prévisionnelle.

EN DEPENSES

-Acquisitions, travaux de portages et frais :

Le budget de l'année 2019 n'a pas été consommé à hauteur de la prévision compte tenu du différé d'acquisitions foncières auprès de l'Etablissement Public Foncier.

Globalement le montant total des acquisitions foncières et des frais de portage, relogement et entretien est en légère baisse, passant de 7 189 519 euros à 7 102 594 euros TTC dont une enveloppe d'acquisitions inchangée de 4 570 618 euros.

-Espaces publics (foncier, études et travaux) :

Aucune dépense n'a été réalisée sur l'année 2019 ; les interventions, notamment sur l'îlot Renan, dépendent d'acquisitions restant à réaliser et impliquant une procédure d'expropriations pour cause d'utilité publique pour la maîtrise des derniers biens.

Globalement le montant des dépenses pour la création d'espaces public reste sensiblement stable passant de 5 415 808 euros à 5 391 474 euros TTC.

Le nouveau bilan prévisionnel global porte le montant des dépenses de l'opération à 17 912 647 euros € TTC. L'écart des dépenses est de -23 958 euros TTC compte tenu de la variation à la baisse des budgets Travaux et Espaces publics, contrebalancée par une augmentation de la TVA résiduelle induite par une affectation de la participation en aménagements publics. Les évolutions programmatiques sont les suivantes :

- La réalisation du passage au niveau de l'îlot Porte des Temps sera mise à la charge de de l'opérateur retenu sur appel d'offres pour réaliser l'opération immobilière de 4 commerces et 13 logements diversifiés ; le passage sous porche devait être initialement réalisé par la SOLEAM.
- Le programme de l'îlot Renan est toujours en négociation avec la Ville de La Ciotat et l'Architecte des Bâtiments de France : création d'une place sur la totalité de l'îlot ou d'une demi-place et de logements. Le l'hypothèse la plus ambitieuse est chiffrée prévisionnellement dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale, à savoir la réalisation sur la totalité de la superficie de l'îlot.

EN RECETTES

-Recettes foncières :

Il n'y a pas eu de recettes foncières en 2019 compte tenu qu'elles dépendent de la désignation d'un opérateur, par appel d'offres, en 2021 pour l'îlot Porte des Temps. Le recalibrage de l'opération prévue sur l'îlot Renan dépendra de l'arbitrage de l'Architecte des Bâtiments de France.

Au bilan prévisionnel global les recettes sont portées à 18 088 363 euros. L'écart des recettes est de +141 342 euros TTC, hors TVA résiduelle, compte tenu des variations sur les postes de cessions à la Ville et sur l'îlot Renan, aux remboursements d'assurance portés en produits divers et enfin à la modification des répartitions entre participations à l'équilibre et aux équipements.

Le montant de la participation totale du concédant, évolue de 11 192 065 euros TTC à 11 123 896 euros TTC, soit une baisse de 68 169 euros TTC. La ville de La Ciotat ayant déjà versé 5 522 818 euros lorsqu'elle était concédante, l'incidence financière pour la part Métropole est la suivante :

2 309 366 euros de participation à l'équilibre de bilan,

3 291 712 euros de participation aux aménagements d'espace public.

Compte tenu des nouvelles hypothèses retenues pour cette opération, notamment la vente avec charge du foncier et les options d'aménagement de l'îlot Renan restant à arbitrer, il est proposé de proroger la concession au-delà du 31 décembre 2021 jusqu'au 31 décembre 2023. Il s'agit en effet de pouvoir :

- lancer une consultation d'opérateurs immobiliers sur les îlots à restructurer début 2021 afin d'avoir des candidatures, de retenir un lauréat, et, sur la base de ses propositions arrêter les choix opérationnel ;
- achever la maîtrise foncière nécessaire, en particulier par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, dans les délais inhérents aux procédures légales ;
- programmer, concevoir et réaliser les travaux en coordination avec l'Architecte des Bâtiments de France sur les îlots et espaces publics ;
- procéder à la rétrocession de ces espaces aux services gestionnaires compétents ;
- réaliser le solde financier et administratif de l'opération de concessions ;
- faire face à des aléas de calendrier

Cette prorogation ainsi que l'échéancier de versement des participations publiques prévues font l'objet de l'avenant 19 à cette concession, présenté par rapport distinct à l'approbation du Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 008-177/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 19 à la concession d'aménagement de l' opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation de la participation financière de la Métropole à l'opération

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18841/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux

conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°19 à la concession d'aménagement du périmètre de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation de la participation financière de la Métropole à l'opération » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de la Ciotat s'est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son centre ancien par la mise en œuvre d'une OPAH complexe qui associe la Commune, l'Etat et l'ANAH.

En 2001, la Ville de la Ciotat a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation.

A cet effet, par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et le L.300-4 du code de l'Urbanisme.

A compter de sa création, le 1^{er} Janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

Les missions de l'opérateur et les paramètres de l'opération ont été ajustés à l'occasion des divers comptes rendu annuels et par avenants : n°9, 10, 11, 12, 13 et 14.

L'avenant n°15 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de La Ciotat approuvé par délibération du 19 octobre 2017 a redéfini les missions jusqu'à la fin de la concession prorogée à cette occasion jusqu'au 31 décembre 2021.

L'avenant n°16 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 18 octobre 2018 a :

- modifié le montant de la subvention d'équilibre d'un montant global de 2 733 646 euros et précisé l'échéancier du versement 409 986 euros versé en 2017 et le solde qui a été perçu en 2018 pour 1 400 000 euros et 2019 pour 923 660 euros ;
- modifié le montant de la participation aux équipements publics d'un montant de 2 195 386 euros et précisé l'échéancier du versement qui sera versé en 2019 pour 332 655 euros en 2020 pour 1 397 046 euros et 2021 pour 465 685 euros ;
- ajusté la rémunération prévue pour la réalisation des équipements publics sur la base de 5% du montant HT des dépenses pour les missions de réalisation de l'équipement public, du fait de l'ajout de l'aménagement du passage sous porche de l'îlot portes du Temps.

L'avenant n°17 a été notifié le 3 septembre 2019 et le compte rendu d'avancement au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération n° URB 036-6458/19/CM. Ce compte rendu précise : la modification du montant et de l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre et de la participation aux équipements par le concédant.

L'avenant n°18 approuvé le 19 décembre 2019 (délibération URB 045-7937/19/CM) précise :

- la reprise par la SOLEAM du portage foncier : mission de veille, entretien et confortement du foncier acquis ;
- la reprise par la SOLEAM des procédures et négociations amiables nécessaires à la finalisation des acquisitions foncières ;
- le lancement d'une consultation pour designer des opérateurs immobiliers sur les 2 îlots : Renan et Porte des Temps.

L'examen du Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL), arrêté au 31 décembre 2019 et présenté au bureau par rapport distinct, fait état de la situation physique et financière de réalisation de l'opération ainsi que sur son évolution prévisionnelle.

Les évolutions programmatiques sont les suivantes :

- La réalisation du passage au niveau de l'îlot Porte des Temps sera mise à la charge de de l'opérateur retenu sur appel d'offres pour réaliser l'opération immobilière de 4 commerces et 13 logements diversifiés ; le passage sous porche devait être initialement réalisé par la SOLEAM.
- Le programme de l'îlot Renan est toujours en négociation avec la Ville de La Ciotat et l'Architecte des Bâtiments de France : création d'une place sur la totalité de l'îlot ou d'une demi-place et de logements. Le l'hypothèse la plus ambitieuse est chiffrée prévisionnellement dans ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale, à savoir la réalisation sur la totalité de la superficie de l'îlot.

Compte tenu des nouvelles hypothèses retenues pour cette opération, notamment la vente avec charge du foncier et les options d'aménagement de l'îlot Renan restant à arbitrer, ainsi que des délais de procédures, il est proposé de proroger la concession au-delà du 31 décembre 2021 jusqu'au 31 décembre 2023. Il s'agit en effet de pouvoir :

- lancer une consultation d'opérateurs immobiliers sur les îlots à restructurer début 2021 afin d'avoir des candidatures, de retenir un lauréat, et, sur la base de ses propositions arrêter les choix opérationnel ;
- achever la maîtrise foncière nécessaire, en particulier par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, dans les délais inhérents aux procédures légales ;
- programmer, concevoir et réaliser les travaux en coordination avec l'Architecte des Bâtiments de France sur les îlots et espaces publics ;
- procéder à la rétrocession de ces espaces aux services gestionnaires compétents ;
- réaliser le solde financier et administratif de l'opération de concessions ;
- faire face à des aléas de calendrier

Le montant de la participation publique totale, sensiblement inchangé, s'établit à 11 123 896 euros dont 5 601 078 euros à la charge de la Métropole qui se répartit en :

2 309 366 euros de participation à l'équilibre de bilan,

3 291 712 euros de participation aux aménagements d'espace public.

Ainsi, l'avenant n°19 à la concession d'aménagement a pour objet de proroger la durée de la concession, d'ajuster le montant et l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre et de la participation aux équipements par le concédant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°19 à la concession d'aménagement du périmètre de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation de

la participation financière de la Métropole à l'opération.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°19 à la concession d'aménagement du périmètre de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation de la participation financière de la Métropole à l'opération ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°19 à la concession d'aménagement du périmètre de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation de la participation financière de la Métropole à l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 009-178/20/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement Grand Centre Ville à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18844/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession Opération Grand Centre Ville à Marseille passée avec la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre-Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à la requalification du centre-ville sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

-la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la

propriété,

-la production de locaux d'activité et d'équipements,

-l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,

-le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.

-la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016 sous numéro de contrat n°T1600914CO.

Depuis le début de l'opération, les Comptes Rendus Annuels au concédant (CRAC) ont été régulièrement approuvés par les assemblées délibérantes successivement compétentes incluant la redéfinition des objectifs suivants ajustés à 25 pôles de projet prioritaires :

Produire 1 400 logements nouveaux ou restructurés locatifs et en accession à la propriété,
Produire de 11 600 m² locaux d'activité ou commerce et 9 000 m² d'équipements,
Améliorer 2 000 logements par une incitation des propriétaires grâce à un système d'aides aux travaux,

Ravaler 1 000 immeubles le long des axes emblématiques du centre-ville,
Créer et améliorer 47 000 m² de voiries et d'espace public pour renouveler l'attractivité résidentielle et commerciale des quartiers centraux.

Par délibération URB 002-3276/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a été approuvé, conjointement au compte rendu annuel pour 2016, l'avenant n°8 à la concession d'aménagement n°T1600914CO prorogeant la concession jusqu'au 31 décembre 2025 compte tenu du délai des procédures d'urbanisme nécessaires à la mise en œuvre des opérations engagées.

Par délibérations du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 ont été conjointement approuvés une convention au titre des articles L5215-27 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, afférente au programme des équipements municipaux et à la gestion de services inscrits à opération « Grand Centre-Ville » ainsi que l'avenant n°2 à la convention financière tripartite n°2017-81192 entre la Métropole, la ville de Marseille et la SOLEAM actualisant la participation globale de la ville de Marseille à la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » au montant global de 31 429 665 euros TTC,

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du bureau de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession « Grand Centre-Ville »,

Tel est le contexte dans lequel ont été examinés les équilibres opérationnels du bilan de la concession « Grand Centre Ville », qui évoluent de la manière suivante :

-Le montant total des dépenses passe de 235 886 604 € TTC à 195 643 337 € TTC,

-Le montant total des recettes privées et subventions passe de 92 589 845 euros TTC à 52 346 585 euros TTC,

Les participations publiques au financement de l'opération évoluent de manière suivante :

-la participation d'équilibre passe de 61 348 623 euros à 60 525 423 euros, dont 45 385 423 euros à la charge de la Métropole et 15 140 000 euros déjà acquittés par la ville de Marseille,

-la participation aux aménagements métropolitains passe de 46 774 977 euros à 47 598 177 euros sur lesquels la TVA est récupérable,

-la contribution de la ville de Marseille pour le financement du programme des équipements municipaux et à la gestion de services inscrits à opération demeure à 31 429 665 euros TTC, pour partie en participation et pour partie en acquisition *in fine*.

-l'apport en nature de foncier gratuit reste valorisé à 3 743 500 euros.

Le Compte Rendu Annuel pour l'exercice 2019 affiche par poste les variations suivantes :

DEPENSES :

Etudes :

La dépense cumulée à fin 2019 s'établit à 2 523 015 euros, études sur l'habitat privé comprises.

Globalement, sur la durée de la concession ce poste, passe de 4 525 851 euros TTC, hors études habitat privé, à 4 165 573 euros TTC.

Il est prévu un budget de 665 263 euros pour l'exercice 2020.

Acquisitions foncières, gestion et relogements :

La dépense cumulée depuis le début de l'opération passe de 23 millions d'euros (dont 25,2 millions de foncier) à 27,3 millions d'euros.

Globalement, sur la durée de la concession, la dépense passe de 101 147 022 euros à 75 918 484 euros TTC. Cette diminution est due à la baisse des objectifs de la production de logements compte tenu de l'échéance de la concession et du déroulé des procédures de maîtrise foncière.

Il est prévu sur ces postes un budget de 2 814 231 euros (dont 1 441 970 euros de foncier) pour l'exercice 2020.

Travaux :

Ces dépenses comprennent à la fois les travaux conservatoires et préparatoires sur le foncier acquis, y compris démolitions, mais aussi les travaux de réalisation des programmes d'habitat, d'équipements et d'aménagement publics dont la SOLEAM s'est vue confier la maîtrise d'ouvrage, ainsi que la maîtrise d'œuvre.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération passe de 9,7 à 20,9 millions d'euros TTC. Il est prévu un budget de 17 698 320 euros pour l'exercice 2020.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 84 246 406 euros programmés à 84 287 104 euros TTC (hors reste à programmer).

TVA résiduelle :

Le montant total de la TVA reversée passe globalement de 8 396 942 euros à 1 101 837 euros de TVA récupérée.

RECETTES :

Cessions foncières :

Depuis le début de la concession la recette foncière encaissée reste inchangée à 3 765 351 euros à fin 2019.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 93 868 031 euros à 54 023 268 euros, dont 10 726 885 euros de cession à la ville de Marseille de trois équipements publics. Cette baisse résulte en grande partie de la baisse du foncier acquis et de l'affectation de ce foncier à la création d'équipement public.

Une recette foncière de 590 132 euros est prévue pour l'exercice 2020.

Subventions :

Dans le cadre de ses missions la SOLEAM est appelée à être maître d'ouvrage d'opérations subventionnées. Il s'agit des subventions mobilisées auprès de la Région, du Département, de l'ANRU, dont en particulier :

- le déficit d'îlot Abadie, dans le quartier du Panier,
- le déficit d'îlot Korsec dans le quartier Belsunce,
- l'aménagement de la place Fare Petites Maries, mitoyenne de l'îlot Korsec.

La SOLEAM a par ailleurs sollicité et obtenu des subventions nouvelles pour les aménagements métropolitains dont elle assure la maîtrise d'ouvrages, notamment auprès du Conseil Régional qui a engagé 3 827 000 euros pour l'aménagement de la Place Jean Jaurès et 480 000 euros pour la requalification des rues Théâtre & Mazagran - Place du Lycée en lien avec la réfection du cours Lieutaud conduite par la Métropole.

Globalement le montant des subventions passe ainsi de 7 168 440 euros à 7 089 156 euros.

Depuis le début de l'opération SOLEAM a encaissé 1 733 412 euros de subvention à fin 2019.

Le montant prévisionnel d'encaissement est de 1 012 828 euros en 2020.

Les participations publiques au bilan de concession se répartissent comme suit :

*Participation aux équipements publics métropolitains :

Le programme actualisé des aménagements publics métropolitains concédés dans le cadre de cette opération de renouvellement urbain concerne :

- pôle Mazagran : requalification des rues du Théâtre & Mazagran - Place du Lycée,
- pôle Korsec : aménagement de la Place Fare Petites Maries,
- pôle Flammarion : réalisation d'une trame viaire pour désenclaver des friches mutables.
- pôles Trois Rois / Curiol / Olivier / Nau : requalification de la Place Jean Jaurès,
- pôle Nationale-Providence : aménagement de la Place de la Providence,
- pôles Noailles : piétonisation.

Ce programme correspond à une surface créée ou requalifiée de 50 650 m².

Le budget global de ce programme est ajusté de 46 774 977 euros à 47 598 177 euros TTC. Des versements à hauteur de 15 163 040 euros ont été faits de 2016 à fin 2019.

La participation prévue pour l'année 2020 est de 7 292 000 euros compte tenu de l'avancement du chantier de la Place Jean Jaurès.

Participation numéraire du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre passe de 61 348 623 euros à 60 525 423 euros, dont :

.15 140 000 euros versés par la Ville de Marseille lorsqu'elle était concédante.

.45 385 423 euros à la charge de la Métropole concédante qui a déjà versé 14 500 000 euros à fin 2018.

Il n'était pas prévu de versement en 2019, il n'en sera pas pour 2020, la trésorerie de l'opération étant suffisante grâce aux versements des participations pour les aménagements publics et les équipements.

*Participation aux équipements municipaux :

Le programme actualisé des équipements municipaux et prestations réalisés dans le cadre de l'opération, objet la convention de création et de service n°2019-80198 signée entre la Ville et la Métropole et de la convention financière tripartite associée n°2017-81192, comprend :

Equipements achetés *in fine* à prix coûtant TTC par la Ville :

.pôles Noailles : équipement intergénérationnel Domaine Ventre
.pôles Noailles : équipement jeunesse 44 Aubagne
.pôle Nationale-Providence : centre municipal d'animation pour les jeunes enfants
Les lignes sont inscrites au bilan en recette de cession publique pour 10 726 885 euros TTC

Equipements financés par une participation au reste à charge : 20 702 780 euros TTC

pôle Korsec : les équipements sportifs et associatifs Korsec,
.pôle Nadar-Pouillon : le Jardin des Récollettes,
.pôle Folies Bergères : la requalification du passage,
.pôle Opéra : l'annexe de l'Opéra Municipal 3-5, rue Molière
.pôle Flammarion : la création du groupe scolaire 8 classes
.pôle Flammarion : la provision pour équipement de proximité

Prestations concernant la mission d'aide aux ravalements de façades : 425 393 euros TTC.

La mission imputable à la concession a été clôturée à fin 2017 au profit d'un mandat spécifique passé par la ville de Marseille avec la SOLEAM à compter de 2018.

Le programme global prévoit une surface d'équipement de 9 552m².

Son montant de 31 429 665 euros TTC, à la charge de la ville de Marseille à la concession, est inchangé.

Apport en nature :

Les apports en nature par la ville de Marseille, réalisés ou transférés au profit de la concession, sont valorisés à hauteur de 3 743 500 euros.

Concernant la trésorerie de l'opération, un emprunt de 2 000 000 euros a été contracté sur l'exercice 2012. Au 31 décembre 2016 il est entièrement remboursé.

Le remboursement de l'avance de 2 000 000 euros a été reporté à échéance de la concession.

Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2018 est de -2 613 824 euros. La SOLEAM a contracté en 2019 un emprunt de 7 000 000 euros et prévoit d'en contracter un autre de 5 000 000 euros en 2020 remboursés sur 5 ans pour faire face au pic de dépenses de travaux notamment sur les exercices 2020-2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession Opération Grand Centre Ville à Marseille passée avec la SOLEAM.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession Opération Grand Centre Ville à Marseille passée avec la SOLEAM ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession Opération Grand Centre Ville à Marseille passée avec la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 010-179/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 11 à la concession d'aménagement Grand Centre Ville à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 20/18845/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant 11 à la concession Opération Grand Centre Ville passée avec la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

-la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

-la production de locaux d'activité et d'équipements,

-l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,

-le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.

-la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016 sous numéro de contrat n°T1600914CO.

Depuis le début de l'opération, 10 avenants successifs ont déjà été approuvés.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de Métropole l'avenant n°11 à ladite concession actualisant l'échéancier de versement des participations, et ce conformément aux éléments du Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) qui est soumis en parallèle à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 11 à la concession Opération Grand Centre Ville passée avec la SOLEAM.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant 11 à la concession Opération Grand Centre Ville passée avec la SOLEAM ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 11 à la concession Opération Grand Centre Ville passée avec la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 011-180/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Concession Parc Corot à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 20/18973/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018106100 « Concession Parc Corot » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Corot est une copropriété abritant une population estimée à 1000 habitants.
L'ensemble est constitué de 12 bâtiments, sur un terrain de 4,81 hectares.

Le Parc Corot est situé dans le quartier prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé-Corot », et concerné par le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) pour le « Grand Malpassé ».

Le Parc Corot a bénéficié d'une intervention publique depuis plusieurs années.
Les études conduites dans le cadre du PRU ont permis de mieux appréhender les graves difficultés structurelles auxquelles est confrontée la copropriété, aussi bien du point de vue de sa gestion, que de la vétusté du bâti et des

équipements communs, de l'état de dégradation avancé des espaces collectifs, ainsi que de la grande fragilité économique et sociale de nombre des résidents.

Aussi, entre autres interventions publiques, une opération d'aménagement avec recours à une concession d'aménagement en application des articles L300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme a débuté en 2020.

Le concessionnaire devra mettre en œuvre le projet défini par la Métropole et financé par l'ANRU, et assurer les missions suivantes :

- Les acquisitions par voie amiable des immeubles ou des lots, par voie de préemption ou d'expropriation ;
- L'acquisition de terrains voisins, maîtrisés par la ville de Marseille, le bailleur social Habitat Marseille Provence ou autres, en vue de leur valorisation dans le cadre du NPNRU ;
- Les relogements nécessaires préalables aux démolitions et l'accompagnement social des ménages ;
- La neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à la démolition ;
- La gestion et l'entretien courant des logements acquis dans les immeubles à conserver ;
- La démolition de certains bâtiments, en fonction de la stratégie qui sera retenue, et la remise en état des sols
- La cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés ;
- La réalisation des travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD) liés à l'individualisation des copropriétés ainsi que la réfection et la création des voies et des espaces publics nécessaires.
- la coordination d'ensemble et l'animation nécessaire à la conduite de ces actions ;

Le bilan financier prévisionnel de cette concession montre que la participation prévisionnelle de la Métropole est, dans l'hypothèse financière la plus élevée, de 20 800 000 euros à ce jour.

Aussi, l'opération d'investissement n°2018106100 Concession Parc Corot inscrite au budget pour un montant de 18 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 2 280 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 20 280 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018106100 Concession Parc Corot.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018106100 Concession Parc Corot ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018106100 Concession Parc Corot.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 012-181/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement NPNRU opérationnel

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/19032/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « NPNRU opération » » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la

Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et asseoir les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel. La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain cible à l'échelle nationale 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt national et 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt régional, avec un concours financier (répartis entre subventions et prêts bonifiés Action Logement) de 10 milliards d'€.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ceux sont 21 Quartiers dont 11 d'intérêt national (9 à Marseille, 1 à Miramas et 1 à Port de Bouc) et 10 d'intérêt régional (5 à Marseille, 1 à Vitrolles, 1 à Aix, 1 à Port de Bouc, 1 à Martigues et 1 à Salon).

Les 11 quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :

- Centre Nord / Saint-Mauront (Marseille PRIN)
- Air Bel (Marseille PRIN), faisant ici l'objet du présent rapport
- Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers (Marseille PRIN)
- Frais Vallon / La Rose (Marseille PRIN)
- Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert (Marseille PRIN)
- Saint-Antoine / Bricarde / Castellane (Marseille PRIN)
- Solidarité / Kallisté (Marseille PRIN)
- La Savine (Marseille PRIN)
- La Cabucelle / Les Crottes (Marseille PRIN)
- La Maille I (Miramas PRIN)
- Les Aigues-Douce (Port-de-Bouc PRIN)

Un protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain relatif au territoire Marseille Provence, a été signé le 21 décembre 2017 avec l'ANRU. Il a permis de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre et de mobiliser les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.

Une convention cadre pour la Métropole Aix Marseille Provence a été délibérée le 24 octobre 2019 en conseil de la Métropole ; elle permet d'intégrer la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer dans l'ensemble des quartiers identifiés par le NPNRU.

Afin de permettre la contractualisation des NPNRU avec l'ANRU et ses partenaires en 2021, la métropole s'engage au lancement des études opérationnelles sur les projets suivants :

- Grand Saint Barthélémy – Grand Malpassé
- Frais Vallon – La Rose
- Castellane Bricarde
- Solidarité Kallisté
- Savine

L'opération d'investissement « NPNRU opérationnel » d'un montant de 3 500 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 210092BP du programme 09, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « NPNRU opérationnel » .

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « NPNRU opérationnel » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « NPNRU opérationnel ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 013-182/20/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence sur la copropriété La Maurelette - Marseille 15ème arrondissement - Approbation de l'avenant 1 à la convention de financement

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18839/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence sur la copropriété La Maurelette – Marseille 15^{ème} arrondissement – approbation de l'avenant 1 à la convention de financement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La copropriété la Maurelette est un ensemble immobilier situé 192 rue le Chatelier/Boulevard Simon Bolivar dans le quartier la Delorme dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille. Elle est composée de 746 logements répartis sur 70 entrées, 12 locaux commerciaux, 541 emplacements de stationnement, une bastide abritant un centre de formation et une ancienne maison de retraite désaffectée. La copropriété est gérée depuis 2018 par le syndic Immobilière Colapinto.

Cette copropriété construite dans les années 60 fait face depuis des années à de nombreuses difficultés de gestion (changements fréquents de syndic et mise sous administration provisoire) et à des problèmes financiers (des dettes de charges et dettes fournisseurs très importantes). Sur le plan technique, le bâti est vieillissant et souffre d'un manque d'entretien.

Le cumul de ces difficultés a conduit les pouvoirs publics à intégrer la copropriété la Maurelette parmi les copropriétés marseillaises sur lesquelles il y a urgence à agir.

La copropriété figure ainsi comme prioritaire dans l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille approuvé par délibération de la Métropole n°DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 et cosigné avec l'ensemble des partenaires institutionnels.

La copropriété fait l'objet depuis le 18 décembre 2018 d'un arrêté municipal de péril grave et imminent portant sur des risques de chutes d'éléments de maçonnerie en façade complété par un arrêté modificatif du 11 janvier 2019 prescrivant les purges des éléments instables.

Cet arrêté de péril a précipité la mise à l'élaboration d'un plan de sauvegarde puisque le Préfet, par arrêté du 14 mai 2019, sur sollicitation du Maire de Marseille, a créé la commission chargée de l'élaborer. Cette mise à l'élaboration permet à la copropriété de bénéficier des financements majorés instaurés dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés (PIC).

En effet, le financement des travaux d'urgence par l'ANAH jusqu'à fin 2019 a été majoré à hauteur de 100% du montant hors taxe des travaux et honoraires techniques. La métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des travaux toutes taxes comprises, les honoraires techniques et l'assurance dommage ouvrage, à l'exception des honoraires du syndic.

Dans ce cadre, par délibération n° DEVT 010-7468/19/BM du 19 décembre 2019, la Métropole a approuvé l'attribution d'une subvention de 44 248 euros pour la réalisation des travaux de purges de façade répondant aux injonctions de l'arrêté de péril grave et imminent. Une convention de financement a ainsi été conclue entre la Métropole et le syndicat des copropriétaires de la Maurelette pour en fixer les modalités.

Depuis lors, le programme de travaux a été affiné par le maître d'œuvre de la copropriété et les travaux s'avèrent plus coûteux que les estimations initiales suite à la consultation et au choix des entreprises intervenues à la fin du premier semestre 2020.

Les travaux sont aujourd'hui évalués à 855 901,93 euros TTC au lieu des 486 736 euros inscrits dans la convention de financement n°Z200153CO.

Le montant prévisionnel de l'aide apportée par la Métropole en complément de la subvention de l'ANAH est redéfini ainsi :

Financement ANAH :	778 092,66 euros
Financement Métropole AMP :	77 809,27 euros
Montant total des travaux TTC :	855 901,93 euros

Au regard de ces évolutions, il convient de proposer un avenant à la convention de financement n° Z200153CO conclue entre la Métropole et le syndicat des copropriétaires et de modifier à la hausse la participation de la Métropole à ces travaux d'urgence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence sur la copropriété La Maurelette – Marseille 15^{ème} arrondissement – approbation de l'avenant 1 à la convention de financement.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence sur la copropriété La Maurelette – Marseille 15^{ème} arrondissement – approbation de l'avenant 1 à la convention de financement.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence sur la copropriété La Maurelette – Marseille 15^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 014-183/20/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation de la convention type d'attribution des subventions par la Métropole

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18849/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat. Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La délibération « transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille et l'approbation de la convention type d'attribution des subventions fixant les modalités de versement par la Métropole » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) engagés sur la ville de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU concernés.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions départementales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le groupement a été dissous en date du 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne peut donc plus être assurées par le GIP depuis cette date.

Afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP dans le cadre des opérations relevant des PRU.

A cet effet, la commission permanente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône a tout d'abord autorisé le transfert à la Métropole des soldes de subventions par délibération du 14 avril 2020.

Les modalités de reprise de la mission de mutualisation des financements publics et de reversement aux maîtres d'ouvrage par la Métropole ont ensuite été définies dans le cadre d'une convention de transfert validée par décision n°20/424/D de la Présidente de la Métropole en date du 29/05/2020 et par délibération de la commission permanente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône du 19 juin 2020.

Cette convention de transfert a fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU engagés sur la Ville de Marseille et a défini par opération l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole, en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics confiée par le Département pour les opérations de PRU, s'est engagée à instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, à transmettre ces demandes au Département et à effectuer

le versement de la subvention à hauteur du montant validé par le Département après contrôle de ses services.

Il convient dès à présent de définir par convention les relations financières entre la Métropole et chaque maître d'ouvrage en application des missions confiées à la Métropole par le Département des Bouches-du-Rhône en matière de gestion de co-financements publics pour les PRU engagés sur la ville de Marseille.

La convention type a pour objet de fixer les modalités d'instruction et de règlement par la Métropole des subventions octroyées à chaque maître d'ouvrage par le Département des Bouches-du-Rhône pour les opérations relatives aux projets de renouvellement urbain (tableau ci-annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille et l'approbation de la convention type d'attribution des subventions fixant les modalités de versement par la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération soumis au Bureau sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille et l'approbation de la convention type d'attribution des subventions fixant les modalités de versement par la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant le sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille et l'approbation de la convention type d'attribution des subventions fixant les modalités de versement par la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 015-184/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de financement entre la Métropole et deux bailleurs sociaux pour l'attribution d'une subvention à la Métropole sur le projet de Frais Vallon La Rose

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18850/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention de financement entre la Métropole et deux bailleurs sociaux pour l'attribution d'une subvention à la Métropole sur le projet de Frais Vallon La Rose » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération numéro DEVT 001-2799/17/CM en date du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le projet de protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) cofinancé par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour les 14 quartiers situés sur la commune de Marseille (9 quartiers d'intérêt national et 5 d'intérêt régional).

Ce protocole, signé le 21 décembre 2017 avec l'ANRU, a permis de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre et de mobiliser les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.

Parmi ces moyens il a été acté l'engagement d'une démarche de concertation des habitants concernés par le projet sur le secteur Frais Vallon La Rose laquelle a été lancée début 2018.

Les bailleurs Habitat Marseille Provence et 13 Habitat, partenaires majeurs du projet, ont été appelés à cofinancer ce dispositif.

Cette participation doit être contractualisée via une convention de financement tripartite entre la Métropole, substituée dans les droits et obligations du GIP Marseille Rénovation Urbaine à compter de sa dissolution intervenue au 31 décembre 2019, et les deux bailleurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de financement entre la Métropole et deux bailleurs sociaux pour l'attribution d'une subvention à la Métropole sur le projet de Frais Vallon La Rose.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS, Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention de financement entre la Métropole et deux bailleurs sociaux pour l'attribution d'une subvention à la Métropole sur le projet de Frais Vallon La Rose ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de financement entre la Métropole et deux bailleurs sociaux pour l'attribution d'une subvention à la Métropole sur le projet de Frais Vallon La Rose.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 016-185/20/CT

**■ CT1 - Réhabilitation de l'habitat ancien - Attribution de subventions aux propriétaires privés - Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux - OPAH RU Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille Centre - OPAH RU Centre ancien La Ciotat - Rectification de dossiers
DUFSV 20/18852/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides que la Métropole gère par délégation des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions opérationnelles partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Anah. Les modalités d'attributions des subventions sur fonds propres sont précisées dans le Règlement des aides du conseil de territoire approuvé par délibération du conseil de Marseille Provence le 29 février 2019.

Ainsi sont présentées ici pour engagement, les subventions proposées dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » ; des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) à volet

Renouvellement Urbain OPAH RU « Lutte contre l'Habitat Indigne de Marseille Centre » et OPAH RU « Centre Ancien La Ciotat », ainsi que la rectification d'un dossier dont le tableau d'attribution précédemment voté par le conseil contenait une erreur de total.

-PIG « Habiter Mieux » :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille Provence au 1er janvier 2016, a approuvée une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvée une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant N°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales. Par délibération du 24 octobre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé un avenant N°2 de prolongation de ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2020.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » de Marseille Provence sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI et la Région de primes, complémentaires aux subventions de l'Anah :

Il est proposé au conseil de subventionner dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » la réhabilitation de 91 logements pour un total de 96 primes (certains dossiers donnent lieu à plusieurs primes), selon le tableau ci-annexé :

- 74 primes répondent à l'objectif de performance énergétique
- 7 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ;
- 15 primes régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par la Métropole dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » s'élève à 145 016 euros dont 51 397 euros de subventions sur fonds propres et 93 619 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de 1 178 982 euros qui génèrent un montant de travaux global de 2 099 165 euros.

Le détail des dossiers est précisé en annexe 1.

- L'OPAH RU « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille Centre » :

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée pour 3 ans avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille.

La convention d'OPAH RU prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'Anah, prioritairement sur les parties communes d'immeubles en péril et évacués ou présentant de graves désordres dans le bâti ou au titre des équipements communs.

Cette opération couvre les quartiers anciens du grand centre-ville inscrits dans un périmètre de 1 000 hectares et vise également l'immeuble de grande hauteur Bel Horizon constitué de deux copropriétés.

Dans le cadre de ce dispositif, l'Anah subventionne les travaux en copropriété relevant du Plan Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 50 à 100 % du HT selon la situation de dégradation. La Métropole Territoire Marseille Provence accompagne sur ses fonds propres le dispositif de l'Anah en le complétant par une subvention à concurrence de 20% des dépenses éligibles TTC permettant de couvrir de 75 à 100% du montant des travaux urgents réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de cette opération 5 copropriétés en difficulté, copropriétés traditionnelles en tissu ancien sous arrêté de péril, s'engageant dans une réhabilitation globale et pérenne des parties communes ;

Le montant total de ces programmes de travaux d'élève à 1 897 749 euros TTC pour lesquelles les aides de la Métropole s'élèvent à 194 037 euros de subventions sur fonds propres, en complément des subventions engagées par l'Anah.

Le détail des dossiers est précisé en annexe 2.

- L'OPAH RU « Centre ancien La Ciotat »

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés
- Favoriser la production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Les objectifs quantitatifs de cette OPAH-RU sont les suivants :

- 95 immeubles réhabilités en parties communes, représentant en moyenne 5 logements soit 475 logements ;
- 275 logements traités en parties privatives dont 125 occupés par leur propriétaire et 150 appartenant à des bailleurs privés.

L'opération inscrit également dans ses objectifs la mise en œuvre de 10 baux à réhabilitation par une incitation financière spécifique.

Le taux de propriétaires occupants étant très bas sur ce périmètre, il a été instaurée une prime à l'accession à la propriété visant à attirer des propriétaires occupants s'engageant à réaliser des travaux d'amélioration globale de leur bien, et à résider dans le centre ancien de La Ciotat pendant au moins 6 ans.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil d'apporter une subvention à quatre accédants à la propriété, s'engageant à réaliser des travaux à hauteur d'au moins 10% du prix de l'acquisition et à résider sur site pendant au moins six ans. L'aide de la Métropole, globale et forfaitaire, s'élève à 5 000 euros par accédant, (soit 20 000 euros pour les quatre dossiers), complétée par une subvention de la Région de 2 500 euros pour un propriétaire, soit un total de subvention de 22 500 euros.

Le détail des dossiers est précisé en annexe 3.

Pour l'ensemble de ces opérations, la somme totale engagée par la Métropole s'élève à **361 553** euros de subventions dont 265 434 euros sur fonds propres et 96 119 euros avancés par la métropole pour le compte de la Région.

Pour chaque engagement d'aides supérieur à 23 000 euros délibéré par le territoire Marseille Provence, une convention de financement sera signée avec le bénéficiaire selon le modèle-type approuvé par délibération n°HN 024828/07/20 CT du 31 juillet 2020.

Enfin, il y a lieu de corriger une erreur figurant dans l'annexe à la délibération VU 069-728/19/CT du 17 décembre 2019 approuvant les subventions du lot animé par Urbanis dans le cadre du PIG « Habiter Mieux ». La colonne récapitulative de l'engagement du Conseil de territoire additionnant les primes d'AMP et de la Région est erronée, la formule du tableur n'ayant pas fonctionné. L'erreur impacte quatre dossiers sur dix, il est donc proposé d'approuver la page rectifiée des engagements, objet de l'annexe 4 au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- La délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'OPAH RU « Centre ancien la Ciotat » à volet copropriétés dégradées ;
- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'Anah facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019 ;
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération VU 069-728/19/CT du 17 décembre 2019, par laquelle des subventions ont été attribuées dans le cadre de PIG « Habiter mieux »
- La délibération n°HN 024-28/07/20 CT du 31 juillet 2020 approuvant un modèle-type de convention de financement à signer avec les bénéficiaires de subventions métropolitaines ;
- La délibération n°CHL 00568215/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la convention-cadre avec deux SACICAP permettant de préfinancer les subventions aux copropriétés en difficulté octroyées dans le cadre de l'OPAH de renouvellement urbain « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, et d'accompagner les copropriétés en difficulté à pouvoir engager des programmes de travaux de sécurité au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs respectivement du PIG « Habiter Mieux », de l'OPAH RU « Lutte contre l'habitat Indigne Marseille Centre » et de l'OPAH RU « Centre ancien La Ciotat » ;
- Qu'il convient de corriger une erreur de plume figurant une l'annexe à délibération d'engagement de subvention ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux propriétaires privés dont les listes sont jointes en annexe :

Annexe	Dispositif	Nbre de logements	Nbre de dossiers	Montant engagé
Annexe 1	PIG « Habiter Mieux » CT1	91	91	145 016 euros
Annexe 2	OPAH RU « LHI – Marseille centre »	5 copropriétés (39 logements)	5	194 037 euros
Annexe 3	OPAH RU « Centre ancien La Ciotat »	4	4	22 500 euros
TOTAL				361 553 euros

Article 2 :

Les dépenses relatives à ces aides sont inscrites au budget pour un montant de **361 553 euros**, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581181070, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondant au remboursement par la Région des avances faites par Marseille Provence sont inscrites sur le compte 7472.

Article 3 :

Est approuvée l'annexe 4 ci-jointe qui annule et remplace celle approuvée par délibération VU 069-728/19/CT du 17 décembre 2019 pour le lot animé par Urbanis dans le cadre du PIG « Habiter Mieux ». Celle-ci présentait en effet un cumul de subvention erroné par défaut d'une formule de calcul.

Article 4 :

Les subventions sur fonds propres sont versées sur présentation d'une fiche de synthèse établie par l'Anah, au moment du versement du solde sa subvention. Cette fiche récapitule les dates de l'engagement et du paiement du solde du dossier, pièce que l'Anah ne renseigne qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment les factures des travaux. Pour les primes à l'accession un certificat notarié fait partie des pièces justificatives exigées pour le versement.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est habilité à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter les subventions de la Région, pour un montant de 96 119 euros tel que précisé dans les annexes financières aux conventions du PIG Habiter Mieux et de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Agence nationale de l'habitat toute subvention pour des études préalables et pour l'ingénierie d'animation des dispositifs contractualisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 017-186/20/CT

**■ CT1 - Attribution d'une subvention et approbation d'une convention avec UNICIL dans le cadre du Fonds d'innovation pour l'habitat - Résiliation de la convention avec LOGIREM
DHPV 20/18890/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Fonds d'Innovation pour l'Habitat a été l'une des propositions retenues à l'occasion des Etats Généraux du Logement en 2011 pour être mise en œuvre dans le Programme Local de l'Habitat 2012-2018 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il permet d'encourager et de soutenir l'expérimentation et l'innovation en matière d'habitat.

Dans ce cadre, par délibération du 17 octobre 2016, la Métropole a approuvé une subvention de 200 000 euros au bailleur social LOGIREM afin de soutenir le projet d'habitat participatif CORAIL situé ZAC Saumaty Séon, Marseille 16e arrondissement.

L'opération Corail est innovante par plusieurs aspects : collaboration entre l'association Corail et le bailleur, co-conception du projet, gouvernance coopérative, espaces communs et mutualisés, ambition environnementale.

Par courrier du 17 janvier 2020, le bailleur social LOGIREM a informé l'association CORAIL qu'elle abandonnait le portage du projet.

La société UNICIL, également bailleur social, souhaite reprendre ce projet auprès de l'association CORAIL, en conservant l'esprit initial.

Le projet, initialement envisagé en prêt social location-accession (PSLA), sera monté en bail réel solidaire et comptera 8 logements. Le bail réel solidaire (BRS) est un nouveau dispositif d'accès à caractère social qui permet de dissocier le foncier du bâti pour faire baisser le prix des logements, le foncier étant porté par un office foncier solidaire (dont dispose UNICIL).

Le projet privilégiera conception bioclimatique, ossature bois et isolant bio-sourcé.

Il est donc proposé :

- d'annuler la subvention de 200 000 euros accordée pour le projet CORAIL en 2016 à LOGIREM ainsi que la convention afférente,
- d'accorder au titre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat une subvention d'un montant équivalent de 200 000 euros au bailleur social UNICIL pour la réalisation du projet CORAIL et de conclure une convention à cet effet.

La subvention du Fonds d'Innovation pour l'Habitat permettra en particulier de financer les espaces communs mutualisés (pièces multi-usages situées au centre de l'opération, serre-jardin d'hiver, coursives, cave/espace de rangement, atelier-cabanon) et le coût plus élevé de la maîtrise d'œuvre dû à la démarche participative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération DEVT 004-968/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant l'attribution de subventions dans le cadre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat 2016 et les conventions afférentes ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet d'habitat participatif CORAIL, retenu au titre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat en 2016, ne peut plus être mis en œuvre par le bailleur social LOGIREM ;
- Que la société UNICIL propose de porter le projet en lien avec l'association CORAIL en conservant l'esprit initial ;

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la résiliation de la convention n°16/0578 signée avec LOGIREM et l'annulation de la subvention afférente de 200 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 200 000 € à la société UNICIL pour le projet CORAIL dans le cadre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat Marseille 16^e arrondissement, ainsi que la convention d'attribution.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention ci-annexée et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence 2021 : Sous-politique D110, Nature 20422 Fonction 552, opération d'investissement n° 2012101400, sous réserve du vote du budget.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 018-187/20/CT

■ CT1 - Approbation du report du versement des soldes des subventions 2019 du Contrat de ville en raison de la crise sanitaire du COVID 19 DPV 20/19011/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi

- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 10 septembre 2018 au 12 octobre 2018 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du Contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 8 février 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Par délibérations du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 026-104/19/CT et n° VU 058-717/19/CT relatives à l'approbation de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence, la Métropole a approuvé une programmation correspondant au vote de 491 actions pour un total de 3 431 790 euros.

Les bénéficiaires qui ont reçu une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, a été au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% aurait dû être versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 septembre 2020 pour les actions programmées sur l'année scolaire 2019/2020.

En raison de l'épidémie de COVID 19, de nombreuses associations ont dû cesser temporairement leurs activités ou reporter des projets et des interventions. Conscients que les associations font face à des conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à la crise sanitaire, les partenaires du Contrat de Ville que sont la Métropole, l'Etat et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône ont souhaité se rapprocher de l'ensemble des porteurs de projet afin de prendre en compte leur situation spécifique et d'étudier les mesures liées au versements des subventions au cas par cas, en application de la circulaire du Premier Ministre du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédures et d'exécution des subventions publiques.

Au regard des réponses transmises, les associations ci-dessous ont été dans l'incapacité de finaliser leurs actions en raison des incidences de la crise sanitaire et demandent une prolongation de leur action jusqu'à la fin du premier semestre 2021 :

- Emmaus Connect, action Facilitation à l'accès aux services dématérialisés des publics fragiles du 15ème arrondissement de Marseille grâce au numérique ;
- Institut de Formation, d'Animation et de conseil en Provence, action Médiation socionumérique en vallée de l'huveaune ;
- Mouvement Français pour le Planning Familial, action Expérimentation d'activités et programmes permettant le développement des compétences psychosociales, en milieu scolaire ;
- 118 Bis Astronef, Action culturelle de proximité ;
- Mouvement Français pour le Planning Familial, action Genre, Ecoute et Sexualités - Réseau et accompagnement des professionnels ;
- Information Marseille Accueil Jeunes Ecoute Santé, action Déploiement du Point Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ) de Marseille sur les 15 et 16ème arrondissements.
- ACADEL, action Auto-école d'insertion.

Ainsi, il est proposé d'accepter la prolongation de la durée initiale de ces projets et de reporter par voie d'avenant aux conventions initiales le versement du solde en 2021 de 58 889 euros dont les montants détaillés sont indiqués en annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subvention aux associations par les Conseils de territoire ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 026-104/19/CT relative à l'approbation de la première série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la deuxième série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de reporter le versement du solde des subventions du contrat de ville issues de l'appel à projets 2019 pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19 ;

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le report des soldes de subvention pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19 décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant solde de la subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets en annexe 2 pour lesquels un avenant à la convention de financement annuelle devra être conclu.

Article 3 :

Est approuvé le modèle d'avenant à la convention annuelle en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Est autorisé le versement d'un solde de 65 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 5 :

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2019 de l'appel à projets, soit 58 889 euros TTC, sont inscrits au budget 2020 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer les avenants avec les porteurs de projets et à prendre toutes mesures pour l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 019-188/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative au financement de la Maison de la Justice et du Droit de Marseille DPV 20/18886/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sur proposition du Président délégué de la Commission, soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre

de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

En décembre 2015, la Ville de Marseille a validé la création d'une Maison de la Justice et du Droit (MJD) qui ouvrira au 46 avenue Capitaine Gèze 13014 Marseille.

La mise en place de la Maison de la Justice et du Droit est inscrite dans le programme d'action cadre du Contrat de ville 2015-2020 afin de renforcer et de diversifier l'offre de service à la population en matière d'accès aux droits.

Les Maisons de Justice et du Droit (MJD) ont été créées par la loi du 18 décembre 1998 afin d'assurer une présence judiciaire de proximité, concourir à la prévention de la délinquance et garantir aux citoyens l'accès au Droit et à l'aide aux victimes. Elles permettent aussi de favoriser les modes alternatifs de règlement des litiges (mesures alternatives aux poursuites et résolution amiable des conflits).

La MJD implantée au 46 bd du Capitaine Gèze, dans le 14^e arrondissement de Marseille permettra de disposer d'un lieu où de nombreux professionnels du droit et des associations spécialisées pourront accueillir des publics sous-main de justice et garantir, au bénéfice de tous les justiciables, des permanences d'accès au droit dans des registres aussi divers que le droit du travail, de la famille, de la consommation, du logement...

Par délibération DEVT 022-7972/19/CM du 19/12/2019, la Métropole a approuvé la création de la Maison de la Justice et la convention du Droit et l'attribution d'une subvention de 93 000 euros en 2019.

Les travaux de rénovation du site initialement prévus auraient dû se terminer en 2019. L'occupation illicite du site a engendré une réévaluation des coûts et un report du démarrage et de la mise en œuvre des travaux. L'ouverture de la Maison de Justice et du Droit est reportée au premier trimestre 2021.

Ainsi, l'avenant à la convention initiale a pour objet de proroger la durée initiale de la convention pour qu'elle puisse s'étendre jusqu'au 31 décembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subvention aux associations par les Conseils de territoire ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux

établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;

- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence N° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la deuxième série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence DEVT 022-7972/19/CM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation d'une convention relative à la création et au fonctionnement de la Maison de Justice et du Droit de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'enjeu que représente la présence la Maison de la Justice et du Droit sur le territoire Marseille Provence;
- La nécessité de prolonger par la convention de financement pour le fonctionnement de la Maison de la Justice et du Droit.

DELIBERE

Article unique1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°19/7405/A ci-annexée de financement de la Maison de la Justice et du Droit de Marseille, sous réserve du vote du budget 2021.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits au budget de la Métropole - E110 – 65748-52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 020-189/20/CT

■ CT1 - Approbation de la constitution du groupe d'organismes de logement social autour de la société Métropole du logement Aix-Marseille-Provence société de coordination

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 20/19033/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la constitution du groupe d'organismes de logement social autour de la société « Métropole Aix-Marseille-Provence société de coordination » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique (dite « loi ELAN ») oblige au regroupement les acteurs du secteur du logement social gérant moins de 12.000 logements sociaux au 1er janvier 2021. Ainsi, l'article L. 423-1 du Code de la construction et de l'habitation dispose que : « Les organismes mentionnés à l'article L. 411-2 qui gèrent moins de 12 000 logements sociaux appartiennent à un groupe d'organismes de logement social au sens de l'article L. 423-1-1. » Aux termes de l'article L. 423-1-1 du Code de la construction et de l'habitation, les organismes de logement social peuvent constituer entre eux, afin d'améliorer l'efficacité de leur activité, un groupe d'organismes de logement social formant un ensemble constitué d'une société de coordination.

Au vu de ce qui précède, l'OPH HABITAT MARSEILLE PROVENCE AIX-MARSEILLE PROVENCE METROPOLE et l'OPH PAYS D'AIX HABITAT METROPOLE, ayant tous deux la Métropole Aix-Marseille-Provence comme collectivité de rattachement, ont souhaité saisir cette opportunité pour engager une réflexion sur leur rapprochement.

C'est dans ce contexte qu'il est donc aujourd'hui envisagé que l'OPH HABITAT MARSEILLE PROVENCE AIX-MARSEILLE PROVENCE METROPOLE, gérant près de 15.000 logements locatifs sociaux et l'OPH PAYS D'AIX HABITAT METROPOLE, gérant près de 6.000 logements locatifs sociaux, créent ensemble une société de coordination formant un groupe d'organismes de logement social, dont la dénomination serait METROPOLE DU LOGEMENT AIX-MARSEILLE PROVENCE, société coopérative de coordination à capital variable.

Il est précisé qu'un tel regroupement n'emporte aucune modification des OPH qui conserveront leur autonomie et leur gouvernance.

Ce rapprochement au sein d'une société de coordination, dont les seuls membres seraient les deux offices, permettrait à ces derniers de se conformer aux obligations de la loi ELAN. Les deux offices pourraient alors bénéficier de la dérogation prévue à l'article 81. V de la loi ELAN qui accorde aux offices rattachés à une même collectivité un délai supplémentaire, jusqu'au 1er janvier 2023, pour se conformer aux dispositions de l'article L. 421-6 du Code de la construction et de l'habitation selon lequel la Métropole « ne peut être la collectivité de rattachement de plusieurs offices publics de l'habitat mentionnés à l'article L. 411-2 du présent code qui gèrent chacun moins de 12 000 logements sociaux. »

Pour concrétiser opérationnellement leur rapprochement, les offices précités forment le projet de constituer ensemble un groupe d'organismes de logement social autour d'une société de coordination.

En synthèse, la société de coordination est un nouvel organisme d'habitations à loyer modéré. A ce titre, elle doit être agréée par le ministre en charge du Logement (art. L. 423-1-2 du CCH). Ne peuvent être actionnaires de la société de coordination que les organismes d'HLM (art. L. 423-1-2 du CCH), les sociétés d'économie mixte agréées logement social et les organismes agréés pour la maîtrise d'ouvrage ainsi que dans une proportion qui ne peut excéder 50 % du capital social, les sociétés d'économie mixte non agréées, les sociétés publiques locales et les sociétés d'économie mixte à opération unique (art. L. 423-1-3 du CCH).

La société de coordination sera le pivot du groupe. Son rôle est strictement défini par la loi :

- Elle remplira le rôle de pilotage stratégique et sera chargée de l'élaboration pour le groupe du cadre stratégique patrimonial (les orientations générales et les grands objectifs chiffrés en s'appuyant sur le PSP de chaque membre), du cadre stratégique d'utilité sociale (les engagements sur la qualité du service rendu aux locataires, la gestion sociale, la concertation locative, etc.)

- Elle remplira également un rôle de coordination et de mutualisation et sera chargée de construire l'efficacité opérationnelle et économique du groupe, la définition de la politique technique, de la politique d'achat des biens et services et d'une unité identitaire. Elle pourra notamment assurer la mise en commun de moyens humains et matériels au profit de ses actionnaires, en assistant, comme prestataire de services, ses actionnaires organismes d'habitations à loyer modéré dans toutes les interventions de ces derniers sur des immeubles qui leur appartiennent ou qu'ils gèrent.

Enfin, elle exercera également un contrôle de gestion des organismes (transmission des documents comptables à la société de coordination, combinaison des comptes annuels de chaque actionnaire).

Les deux offices opteraient pour la forme juridique de la société anonyme coopérative à capital variable.

Son siège social serait situé à MARSEILLE.

Les actionnaires entendraient se répartir à parts égales le capital social, dont le montant effectif serait de 37.000 €, soit 18.500 € pour l'OPH HABITAT MARSEILLE PROVENCE AIX-MARSEILLE PROVENCE METROPOLE et 18.500 € pour l'OPH PAYS D'AIX HABITAT METROPOLE.

Comme au sein de toute société anonyme, une assemblée générale réunira les associés de la société de coordination. Le législateur a spécifiquement prévu que les établissements publics de coopération intercommunale et collectivités territoriales d'implantation peuvent, s'ils en font la demande expresse, assister aux assemblées générales avec voix consultative.

Il est envisagé que la société de coordination soit dirigée par un directeur général et un conseil d'administration. Il est joint aux présentes le projet de statuts de la société de coordination.

Au sein du conseil d'administration, les deux offices fondateurs seraient représentés comme suit :

- quatre (4) postes proposés par HABITAT MARSEILLE PROVENCE AIXMARSEILLE, dont deux seraient occupés par son Président et son Directeur Général ;
- quatre (4) postes proposés par PAYS D'AIX HABITAT METROPOLE, dont deux seraient occupés par son Président et son Directeur Général.

Par ailleurs, comme le prévoit le Code de la construction et de l'habitation, trois (3) postes doivent être réservés aux représentants des locataires des offices, qu'il conviendra d'élire dans les conditions prévues réglementairement.

Il est également précisé que les collectivités locales et établissements publics d'implantation des offices associés disposent de deux (2) à cinq (5) sièges, avec voix consultative.

Les informations-consultations des comités sociaux et économiques des deux offices sont actuellement en cours.

Les conseils d'administration des deux offices devront délibérer pour approuver ce projet et autoriser leurs représentants légaux à signer les statuts ci-joints.

Enfin, les organismes devront déposer une demande d'agrément pour la création de la société de coordination auprès du ministère en charge du Logement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la constitution du groupe d'organismes de logement social autour de la société « Métropole Aix-Marseille-Provence société de coordination ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la constitution du groupe d'organismes de logement social autour de la société « Métropole Aix-Marseille-Provence du logement société de coordination » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la constitution du groupe d'organismes de logement social autour de la société « Métropole Aix-Marseille-Provence société de coordination ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

■ Cession à titre onéreux du lot n° 18 de la ZAC des Florides à Marignane au profit de la Société BARJANE

Avis du Conseil de Territoire

URB 001-190/20/CT

■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Engagement de la procédure de modification n°1 - Saisine du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence
DUFSV 20/18908/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités qui constituent les six Conseils de Territoire.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur chacun des territoires qui la compose.

Par délibération cadre n° URB 001-3635/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Dans ce contexte, et au terme de cinq années de procédures, la Métropole Aix-Marseille-Provence, après avis du Conseil de Territoire, a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence par délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019.

Après une année d'application de ce document d'urbanisme sur les 18 communes membres du Conseil de Territoire Marseille Provence, il apparaît nécessaire de corriger des erreurs matérielles ou d'améliorer la rédaction de certaines règles afin d'éviter toute ambiguïté dans leur application.

Cette procédure de modification n°1 s'inscrira dans un calendrier resserré afin de permettre une application efficiente du document.

Par cette première modification du PLUi, le règlement écrit, le règlement graphique, et les OAP seront rectifiés. Il s'agira notamment de reformuler des articles du règlement pour qu'ils ne soient pas ambigus, de préciser les dispositions réglementaires dans les zones classées en risques de feu de forêt, d'améliorer les croquis dans le règlement, de mettre en concordance les planches graphiques de détail et les planches graphiques générales.

La nature de ces ajustements entre dans le champ d'application de la procédure de modification encadrée par l'article L153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'article L153-36 prévoit « Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions »

Ainsi une procédure de modification ne peut avoir pour objet :

- de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Ainsi le Conseil de Territoire Marseille Provence doit saisir le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLUi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole portant sur « CT1 - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Engagement de la procédure de modification n°1 - Saisine du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que les adaptations du PLUi envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification ;
- Qu'il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire approuve la saisine du Conseil de la Métropole afin de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-191/20/CT

■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Engagement de la procédure de modification n°2 - Saisine du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence DUFSV 20/18909/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur chacun des territoires qui la compose.

Par délibération cadre n° URB 001-3635/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de Métropole, les Conseils des Territoires et leurs Présidents respectifs.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence le 19 décembre 2019.

L'engagement d'une première modification du PLUi visant à corriger des erreurs matérielles et à améliorer la réaction de certaines règles notamment, est proposée au vote du présent Conseil métropolitain. Cette procédure s'inscrira dans un calendrier resserré afin de permettre une application efficiente du document.

Outre l'engagement de cette première modification, le PLUi est un document qui nécessite continuellement de s'adapter à la dynamique du territoire notamment en raison de l'évolution de la législation, et des politiques publiques communales, territoriales, et métropolitaines à mettre en œuvre sur le Territoire.

Des études d'urbanisme sont ainsi menées en continu sur des sujets d'actualité en vue de les intégrer au document d'urbanisme. Ces adaptations nécessiteront un rythme périodique de procédures de modifications du document.

Dès lors, il apparaît nécessaire d'engager une deuxième modification.

Cette procédure de modification n°2 permettra notamment des adaptations d'emplacements réservés (ajouts, suppressions, rectifications), l'intégration de mesures favorisant la nature en ville, une meilleure prise en compte des risques naturels, l'évolution de droits à construire (majoration ou minoration) et des ajouts de protections patrimoniales ou environnementales. Certaines modifications permettront également de prendre en compte les remarques formulées par la commission d'enquête lors de l'élaboration du document. Par conséquent, le règlement écrit, le règlement graphique, et les OAP seront modifiées. La nature de ces modifications entre dans le champ d'application de la procédure de modification encadrée par l'article L153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'article L153-36 prévoit « Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ». Ainsi une procédure de modification ne peut avoir pour objet :

- de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Ainsi le Conseil de Territoire Marseille Provence doit saisir le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLUi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole portant sur « CT1 - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Engagement de la procédure de modification n°2 - Saisine du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les adaptations du PLUi envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification ;
- Qu'il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire approuve la saisine du Conseil de la Métropole afin de solliciter de la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-192/20/CT

■ CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence : correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 032-8703-20-CM du 15 octobre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18957/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Délégation du Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence : correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 032-8703-20-CM du 15 octobre 2020 satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la délégation du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence.

Il convient aujourd'hui, de corriger une erreur matérielle qui s'est glissée dans le rapport sus visé concernant le nom d'un délégataire.

En effet, pour le DPUR sur le site de la copropriété Parc Corot à Marseille, il est mentionné en qualité de délégataire la CDC HABITAT alors qu'il s'agit précisément de la « **CDC Habitat Action Copropriétés** » qui est une société distincte, mandataire de la concession chargée de l'aménagement du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Délégation du Droit du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence : Correction d'une erreur matérielle dans la dénomination sociale d'une délégataire - URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020 »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de corriger l'erreur matérielle et ainsi dénommer précisément le délégataire défini.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la délégation du Droit du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-

Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence : correction d'une erreur matérielle dans la dénomination sociale d'une délégataire - URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-193/20/CT

■ CT1 - Ilot prioritaire Noailles-Ventre - Projet de Déclaration d'Utilité Publique au profit de l'EPF PACA sur le secteur Rome-Palud - Marseille - 1er arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18847/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Ilot prioritaire Noailles-Ventre - Projet de Déclaration d'Utilité Publique au profit de l'EPF PACA en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation de 8 parcelles sur le secteur Rome-Palud – Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Afin d'accélérer le renouvellement du parc privé ancien, la Métropole a approuvé par délibération du 13 décembre 2018 une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pouvoir agir sur la propriété privée.

La Métropole a ainsi décidé d'engager des actions immédiates sur le territoire marseillais afin de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé. Cette intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration des conditions d'habitabilité d'îlots bâtis. En raison de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conforme aux articles L. 103-2, L. 103-3 2e et L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin dernier.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) a été sollicité pour mener des actions foncières dans le but de maîtriser une cinquantaine d'immeubles, d'îlots ou de tènements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé, notamment pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci tant par voie amiable, de préemption et d'expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Différentes conventions d'intervention foncière déjà contractualisées permettent à l'EPF PACA de répondre à ces objectifs. Il intervient notamment dans le cadre de la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville de Marseille », signée le 2 mars 2017 entre l'Établissement Public Foncier PACA (EPF PACA) la métropole Aix-Marseille-

Provence et la ville de Marseille en vue d'intervenir sur des pôles de projet ou îlots prioritaires identifiés sur le périmètre de l'Opération Grand Centre-Ville (OGCV), opération d'aménagement actuellement concédée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société publique locale d'aménagement SOLEAM. Cette opération doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain à partir des pôles identifiés et en agissant sur la production de logements, la requalification d'espaces publics, la création de locaux d'activités et l'accompagnement à la réhabilitation privée.

Par cette convention d'intervention foncière, les signataires ont convenu de s'associer afin de conduire sur le long terme une politique foncière spécifique visant à préparer les futures opérations de renouvellement urbain et contribuer ainsi à la production de logements, locaux d'activités et équipements, en complément des interventions de la SOLEAM.

C'est dans le cadre de cette convention qu'a été ciblé, par l'approbation d'un avenant numéro 2 signé en date du 11 juin 2019, l'îlot « Moustier-Palud-Estelle-Rome », dont les numéros 59, rue de Rome / 44, rue de la Palud et 63, rue de Rome / 48, rue de la Palud. Cet îlot est intégré dans le périmètre plus large de l'îlot prioritaire « Noailles-Ventre », l'un des 4 îlots opérationnels de première phase identifiés par le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) signé en juillet 2019, sur lesquels études et actions opérationnelles seront conduites prioritairement. Cet îlot prioritaire est par ailleurs compris dans le périmètre du quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) Grand Centre-Ville, objet du protocole de préfiguration du NPNRU signé fin 2017.

Il est à noter que l'EPF PACA intervient déjà dans le périmètre de l'îlot prioritaire Noailles-Ventre dans le cadre d'une mission spécifique de maîtrise foncière et de portage des immeubles compris entre les numéros 65 et 83 (inclus) de la rue d'Aubagne. Cette intervention, cadrée par une convention d'intervention foncière dédiée, doit permettre de constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir en concertation sur l'îlot prioritaire. Le lancement d'une DUP « réserve foncière » sur ce site a d'ailleurs été approuvé par délibération du 19 décembre 2019 et le dossier de DUP déposé en Préfecture au mois de janvier 2020.

Sur le périmètre de l'îlot compris entre les rues Moustier, Rome, Estelle et Palud, étendu aux côtés pairs et impairs de la rue de la Palud, l'EPF PACA a récemment réalisé une étude, à la demande de la Métropole. Ce périmètre d'étude, constitué d'un ensemble de 28 parcelles (dont 2 parcelles déconstruites) est caractérisé par une forte densité bâtie, une absence totale de cœurs d'îlots et une très faible proportion d'espaces publics alentours, ainsi que par un état global de dégradation du bâti avec des cas de péril et d'insalubrité avérés.

C'est dans ce contexte qu'ont été repérés comme devant faire l'objet d'une maîtrise foncière les immeubles et parcelles objets du présent rapport, tous situés dans le périmètre de l'îlot prioritaire « Noailles-Ventre » (Marseille – 1^{er} arrondissement). Ces immeubles et parcelles, en plus de leur positionnement stratégique, présentent les caractéristiques suivantes (non cumulatives) :

- Bâti dégradé, vétuste ou non-entretenu, absence de qualité architecturale ;
- Vacance majoritaire, sous-occupation ;
- Bâti peu dense, de petite hauteur, hétérogénéité dans le rythme des façades et aspects architecturaux.

Il est à noter que ce périmètre inclut notamment les parcelles des 41, rue de la Palud (cadastrée quartier Noailles, parcelle n°201803 B0267) et 43, rue de la Palud (cadastrée quartier Noailles, parcelle n°201803 B0266), déconstruites par la ville de Marseille suite aux arrêtés pris en date des 31 janvier 2019 et 7 février 2019, et abrogés par un arrêté du 24 septembre 2020 qui prend acte des travaux de déconstruction et de la stabilisation du site attestés par un bureau d'études techniques. Il inclut également les immeubles des 59, rue de Rome / 44, rue de la Palud (cadastrés quartier Noailles, parcelle n°201803 B0285) et 63, rue de Rome / 48, rue de la Palud (cadastrés quartier Noailles, parcelle n°201803 B0288), visés par l'avenant numéro 2 de la convention d'intervention foncière Grand Centre-Ville de Marseille.

Les immeubles concernés sont pour certains inoccupés, pour d'autres occupés. Les ménages qui en sont issus font pour certains déjà l'objet d'un accompagnement pour accélérer le processus de leur relogement définitif dès lors que le retour sur site n'est plus envisagé. Cet accompagnement sera mis en place pour les autres ménages identifiés, dans le cadre d'un travail partenarial associant la Ville, l'Etat et la Métropole afin de garantir aux occupants un accès à un logement correspondant à leurs besoins et attentes.

A ce jour, si une intervention publique sur ce site est certaine, aucun programme de travaux n'a été pour le moment défini. L'article R.112-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit la possibilité de constituer un dossier « simplifié », lorsque la déclaration d'utilité publique (DUP) est demandée en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'urbanisme importante et qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition des immeubles avant que le projet n'ait été établi. Compte tenu des éléments décrits précédemment, l'acquisition rapide de ce foncier, avant que le projet ne soit établi, est nécessaire.

Dans le cadre de la convention susvisée, il est proposé d'engager une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) « réserve foncière » sur ces parcelles, en vue de constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir après les études techniques nécessaires et en concertation. La liste des parcelles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et parcellaires conjointes et un plan de localisation sont annexés au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par l'EPF PACA dès leur complétude.

Le coût prévisionnel de ces acquisitions est estimé à environ 2,8 millions d'euros. Une évaluation globale et forfaitaire de ces biens sera réalisée par France Domaine à la suite d'une visite. Les indemnités d'expropriation et d'éviction seront portées par l'EPF PACA dans le cadre de la convention d'intervention grand centre-ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « PPA - Ilot prioritaire Noailles-Ventre - Projet de Déclaration d'Utilité Publique "réserve foncière" au profit de l'EPF PACA en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation de 8 parcelles sur le secteur Rome-Palud - Marseille 13001 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au PPA - Ilot prioritaire Noailles-Ventre - Projet de Déclaration d'Utilité Publique "réserve foncière" au profit de l'EPF PACA en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation de 8 parcelles sur le secteur Rome-Palud - Marseille 13001.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le projet de Déclaration d'Utilité Publique "réserve foncière" au profit de l'EPF PACA en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation de 8 parcelles sur le secteur Rome-Palud – Marseille 13001.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-194/20/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention d'anticipation foncière sur le site friche industrielle-centre conclue avec la commune de Septèmes-les-Vallons et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18905/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Approbation d'une convention d'anticipation foncière sur le site friche industrielle-centre conclue avec la commune de Septèmes-les-Vallons et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur satisfait les conditions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui compte parmi ses compétences l'aménagement du territoire métropolitain dont la constitution de réserves foncières, a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir l'activité productive et logistique de son territoire.

Dans la continuité des ambitions du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), dans un contexte de raréfaction de la ressource foncière, sur un territoire qui bénéficie d'un environnement d'une grande qualité écologique et paysagère, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), approuvé le 19 décembre 2019, a pour objectif d'impulser une dynamique de développement durable privilégiant le renouvellement urbain.

Le Projet d'Aménagement de Développement Durable (PADD) du PLUi fixe sur la période 2014-2030 un objectif de production de 750 logements qui permettra de répondre aux besoins de la population actuelle de la commune de Septèmes-les-Vallons et d'accueillir environ 620 habitants nouveaux en privilégiant les capacités constructives existantes en milieu urbain.

Cette dynamique est par ailleurs traduite dans un Plan d'Actions Foncières (PAF) métropolitain dont le principe d'élaboration a été approuvé par délibération n° URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016

L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA), régi par les dispositions des articles L 321-1 et suivants du Code de l'urbanisme, accompagne les collectivités territoriales et leurs groupements pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

La commune de Septèmes-les-Vallons souhaite, dans le cadre du projet de requalification du centre-ville/Gare, orienter l'action publique des partenaires sur le secteur stratégique du centre-ville Nord, situé dans la continuité du noyau villageois, le long de l'avenue du 8 mai 1945, un des axes historiques et structurants de la commune, proche du pôle d'échanges de transport de la gare et de la médiathèque Jorgi Reboul.

Ce périmètre, localisé au cœur de la démarche Eco Quartier initiée par la commune depuis 2015, abrite un ancien site industriel « Duclos » d'une superficie d'environ 15 ha qui représente un secteur d'enjeu important pour le développement urbain de la commune à l'horizon 2020-2030, et notamment dans le cadre de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU).

La commune entend y supprimer l'industrie, peu compatible avec les fonctions du centre-ville, tout en maintenant la vocation économique du secteur et favoriser une mixité sociale et fonctionnelle en construisant des logements et en développant des commerces de proximité venant compléter l'offre commerciale existante. Par ailleurs, la commune a également identifié la nécessité de créer un groupe scolaire afin de répondre aux besoins des futurs habitants du nouveau quartier.

Aussi, une convention d'intervention foncière a été conclue, en juillet 2016, entre la commune, l'EPF PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de la maîtrise foncière du site.

Dans le cadre de ce partenariat qui arrivera à son terme le 31 décembre 2020, un travail de négociation a été engagé avec les propriétaires fonciers en concertation avec les services de l'Etat notamment sur le sujet de la dépollution.

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), approuvé le 19 décembre 2019, a classé la friche industrielle historique, ainsi que la dent creuse située entre la médiathèque et le noyau villageois, en zonage AU1. Les réflexions menées dans le cadre de son élaboration ont abouti à une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) d'intention qui concerne le secteur centre-ville gare d'une superficie d'environ 24 ha comprenant les terrains de la friche.

C'est pourquoi, la commune de Septèmes-les-Vallons et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont manifesté leur volonté de s'engager dans une nouvelle démarche conventionnelle d'intervention publique ad hoc soutenue et sollicitent à cet effet l'EPF PACA pour les accompagner dans une mission d'anticipation foncière pour favoriser le développement d'un projet urbain d'ensemble en cohérence avec l'existant, offrant aux habitants un cadre de vie attractif.

La convention d'anticipation foncière sur le site friche industrielle-centre prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2026. Cette durée pourra faire l'objet d'une prorogation par avenant si nécessaire.

Le montant de la présente convention est fixé à 7 M€ (sept-millions d'euros) afin de mener à bien les acquisitions, les études et les frais de portage afférents.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se porte garante au titre d'une garantie de rachat des biens acquis dans le cadre de cette convention et qui ne trouveraient pas preneurs.

Enfin, les biens acquis seront systématiquement remis en gestion à la commune lors de chaque acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° AEC 016-1601/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant la convention d'intervention foncière sur le périmètre du centre-ville nord ;
- La délibération n° FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération n° URB 003-1407/16/CC du 15 décembre 2016 relative à l'approbation du principe d'élaboration du Plan d'Actions Foncières (PAF) métropolitain ;
- La délibération du Conseil municipal de Septèmes-les-Vallons en date du 15 octobre 2020 approuvant la convention d'anticipation foncière sur le périmètre du centre-ville ;
- La délibération du Conseil d'administration de l'EPF PACA en date du 26 novembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'intervention foncière sur le site friche industrielle-centre conclue avec la commune de Septèmes-les-Vallons et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre une politique foncière partenariale et volontariste à même de traduire une dynamique de développement durable.
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons entend faire du périmètre du centre-ville Nord un secteur stratégique dans le cadre du projet de requalification du centre-ville.
- Que la convention d'anticipation foncière conclue entre la commune de Septèmes-les-Vallons, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA permettra de poursuivre une mission de maîtrise foncière et de portage sur ce secteur en vue d'accompagner le futur projet d'aménagement.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'anticipation foncière sur le site friche industrielle-centre conclue avec la commune de Septèmes-les-Vallons et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-195/20/CT**■ CT1 - Bilan des acquisitions et des cessions opérées au 31 décembre 2019 par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence****Information du Conseil de Territoire****DUFSV 20/18907/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence créée le 1^{er} janvier 2016 regroupe 92 communes pour une population d'un million huit cent cinquante mille habitants, sur un territoire de plus de 315 000 hectares.

Conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière de développement et d'aménagement économique et en matière de politique locale de l'habitat.

Néanmoins, la mise œuvre de ces compétences a nécessité de conclure un partenariat de niveau métropolitain avec l'EPF PACA afin de créer les conditions pour définir une stratégie foncière anticipatrice et transversale à même de traduire en actions foncières les objectifs de développement en matière d'habitat, en lien avec le programme local de l'habitat (PLH), en matière d'économie, en lien avec le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique (DOFIE) mais, également, s'agissant de la valorisation foncière autour des pôles Gare.

La Métropole doit accompagner la dynamique des Territoires et des communes qui sont confrontés à une insuffisance de logements en quantité pour répondre à la demande et en qualité pour assurer les parcours résidentiels des ménages.

Ce partenariat fait l'objet de plusieurs conventions d'interventions foncières, en phase anticipation – impulsion ou impulsion-réalisation ainsi que le dispositif spécifique de la convention multi-sites habitat qui ont concouru en 2019 à la réalisation des projets urbains à vocation d'habitat, d'économie ou mixtes parmi lesquelles certaines donnent lieu à un stock foncier détenu par l'EPF PACA.

RECAPITULATIF DES CONVENTIONS AYANT GÉNÉRÉ UN STOCK

TERRITOIRES	Types d'intervention et thématiques						Nombre de conventions	Nombre de communes ayant souscrit à la MSH
	Anticipation- Impulsion	Impulsion	Impulsion-Réalisation	Réalisation	Anticipation	Anticipation-Impulsion- Réalisation		
Marseille-Provence	5: 4 hab + 1 éco	2: 1 mixte + 1 éco	5 hab				12	5
Pays d'Aix	1 éco		5: 3 hab + 1 éco + 1 mixte	6: 5 hab + 1 éco	3 hab		15	18
Pays Salonais			5 hab	1 éco		1 hab	7	4
Pays d'Aubagne	1 éco						1	6
Pays d'Istres	2: 1 hab + 1 éco		1 éco				3	1
Pays de Martigues								2
Total	9	2	16	7	3	1	38	36

Territoire de Marseille Provence

Commune de Marseille

- La convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a depuis fait l'objet de deux avenants approuvés respectivement les 19 octobre 2017 et 18 mai 2018.
- La convention d'intervention foncière sur le site Château-Gombert II, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.
- La convention d'intervention foncière en développement économique sur la vallée de l'Huveaune n° 2 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 26 mars 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-Ville (OGCV) conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet de deux avenants approuvés respectivement les 28 juin 2018 et 26 février 2019.
- La convention quadripartite d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension de l'OIN Euroméditerranée, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM), la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018.
- La convention d'intervention foncière sur le site Noailles (rue d'Aubagne) conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Maison Blanche conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 28 février 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Hoche-Versailles conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019.

Commune d'Allauch

- La convention d'intervention foncière sur le site des Embucs conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Allauch et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet, d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Commune de La Ciotat

- La convention d'intervention foncière sur le périmètre du Centre Ancien de La Ciotat conclue entre la CUMPM, la commune de la Ciotat et l'EPF PACA approuvée par délibération du Conseil de la CUMPM du 20 novembre 2015. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017.

Commune de Septèmes-les-Vallons

- La convention d'intervention foncière sur le site Centre-Ville Nord conclue entre la CUMPM, la commune de Septèmes-les-Vallons et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la CUMPM du 21 décembre 2015.

Commune de Plan-de-Cuques

- La convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Plan-de-Cuques et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017.

Pour le territoire de Marseille Provence, le montant des acquisitions opérées au 31/12/ 2019 par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 50 282 859,85 € (cinquante-millions-deux-cent-quatre-vingt-deux-mille-huit-cent-cinquante-neuf euros quatre-vingt-cinq centimes).

Territoire du Pays d'Aix

Commune des Pennes Mirabeau

- La convention d'intervention foncière sur le site des Pallières II conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes Mirabeau et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.
- La convention d'intervention foncière sur le site Quartier de la Gare à Plan de Campagne conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes Mirabeau et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017.

Commune de Simiane-Collongue

- La convention d'intervention foncière sur le site Centre village conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Simiane-Collongue et l'EPF PACA.

Commune de Pertuis

- La convention d'intervention foncière sur le site Entrée de ville – Route de Villelaure conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.
- La convention d'anticipation foncière sur le site Jas de Beaumont Nord conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA., approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site ZAC du Jas de Beaumont conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA.
- La convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la ZAE de Pertuis conclue entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la commune de Pertuis et l'EPF PACA.

Commune de Bouc-Bel-Air

- La convention d'intervention foncière sur le site Bel Ombre conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Bouc-Bel-Air et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Commune d'Eguilles

- La convention d'intervention foncière sur le site des Jalassières conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Eguilles et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Commune de Venelles

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Font Trompette conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelles et l'EPF PACA

- La convention d'anticipation foncière sur le site les Logissons 2 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelle et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière sur le site Venelles centre-ville conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelles et l'EPF PACA.
- La convention d'intervention foncière sur le site Venelles Sud conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelles et l'EPF PACA.

Commune de Vitrolles

- La convention d'intervention foncière sur le site des Aymards-Couperigne-Estroublancs conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Vitrolles et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Commune de Peyrolles-en-Provence

- La convention d'intervention foncière en développement économique sur le site de la ZAE du Val de Durance conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Peyrolles-en-Provence et l'EPF PACA.

Pour le territoire du Pays d'Aix, le montant des acquisitions opérées au 31/12/2019 par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 58 353 067,83 € (cinquante-huit-millions-trois-cent-cinquante-trois-mille-soixante-sept euros quatre-vingt-trois centimes).

Territoire du Pays Salonais

Commune de Pelissanne

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Cassades et de l'Ensoleillée conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pelissanne et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site les Viougues conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pelissanne et l'EPF PACA.

Commune de Lançon-Provence

- La convention d'anticipation foncière sur le site des Sardenas conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-de-Provence et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017. Cette CAF dont un avenant a réduit le périmètre d'intervention est devenue une convention d'intervention foncière en développement économique.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Reïssous conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Commune d'Aurons

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur les sites Quartier Saint-Pierre, les Ferrages Sud, la Maison et la Chamade conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Aurons et l'EPF PACA.

Commune de Sénas

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le secteur centre-ville les Saurins conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Sénas et l'EPF PACA.

Commune de Salon de Provence

- La convention cadre entre la Communauté d'Agglomération Agglopôle Provence et l'EPF PACA. Cette convention qui héberge 6 périmètres sur 5 communes, dont le site Route de Grans à Salon de Provence, a fait l'objet d'un avenant n°3 approuvé par délibération du bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Pour le territoire du Pays Salonais le montant des acquisitions opérées au 31/12/2019 par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 6 969 254,85 € (six-millions-neuf-cent-soixante-neuf-mille-deux-cent-cinquante-quatre euros quatre-vingt-cinq centimes).

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Commune d'Aubagne

- La convention d'intervention foncière sur le site de la zone d'activité des Paluds dans le cadre de sa requalification conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Aubagne et l'EPF PACA. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du bureau de la métropole du 30 mars 2017.

Commune d'Auriol

- La convention multi-sites pour la réalisation à court terme de programmes d'habitat mixte conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Aubagne et l'EPF PACA.

Pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le montant des acquisitions opérées au 31/12/2019 par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 58 623,38 € (cinquante-huit-mille-six-cent-vingt-trois euros trente-huit centimes).

Territoire du Pays d'Istres Ouest Provence

Commune de Miramas

- La convention d'intervention foncière en développement économique sur le site les Molières conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018.
- La convention d'intervention foncière sur le site Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement conclue entre la Métropole AMP, la commune de Miramas et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018.

Commune d'Istres

- La convention d'intervention foncière sur le secteur AREVA connexe au pôle gare de Miramas en développement économique conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Istres et l'EPF PACA approuvée par délibération de Bureau de la Métropole du 30 mars 2017.

Pour le territoire du Pays d'Istres Ouest Provence, le montant des acquisitions opérées au 31/12/2019 par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 5 915 023,61 € (cinq-millions-neuf-cent-quinze-mille-vingt-trois euros soixante-un centimes).

Convention multi-sites habitat

- La convention Habitat à caractère multi-sites conclue entre MPM et l'EPF approuvée par délibération du Conseil de Communauté du 28 Juin 2013, en vue de l'adhésion au dispositif des communes, dans le cadre de la mise en œuvre du PLH et poursuivant un objectif de production de logements en mixité sociale sur des sites ciblés. Cette convention a été élargie à l'ensemble du territoire métropolitain par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, et a pris le relais des dispositifs conventionnels multi-sites habitat conclus antérieurement à l'échelle de certains territoires.

Pour le territoire métropolitain le montant des acquisitions opérées au 31/12/2019 par l'EPF PACA en application de la convention susvisée s'élève à 39 849 211,27 € (trente-neuf-millions-huit-cent-quarante-neuf-mille-deux-cent-onze euros vingt-sept centimes).

En application de l'article L 5211-37 du Code Général de Collectivités Territoriale et par souci de transparence et d'information aux élus, il y a lieu de porter à connaissance le bilan 2019 de l'action de l'EPF PACA avec un récapitulatif du stock qu'il détient en application des conventions susvisées, afin de suivre périodiquement l'avancement des opérations qu'il réalise pour le compte de la Métropole

Ainsi, le bilan porte à 161 428 041 € (cent-soixante-un-millions-quatre-cent-vingt-huit- mille-quarante-et-un euros) le montant des acquisitions opérées par l'EPF pour le compte de la Métropole.

Le montant des engagements financiers totaux pris par l'EPF PACA dans les conventions signées avec la Métropole est de 675 000 000 € (six-cent-soixante-et-quinze millions d'euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La liste des biens en stock détenus par l'EPF PACA au 31 décembre 2019 ;
- L'état du montant des dépenses en stock au 31 décembre 2019 ;
- Le projet de délibération portant sur le bilan des acquisitions et des cessions opérées au 31 décembre 2019 par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA fait l'objet de plusieurs conventions, en phase anticipation-impulsion ou impulsion-réalisation parmi lesquelles certaines donnent lieu à un stock foncier détenu par l'EPF PACA ;
- Qu'il y a lieu de prendre connaissance du bilan 2019 de l'action de l'EPF PACA, avec un récapitulatif du stock qu'il détient en application des conventions susvisées, et des montants correspondants afin de suivre périodiquement l'avancement des opérations qu'il réalise pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur le bilan des acquisitions et des cessions opérées au 31 décembre 2019 par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

URB 007-196/20/CT

■ CT1- Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Schéma directeur immobilier de la Métropole

Information du Conseil de Territoire

DAJA 20/19020/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Disposant aujourd'hui d'une connaissance renforcée de son patrimoine acquis ou transféré et afin de bâtir et mener une politique patrimoniale stratégique, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se doter d'un Schéma Directeur Immobilier.

Ce dernier permettra à terme de planifier des cessions et un plan pluriannuel d'investissement (démolitions, réhabilitations, entretien) pour dégager des marges de manœuvre financières.

En effet, les bâtiments détenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence peuvent s'avérer chers à entretenir et pas toujours adaptés aux besoins.

L'élaboration d'un Schéma Directeur Immobilier permettra de générer des produits de cession du patrimoine métropolitain vacant, menaçant, insuffisamment adapté aux besoins ou optimisé en termes de surface, de coûts et de qualité de fonctionnement.

Il s'agira par ailleurs de limiter les loyers payés par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les locaux qu'elle occupe et de générer des recettes de fonctionnement supplémentaires pour le patrimoine dont elle est propriétaire.

L'opération d'investissement n°2021000200 Schéma directeur immobilier d'un montant de 550 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 210064BP du programme 06, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 550 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Schéma directeur immobilier.

URB 008-197/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts Calvelli dans le quartier de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18259/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission, soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété des consorts CALVELLI à Ensues-la-Redonne », satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides.

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N°022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N°003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec les Consorts Calvelli un accord concernant l'acquisition d'une emprise de 272 m² issue de la parcelle cadastrée AA71 de plus grande contenance pour un montant de 3270 € auquel n'est pas appliquée de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13033000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété des consorts CALVELLI à Ensues-la-Redonne.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une parcelle de terrain, appartenant aux Consorts CALVELLI sur la commune d'Ensues la Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété des consorts CALVELLI à Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-198/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts Venaut dans le quartier de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18260/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission, soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain aux consorts VENAUT à Ensues-la-Redonne », satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides.

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec les Consorts VENAUT un accord concernant l'acquisition d'une emprise de 58 m2 issue de la parcelle AA 49 de plus grande contenance pour un montant de 696 € (six cent quatre-vingt-seize euros) auquel n'est pas appliquée de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,

· le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13033000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété des consorts VENAUT – Ensues-la-Redonne.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une parcelle de terrain, appartenant aux Consorts VENAUT sur la commune d'Ensues-la-Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts Venaut dans le quartier de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adopté

URB 010-199/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Monsieur Philippe Buonanno dans le quartier du Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18261/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission, soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie propriété de Monsieur Philippe BUONANNO à Ensues-la-Redonne, satisfait les conditions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides.

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Monsieur Philippe BUONANNO un accord concernant l'acquisition d'une emprise de 135 m² issue de la parcelle cadastrée AA7 de plus grande contenance pour un montant de 1 620 € HT auquel n'est pas appliquée de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13033000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076 du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Rolandj GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur Philippe BUONANNO – Ensues-la-Redonne.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une parcelle de terrain, appartenant à Monsieur Philippe BUONANNO sur la commune d'Ensuès-la-Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur Philippe BUONANNO - Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-200/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts Benedetto dans le quartier de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18296/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur et Madame BENEDETTO – Ensues-la-Redonne, satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides.

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-

Provence a conclu avec les Consorts BENEDETTO un accord concernant l'acquisition d'une emprise de 42 m² issue de la parcelle cadastrée AA46 de plus grande contenance pour un montant de 510 € HT auquel n'est pas appliquée de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13033000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076 du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur et Madame BENEDETTO – Ensues-la-Redonne.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une parcelle de terrain, appartenant aux Consorts BENEDETTO sur la commune d'Ensues-la-Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur et Madame BENEDETTO – Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-201/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Monsieur ZICARO dans le quartier de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18321/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur ZICARO - Ensues-la-Redonne, satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides.

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Monsieur Jérôme ZICARO un accord concernant l'acquisition d'une emprise de 444 m² issue de la parcelle cadastrée AA47 de plus grande contenance pour un montant de 5 328 € HT auquel n'est pas appliquée de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13033000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076 du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur ZICARO – Ensues-la-Redonne.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une parcelle de terrain, appartenant à Monsieur ZICARO sur la commune d'Ensues-la-Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur ZICARO – Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-202/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts Quinti dans le quartier de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 20/18323/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur QUINTI Daniel – Ensues-la-Redonne », satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides. Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec les Consorts QUINTI un accord concernant l'acquisition d'une emprise de 74 m² issue de la parcelle cadastrée AA45 de plus grande contenance pour un montant de 890 € HT auquel n'est pas appliquée de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13033000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur QUINTI Daniel – Ensues-la-Redonne.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une parcelle de terrain, appartenant aux Consorts QUINTI sur la commune d'Ensues-la-Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur QUINTI Daniel – Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-203/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Madame Prevot dans le quartier du Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18341/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Madame PREVOT – Ensues-la-Redonne, satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-La-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides.

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Madame Mireille PREVOT un accord concernant l'acquisition d'une emprise de 299 m² issue de la parcelle cadastrée AA39 de plus grande contenance pour un montant de 3584 € HT (trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre euros) auquel n'est pas appliquée de TVA, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Madame Mireille PREVOT l'acquisition d'une emprise de 299 m² issue de la parcelle cadastrée AA39 de plus grande contenance pour un montant de 3 584 € HT (trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre euros HT) auquel n'est pas appliqué de TVA, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13033000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Madame PREVOT – Ensues-la-Redonne.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une parcelle de terrain, appartenant à Madame Mireille PREVOT sur la commune d'Ensuès-la-Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Madame PREVOT – Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-204/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Monsieur Darmon et Madame Fabre dans le quartier du Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 20/18257/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission, soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative à l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur DARMON et Madame FABRE à Ensues-la-Redonne , satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues la Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides.

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensuès la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N°022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N°003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec les Consorts DARMON/FABRE un accord concernant l'acquisition de la parcelle AA 0353 d'une superficie de 188 m² pour un montant de 2260 euros (deux mille deux cent soixante euros) auquel n'est pas appliquée de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13033000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d’élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur DARMON et Madame FABRE – Ensûès-la-Redonne.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une parcelle de terrain, appartenant aux Consorts DARMON/FABRE sur la commune d’Ensûès-la-Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’acquisition à titre onéreux d’une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur DARMON et Madame FABRE à Ensûès-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-205/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Madame Lachaise dans le quartier du Val de Ricard à Ensûès-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18316/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Madame LACHAISE née GOUIRAN – Ensues-la-Redonne », satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides. Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Madame Annie GOUIRAN épouse LACHAISE un accord concernant l'acquisition d'une emprise de 159 m² issue de la parcelle cadastrée AA6 de plus grande contenance pour un montant de 1900 € HT (mille neuf cents euros HT) auquel n'est pas appliquée de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site :13033000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Madame LACHAISE née GOUIRAN – Ensues-la-Redonne.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert une parcelle de terrain, appartenant à Madame Annie GOUIRAN épouse LACHAISE sur la commune d'Ensues-la-Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Madame Lachaise dans le quartier du Val de Ricard à Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-206/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux conjoints Moreno dans le quartier du Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18258/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission, soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur et Madame MORENO à Ensues-la-Redonne satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides.

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Monsieur et Madame MORENO un accord concernant l'acquisition de la parcelle AA 0328 d'une superficie de 137 m² pour un montant de 1 650 euros (mille six cent cinquante euros) auquel n'est pas appliquée de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Cette acquisition n'a pas pu être concrétisée dans le délai de validité de 18 mois de l'avis précité rendu le 23 octobre 2017 mais, s'agissant d'une acquisition d'un montant inférieur à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), la consultation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas obligatoire

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
 - Le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant,
- Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13033000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur et Madame MORENO – Ensues-la-Redonne.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une parcelle de terrain, appartenant à Monsieur et Madame MORENO sur la commune d'Ensues-la-Redonne, nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie, propriété de Monsieur et Madame MORENO – Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-207/20/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique de la parcelle appartenant à la société Bouygues Immobilier, située route de Farren à Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18801/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre d'un permis de construire obtenu en 2014, la société BOUYGUES IMMOBILIER a décidé de céder de manière volontaire, une parcelle de terrain déjà aménagée et affectée à usage de voirie d'environ 50 m² à l'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) afin de créer une continuité piétonne avec l'opération mitoyenne le long de la route de Farren, à Châteauneuf-les-Martigues.

Les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole étant désormais exercées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la société BOUYGUES IMMOBILIER souhaite régulariser la cession de ladite parcelle de terrain cadastrée sous le n° BB 0482 en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition à 1€ hors taxe (un euro) auquel n'est pas applicable de TVA.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'est pas requis.

Un protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions et modalités de cette acquisition et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente,

- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13026000T001.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la société BOUYGUES IMMOBILIER de la parcelle cadastrée BB 0482, d'une contenance d'environ 50 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle appartenant à la société BOUYGUES IMMOBILIER, située route de Farren à Châteauneuf-les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-208/20/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier de parcelles de terrain situées avenue Maurice Cheavance-Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement - Annulation de la délibération du 19 décembre 2019**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18811/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier de parcelles de terrain situées avenue Maurice Cheavance-Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain. Abrogation de la délibération n° URB 067-7438/19/BM du 19 décembre 2019 satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre de la prise en gestion de l'avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement la Métropole Aix-Marseille-Provence doit régulariser la cession d'emprises de terrain la constituant.

Cette cession a déjà fait l'objet d'une délibération n° URB 067-7438/19/BM en date du 19/12/2019, mais cette dernière comportait une erreur matérielle relative aux nombres d'emprises à céder. Il s'avère ainsi nécessaire d'annuler et de remplacer cette délibération.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SAS BOUYGUES IMMOBILIER représentée par Monsieur Rémy COURTES, Directeur d'agence Région Arc Méditerranée de parcelles de terrain non bâties cadastrées 905 D0107 pour 540 m² environ, 905 D0101 pour 535 m² environ, 905 D0085 pour 358 m² environ, 905 D0088 pour 840 m² environ et 905 D0092 pour 507 m² environ situées avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présents arrêtés à l'euro symbolique et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13215000T001.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier de parcelles de terrain situées avenue Maurice Cheavance-Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain. Abrogation de la délibération n° URB 067-7438/19/BM du 19 décembre 2019.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SA BOUYGUES IMMOBILIER des parcelles de terrain non bâties cadastrées 905 D0107 pour 540 m² environ, 905 D0101 pour 535 m² environ, 905 D0085 pour 358 m² environ, 905 D0088 pour 840 m² environ et 905 D0092 pour 507 m² environ situées avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement permettra leur intégration dans le domaine public Métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier de parcelles de terrain situées avenue Maurice Cheavance-Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain. Abrogation de la délibération n° URB 067-7438/19/BM du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-209/20/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la société BRGM située 117 avenue de Luminy à Marseille 8^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18809/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée 851 m 0046 située 117 avenue de Luminy à Marseille 8^{ème} arrondissement appartenant à la Société B.R.G.M. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du renforcement de l'attractivité et du rayonnement international de la technopole de Luminy, la Métropole Aix-Marseille Provence poursuit sur le secteur à vocation économique MI-Biopak la production d'une offre

foncière et immobilière à destination des entreprises de biotechnologie et travaille sur l'aménagement urbain et paysager de ce site.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acquis auprès du BRGM, en 2014, les bâtiments A et B sur une emprise foncière de 2 100 m² pour y implanter, après réhabilitation, la plateforme MI-MaBS.

Le BRGM a conservé le bâtiment C sis sur la parcelle 851 M0047, ainsi qu'un terrain, non construit qu'il souhaite aujourd'hui céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce terrain non bâti sis sur la parcelle cadastrée 851 M 0046 d'une superficie de 13 715 m² et dont environ 4 000 m² classés au PLUi zone UQM2 (Zones principalement dédiées au développement et au fonctionnement d'équipements d'envergure métropolitaine) et environ 9 715 m² classés en zone Ns (Zones couvrant la grande majorité des secteurs naturels du territoire qui requiert une protection stricte du fait des enjeux) au PLUi, présente un intérêt certain pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, la Métropole pourrait y réaliser un barreau de liaison entre le secteur de Mi-Mabs et le CUSTeL (campus universitaire) répondant à la demande du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille mais aussi, des cheminements piétons, des aménagements paysagers, des aires de convivialité et de détente qui trouveraient leur place sur ces espaces naturels.

Aux termes des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties ont convenu de l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle cadastrée 851 M 0046 d'une superficie de 13 715 m², au prix de 160 000 €.

Compte tenu du montant de la transaction, inférieur à 180 000€, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- Le remboursement de la taxe foncière ;
- Le cas échéant d'autres obligations en nature.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13209001T001.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée 851 m 0046 située 117 avenue de Luminy à Marseille 8^{ème} arrondissement appartenant à la Société B.R.G.M.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle cadastrée 851 M0046 d'une contenance de 13 715 m² située 117 avenue de Luminy à Marseille 8^{ème}, permettra la création d'un barreau de liaison entre le secteur de Mi-Mabs et le CUSTeL (campus universitaire) réservé à l'usage exclusif des services de défense incendie et des piétons ainsi que des aménagements d'espaces publics, le tout dans le respect d'une logique d'excellence paysagère et environnementale.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée 851 m 0046 située 117 avenue de Luminy à Marseille 8^{ème} arrondissement appartenant à la Société B.R.G.M.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-210/20/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage à titre onéreux en tréfonds au profit de la SA ENEDIS, nécessaire à la création de canalisations souterraines sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence sise 46 quai François Mitterrand à La Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 20/18810/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative à la constitution d'une servitude de passage à titre onéreux en tréfonds au profit de la SA ENEDIS, nécessaire à la création de cinq canalisations souterraines sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence sise 46 quai François Mitterrand à La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, les travaux envisagés par la société ENEDIS doivent emprunter la propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence

C'est pourquoi la société ENEDIS, a entrepris des négociations auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire de la parcelle cadastrée section AI numéro 0039, en vue de la constitution d'une servitude de passage en tréfonds, sur la Commune de la Ciotat.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 1 600 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 4 800 m², 46 quai François Mitterrand à la Ciotat, afin de permettre à la société ENEDIS d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien du réseau électrique de distribution publique.

Les parties ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'une convention de constitution de servitude de passage demeurée annexée au présent rapport.

A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits de servitude consentis, ENEDIS s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié au propriétaire qui l'accepte, une indemnité unique et forfaitaire de mille six cents euros (1 600 €).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude de passage à titre onéreux en tréfonds au profit de la SA ENEDIS, nécessaire à la création de cinq canalisations souterraines sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence sise 46 quai François Mitterrand à La Ciotat.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de consentir au profit de la société ENEDIS la servitude de passage en tréfonds de 4 800 m² permettant l'implantation en tréfonds de cinq canalisations. Ladite

constitution de servitude est nécessaire à l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique sis sur la Commune de la Ciotat, afin de permettre à la société ENEDIS d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude de passage à titre onéreux en tréfonds au profit de la SA ENEDIS, nécessaire à la création de cinq canalisations souterraines sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence sise 46 quai François Mitterrand à La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-211/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 114 m², sur une parcelle appartenant à l'indivision OLLIVIER / BLIGHT sise 1 rue Henri Barbusse à Roquefort la Bédoule**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18865/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin. C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision OLLIVIER / BLIGHT, propriétaire, sur la Commune de Roquefort la Bédoule (13830) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée

section AE N n°344, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, l'indivision OLLIVIER / BLIGHT consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 38 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 114 m², 1 rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'indivision OLLIVIER / BLIGHT, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 114 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AE 344 appartenant à l'indivision OLLIVIER / BLIGHT sise 1 rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule 13830.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « la Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 114 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AE 344 appartenant à l'indivision OLLIVIER / BLIGHT sise 1 rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule (13830) » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 114 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AE 344 appartenant à l'indivision OLLIVIER / BLIGHT sise 1 rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule 13830.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-212/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 111 m², sur une parcelle appartenant à Madame Michèle FOUQUE sis Allée Minier à Allauch**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18803/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 111 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Michèle FOUQUE sis Allée Minier à Allauch. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Michèle FOUQUE, propriétaire, sur la Commune d'Allauch (13190) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section DD numéro 95, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Madame Michèle FOUQUE consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 37 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 111 m², Allée Minier à Allauch (13190), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

L'approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public de l'eau permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à bien la réitération des servitudes par acte authentique, fait l'objet d'une délibération conjointe du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 111 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Michèle FOUQUE sis Allée Minier à Allauch ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 111 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Michèle FOUQUE sise sur la Commune d'Allauch (13190), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 111 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Michèle FOUQUE sis Allée Minier à Allauch.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-213/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 66 m² sur une parcelle appartenant aux consorts FOUQUE sise allée Minier à Allauch**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18869/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur Marc FOUQUE et Madame Christine FOUQUE, propriétaires, sur la Commune d'Allauch (13190) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section DD numéro 104 (ex BI 396), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur Marc FOUQUE et Madame Christine FOUQUE consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 22 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 66 m², 7 Allée Minier à Allauch (13190), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi

qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 66 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée DD104 (ex BI 396) appartenant à Monsieur Marc FOUQUE ET Madame Christine FOUQUE sise allée Minier à Allauch (13900) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la la Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 66 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée DD104 (ex BI 396) appartenant à Monsieur Marc FOUQUE ET Madame Christine FOUQUE sise allée Minier à Allauch (13900) ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 66 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée DD104 (ex BI 396) appartenant à Monsieur Marc FOUQUE ET Madame Christine FOUQUE sise allée Minier à Allauch.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-214/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 99 m² sur une parcelle appartenant à Monsieur Franck FOUQUE sise 5 Allée Minier à Allauch**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18874/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 99 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée DD 96 (ex BI 430) appartenant à Monsieur Franck FOUQUE sise Allée Minier à Allauch » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur Franck FOUQUE, propriétaire, sur la Commune d'Allauch (13190) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section DD numéro 96, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur Franck FOUQUE consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire Une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 33 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 99 m², Allée Minier à Allauch (13190), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage, demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 99 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée DD 96 (ex BI 430) appartenant à Monsieur Franck FOUQUE sise 5 Allée Minier à Allauch.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 99 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée DD 96 (ex BI 430) appartenant à Monsieur Franck FOUQUE sise 5 Allée Minier à Allauch ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 99 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée DD 96 (ex BI 430) appartenant à Monsieur Franck FOUQUE sise 5 Allée Minier à Allauch.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-215/20/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 216 m² sur une parcelle appartenant à Madame Danielle ALLIES sise 65 Chemin de Rousset Marseille 13^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18876/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 216 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 889 B 181 appartenant à Madame Danielle ALLIES, sise 65 Chemin de Rousset dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n°4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Danielle ALLIES, propriétaire, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section 889B numéro 181, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame Danielle ALLIES, consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 72 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 216 m², 65 Chemin de Rousset dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 216 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 889 B 181 appartenant à Madame Danielle ALLIES, sise 65 Chemin de Rousset dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « la Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 216 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 889 B 181 appartenant à Madame Danielle ALLIES, sise 65 Chemin de Rousset dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 216 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 889 B 181 appartenant à Madame Danielle ALLIES, sise 65 Chemin de Rousset dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-216/20/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 90 m² sur une parcelle appartenant à Monsieur LOSUERT Roger sise Allée Minier à Allauch**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18878/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération .

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n°4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur LOSUERT Roger, propriétaire, sur la Commune d'Allauch (13190) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section DD numéro 147 (ex BI 316), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur LOSUERT Roger consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 30 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 90 m², Allée Minier à Allauch (13190), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération relative à la constitution d'une servitude de passage sur une parcelle appartenant à monsieur LOSUERT Roger.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la constitution d'une servitude de passage sur une parcelle appartenant à monsieur LOSUERT Roger, sise allée Minier à Allauch.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-217/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de participation avec Madame CANICATTI dans la ZAC de Château-Gombert Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/18911/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Château-Gombert 13013 - Approbation d'une convention de participation - constructeur Madame CANICATTI JULIA satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La ZAC de Château Gombert, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte d'Equipement de Marseille, a été créée par délibération du Conseil Municipal N°86/243/UCV, en date du 28 Avril 1986

Le dossier de réalisation de la ZAC de Château Gombert a été approuvé par délibération du Conseil Municipal N°88/113 UCV en date du 28 Mars 1988 qui comprenait le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC et le programme des Equipements Publics.

La Ville de Marseille et Marseille Aménagement (anciennement SOMICA) ont cosigné une convention cadre relative à la perception des participations des constructeurs dans les ZAC en avril 2008 qui prévoit le versement direct du montant des participations à Marseille Aménagement. Le Syndicat Mixte d'Équipement de Marseille a décidé par délibération du Comité Syndical en date du 4 Juillet 1988 de confier à la société Marseille Aménagement, l'aménagement de la zone à travers une Convention de Concession devenue depuis Convention Publique d'Aménagement. La Ville de Marseille, directement en charge de cette opération, a reconduit Marseille Aménagement dans ses missions. Suite à la fusion absorption de la Société Marseille Aménagement avec la SOLEAM le 28 novembre 2013, SOLEAM est devenue l'aménageur de la ZAC de Château Gombert.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert a été transférée de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015.

A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert relève de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

La Ville a également décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

L'aménageur de la ZAC, la SOLEAM a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme de la ZAC, ceci dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le document d'urbanisme applicable et le Programme des Équipements Publics.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge le coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

En 2012, la taxe d'aménagement (TA) s'est substituée à la Taxe locale d'équipement (TLE). Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part intercommunale de la TA mais il reste assujéti à la part départementale.

Le Constructeur est propriétaire d'un bien situé 14, rue Max Planck (13013) cadastré Commune de Marseille, Quartier Château Gombert (879), Section I, parcelle n°194. Ce terrain est situé dans la ZAC de Château Gombert et compris en outre en secteur UC1 du PLUi Marseille Provence en vigueur. Le constructeur a déposé le 01/09/2020 une demande de permis de construire n° PC 013055 2000567 P0 relatif au projet de construction d'une villa type IV avec garage créant 149m² de SDP logement.

MONTANT DE LA PARTICIPATION:

Le montant de la participation exigée des constructeurs en ZAC de Château-Gombert est de :

- 105 € /m² de locaux à usage de logement

Aussi, en considération du programme de construction visé à l'article 3 de la convention ci annexée, la participation est prévisionnellement fixée ainsi :

$105\text{€}/\text{m}^2 \times 149 \text{ m}^2 = 15\,645,00 \text{ €}$, actualisable selon l'article 5.4 de la convention précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Château- Gombert 13013 - Approbation d'une convention de participation - constructeur Madame CANICATTI JULIA ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de participation constructeur avec Madame CANICATTI Julia.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté de Château- Gombert - Approbation d'une convention de participation avec le constructeur Madame CANICATTI.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-218/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de participation avec BNP Paribas - Rue Scheiner dans la Zac de Château Gombert Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/18937/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La ZAC de Château Gombert, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte d'Equipement de Marseille, a été créée par délibération du Conseil Municipal N°86/243/UCV, en date du 28 Avril 1986

Le dossier de réalisation de la ZAC de Château Gombert a été approuvé par délibération du Conseil Municipal N°88/113 UCV en date du 28 Mars 1988 qui comprenait le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC et le programme des Equipements Publics.

Le Syndicat Mixte d'Equipement de Marseille a décidé par délibération du Comité Syndical en date du 4 Juillet 1988 de confier à la société Marseille Aménagement, l'aménagement de la zone à travers une Convention de Concession devenue depuis Convention Publique d'Aménagement. La Ville de Marseille, directement en charge de cette opération, a reconduit Marseille Aménagement dans ses missions. Suite à la fusion absorption de la Société Marseille Aménagement avec la SOLEAM le 28 novembre 2013, SOLEAM est devenue l'aménageur de la ZAC de Château Gombert.

La Ville de Marseille et Marseille Aménagement (anciennement SOMICA) ont cosigné une convention cadre relative à la perception des participations des constructeurs dans les ZAC en avril 2008 qui prévoit le versement direct du montant des participations à Marseille Aménagement.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert a été transférée de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015.

A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert relève de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

La Ville a également décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

En 2012, la taxe d'aménagement (TA) s'est substituée à la Taxe locale d'équipement (TLE). Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part intercommunale de la TA mais il reste assujéti à la part départementale.

L'Aménageur de la ZAC, la SOLEAM a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme de la ZAC, ceci dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le document d'urbanisme applicable et le Programme des Equipements Publics.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge le coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Le constructeur est propriétaire d'une promesse de vente en vue de l'acquisition d'un terrain situé au 21/25 rue Etienne Miegé,(13013) cadastré Commune de Marseille, Quartier de Château Gombert (879), parcelle n°32. Ce terrain est situé dans la ZAC de Château Gombert et compris en outre en secteur UC2 du PLUi Marseille Provence en vigueur.

Le constructeur a déposé le 23 mars 2020 une demande de permis de construire n° PC 013055 20 00218P0 relatif à la construction d'une SDP totale de 4574 m2 à destination de logements en accession libre.

MONTANT DE LA PARTICIPATION:

Le montant de la participation exigée des constructeurs en ZAC de Château-Gombert est de :

- 105€ /m2 de locaux à usage de logements libres

Aussi, en considération du programme de construction visé à l'article 3 de la convention en annexe, la participation est prévisionnellement fixée ainsi :

105€/m2x 4574m2 pour le programme de logements libres = 480 270 € actualisable selon l'article 6.3 de la convention précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la ZAC de Château Gombert 13013 - Approbation d'une convention de participation avec BNP PARIBAS/RUE SCHEINER.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Approbation d'une convention de participation constructeur avec BNP PARIBAS / SNC RUE SCHEINER ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de participation constructeur avec BNP PARIBAS / SNC RUE SCHEINER.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-219/20/CT

■ CT1 - Dépôt de la demande d'autorisation de défrichement pour la ZAC Athélia V la Ciotat - Autorisation donnée à la Présidente de la Métropole

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 20/18813/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Autorisation de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à déposer la demande d'autorisation de défrichement auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) pour la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 30 mars 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a reconnu d'intérêt communautaire la zone d'aménagement concertée Athélia V sur la commune de La Ciotat.

Par délibération du 19 novembre 2007, la communauté urbaine a approuvé le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC d'intérêt communautaire, à vocation d'activités économiques de la ZAC Athélia V.

Par délibération du 1^{er} octobre 2010, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la ZAC Athélia V.

Par délibération du 8 juillet 2011, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de réalisation et le programme des équipements publics, suite à l'avis favorable du Conseil Municipal de La Ciotat.

Par délibération du 15 février 2013, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Athélia V modifié, suite à l'avis favorable du conseil Municipal de La Ciotat du 11 février 2013.

Cette Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique qui permet l'accueil d'activités mixtes de tertiaire et d'activités de petites productions, a été réalisée en régie directe par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Les lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine sont venues renforcer les compétences de l'EPCI en matière d'aménagement de l'espace communautaire et notamment la réalisation de Zones d'Aménagement Concerté.

Conformément aux délibérations FAG 5-519/CC du 26 juin 2006 et FCT 008-23/10/15 CC du 23 octobre 2015 définissant l'intérêt communautaire, sont considérées d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement dont l'objet consiste à titre principal en la mise en œuvre des compétences communautaires en matière de politique de la ville et ou d'équilibre social en matière d'habitat sur le territoire communautaire.

En conséquence, 22 opérations d'aménagement répondant aux critères ont été transférées par délibération FCT 030-1585/15/CC à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, parmi lesquelles la ZAC Athélia V à La Ciotat.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prend acte de ces transferts.

La Métropole Aix Marseille Provence, qui se substitue en droits et obligations de Marseille Provence Métropole, est devenue depuis le 1er janvier 2016 le concédant de l'opération.

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a confié un mandat d'aménagement à la SOLEAM sur le périmètre de la ZAC Athélia V.

L'objet du présent rapport est d'autoriser la Présidente de l'assemblée délibérante ou son représentant à déposer une demande d'autorisation de défrichement pour la ZAC Athélia V.

En application des articles L 341-1 et suivants du Code forestier, une nouvelle demande d'autorisation de défrichement est nécessaire pour la ZAC ATHELIA V à La Ciotat, afin de poursuivre les autorisations de permis de construire, les constructions et aménagements.

Le précédent arrêté de défrichement a été pris par les services de l'Etat le 31 mars 2014, pour une durée de 5 ans. Sa validité avait comme échéance le 31 mars 2019.

La ZAC Athélia V, se situe dans le secteur Nord de La Ciotat et constitue un enjeu de développement économique de l'Est de la Métropole, en continuité avec les zones existantes d'Athélia I, II, III, IV, desservies par l'autoroute A 50, et directement connectées sur l'échangeur autoroutier. L'ensemble de ce secteur regroupe 4 000 emplois.

Cette cinquième zone se distingue par son positionnement environnemental dans un site exceptionnel, en limite de grands espaces naturels boisés et protégés comprenant des fortes pentes. Ce secteur jouit d'une vue exceptionnelle sur la baie de la Ciotat et sur le parc du Mugel : cette situation le rend visible depuis de nombreux points de la ville et du bord de mer.

Le parti d'aménagement de la ZAC vise à intégrer au mieux les constructions dans les pentes avec des activités mixtes d'activités technologiques et/ou tertiaires, et de développer des activités dans les parties planes du vallon du Roumagua. Les lots de la ZAC doivent préserver 45% d'espace verts, libres, ce qui limite l'emprise au sol des bâtiments et préserve des bandes paysagères, aux fonctions de corridors écologiques vers la forêt.

Les enjeux environnementaux importants ainsi que la précédente autorisation de défrichement avaient limité les possibilités de construction dans la ZAC ; sur 64 ha, 41 ha resteront non construits, et 23 ha seront urbanisés. Les espaces qui sont destinés à rester naturels sont en grande partie dans le vallon du Roumagua, où se trouvent plusieurs espèces faunistiques et floristiques protégées. Les corridors écologiques sont importants à préserver pour plusieurs espèces, de même que les murs en pierres qui servent de refuges pour les reptiles, dans un esprit « restanques ».

Les équipements publics de la ZAC ont été livrés en 2017 et plus de 50% de la zone est commercialisée. (15 ha)

La ZAC est soumise à un risque incendie important ce qui est pris en compte par la Métropole :

- Une convention relative à la gestion des espaces forestiers situés dans la ZAC a été signée avec l'ONF en 2017, ce qui a permis d'assurer le débroussaillage de 46 ha en 2019 et 2020.
- Le précédent arrêté de défrichement avait demandé la création d'un tronçon de piste DFCI dans le vallon du Roumagua afin d'améliorer la protection incendie du massif et de protéger une partie de la ZAC. La piste est inscrite au programme des réalisations de la ZAC.

La création d'une piste DFCI pour assurer la défendabilité du massif est exonérée d'autorisation de défrichement, cependant, l'impact de la création de la piste est analysé du point de vue des espèces protégées, et sera intégré dans l'étude d'impact actualisée.

La demande d'autorisation de défrichement portera sur l'urbanisation du reste de la ZAC : soit 12.5 ha. Pour cette surface il sera nécessaire que soit réalisée une enquête publique et de disposer d'une étude d'impact actualisée.

Afin de constituer une demande d'autorisation de défrichement pour l'ensemble de la ZAC auprès des services de la Préfecture, il a été nécessaire de réaliser une nouvelle étude d'incidences sur la faune et la flore, d'analyser les impacts du projet et les mesures d'Évitement, de Réduction et de Compensation, entre mars et octobre 2020.

Cette étude constitue le volet écologique de l'étude d'impact, élément principal du dossier d'autorisation de défrichement.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise la Présidente ou son représentant à déposer un dossier de demande d'autorisation de défrichement, dont l'étude d'impact actualisée est ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'autorisation de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à déposer la demande d'autorisation de défrichement auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) pour la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de poursuivre l'opération d'aménagement de la ZAC ATHELIA V pour les 12.5 ha restant à défricher et à urbaniser.
- Que l'autorisation de défrichement pour la création d'un tronçon de piste DFCL situé dans le périmètre de la ZAC Athélia V pour assurer la défendabilité du massif fait l'objet d'une exemption pour motif d'intérêt général ;
- Que l'étude d'impact de la ZAC Athélia V et en particulier son volet écologique, a été actualisée en octobre 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'autorisation donnée à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de déposer la demande d'autorisation de défrichement auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) pour la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-220/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise AGAM pour l'année 2021 relative à l'attribution d'une subvention

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 20/18906/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Selon l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'Etat et les établissements publics ou d'autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire des organismes de réflexion, et d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés agences d'urbanisme.

Ces agences d'ingénierie partenariale ont notamment pour missions :

- 1° De suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;
- 2° De participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;
- 3° De préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;
- 4° De contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine ;
- 5° D'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

La Métropole Aix-Marseille Provence est ainsi membre, avec d'autres partenaires, de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), Association loi 1901, qui lui permet de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun.

La Métropole doit en effet suivre les évolutions urbaines de son territoire, et en permettre un aménagement structurant et cohérent. Elle doit définir les politiques d'aménagement et de développement de son territoire dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise dispose de l'expérience et des outils nécessaires à l'observation et la compréhension du territoire métropolitain, aux réflexions relatives aux grands dossiers d'urbanisme, d'aménagement et de développement du territoire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise AGAM, a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise AGAM portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Afin de poursuivre ce travail, l'AGAM a proposé un programme partenarial approuvé par son conseil d'administration et sollicité la Métropole pour qu'elle contribue, à ses charges, en sa qualité de membre.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2021 une aide de 3 322 200€ dont 755 000€ de la part du Conseil de Territoire Marseille Provence à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier et de verser la subvention proposée par douzième avant le 31 décembre 2021 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole,
- Le projet de délibération au Bureau de la Métropole portant sur « Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2021, relative à l'attribution d'une subvention ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Que le bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2021, relative à l'attribution d'une subvention ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise AGAM pour l'année 2021, relative à l'attribution d'une subvention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-221/20/CT

■ **CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la Concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement passée avec la SOLEAM. Approbation de l'avenant n°15 à la convention de concession**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/18854/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la Concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement passée avec la SOLEAM. Approbation de l'avenant n°15 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement en limite avec le 10ème et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la ZAC du Vallon Régné couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique,
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité,
- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le boulevard Urbain Sud et la traverse Régné pour organiser une nouvelle trame viaire,
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator.

Ce projet d'une constructibilité globale de 96 600 m² de plancher permettra notamment de développer environ un millier de logements.

Par délibération 05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la

création de la Zone d'Aménagement Concertée dite «du Vallon Régny».

Par délibération 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé de sélectionner un aménageur, après consultation, en vue de concéder l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement a été retenue et le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession par délibération 06/0205/TUGE du 27 mars 2006, avec un budget d'aménagement de 40 113 292 euros.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régny a été approuvé par délibération 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération VOI/3/079/CC du 12 février 2007 a approuvé le Programme des Équipements Publics relevant de sa compétence dont le Boulevard Urbain Sud (BUS).

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Avancement global de l'opération :

Depuis sa création en 2005, le développement de la ZAC du Vallon Regny a été largement freiné par différents recours de la part des riverains envers les documents d'urbanisme, le dossier de réalisation ou certains permis de construire.

Par ailleurs, il a été décidé de ne pas engager la réalisation d'un nouveau quartier sans l'axe structurant majeur que constitue le Boulevard Urbain Sud. La réalisation de cette voie ayant été différée, la commercialisation et les travaux d'aménagement de la ZAC ont été décalés.

Seuls quelques aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que les espaces publics situés à proximité du nouveau Collège Gyptis (place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux voies existantes ont été également réalisés. De même, une nouvelle voie, nommée Martha Hartmann, entre l'Avenue de la Grande Bastide et la Traverse Regny a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie livré en février 2016.

D'autre part, afin de fluidifier la circulation du secteur, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées du futur Boulevard Urbain Sud entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel. La réalisation de ces voiries et la maîtrise foncière avait été confiées à la Soleam par une convention de mandat lors du Conseil Communautaire du 28 juin 2013. La SOLEAM, dans le cadre de ce mandat, a procédé aux acquisitions foncières nécessaires au projet et a fait réaliser les études de conception jusqu'au stade avant-projet. Toutefois, la programmation décalée du Boulevard Urbain Sud et la complexité du projet global et de ses emprises a nécessité la reprise complète de la maîtrise d'ouvrage par la Métropole. La clôture de cette convention de mandat a été approuvée par le bureau de la Métropole lors de sa séance du 26 septembre 2019.

Enfin, une refonte du projet initial, qui ne correspondait plus aux ambitions de la collectivité a été envisagée dès 2015, la ZAC n'étant pas significativement lancée à cette époque. Dans ce contexte, la Soleam a engagé fin 2015 une consultation visant à désigner un urbaniste-conseil pour réinterroger tout le projet en intégrant quelques aménagements déjà réalisés.

C'est le groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo qui a été retenu en 2016.

Au regard de cette situation il a été acté lors de l'approbation du CRAC établi au 31 décembre 2014 de proroger de cinq années la durée de cette concession d'aménagement et de fixer son échéance au 22 mai 2023. La délibération approuvant le CRAC établi au 31 décembre 2018 a prorogé de 4 ans supplémentaires l'opération jusqu'en 2027.

La refonte du projet urbain entre 2016 et 2019 a permis de concevoir un nouveau plan de masse ambitieux visant à faire la couture entre la nature, la ville et les infrastructures, dont le Boulevard Urbain Sud, grâce à une composition

urbaine et architecturale qui révèle les qualités paysagères du lieu tout en proposant un tissu urbain vivant et appropriable.

Parallèlement, le Programme des Équipements Publics de la ZAC a été modifié afin de tenir compte notamment :

- des changements de maîtrise d'ouvrage liés au transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,
- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la Ville de Marseille, la Soleam et la Métropole,
- de l'ajustement de l'estimation du coût des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés déjà engagés,
- des besoins en équipements publics suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux franges de la ZAC.

Ce Programme des Équipements Publics modifié a été approuvé, pour ce qui le concerne, par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 3 octobre 2016 et par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

De plus, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 17 juin 2019 a approuvé une nouvelle modification de ce programme pour intégrer la réalisation d'un équipement sportif municipal à réaliser par l'aménageur, constitué de 5 courts de tennis et d'un club house, qui viendra pérenniser cette offre sportive pour le quartier. En effet, les 4 courts de tennis existants sont situés sur l'emprise du futur groupe scolaire et doivent être déplacés.

Ce programme des équipements publics modifié a été approuvé par le Conseil de la Métropole par délibération n°URB 025-644/19/CM du 20 juin 2019.

Le Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 25 novembre 2019 a approuvé une nouvelle modification de ce programme pour intégrer la réalisation d'une médiathèque et d'une maison de quartier par SOLEAM, au sein d'un îlot dédié. Ces équipements seront pris en charge par la Ville de Marseille pour un montant prévisionnel de 7 000 000 d'Euros HT auquel s'ajoutera le prix du foncier.

Ce programme modifié a été approuvé par le Conseil de la Métropole par délibération n°URB 052-7944/19/CM du 19 décembre 2019.

D'autre part, au regard de la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la ZAC, le Conseil de la Métropole a approuvé le 17 octobre 2016, un Projet Urbain Partenarial et une première convention à signer avec les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée pour la réalisation d'une opération de logements et commerces.

Cette première convention étant devenue caduque en 2018, deux conventions ont été approuvées lors du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 afin de prendre en compte les modifications apportées par les promoteurs à l'opération immobilière, celles liées aux évolutions du projet urbain et de ses abords ainsi que les nouvelles échéances du Projet Urbain Partenarial.

Or, ces deux conventions sont devenues caduques le 17 juillet 2019, car les promoteurs n'avaient toujours pas acquis le foncier dans le délai imparti par la convention.

Ainsi, par délibération n°URB 051-7943/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé deux nouvelles conventions avec les promoteurs du projet immobilier actualisées selon les évolutions des caractéristiques des équipements publics rendus nécessaires par ces opérations immobilières et permettre à SOLEAM, chargée de réaliser ces équipements, situés dans la ZAC, de percevoir directement les participations des promoteurs.

Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) successifs par la Ville de Marseille concédant initial de l'opération :

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2006, a été approuvé par délibération 07/0720/TUGE du 16 juillet 2007 avec un prix de revient total de 45 058 883 euros en hausse de 4 945 591 euros par rapport au coût approuvé avec la convention de concession.

Les CRAC arrêtés au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 n'ont pas enregistré de variations budgétaires notables.

Le CRAC, établi au 31 décembre 2009, a été approuvé par délibération 10/1062/DEVD du 25 octobre 2010, avec une prorogation de cinq ans de la durée de la concession avec un prix de revient total de 46 106 396 euros en hausse de 811 090 euros.

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2010, a été approuvé par délibération 11/0868/DEVD du ¹¹~~SEP~~ 7 octobre 2011, avec un prix de revient total de 45 849 821 euros en baisse de 256 575 euros par rapport à l'année précédente, et un montant prévisionnel des recettes à 45 024 597 euros. Cette baisse de recettes due à la diminution du prix de cession des logements sociaux a déterminé une participation initiale de la Ville à l'équilibre du bilan de 825 224 euros. Par ailleurs, une avance financière à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été consentie par la Ville avec un premier versement prévu en 2014.

Le CRAC établi au 31 décembre 2011 a été approuvé par délibération 12/0547/DEVD du 11^{er} 25 juin 2012. Le prix de revient s'établit à 46 449 768 euros TTC en augmentation de 599 947 euros. Des surcoûts ont été enregistrés par l'opération, liés aux frais de portage des dépenses en l'absence de recettes de cession. La participation de la Ville a été portée à 1 512 647 euros. Par ailleurs le versement de l'avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été avancé à 2012 et son remboursement a été planifié en fin de concession.

Le CRAC arrêté au 31 décembre 2012 a été approuvé par délibération 13/0474/DEVD du 17 juin 2013 avec un prix de revient de 45 315 166 euros TTC en baisse de 1 134 602 euros. La participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan est restée inchangée du fait d'une baisse de recettes du même montant. L'échéancier du versement de la participation a été modifié

L'avenant 6 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL Soleam suite à la fusion-absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération 14/803/UAGP du 10 octobre 2014 avec un prix de revient total de 46 174 282 euros, en hausse de 859 116 euros par rapport au CRAC précédent et une participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan d'un montant de 1 512 647 euros inchangée. Un échéancier de versement de la rémunération sur dépenses de l'aménageur, prise en partie par anticipation, a fait l'objet d'un avenant n°7.

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par la délibération 15/0471/UAGP avec un prix de revient total de 53 606 857 euros en hausse de 7 432 575 euros. Cette hausse étant liée notamment à la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire prévu au Programme des Équipements Publics, compensée par la participation de la Ville à cet équipement.

Ont été approuvés également :

- l'avenant 8 à la convention de concession portant sur la prorogation de cinq ans de la durée de la concession, la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire et la prise en charge par la Ville du coût de cet équipement
- l'avenant 1 à la convention d'avance de trésorerie portant sur le report de la date du remboursement en 2020 au lieu de 2018.

La délibération 15/1016/UAGP du 26 octobre 2015, a approuvé un avenant 2 à la convention d'avance de trésorerie portant l'avance consentie de 4 500 000 euros à 9 500 000 euros.

Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) et des avenants successifs par la Métropole devenue concédant de l'opération :

Un avenant 3 à la convention d'avance de trésorerie signé le 17 juin 2016 a substitué la Métropole à la Ville. Cette convention porte le n°T1600915CO.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par délibération n°URB 019-1423/16/CM du 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 68 991 851 euros en augmentation de 15 384 995 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille mais une participation de la Métropole au coût des équipements n'étant pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été approuvée pour un montant de 4 124 906 euros.

L'avenant n°10 a approuvé ces modifications ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération n°URB 010-2349/17/CM du 13 juillet 2017 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 70 176 133 euros TTC en augmentation de 1 184 282 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics restant inchangée pour un montant de 4 124 906 euros.

L'avenant n°11 a approuvé la modification de l'échéancier de versement de la participation du concédant aux équipements publics ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Par délibération du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n°12 à la convention de concession ayant pour objet :

- de modifier les conditions de rémunération de l'aménageur pour les missions de commercialisation, de gestion locative et de liquidation pour les mettre en conformité avec la grille tarifaire de la SOLEAM.
- de préciser l'échéancier de prise de rémunération pour la réalisation des équipements scolaires

Le CRAC établi au 31 décembre 2017 a été approuvé par délibération n°URB 047-5178/118/CM du 13 décembre 2018 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 73 051 693 euros TTC en augmentation de 2 875 560 euros TTC. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur était de 5 007 761 euros en augmentation de 882 855 euros. L'avenant n°13 a approuvé l'augmentation de la participation de la Métropole au coût des équipements publics et les échéanciers de versement de cette participation et des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

Le CRAC établi au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération n°URB 025-6447/19/CM du 20 juin 2019 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 73 520 374 euros TTC en augmentation de 320 572 euros TTC. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur était de 5 334 924 euros TTC, en augmentation de 327 163 euros.

L'avenant n°14 a approuvé la prorogation de 4 ans de l'opération, jusqu'en 2027, l'augmentation de la participation de la Métropole au coût des équipements publics et son échéancier de versement ainsi que le nouvel échéancier des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

L'objet du présent rapport est de soumettre au Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité concernant la ZAC du Vallon Regny établi au 31 décembre 2019 ainsi que l'avenant n°15 à la convention de concession d'aménagement passée avec SOLEAM.

Activité de la concession jusqu'au 31 décembre :

Sur cette période ont été engagés les travaux suivants :

- La création de la place Didier Garnier qui constitue le parvis du Collège ainsi que la création de l'Allée Didier Garnier composée d'une aire de stationnement
- Le réaménagement de l'avenue Grand Pré et de son carrefour avec l'ancien chemin de Cassis
- La création d'une voie de desserte permettant de relier la traverse Pelissier, les contre-allées du Boulevard Urbain Sud et les Allées Didier Garnier
- La création de la voie Martha Hartmann qui relie la traverse Regny et l'Avenue de la Grande Bastide et assure la desserte du centre gérontologique
- Un lot a été commercialisé pour la réalisation d'un centre de gérontologie livré en février 2016

Activité de la concession sur l'année 2019 et perspectives pour les années à venir :

L'année 2019 a permis de poursuivre la désignation des groupements promoteurs et architectes des différents lots de la ZAC, de lancer les études de maîtrise d'œuvre pour les espaces publics et de maîtrise d'œuvre urbaine, de désigner la mission Ordonnancement Pilotage et Coordination Urbaine (OPCU) et la mission CIM Management (City Information Modeling).

Les ateliers de co-conception avec les groupements retenus sur chaque îlot ont débutés à l'automne 2019. Sous la direction de l'architecte conseil de la ZAC, ils permettent de rechercher une cohérence de chaque projet immobilier avec le nouveau quartier et de trouver les meilleures réponses aux ambitions urbaines, architecturales et environnementales de la ZAC.

En ce qui concerne les acquisitions foncières : en 2019 l'aménageur a poursuivi les négociations amiables, permettant de maîtriser la totalité du tracé de la U522 Sud. En 2020 SOLEAM poursuivra des négociations concernant le tracé de la U522 Nord et constituera un dossier de DUP qui sera déposé en Préfecture en 2021 pour les acquisitions qui ne pourraient être réalisées à l'amiable.

En ce qui concerne les études : Il est prévu en 2020 de continuer les études de conception des espaces publics de la ZAC, également de poursuivre la mise à jour du dossier de réalisation au regard de la refonte du projet urbain avec :

- une mise à jour du programme des équipements publics et des modalités de financement, l'approbation du

- nouveau Programme global de construction,
- une nouvelle étude d'impact, engagée en 2019 et qui se poursuivra en 2020,
- un dossier Loi sur l'Eau et
- une étude sur les énergies renouvelables.

L'enquête publique sur l'Autorisation Environnementale Unique se déroulera en 2021 et le nouveau dossier de réalisation pourra ensuite être soumis à l'approbation du concédant.

Il n'y a pas eu de travaux réalisés en 2019. La mise en œuvre des travaux sur la ZAC s'effectuera dans les années à venir dans un phasage cohérent avec la mise en chantier des différents îlots de la ZAC.

Il doit être noté à ce stade que le renforcement des prescriptions concernant les eaux pluviales, la qualité recherchée sur les aménagements projetés ainsi que la mise à jour des estimations se traduiront par une hausse du montant prévisionnel des travaux qui devra être validée avec les modalités prévisionnelles de financement du dossier de réalisation modifié.

En ce qui concerne la commercialisation : 10 compromis ont été signés dont 5 en 2018 et 5 en 2019 permettant à la SOLEAM de se rémunérer sur les recettes de cession.

Le concédant a suspendu ses agréments dans l'attente de la mise à jour du dossier de réalisation. SOLEAM envisage la signature de 5 nouveaux compromis sur les années 2020 et 2021.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2019, les dépenses engagées s'élèvent à 1 077 413 euros TTC au lieu de 4 146 852 euros TTC envisagés au précédent bilan. L'écart de 3 069 439 euros TTC se justifie notamment par :

- un écart de - 1 642 984 euros sur le poste acquisitions foncières dues au report de plusieurs acquisitions sur les années 2020 et 2021 ainsi que l'abandon d'une acquisition pour l'extension de l'îlot BE6,
- un écart de - 108 072 euros au niveau des honoraires et études préalables lié au décalage de la facturation en 2020 de la mission relative à l'animation des ateliers de co-conception et la définition de la stratégie environnementale,
- un écart de - 504 660 euros au niveau des études techniques du fait d'une facturation moindre que prévue,
- un écart de - 260 000 euros au niveau des travaux du fait du report des interventions sur la Bastide des Trembles et de certains travaux de signalisation sur voiries
- un écart de - 93 678 euros des dépenses annexes
- un écart de - 462 630 euros au niveau de la rémunération du concessionnaire essentiellement lié au report de certaines dépenses et recettes sur les années suivantes
- une augmentation de 2 585 euros des frais financiers par rapport au montant prévu en 2019.

En ce qui concerne les dépenses relatives au groupe scolaire, elles s'élèvent à 818 230 euros TTC en baisse de 254 178 euros TTC par rapport aux prévisions.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 24 057 659 euros HT soit 26,76% du budget prévisionnel à terme. Il se répartit sur les postes suivants :

- budget études : 593 914 euros soit 51,26% de réalisation par rapport au budget prévisionnel à terme
- budget acquisition (dont U522) : 12 876 941 euros soit 77,28% de réalisation
- budget travaux et honoraires : 5 501 237 euros soit 33,01% de réalisation
- budget dépenses annexes : 677 451 euros soit 53,75% de réalisation
- budget frais financiers : 912 065 euros soit 95,57% de réalisation
- Rémunération de l'aménageur : 2 354 984 euros soit 38,33% de réalisation
- Groupe scolaire : 1 031 231 euros soit 6,70% de réalisation
- TVA Groupe scolaire 109 836 euros

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 89 869 333 euros TTC.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 1 158 526 euros soit 1,30 % du coût de l'opération
- Acquisitions (dont U522) : 16 661 190 euros soit 18,55% du coût de l'opération
- Travaux et honoraires : 36 771 077 euros soit 40,91% du coût de l'opération
- travaux Médiathèque et maison de quartier 8 000 000 euros soit 8,90% du coût de l'opération
- Dépenses annexes : 1 260 193 euros soit 1,40% du coût de l'opération
- Frais financiers : 954 311 euros soit 1,06% du coût de l'opération
- rémunération aménageur : 6 143 298 euros soit 6,83% du coût de l'opération
- Groupe scolaire : 15 404 851 euros soit 17,14% du coût de l'opération
- TVA : 3 515 887 euros soit 3,91% du coût de l'opération

En l'attente de l'approbation du dossier de réalisation modifié, il est proposé de faire apparaître au CRAC et d'approuver uniquement les dépenses prévisionnelles courtes terme et leurs variations, les autres dépenses liées aux évolutions du parti d'aménagement devant faire l'objet d'un examen ultérieur dans le cadre de l'approbation du bilan annexé au nouveau dossier de réalisation.

Le montant total des dépenses à terme est donc en hausse de 17 187 413 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- une baisse de 1 440 euros du budget études, non significative,
- une baisse de 699 907 euros du budget acquisitions du fait de la suppression de plusieurs acquisitions ou de réduction d'emprises foncières,
- une hausse de 12 930 850 euros du budget travaux d'aménagement, honoraires et aléas se déclinant en :
 - Une hausse de 3 890 919 euros liée à la réévaluation des travaux de la U522 pour prendre en compte les études relatives à la gestion des eaux pluviales par rapport au nouveau schéma directeur.
 - Une hausse de 8 000 000 euros liée à l'intégration dans le budget de la ZAC du nouvel équipement municipal sur l'ilot BE1 (Médiathèque et maison de quartier). Cette dépense est intégralement compensée par la Ville de Marseille.
 - Une hausse de 1 039 931 euros du budget honoraires du fait de l'augmentation du montant des travaux
- une baisse de 136 636 euros du poste Dépenses annexes,
- une hausse de 52 euros du poste Frais Financiers, non significatif,
- une hausse de 1 072 800 euros du poste Rémunérations lié à l'évolution des dépenses et recettes de l'opération,
- une baisse de 7 632 euros du poste relatif au Groupe Scolaire
- une hausse de 534 974 euros du poste TVA.

Nota : Il a été convenu d'augmenter le poste aléas de 3 494 352 euros à titre de provision, pour anticiper les surcoûts à venir lors de l'approbation du nouveau projet et ne pas approuver aujourd'hui à titre provisoire un bilan bénéficiaire.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 2 705 782 euros avec un écart à la baisse de 3 249 056 euros par rapport aux prévisions. Cet écart est justifié notamment par un report sur 2020 et 2021 de la signature de 5 nouvelles promesses de ventes.

Concernant le Groupe Scolaire, la participation de la Ville de Marseille de 1 416 867 euros pour 2019 a été versée comme prévue.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Au 31 décembre 2019, le montant des recettes cumulées hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, s'élève à 6 947 099 euros soit un taux d'avancement de 10,23% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération. Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- Cession de charges foncières 6 813 702 euros soit 11,86% du budget prévisionnel à terme
- Produits divers : 133 397 euros soit 1,27% du budget prévisionnel à terme

Les participations des collectivités perçues par l'opération s'élèvent à 2 164 432 euros

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 61 622 295 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, en hausse de 10 510 114 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart à la hausse s'explique notamment par :

- Une hausse de 7 503 872 euros du budget cessions du fait de la réduction d'un montant de 6 222 292 euros de la provision prévue pour permettre des abattements sur les prix de vente des terrains, en vue de favoriser la réalisation de bâtiments exemplaires sur le plan environnemental et en termes d'innovation. Il n'y aura pas de clause d'abattement dans les compromis et actes de vente.

Par ailleurs, il est envisagé des valorisations supérieures à celles attendues au précédent bilan sur d'autres ilots. Exemple la cession de la Bastide des Trembles dont le prix de cession passerait de 432 000 euros TTC à 700 000 euros TTC.

- Une hausse de 871 947 du budget divers lié à l'inscription au budget des participations à percevoir par l'aménageur, via les conventions n°1 et 2 du PUP Vallon Regny, pour un montant de 867 916 euros concernant les travaux sur les voies U522 Sud et ancien chemin de Cassis.
- Une hausse de 2 134 295 euros lié à l'inscription au budget des participations à percevoir par l'aménageur, via les conventions n°1 et 2 du PUP Vallon Regny pour le groupe scolaire

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 1 512 647 euros, inchangée par rapport au dernier CRAC approuvé au 31 décembre 2017. Cette participation a été versée par la Ville de Marseille, précédent concédant, en février 2015.

Participations des collectivités affectées aux équipements publics :

- La participation de la Ville de Marseille aux équipements municipaux s'élève à 21 399 468 € TTC répartie de la manière suivante :
 - Participation aux équipements scolaires : 12 999 468 euros TTC en baisse de 2 561 154 euros pour tenir compte des participations affectées à cet équipement à percevoir par SOLEAM dans le cadre du PUP Régny.
 - Participation de la Ville de Marseille pour la réalisation de la Médiathèque et la Maison de Quartier au sein d'un même bâti : 8 400 000 € TTC. Le versement de la participation de la Ville pour la réalisation de ces deux équipements fera l'objet d'une convention spécifique avec la Métropole et SOLEAM, toutefois la prise en charge financière par la Ville à hauteur de 8.4M€ a déjà fait l'objet d'une délibération de cette collectivité précisant que le prix du foncier viendra majorer cette contribution après estimation par la Direction de l'Immobilier de l'Etat.
- Participation de la Métropole aux équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur :

Elle s'élève à 5 334 924 euros TTC inchangée par rapport au dernier bilan.

651 785 euros ont déjà été versés par la Métropole au 31/12/2019 et 683 333 euros ont été versés en 2020. Le solde des versements est envisagé de la manière suivante :

2021 :	1 540 598 euros
2022 :	1 404 588 euros
2023 :	1 054 620 euros

Prix de cessions et montants de participations constructeurs

Ils s'établissent de la manière suivante :

300 euros HT/m2 de sdp pour les bureaux

250 à 300 euros HT/m2 de sdp pour les commerces

150 euros HT/m2 de sdp pour les équipements (hors équipements publics)

Entre 650 et 850 euros HT/m2 de sdp pour les logements en accession libre à la propriété

400 euros HT/m2 de sdp pour les logements en accession à prix maîtrisés

300 euros HT/m2 de sdp pour les logements en accessions sociale à la propriété

220 euros HT/m2 de sdp pour les logements locatifs sociaux (sauf ilot BO5 cédé à 180 euros HT/m2 de sdp)

Montant des participations des constructeurs aux équipements publics de la ZAC : 200 euros HT/m2 de sdp.

Avance :

Afin de financer un déficit de trésorerie provisoire, une première avance d'un montant de 4 500 000 euros a été versée par la Ville de Marseille en 2012. Une augmentation de cette avance d'un montant de 5 000 000 euros actée par délibération de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a été versée en 2016. Selon les principes approuvés lors du transfert de l'opération, le remboursement de cette avance sera effectué par l'aménageur à la Métropole. Ce remboursement en un seul versement prévu en 2021 a été reporté en 2023 lors de l'approbation du bilan au 31 décembre 2016 et a fait l'objet de l'approbation d'un avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie n°T1600915CO.

Rémunération sur dépenses, prise par anticipation :

La ZAC Régný a été freinée dans sa réalisation. Ceci génère une incohérence entre la prestation fournie et le niveau de rémunération pour l'aménageur. Ainsi, il a été acté lors de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2013 de payer par anticipation une part de la rémunération sur dépenses.

La rémunération sur dépenses représente 2 199 631 euros soit 5% du montant des dépenses prévisionnelles. Au 31 décembre 2019, l'aménageur a déjà perçu 333 796 euros de rémunération calculée sur les dépenses réellement effectuées et 394 903 euros d'avance.

Un nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses est envisagé de la manière suivante pour tenir compte du remboursement des 394 903 euros avancés :

2020 : 47 008 euros non appelés au titre du remboursement partiel de l'avance

2021 : 372 917 euros, seuls 25 021 euros seront appelés, le solde de 347 896 euros allant au remboursement de l'avance.

2022 : 395 280 euros

2023 : 608 347 euros

2024 : 442 284 euros

Il est proposé d'approuver ce nouvel échéancier via l'avenant n°15 à la convention de concession d'aménagement.

Trésorerie de l'opération :

Elle est négative au 31 décembre 2019 pour un montant de 206 189 euros.

Emprunts :

Les emprunts contractés au 31 décembre 2019 s'élèvent à 18 000 000 euros dont 14 062 500 euros ont déjà été remboursés. Le solde des remboursements s'étalera entre 2020 et 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d’élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la Concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement passée avec la SOLEAM. Approbation de l'avenant n°15 à la convention de concession. ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la Concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement passée avec la SOLEAM. Approbation de l'avenant n°15 à la convention de concession. » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la Concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement passée avec la SOLEAM et l’approbation de l'avenant n°15 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-222/20/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°20 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/18856/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9 et 10èmes arrondissements passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régné.

Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Par délibération n°97/719/EUGE du 27 octobre 1997, la Ville de Marseille a créé la ZAC Ferrié Capelette sur une partie de cette concession d'aménagement en vue de l'implantation d'activités tournées vers le secteur automobile. Le dossier de réalisation de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°98/1006/EUGE du 21 décembre 1998 et un « village de l'automobile » est aujourd'hui en activité.

Le périmètre de la concession d'aménagement de la Capelette a été étendu une première fois en mars 1999 à 7,7 hectares (avenant n° 2 à la convention de concession approuvé par la délibération du Conseil Municipal de Marseille n°99/244/EUGE du 29 mars 1999) pour permettre des acquisitions d'opportunité, puis a été porté à 28,6 hectares en décembre 2000 par avenant n°3 pour tenir compte de l'implantation du parc du 26ème Centenaire et de l'impact de ce dernier sur les quartiers situés en bordure de cet équipement majeur.

Afin de se doter d'un outil adapté aux objectifs d'aménagement du secteur, le Conseil Municipal de Marseille par délibération n°02/1224/TUGE du 16 décembre 2002 a approuvé les objectifs et les principes d'aménagement d'une ZAC dite de la Capelette, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le dossier de création de la ZAC de la Capelette, d'une superficie de 75 ha a été approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le programme des équipements publics a été validé au Conseil Municipal de Marseille du 20 octobre 2006 et au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 9 octobre 2006.

Par ailleurs, le site de la Capelette a été retenu pour accueillir :

- Le lotissement CAP-EST, aujourd'hui terminé, portant sur un programme de 14 lots de logements, bureaux et commerces avec la création d'un groupe scolaire réalisé dans le cadre de la concession et d'une crèche.
- Un pôle de loisirs, avec le Palais Omnisports Marseille Grand Est (POMGE) qui a été ouvert au public le 11 décembre 2009 et la parcelle mitoyenne du POMGE dont le projet initial de centre commercial n'est plus à l'ordre du jour, le programme étant en cours d'évolution vers une opération constituée en majorité de logements.

Historique des précédents Compte Rendus Annuels à la Collectivité :

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2003 par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°04/1028/TUGE du 15 novembre 2004 a permis d'étendre le périmètre de la Concession d'Aménagement compte tenu de la création de la ZAC de la Capelette, de proroger la durée de la concession jusqu'en 2011 et de préciser la participation financière de la Ville et son échéancier de versement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2006, approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°07/1237/TUGE du 10 décembre 2007, a permis de proroger la concession jusqu'en 2016 et de faire acter la participation de la Ville pour un montant prévisionnel de 56,829 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010, approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°11/0867/DEVD du 17 Octobre 2011, a constaté la réduction de la participation de la Ville de Marseille à 51,971 millions d'euros, a modifié son échéancier, a validé le remboursement de l'avance versée en 2005 de 12,5 millions d'euros en 2016 et a complété la convention de concession en ce qui concerne la rémunération du concessionnaire pour les missions de commercialisation en conformité avec les principes relatifs à la rémunération pour l'ensemble des concessions d'aménagement.

La délibération du Conseil Municipal de Marseille n°12/0538/DEVD du 25 juin 2012 a approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ; elle a validé un nouvel échéancier de la participation dont le montant reste inchangé à hauteur de 51 971 939 euros et instauré un sursis à statuer sur le périmètre de la concession.

Cette délibération a acté les nouvelles réflexions lancées sur l'entrée Est de Marseille, notamment en termes de développement des transports en commun et de création de voiries structurantes et le fait que le secteur de la Capelette nécessite d'être intégré dans cette dynamique.

Il est également apparu nécessaire de prendre en compte le maintien sur site du centre de transfert des ordures ménagères et des services associés de la Métropole, localisés sur le Boulevard Bonnefoy. Cette décision nécessite d'importants travaux d'intégration urbaine.

Ainsi, l'actuel projet urbain doit être recomposé en intégrant ces différentes contraintes, tout en améliorant son fonctionnement et son accroche au reste du territoire communal.

Le sursis à statuer précité a donc été institué sur le périmètre de la concession afin que les opérations sur le foncier non maîtrisé ne viennent pas compromettre l'évolution du projet urbain.

L'avenant n°12 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

L'arrêté préfectoral n° 2014-36 du 1er juillet 2014 a modifié l'arrêté préfectoral n°2009-22 du 29 octobre 2009 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Capelette, en ce qui concerne le bénéficiaire de la DUP (SOLEAM en lieu et place de Marseille Aménagement).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°15/1120/UAGP du 16 décembre 2015 a fait état des études et réflexions à mener pour améliorer l'urbanisation du secteur. Il présente en l'attente d'une définition plus précise des nouveaux objectifs du projet, des hypothèses d'investissements et de recettes clairement identifiées jusqu'en 2021. La Ville de Marseille a maintenu son engagement financier à hauteur de 51,972 millions d'Euros dont l'échéancier de versement a fait l'objet d'un avenant n°14, la ZAC Ferrié Capelette a été clôturée financièrement et n'apparaît plus dans les CRAC.

Cette délibération évoque également les conclusions d'une étude conduite par la Ville de Marseille en 2014-2015 : la finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits conduit à absorber l'intégralité de la participation prévisionnelle de la Ville.

L'étude prescrit de mener l'opération sur le secteur de la Capelette en deux temps :

- une première phase de finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits afin d'améliorer le cadre de vie en respectant l'engagement financier de la Ville de Marseille à savoir 51,97 millions d'euros.
- une deuxième phase de reprise des études de la concession et de mise en œuvre du parti d'aménagement qui sera alors acté.

Cette reprise du parti d'aménagement est également rendue nécessaire par les répercussions du futur Plan de Prévention du Risque Inondation sur l'opération de la Capelette présentées par le Porté à Connaissance du Préfet en date du 28 novembre 2014.

La Ville de Marseille a donc pris comme décision de demander à l'aménageur de concentrer ses missions sur le secteur déjà construit pour les cinq années à venir à engagement financier constant, et de lancer les études en

intégrant la donnée inondabilité afin d'améliorer l'urbanité du secteur.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 15 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 15 décembre 2016 n'a pas modifié la participation de la collectivité. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil métropolitain a modifié l'échéancier de versement de la participation des collectivités.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 13 juillet 2017 a acté l'augmentation de la participation d'équilibre de la Métropole Aix-Marseille-Provence de 47 630 869 Euros à 48 845 067 Euros. L'avenant n°17 approuvé par délibération du Conseil métropolitain a également modifié l'échéancier de versement de la participation d'équilibre.

Afin de tenir compte aux abords de la ZAC de nouveaux projets de logements significatifs non prévus initialement, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié par délibérations du conseil municipal du 1er avril 2019 et du conseil métropolitain du 16 mai 2019 pour revoir le dimensionnement du groupe scolaire et la maîtrise d'ouvrage de cet équipement confiée à SOLEAM.

Le CRAC établi au 31 décembre 2017 n'ayant pas été approuvé, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 20 juin 2019 a permis d'examiner les activités de l'aménageur sur les exercices 2017 et 2018. Il a également acté l'augmentation de la participation d'équilibre de 48 845 067 Euros à 56 894 549 Euros. L'avenant n°19 approuvé par délibération du Conseil métropolitain a par ailleurs prorogé de deux années supplémentaires la concession, modifié l'échéancier de versement de la participation d'équilibre et de la participation de la Ville de Marseille à la réalisation du futur groupe scolaire, ainsi que d'une nouvelle rémunération de l'aménageur pour les acquisitions à l'euro symbolique.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019

Le présent rapport a pour objet de présenter, en vue de son approbation, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2019 présenté sous une forme consolidée comprenant :

- un sous bilan du lotissement Cap Est, et du Pôle de loisirs
- un sous-bilan de la ZAC de la Capelette.

En préambule, la note de conjoncture se réfère à la nécessité de reprendre le parti d'aménagement de l'opération, comme évoqué précédemment et évoque les études et marchés lancés par le concédant et à lancer par le concessionnaire :

- une étude de définition de programmation urbaine reposant sur un diagnostic partagé et la coproduction du programme avec les habitants et usagers du secteur, débutée en 2019 sous maîtrise d'ouvrage du concédant.
- un marché négocié ou un dialogue compétitif à lancer par le concessionnaire pour la définition du projet.

La note de conjoncture dresse également l'état d'avancement des opérations en précisant les acquisitions et cessions de terrains à bâtir, les études et les travaux réalisés en 2019, et les orientations prises pour les années à venir, à savoir :

- Le lotissement Cap Est, le Pôle de loisirs et sportif :

Les acquisitions et cessions dans le lotissement et pour le pôle de loisirs sont terminées.

En 2019, les dépenses ont concerné des frais d'avocats dans le cadre du contentieux avec RFF SNCF. Les recettes attendues relatives à ce même contentieux n'ont pas encore été perçues.

Pour les années à venir, les dépenses concerneront des soldes de marchés et interventions sur VRD avant rétrocession à la Métropole. Les recettes concerneront le remboursement des frais de dépollution par RFF.

- La ZAC de la Capelette :

- L'avancement des acquisitions foncières :

En 2019, la maîtrise foncière d'une parcelle nécessaire pour le projet de groupe scolaire et des voies le desservant.

Il est prévu de poursuivre les acquisitions nécessaires :

- à la réalisation de VRD : au débouché de l'impasse Arnodin, et à l'élargissement de la rue Curtel.
 - à la réalisation du bassin de rétention sur la parcelle M2
 - au transfert d'une activité commerciale rue Gustave Eiffel libérant ainsi le cœur de la ZAC
 - à la réalisation du groupe scolaire et des voies le desservant
- Les dossiers en phase étude sur 2019 ont concerné des études de géomètre en vue des acquisitions et de faisabilité pour différents projets (parking, desserte futur groupe scolaire).

Il est prévu de poursuivre les études liées à la desserte du futur groupe scolaire, à la desserte de l'opération Bleu Capelette, à la rétrocession des équipements publics réalisés, à la pollution de certains terrains, à la démolition de certaines parcelles en vue de l'élargissement de la rue Curtel, au raccordement et à la desserte du bâtiment de la SEMM sur le boulevard Lazer.

- Les travaux réalisés en 2019 ont concerné :
 - la réalisation de VRD correspondants aux aménagements liés à la rue Tousard d'Olbec, la rue Cousinou, la place Rabatau et chemin de l'Argile, aux travaux de réseaux et raccordement, à la desserte de l'îlot 8.
 - les démolitions nécessaires : au parking provisoire Cap Est – Fonderie, au débouché de l'impasse Arnodin sur le boulevard Rabatau et à la mise en sécurité de certaines propriétés sur le boulevard Rabatau.

Pour les années à venir, les travaux concerneront au-delà de la finalisation des travaux précités :

- les travaux du futur groupe scolaire et de ses abords.
 - les travaux de viabilisation de l'îlot 15.
 - les travaux de raccordement et desserte de l'immeuble de la SEMM sur le boulevard Lazer.
 - les travaux de réhabilitation et de mise en sécurité
 - les travaux de démolition de SANITOR
- Le bilan consolidé :
- Les dépenses :
- Sur l'exercice 2019, le montant total des dépenses s'élève à 2 129 082 euros, soit en diminution de 4 807 382 euros par rapport aux prévisions, il comprend :
- les dépenses relatives à la ZAC Capelette qui s'élèvent à 1 760 364 euros, soit en baisse de 4 832 846 euros par rapport aux prévisions liée notamment à un report dans le temps de nombreuses acquisitions.
 - les dépenses relatives au groupe scolaire qui s'élèvent à 347 051 euros, soit une augmentation de 24 606 euros par rapport aux prévisions.
 - les dépenses relatives à l'opération Cap est - pôle de loisirs qui s'élèvent à 21 667 euros, soit en hausse de 858 euros par rapport aux prévisions.
- Le cumul des dépenses au 31 décembre 2019 :

Pour les dépenses totales : 130 266 959 Euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 75,7 % du coût prévisionnel de l'opération.

- Pour la ZAC Capelette : 82 303 840 euros, soit un taux d'avancement de 80,3% du coût prévisionnel des dépenses.
- Pour le groupe scolaire Capelette : 347 051 euros, soit un taux d'avancement de 1,7% du coût prévisionnel des dépenses.
- Pour le pôle Cap Est : 30 330 158 euros, soit un taux d'avancement de 99,5% du coût prévisionnel des dépenses.

- Pour le pôle de loisirs : 17 285 910 euros, soit un taux d'avancement de 91,3% du coût prévisionnel des dépenses. Les VRD du PUP sont estimés dans les 8.7% restants

Le prix de revient total à terme est estimé à 172 122 754 euros, soit une augmentation de 1 361 387 euros par rapport au Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 liée notamment à l'augmentation des dépenses de construction du futur groupe scolaire. Cette dépense est compensée par une acquisition de l'équipement par la Ville de Marseille.

- Le prix de revient à terme de la ZAC Capelette y compris le futur groupe scolaire est estimé à 122 718 553 euros, soit une hausse de 1 365 454 euros par rapport au dernier bilan. Cette hausse est la conséquence de l'augmentation des dépenses de construction du futur groupe scolaire.
- Le prix de revient à terme du pôle Cap Est est estimé à 30 465 851 euros, soit à l'identique du dernier bilan.
- Le prix de revient à terme du pôle de loisirs est estimé à 18 938 350 euros, soit une baisse de 4 067 euros par rapport au dernier bilan.

Les recettes :

- Sur l'exercice 2019, les recettes hors participations s'élèvent à 1 447 934 euros, elles comprennent :
 - Les recettes de la ZAC Capelette qui s'élèvent à 1 617 456 euros, soit une baisse de 743 903 euros par rapport aux prévisions liée à un décalage dans le temps de la cession d'un terrain.
 - Les recettes de Cap Est - pôle de loisirs qui s'élèvent à – 169 522 euros, soit une baisse de 2 340 378 euros par rapport aux prévisions, liée au contentieux RFF et aux sommes qui ont dû être versées suite à la perte du contentieux
- Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2019 :

Pour les recettes totales (hors participations) : 81 234 520 euros, soit un taux d'avancement de 87,1 % des recettes prévisionnelles de l'opération.

- Pour la ZAC de la Capelette : 34 442 148 euros, soit un avancement de 77,7% des recettes prévisionnelles.
- Pour le pôle Cap Est : 27 881 163 euros, soit un avancement de 100% des recettes prévisionnelles.
- Pour le pôle de loisirs : 18 911 209 euros, soit un avancement de 89,7% des recettes prévisionnelles.
- Le chiffre d'affaire total à terme, hors participations, est estimé à 93 277 700 euros, en hausse de 17 269 euros par rapport au bilan précédent.

- Les participations constructrices :

Le montant des participations constructeurs attendu et déjà perçu est de 20 586 311 euros.

- Les participations des collectivités aux équipements et à l'équilibre de l'opération :

Le montant global de la participation des collectivités est estimé à 77 468 015 euros en hausse de 1 573 466 euros au regard des estimations du précédent CRAC :

- 45 950 306 euros de participation à la charge de la Ville de Marseille, en augmentation de 1 573 464 euros au regard des prévisions précédentes, liée à l'augmentation des coûts de construction du futur groupe scolaire.
- 31 517 709 euros de participation à la charge de la Métropole, à l'identique des prévisions précédentes.

Au 31 décembre 2019, la participation Ville de Marseille déjà versée est de 25 376 840 euros. Il reste donc à verser la participation correspondant au montant du futur groupe scolaire, soit 20 573 466 euros.

La part de la Métropole versée est de 17 000 000 euros. Il reste donc 14 517 709 Euros à verser.

- Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2019, la trésorerie de l'opération se situe à 6 019 544 euros.

- Avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement :

Le présent avenant a pour objet de modifier l'échéancier de versement de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération comme suit :

- 2020 : 0 euros

- 2021 : 400 000 euros
- 2022 : 6 000 000 euros
- 2023 : 8 117 709 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 – Approbation de l'avenant n°20 à la convention de concession.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 – Approbation de l'avenant n°20 à la convention de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 – Approbation de l'avenant n°20 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-223/20/CT

**■ CT1 - Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM
- Approbation de l'avenant n°9**

**Avis du conseil de Territoire
DGDU 20/18904/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°9 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

L'objectif de ce PRU est de conduire un projet sur une quinzaine d'années afin de reconfigurer progressivement un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Par délibération du Conseil Municipal du 17 octobre 2011, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée en 2015 par avenant n°2 (+2ans) puis en 2017 par avenant n°6 (+2ans) portant son échéance au 15 décembre 2022.

Par avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement n°T1600909CO notifié à la SOLEAM le 3 juin 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements qui a conduit à proposer une démolition massive des constructions, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant 3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de réalisation du projet.

Cette première phase du projet à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

Le programme de rénovation du PNRU prévoit pour la phase 1 :

- La démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,
- La reconstruction de 389 logements sociaux répartis sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,

- La création d'un centre urbain sur le site bas au vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics (un centre social et une crèche) autour d'espaces et voiries requalifiés,
- Le réaménagement des voiries, l'aménagement du parc du canal et la création d'une voie de maillage entre le Vallon des Tuves et le plateau de la Savine au Nord du site.

Le périmètre de l'opération d'aménagement de la Savine se développe sur un territoire d'environ 14 hectares bordé par le chemin du Vallon des Tuves, le boulevard de la Savine, le boulevard du Bosphore et la Traverse Béranger, et englobant l'entier plateau de la Savine haute.

La seconde phase du projet à mener dans le cadre du NPNRU permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU signé fin 2017 entre l'ANRU et les collectivités prévoit la cession par la LOGIREM à la collectivité ou à son aménageur des terrains nécessaires à la réalisation de cette seconde phase.

Ainsi le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14/12/2017 a approuvé l'avenant 6 à la concession portant sur l'extension du périmètre de la concession, sur la prorogation de la durée de la concession de 2 ans portant son échéance au 15 décembre 2022 et sur l'actualisation du bilan financier.

Par avenant 7 à la convention de concession approuvé par le Conseil de la Métropole du 28 Juin 2018 il a été acté le montant prévisionnel et l'échéancier de versement de la participation du concédant à l'opération, le montant prévisionnel des biens de retour et le montant de la rémunération sur dépenses prise mensuellement et recalculée chaque année en fonction de l'évolution des dépenses.

Entre 2017 et 2019, la SOLEAM a pu acquérir la maîtrise foncière des emprises nécessaires à la réalisation des aménagements programmés au titre du Programme National de Rénovation Urbaine. Ainsi, les travaux de démolition et d'aménagement ont pu être engagés sur l'ensemble des secteurs opérationnels définis au programme de la concession. Les chantiers auront à se poursuivre au-delà de 2020, au gré du décalage des plannings opérationnels des opérations de bâtiment.

Enfin, par avenant 8 à la convention de concession approuvé par le Conseil de la Métropole du 20 Juin 2019, il a été acté l'échéancier de versement de la participation du concédant au regard des besoins de trésorerie induits par les nouvelles acquisitions foncières à réaliser, et de la modification du montant global de la participation du concédant ; les conditions de rémunération forfaitaire et de rémunération de liquidation ; l'échéancier de prise de rémunération par anticipation.

Le CRAC au 31 décembre 2019 a été approuvé par délibération du Bureau de la Métropole URBA 010-8497/20/BM du 15 octobre 2020. Pour l'année 2019, la situation physique et financière de l'opération ainsi que son évolution prévisionnelle ont été présentées. Ainsi, le CRAC au 31 décembre 2019 actualise certains postes de dépenses (budget foncier, études et travaux) et de recettes, ainsi que leur échelonnement.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole l'avenant n°9 permettant :

- De modifier l'échéancier de versement de la participation de la Métropole au coût des équipements publics,
- De modifier l'échéancier de prise de rémunération par anticipation.

ECHEANCIER DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE AU COÛT DES EQUIPEMENTS PUBLICS

La participation de la Métropole au coût des équipements publics reste inchangée et s'élève à 9 056 109 €TTC dont 6 637 329 € déjà versés.

* Nouvel échéancier :

Conformément au CRAC arrêté au 31/12/2019, le nouvel échéancier de versement de la participation de la Métropole au coût des équipements publics est fixé comme suit :

- Déjà versé à fin 2019 : 6 637 329 €
- 2020 : 2 041 667 €

- 2021 : 377 113 €

ECHEANCIER DE PRISE DE REMUNERATION PAR ANTICIPATION

* Nouvel échéancier :

Les rémunérations sur dépenses seront prises de manière forfaitaire :

- Déjà pris fin 2019 : 606 759 €
- 2020 : 76 276 €
- 2021 : 416 762 €
- 2022 : 139 764 €

Cette rémunération sera prise mensuellement et recalculée chaque année en fonction de l'évolution des dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°9 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°9 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°9 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-224/20/CT

■ **CT1 - Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM - Participations de la Métropole à l'équilibre du bilan et aux équipements - Approbation de l'avenant 23**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 20/18855/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement- Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM - Participations de la Métropole à l'équilibre du bilan et aux équipements - Approbation de l'avenant 23 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°00/365/EUGE du 28/04/00, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de modification de l'acte de création de la ZAC.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et le programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

Une convention tripartite n°15/1885 pour le versement d'une participation au bilan par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics approuvé pour ce qui le concerne par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la Ville durable à l'échelle de ce territoire. En décembre 2018, l'étape 3 du label « Ecoquartier livré » a été décernée à la Ville de Marseille et à la Métropole.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite n°15/1885 concernant la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics, ci-dessus mentionnée a été abrogée par le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017.

Par ailleurs, le Conseil de la Métropole a approuvé le 18 mai 2017 le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également habilité le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de SOLEAM. Le dossier a été déposé en Préfecture le 29 novembre 2017. Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique par arrêté du Préfet du 05 mars 2020.

Par délibération n°URB 027-4373/18/BM du 18 Octobre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille pour acter la réalisation, sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Marseille, de la section de l'Allée des Calanques située en bordure du Parc de la Jarre en lien avec les travaux d'aménagement du Parc conduits par la Ville.

Cette convention prévoyait que l'aménagement de cette section soit réalisé sur une portion de l'Avenue de la Jarre, faisant partie du domaine public métropolitain ainsi que sur des emprises à détacher de l'emprise du futur Parc. Ces aménagements devant être remis en gestion, après réalisation, à la Métropole. En effet, la domanialité des sections de l'Allée des Calanques situées en amont et en aval du secteur longeant le Parc est métropolitaine. La prise en gestion par la Métropole de la totalité du linéaire, se révèle indispensable pour la réussite et la bonne appropriation par la population.

En 2019, la Ville de Marseille a engagé les travaux d'aménagement du Parc de la Jarre et a réalisé une première portion de l'aménagement de l'Allée des Calanques située sur l'Avenue de la Jarre sur 70 mètres linéaire. Elle a finalisé la première tranche du Parc de la Jarre. Ce dernier est ouvert au public depuis février 2020.

La deuxième portion de l'Allée des Calanques à réaliser par la Ville de Marseille impacte la parcelle C18, propriété de la Ville de Marseille ainsi qu'une portion de la parcelle privée C19 acquise récemment par SOLEAM pour les besoins de la liaison douce et pour la réalisation de la seconde tranche de travaux du Parc qui permettra de créer une nouvelle entrée côté Sud.

La Ville de Marseille a constaté que cette portion restant à aménager nécessitait la réalisation non anticipée de certains ouvrages (ouvrages de soutènement et reconstitution de murs de clôture). Elle a sollicité la Métropole Aix-Marseille Provence pour en transférer la maîtrise d'ouvrage à la SOLEAM, ces ouvrages n'ayant pas été prévus dans le marché de travaux de la Ville.

Au vu de cette situation il est soumis à ce même Conseil de Métropole via un autre rapport une convention cadre avec la Ville de Marseille et la SOLEAM pour permettre à la SOLEAM, déjà chargée de la réalisation des autres sections de l'Allée des Calanques sur le périmètre de la ZAC ainsi que de l'acquisition du foncier pour les besoins du Parc, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de la section restant à réaliser. Cet aménagement intégrera les murs et les éléments de serrurerie nécessaires à la clôture des parties Est et Sud du Parc. Cette convention précise les modalités de financement entre la Ville et la Métropole et définit également les modalités de mise à disposition et de cession des emprises foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Ce rapport approuve également la modification du Programme des Equipements Publics pour actualiser les financements et les maîtrises d'ouvrage ainsi que les ouvrages déjà réalisés et restant à réaliser.

La modification du Programme des Equipements Publics et la convention cadre ont été approuvés par la Ville de Marseille lors du Conseil Municipal du 23 novembre 2020.

Avancement global de l'opération :

L'aménagement est à ce jour très largement avancé.

La ZAC prévoit dans son programme global de construction la création de 500 logements individuels et collectifs dont environ 400 ont été réalisés.

L'aménageur a commercialisé 22 460 m² de surface de plancher pour la réalisation de logements ce qui représente 94 % de la surface de plancher de logements à céder. Le reste de cette production s'inscrit sur des terrains privés maîtrisés par les promoteurs. L'aménageur a également commercialisé environ 8000m² de surface de plancher pour la réalisation d'activités ce qui représente 100 % de la surface de plancher d'activité à céder.

Au 31 décembre 2019, la plupart des équipements inscrits au programme des équipements publics de 1995 ont été réalisés. Les derniers aménagements achevés correspondent aux voies U545 (rue Irène Calmettes) et U590 (rue Yann de l'Ecotais). La voie U590, non prévue au PEP de 1995 a été inscrite en 2007 au document d'urbanisme pour améliorer le maillage viaire. Elle a été achevée en 2016.

La création de la portion de l'Allée des Calanques sur le périmètre de la ZAC et le bouclage de l'impasse Karabadjakian sur le Chemin du Roy d'Espagne restent toutefois à engager sur les prochaines années.

L'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) fin 2019 et son entrée en vigueur en janvier 2020 a eu pour conséquence l'intégration du zonage spécifique de la ZAC dans un zonage de droit commun avec 4 zones distinctes : UP4 (habitat pavillonnaire), UC1 et UC2 (habitat collectif), UV3 (Parc de la Jarre), UEb1 (activités). Par ailleurs le PLUi intègre une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui permet d'envisager les principes d'évolution urbaine de ce secteur en lien avec le projet de création du Boulevard Urbain Sud et en relation avec la présence du Parc National des Calanques.

Approbation des récents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) :

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), établi au 31 décembre 2011, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°12/0719/DEVD du 9 juillet 2012. Le montant de la participation de la Ville s'élevait à 4 336 000 euros en diminution de 533 000 euros par rapport à l'année précédente.

Le CRAC établi au 31 décembre 2012, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°13/0475/DEVD du 17 juin 2013. Le montant de la participation de la Ville restant inchangé par rapport au CRAC précédent. L'avenant n°15 à la convention de concession, notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14/0582/UAGP du 10 octobre 2014. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération était en augmentation de 503 372 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à des dépenses à engager pour assurer la desserte d'opérations immobilières en cours de réalisation ainsi que pour compenser l'augmentation du poste « mise en état des sols ».

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°15/0472/UAGP du 29 juin 2015. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération d'un montant de 4 839 739 Euros était inchangée par rapport au CRAC précédent.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par la délibération du Conseil de Métropole n°16/1647/CM du 17 octobre 2016. La participation à l'équilibre du bilan était en augmentation de 211 208 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à l'actualisation du montant de certains travaux.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n° 17/3923/CM du 13 juillet 2017. La participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 5 597 960 euros TTC était en augmentation de 547 013 euros TTC au regard du précédent bilan du fait de l'ajustement du coût des travaux, de la modification du programme d'intervention sur la voie V3 et d'une augmentation du poste imprévus et aléas.

Du fait du changement de concédant, la participation prévue dans la convention tripartite n°15/1885 précitée a été transformée en participation du concédant au coût des équipements publics de voirie qui ne sont mis à la charge de l'aménageur. D'un montant initial de 1 230 022 €, elle a été portée à 1 928 518 euros TTC (en augmentation de 698 496 euros TTC) du fait d'un ajustement du coût des travaux estimés par le maître d'œuvre concernant les ouvrages de l'Allée des Calanques et du parachèvement de l'Avenue de la Jarre ainsi que de l'intégration du coût des acquisitions nécessaires pour la réalisation de ces ouvrages.

Le CRAC établi au 31 décembre 2017 a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n°18/7400/CM du 28 juin 2018. La participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 4 848 041 était en baisse de 749 919 euros TTC par rapport au bilan précédent du fait de la valorisation du foncier nécessaire au Parc de la Jarre à céder à la Ville de Marseille. La participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries d'un montant de 1 966 857 euros était en hausse de 38 339 euros TTC par rapport au précédent bilan. La durée de la concession a été prorogée de deux ans et une rémunération forfaitaire supplémentaire du concessionnaire lié au foncier d'un montant de 5 000 euros par dossier d'acquisition à l'euro symbolique a été actée pour rémunérer l'acquisition par SOLEAM de deux emprises foncières auprès de copropriétés récentes pour les besoins de l'aménagement de voiries.

Le CRAC établi au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n°19/10950/CM du 20 juin 2019. Les participations à l'équilibre du bilan ainsi que celle du concédant au coût de certains équipements publics de voiries demeuraient inchangées par rapport au CRAC précédent. Une rémunération de 10 000 euros pour la conduite d'un appel à projet concernant le bâtiment de la Serre a également été approuvée.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 et l'avenant n°23 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Activité de la concession sur l'année 2019 et perspectives pour les années à venir :

Afin de maîtriser les terrains nécessaires à la réalisation des derniers équipements publics de la ZAC une enquête publique portant conjointement sur l'utilité publique et le parcellaire, en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre s'est déroulée du 12 juin au 12 juillet 2019 inclus. A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée par le biais d'une déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération en application de l'article L126-1 du Code de l'Environnement.

Cette déclaration de projet a été approuvée par délibération n° MET 19/13263/BM par le bureau de la Métropole du 19 décembre 2019.

Par arrêté du 5 mars 2020, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré ces travaux d'utilité publique. Les arrêtés de cessibilité seront demandés courant 2020 en vue de l'obtention des ordonnances d'expropriation.

Des négociations amiables ont été engagées et permettent d'envisager l'acquisition en 2020 : des reliquats fonciers auprès des copropriétés Trio Sud et la Madrague, de la parcelle C 20 et d'une partie de la parcelle C19 auprès de la famille Roche-Conterno pour les besoins du Parc de la Jarre, d'une emprise auprès de la copropriété Castel Arenas.

Les travaux du parc de stationnement à l'Est de la ZAC ainsi que ceux concernant le retournement de l'accès à la copropriété Castel Arenas ont été effectués en 2019 et réceptionnés.

La requalification de la portion de l'Avenue de la Jarre au droit des copropriétés Parc de Manon et La Madrague a été en partie réalisée en 2019 afin d'aménager des trottoirs confortables pour les opérations immobilières récemment réalisées. La partie sud de cette portion sera traitée en 2020 en coordination avec le chantier d'une opération immobilière en cours de réalisation.

La réalisation de l'Allée des Calanques dans le périmètre de la ZAC au niveau de l'Avenue de la Jarre et de la traverse Valette a fait l'objet d'études en 2019 qui se poursuivront en 2020, l'objectif est d'aboutir à un démarrage des travaux au second semestre 2021.

En 2020, SOLEAM a lancé des études concernant l'aménagement des abords du bassin de rétention afin de créer des liaisons piétonnes et des espaces verts entre l'impasse Karabdajkian, le futur Boulevard Urbain Sud et le Parc de la Jarre. Les modalités de gestion de ces espaces, s'ils sont réalisés restent à définir entre la Ville et la Métropole.

Par ailleurs, la SOLEAM est propriétaire de la Serre de la Jarre acquise en 2009 par voie de préemption. La Ville de Marseille doit récupérer en 2021 la propriété de ce bâtiment pour en confier son exploitation à un opérateur sur la base d'un projet économiquement équilibré. En 2019, en étroite coordination avec les services de la Ville de Marseille, la SOLEAM a rédigé un cahier des charges et a piloté la conduite d'un appel à projet pour sélectionner un opérateur. Elle a perçu pour ces missions, comme prévu au précédent bilan, une rémunération forfaitaire de 10 000 euros. Une seule offre a été remise au cours de cet appel à projet mais n'a pas été retenue.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 1 425 726 euros en baisse de 251 298 euros par rapport aux prévisions. Cet écart se justifie notamment par :

- Un report des acquisitions prévues en 2019 sur l'année 2020 avec un écart de - 88 750 euros. Ces acquisitions sont nécessaires au Parc de la Jarre ainsi que pour des emprises de voiries.
- Un écart de -12 993 euros au niveau des études préalables dont 8 314 euros non consommés sur le poste études diverses
- Un écart de - 39 334 euros au niveau des travaux liés notamment à une diminution du budget honoraires techniques
- Un écart de - 5 688 euros au niveau des démolitions liées au coût réel des démolitions engagées sur l'ilot UzJC6.

- Une augmentation de 8 779 euros du poste dépenses annexes lié notamment à des besoins de sécurisation du bâtiment de la Serre de la Jarre
- Un écart de - 113 312 euros du poste rémunérations du fait du décalage de certaines rémunérations sur dépenses et recettes en 2020 et 2021

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 20 999 821 euros TTC soit 74,65% du budget prévisionnel à terme.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Dépenses foncières : 9 075 063 euros soit 92 % du budget prévisionnel à terme
- Dépenses Etudes : 792 514 euros soit 84 % du budget prévisionnel à terme
- Dépenses Travaux et honoraires : 6 640 315 euros soit 54% du budget prévisionnel à terme
- Dépenses démolitions : 789 854 euros soit 100 % du budget prévisionnel à terme
- Dépenses annexes : 589 618 euros soit 77% du budget prévisionnel à terme
- Dépenses rémunération : 1 818 307 euros soit 76% du budget prévisionnel à terme
- Frais financiers : 674 556 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme
- TVA 619 594 euros

Le montant total des dépenses envisagées au terme de l'opération s'élève à

28 127 393 euros TTC. Il se répartit entre :

- Budget foncier : 9 859 540 soit 35% du coût de l'opération
- Budget Etudes : 949 456 soit 3% du coût de l'opération
- Budget travaux et honoraires : 12 163 795 euros soit 43% du coût de l'opération
- Budget démolitions 789 857 euros soit 3% du coût de l'opération
- Dépenses annexes : 761 486 euros soit 3% du coût de l'opération
- Rémunération : 2 384 705 euros soit 8% du coût de l'opération
- Frais financiers : 674 557 euros soit 2% du coût de l'opération
- Tva : 543 997 euros soit 2% du coût de l'opération

Le montant des dépenses à terme est en augmentation de 219 130 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie notamment par :

- Une baisse de 87 159 euros du budget foncier
- Une hausse de 131 638 euros du budget études
- Une hausse de 2 230 798 euros du budget travaux et honoraires techniques absorbée par la consommation de 2 396 671 euros sur le poste Imprévu et Aléas soit une baisse du budget travaux et honoraires de 165 873 euros.
Hormis pour ce qui concerne la section de l'Allée des Calanques le long du Parc de la Jarre non prévue dans le précédent CRAC, l'augmentation résulte d'une réestimation de postes de travaux qui existaient déjà dans le CRAC précédent.
Les honoraires augmentent de 98 739 euros.
- Une baisse de 5 688 euros du budget démolitions
- Une hausse de 100 725 du budget dépenses annexes
- Une hausse de 12 749 du budget rémunération
- Une hausse de 232 738 du poste TVA

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 1 142 663 euros TTC avec un écart à la baisse de 2 875 703 euros par rapport aux prévisions 2019, essentiellement dues au report de différentes cessions en 2020, notamment la vente d'un terrain au promoteur PITCH.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Le montant des recettes cumulées hors participation de la Ville ou de la Métropole s'élève à

17 005 411 euros TTC et laisse apparaître un taux d'avancement de 80% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- Cession de terrains aux constructeurs : 9 113 672 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme
- Cession à la Ville de l'emprise du parc : 3 345 500 euros soit 87% du budget prévisionnel à terme
- Les participations des constructeurs aux équipements publics et produits divers : 4 546 239 euros soit 95% du budget prévisionnel à terme.

Le montant total des recettes envisagées au terme l'opération s'élève à 21 312 493 euros hors participation du concédant, en augmentation de 219 129 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette augmentation résulte :

- D'une augmentation du poste cession pour 228 200 euros lié notamment à la réévaluation du montant de la serre sur la base des travaux réalisés
- D'une baisse de 223 638 euros du poste "cession emprise Parc" concernant la parcelle C19
- D'une hausse de 214 567 euros du poste budget divers qui intègre la prise en charge par la Ville de Marseille des études et travaux engagés sur la parcelle C19 avant cession ainsi que la prise en charge par la Ville des travaux de la portion de l'Allée des Calanques située au droit du parc.

Participations des constructeurs :

Le montant cumulé au 31 décembre 2019 s'élève à 4 347 821 euros dont 33 642 euros TTC reversés à l'opération par la Ville et 4 314 179 euros TTC perçus directement par l'aménageur auprès des constructeurs. Il n'est pas attendu de recettes supplémentaires jusqu'au terme de l'opération.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

Cette participation s'élève 3 836 064 euros TTC en baisse de 1 011 977 euros TTC par rapport au précédent bilan du fait de la prise en charge directement par la Métropole de certains équipements.

Elle se compose de 538 064 euros à la charge de la Métropole dont 674 000 euros déjà versée et 135 936 euros à rembourser par l'aménageur, 1 744 634 euros sous forme d'apport foncier et

1 553 366 euros en numéraire versés par la Ville de Marseille.

Participations du concédant au coût de certains équipements publics de voiries :

Cette participation s'élève à 2 978 835 euros TTC, soit une augmentation de 1 011 977 euros par rapport au dernier bilan et dont 757 161 euros ont déjà été versés.

L'échéancier de versement de la Métropole Aix Marseille Provence au coût de ces équipements publics s'établit comme suit :

Exercice 2020 : 0 euros

Exercice 2021 : 0 euros

Exercice 2022: 2 221 674 euros

Globalement la charge de la métropole reste constante en regard du CRAC précédent à hauteur de 3 516 899 euros.

Prix de cessions et montants de participations constructeurs

Prix de cessions : 300 euros HT/m2 de sdp pour les commerces

600 euros HT/m2 de sdp pour les logements individuels

350 euros HT/m2 de sdp pour les logements collectifs

Montant des participations des constructeurs aux équipements publics de la ZAC :

100 euros HT/m2 de sdp pour les commerces

220 euros HT/m2 de sdp pour les logements individuels

220 euros HT/m2 de sdp pour les logements collectifs

Trésorerie de l'opération :

Elle est positive de 754 751 euros au 31/12/19

Un avenant n°23 est soumis à approbation pour prendre en compte, à budget constant, la baisse de la participation d'équilibre de la Métropole et la hausse de la participation aux équipements et approuver les échéanciers de versement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement- Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM - Participations de la Métropole à l'équilibre du bilan et aux équipements - Approbation de l'avenant 23.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement- Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM - Participations de la Métropole à l'équilibre du bilan et aux équipements - Approbation de l'avenant 23 » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM - Participations de la Métropole à l'équilibre du bilan et aux équipements - Approbation de l'avenant 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-225/20/CT

■ **CT1 - Approbation de la modification du Programme des Equipements Publics de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Approbation d'une convention financière avec la Ville de Marseille et la SOLEAM pour la réalisation par SOLEAM d'une section de l'Allée des Calanques**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18719/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur l'approbation de la modification du Programme des Equipement Publics de la ZAC de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement-Approbation d'une convention cadre avec la Ville de Marseille et SOLEAM pour la réalisation par SOLEAM d'une section de l'Allée des Calanques en bordure Est du Parc de la Jarre satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U.

L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude.

La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement, devenue depuis SOLEAM, la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Équipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), sur un projet global, le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc public d'environ 2 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

En cohérence avec les orientations définies dans le PLU, un nouveau programme des équipements publics a été approuvé pour ce qui la concerne par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation et le programme des équipements publics.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire. Dans ce cadre, l'objet de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre relevait dès lors de la compétence de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, cette compétence a été reconnue par le Conseil Municipal de Marseille et suite au porter à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé le transfert de l'opération par délibération n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ; elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Dans le cadre du programme de rénovation urbaine sus visé, le Parc de la Jarre et l'Allée des Calanques constituent deux équipements qui ont pour fonction de contribuer à redonner une cohérence à un territoire situé aux confins sud de la Ville de Marseille et à proximité du Parc National des Calanques.

Un premier tronçon de l'Allée des Calanques a été aménagé par la Métropole dans le cadre des restructurations de l'Avenue de la Martheline et de l'Avenue de la Barquière en 2015, suivi de l'aménagement d'un deuxième tronçon dans le cadre du réaménagement de l'avenue de la Soude en 2016. En 2018, la Métropole a engagé les travaux sur le secteur de la Cayolle qui sont aujourd'hui achevés. Parallèlement, la SOLEAM finalise les études et les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement des sections comprises dans la ZAC de la Jarre.

Par délibération n°URB 027-4373/18/BM du 18 Octobre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille pour acter la réalisation, sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Marseille, de la section de l'Allée des Calanques située en bordure du Parc de la Jarre en lien avec les travaux d'aménagement du Parc conduits par la Ville.

Cette convention prévoyait que l'aménagement de cette section soit réalisé sur une portion de l'Avenue de la Jarre, faisant partie du domaine public métropolitain ainsi que sur des emprises à détacher de l'emprise du futur Parc. Ces aménagements devant être remis en gestion, après réalisation, à la Métropole. En effet, la domanialité des sections de l'Allée des Calanques situées en amont et en aval du secteur longeant le Parc est métropolitaine. La prise en gestion par la Métropole de la totalité du linéaire, se révèle indispensable pour la réussite et la bonne appropriation par la population.

En 2019, la Ville de Marseille a engagé les travaux d'aménagement du Parc de la Jarre et a réalisé une première portion de l'aménagement de l'Allée des Calanques située sur l'Avenue de la Jarre sur 70 mètres linéaire. Elle a finalisé la première tranche du Parc de la Jarre. Ce dernier est ouvert au public depuis février 2020.

La deuxième portion de l'Allée des Calanques à réaliser par la Ville de Marseille impacte la parcelle C18, propriété de la Ville de Marseille ainsi qu'une portion de la parcelle privée C19 acquise récemment par SOLEAM pour les besoins de la liaison douce et pour la réalisation de la seconde tranche de travaux du Parc qui permettra de créer une nouvelle entrée côté Sud.

La Ville de Marseille a constaté que cette portion restant à aménager nécessitait la réalisation non anticipée de certains ouvrages (ouvrages de soutènement et reconstitution de murs de clôture). Elle a sollicité la Métropole Aix-Marseille Provence pour en transférer la maîtrise d'ouvrage à la SOLEAM, ces ouvrages n'ayant pas été prévus dans le marché de travaux de la Ville.

Au vu de cette situation, il apparaît cohérent que la SOLEAM, déjà chargée de la réalisation des autres sections de l'Allée des Calanques sur le périmètre de la ZAC ainsi que de l'acquisition du foncier pour les besoins du Parc, reprenne la maîtrise d'ouvrage de la section restant à réaliser. Cet aménagement intégrera les murs et les éléments de serrurerie nécessaires à la clôture des parties Est et Sud du Parc.

Ces travaux feront l'objet d'une participation de la Ville pour les ouvrages assurant la délimitation du Parc (clôture, muret de soubassement, portails).

Les modalités de financement sont précisées dans la convention cadre ci-jointe entre la Ville, la SOLEAM et la Métropole. Cette convention définit également les modalités de mise à disposition et de cessions des emprises foncières nécessaires à la mise en œuvre de l'opération entre la Ville de Marseille et la Métropole.

Le montant prévisionnel de l'opération est évalué à 347 263,45 euros HT dont 52 299,90 euros HT à la charge de la Ville de Marseille et 294 963,55 euros HT à la charge de la Métropole.

Du fait de l'intervention de SOLEAM, la convention de maîtrise d'ouvrage unique en vigueur n'a plus lieu d'être. Elle sera clôturée en arrêtant les comptes à la section déjà réalisée.

Conformément à l'article R 311-8 du Code de l'Urbanisme, il apparaît nécessaire de procéder à la modification du Programme des Equipements publics (PEP) de la ZAC pour actualiser le financement, les maîtrises d'ouvrages, le coût et la gestion future de l'Allée des Calanques restant à réaliser dont les ouvrages relatifs à la clôture Est et Sud du Parc de la Jarre.

Cette modification intègre également des ouvrages déjà réalisés dans le périmètre de la ZAC, ou restant à réaliser.

Au titre de l'article R311-7 du Code de l'Urbanisme, la Ville de Marseille a approuvé cette modification du Programme des Equipements Publics de la ZAC par délibération du Conseil Municipal du 23 novembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la modification du Programme des Equipement Publics de la ZAC de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement - Approbation d'une convention cadre avec la Ville de Marseille et SOLEAM pour la réalisation par SOLEAM d'une section de l'Allée des Calanques en bordure Est du Parc de la Jarre.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la modification du Programme des Equipement Publics de la ZAC de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement-Approbation d'une convention cadre avec la Ville de Marseille et SOLEAM pour la réalisation par SOLEAM d'une section de l'Allée des Calanques en bordure Est du Parc de la Jarre ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la modification du Programme des Equipement Publics de la ZAC de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement - Approbation d'une convention cadre avec la Ville de Marseille et SOLEAM pour la réalisation par SOLEAM d'une section de l'Allée des Calanques en bordure Est du Parc de la Jarre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-226/20/CT

■ CT1 - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 20/18816/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté des hauts de sainte Marthe à marseille13^e et 14^e arrondissements passée avec la SOLEAM – approbation du compte rendu annuel d'activité à la collectivité au 31 décembre 2019 – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – approbation de l'avenant 14 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13^eme et 14^emes arrondissements.

Par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°8 du 7 novembre 2014 a autorisé l'aménageur à réaliser les travaux de réfection des façades et de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier et a modifié l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'équilibre du bilan.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la

Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,
- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces,
- 19 000 m² d'équipements et services publics.
- 224 000 m² d'espaces verts publics qui seront créés pour accompagner les centralités.

L'opération est située sur un site remarquable aux qualités environnementales et patrimoniales indéniables. Le secteur des hauts de sainte Marthe accueille un patrimoine bâti et paysager protégé au titre du PLU ainsi que des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides. Les domaines de la Roserie, Tour Sainte et Montgolfier sont les témoins intacts de cette histoire et font l'objet d'une attention particulière de la Direction Régionale des Monuments Historiques (DRAC-MH) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Les délibérations du conseil municipal des 17 juin 2013, 10 octobre 2014, 29 juin 2015, 15 décembre 2016 et 21 septembre 2017 approuvant respectivement les CRAC aux 31 décembre 2012 à 2016 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur les secteurs nord des Hauts de sainte Marthe dans l'objectif de mieux adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités de ce territoire (paysagères et patrimoniales, agricole et hydrologique).

Pour mener à bien ces réflexions, il était apparu nécessaire de proroger la ZAC de cinq ans, jusqu'en 2025, par avenant n°9 à la convention de concession d'aménagement 06/1306.

La Collectivité a compilé les diverses analyses et diagnostics du patrimoine architectural, environnemental, écologique et agricole, dressant un état des lieux et évaluant les enjeux que présente le territoire restant à aménager. Il est entendu que les secteurs Nord de la ZAC, les Bessons et Santa Cruz, nécessitent une approche spécifique en lien avec le secteur hors ZAC de Besson Giraudy du fait du caractère agricole encore prégnant et de l'enjeu écologique dû à l'étendue de la zone et à la proximité immédiate du massif de l'étoile.

Il a été décidé de matérialiser les intentions de la collectivité dans les documents d'urbanisme métropolitain.

Ainsi le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère ces secteurs afin d'y protéger les usages agricoles actuels et le potentiel valorisable : « préservation des espaces à potentiels agronomiques élevé », dont Sainte Marthe et Besson Giraudy. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille.

Le PADD vise également à conforter la trame verte et bleue et restaurer les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs, dont sainte Marthe et Besson Giraudy.

Il a donc été décidé de positionner un zonage AU fermé au PLUi, notamment sur le nord de la ZAC, dès l'arrêt du projet en juin 2018 permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation. En effet ce zonage ne permet pas la délivrance de permis de construire et requiert une modification pour autoriser les constructions, d'autant qu'il est assorti d'une trame verte et bleue nécessitant la réalisation d'études environnementales et d'une OAP de composition urbaine.

La métropole a approuvé le 24 octobre 2019 les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine. L'axe 2 mobilise l'agriculture urbaine au service d'une ville durable et annonce la création d'un vaste parc agricole en piémonts des massifs de l'Etoile. Le 15 octobre 2020 la Métropole a approuvé les principes et objectifs du projet de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, de sa gouvernance et de ses implications opérationnelles.

Par la suite, le PLUi devra évoluer vers un classement de ce secteur en zonages naturels et agricole permettant de sécuriser le développement de l'agriculture et de protéger l'environnement fragile.

Conformément à l'état des lieux, aux délibérations approuvant les CRAC des années précédentes et au document d'urbanisme approuvé, l'aménagement de la ZAC des hauts de Sainte Marthe ne se fera pas tel que prévu au dossier de réalisation.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018 ont donc présenté un bilan prévisionnel avec le détail et l'échéancier des dépenses et recettes à réaliser sur la centralité Mirabilis et les secteurs pâquerettes et Dolet-Bessons dont le projet d'aménagement est maintenu conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses et recettes restant à réaliser, relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) ont été maintenues sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Elles ont été regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ».

L'ensemble du Domaine Montgolfier a été intégré au programme des équipements publics par délibération du 24 octobre 2019. Cette même délibération approuvait la convention financière tripartite permettant à la ville de financer l'ensemble des travaux et à la SOLEAM de les réaliser.

Compte tenu du parti pris ci-dessus, l'analyse de l'avancement de l'opération est effectuée sur la Centralité Mirabilis, les secteurs Dolet Bessons et Pâquerettes dont les hypothèses d'aménagement sont maintenues en cohérence avec le dossier de réalisation de la ZAC.

Avancement de l'opération au 31 décembre 2019 :

- Maîtrise foncière

Au 31 décembre 2019, l'Aménageur a acquis 325 860 m² de terrains sur un total de 349 316 m², soit un avancement de 93 %.

- Urbanisation

L'aménageur a cédé 18 272 m² de surface de plancher (hors équipement) dont 16 508 m² pour du logement, sur un total de 39 981 m² SDP hors équipement mais tenant compte des nouvelles et dernières orientations, soit un avancement de 45%.

Le foncier commercialisé correspond aux îlots 25H1, 25H2, 25G, 25D et au foyer de vie ARI. L'ensemble de ces commercialisations a été réalisé dans la Centralité Mirabilis.

La majorité de la surface de plancher s'est développée sur des terrains privés, non maîtrisés par SOLEAM qui ont fait l'objet de conventions de participations avec les constructeurs.

La surface de plancher totale délivrée au titre du projet de la ZAC des Hauts de Sainte-Marthe est de 115 134 m² dont 99 447 m² pour du logement.

La surface de plancher totale projetée à terme compte tenu des nouvelles orientations est d'environ 146 000 m² dont environ 139 900 m² de logements.

- Permis de construire

En fin d'année 2019, 1499 logements ont été délivrés, dont 1184 développés sur le cœur de quartier Mirabilis (953 construits) et 315 déjà réalisés le long de l'avenue du Merlan.

11 permis ont été délivrés sur des terrains maîtrisés par des promoteurs et 5 sur des terrains propriété de l'aménageur.

- Les chantiers de constructions

Au 31 décembre 2019, il y a un chantier de construction en cours. C'est l'îlot 25G dans la centralité mirabilis côté Nord, en face de l'école.

- Travaux d'aménagement

Entre 2009 et 2016 ont été entrepris les travaux suivants : viabilisation des premiers îlots constructibles par la réalisation d'une partie de la voie U236, dénommée Gabriel Audisio ; le raccordement au chemin du bassin, baptisé

avenue Madeleine de Valmalète; la desserte des logements de BDP Marignan; l'élargissement d'une partie du chemin du four de Buze, l'aménagement du vallon du Bois Chenu, un bassin de rétention pour un volume de 12 000m³ et l'installation d'un transformateur électrique destiné à alimenter les nouveaux programmes de logements construits.

Entre 2012 et 2015 le développement opérationnel de Mirabilis a connu un ralentissement afin de mener à bien de nouvelles études permettant de répondre aux préconisations de l'ABF. Le nouveau plan masse de la Centralité a donné lieu à une évolution du document d'urbanisme intégré par mise en compatibilité dans le cadre de la procédure de DUP.

Depuis 2016 jusqu'en 2018, les travaux ont repris : viabilisation foyer de vie ARI, place Mirabilis et parvis école « Sainte Marthe Audisio », viabilisation de l'îlot 25 sud, aménagement des quais de bus, requalification des voies du secteur « Pâquerettes » pour la desserte du lycée « Simone Veil », aménagement de la voie U240 en limite du Parc Montgolfier.

Le montant total des travaux entrepris cumulé au 31/12/2019 s'élève à 22 208 774 euros TTC.

L'année 2019 a été marquée par le lancement de la troisième phase de développement de la centralité Mirabilis qui va se poursuivre jusqu'à l'horizon 2025 pour la viabilisation et l'aménagement urbain et paysager de l'îlot 25 Nord qui constitue la partie centrale du cœur de quartier de la centralité Mirabilis. L'îlot 25 Nord se compose de sept sous îlots à bâtir (25A, B, C, D, E, F et G) maillés par cinq voies nouvelles en damier et un cours piétons le long de la rue Gabriel Audisio.

Compte tenu du contexte et de la configuration de l'îlot 25 Nord sur lequel six chantiers concomitants sont prévisibles (lots 25 G, F, D, C, A et les travaux de VRD), une organisation maîtrisée a été prévue à l'intention des promoteurs à travers la mise à disposition d'équipements communs (installations de chantiers, aire de lavage, etc...) permettant d'assurer la gestion du chantier dans son ensemble.

Cette organisation commune de mutualisation de l'ensemble des dépenses de chantier se traduit par la mise en place d'une participation forfaitaire des promoteurs. L'objectif de ce dispositif est la mise en place d'une gestion optimale de la tenue des chantiers et une mutualisation des coûts des aménagements nécessaires pour un chantier tenu et maîtrisé.

Au 31 décembre 2019, six marchés de travaux sont actifs :

- un marché pour l'aménagement de la voie U240 du Parc Montgolfier (espaces verts),
- deux marchés pour la viabilisation de l'îlot 25 sud
- deux chantiers pour l'îlot 25 nord : le marché de terrassement et le marché des constructions modulaires de chantier ;
- le marché de finitions des trottoirs devant l'îlot 26C

L'activité de la concession sur l'année écoulée

L'année 2019 a été marquée par l'ouverture à la circulation de la voie nouvelle Avenue du Parc Montgolfier (U240) et le démarrage des travaux de terrassement de l'îlot 25 Nord et du premier chantier de construction.

- Maîtrise foncière

Au cours de l'année 2019, les procédures d'expropriation et d'acquisition préalablement engagées se sont poursuivies.

- Commercialisation de terrains

L'année 2019 a été marquée par la signature de l'acte authentique avec le promoteur « CONSTRUCTA » sur l'îlot 25D

- Les permis de construire

Le permis de construire de l'îlot 27 SUD développé par le promoteur MARIGNAN a été délivré en 2019.

- Travaux

Les travaux d'aménagements urbains en cours concernent :

- La viabilisation de l'îlot 25 Nord du quartier mirabilis comprenant 7 îlots à bâtir.
- La finalisation de la voie nouvelle U240 qui a été ouverte à la circulation le 20 septembre 2019 à l'issue de 18 mois de travaux.

L'activité de la concession dans les prochaines années :

Comme indiqué dans le préambule du rapport et dans le point 3 du chapitre 2 du compte rendu annuel d'activité proposé par SOLEAM, le principal objectif en 2020 était d'engager la procédure de réduction du périmètre de ZAC afin de pouvoir la présenter lors de la prochaine modification du PLUi. Cette procédure prend du retard.

Le deuxième objectif est de finaliser le cœur de quartier Mirabilis, notamment les travaux de viabilisation de l'îlot 25 Nord de la centralité.

L'année 2021 sera essentiellement consacrée au suivi de l'étude hydraulique et hydrologique et aux études préalables à la mise en œuvre de la voie U236 d'Audisio au chemin des Bessons dont les travaux débuteraient en 2022 afin de desservir le secteur Dolet-Bessons, notamment en transport en commun.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

DEPENSES :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses de la ZAC se sont élevées à 5 604 545 euros TTC, réparties comme suit :

- foncier : 318 870 euros TTC
- études (hors honoraires techniques) : 210 291 euros TTC
- travaux (dont honoraires techniques) : 4 385 672 euros TTC
- dépenses annexes : 274 640 euros TTC
- rémunération société : 384 427 euros TTC
- frais financiers : 30 645 euros TTC

Les dépenses prévisionnelles 2019 étaient estimées à 8 716 492 euros, en baisse de 3 111 947 euros. Cette baisse de 3.1M€ des dépenses prévisionnelles est due :

- A la diminution du poste travaux de 2M€, principalement aux travaux sur Mirabilis.
 - Décalage de facturation (1.1M€) des travaux de terrassement, reportée en 2020.
 - Diminution des dépenses de la voie verte et des travaux d'aménagement de l'îlot 25 sud. Le budget prévisionnel est à adapter.
- A la baisse de 200 000€ du poste études préalables due au décalage du lancement de la mission hydraulique en 2020.
- A la baisse de 200 000 € du poste honoraire techniques, moins coûteux que prévus sur la voie U240
- A la baisse de 200 000€ de la rémunération du concessionnaire qui suit l'évolution des dépenses payées.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses s'élève à 67 993 008 euros TTC.

Il est réparti comme suit :

- dépenses foncières : 33 384 323 euros TTC
- dépenses études : 2 577 883 euros TTC

- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 24 442 471 euros TTC
- le budget dépenses « divers » ou annexes est relatif aux charges de gestion, assurances, taxes sur salaires, communication, médiation et gestion urbaine de proximité. Il s'élève à 2 280 672 euros TTC
- le budget rémunération s'élève à 4 377 271 euros TTC
- frais financiers : 930 388 euros TTC

A terme,

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement s'élève à 173 233 118 euros TTC. Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé incluant les dépenses du domaine Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique, les dépenses prévisionnelles relatives aux secteurs Nord maintenues en attente de la modification des dossiers de création et réalisation de la ZAC, les dépenses relatives à la Bastide Montgolfier.

Le montant total TTC se répartit entre les postes suivants :

*Concernant les dépenses du budget ZAC hors Montgolfier, le montant prévisionnel des dépenses à terme s'élève à 161 251 862 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses d'acquisitions : 36 670 751 euros, soit 23% du budget global,
- dépenses études : 4 078 238 euros, soit 2 % du budget global
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 46 743 577 euros soit 31% du budget global, dont 1.6M€ d'aléas et 41.2M€ de travaux Mirabilis
- dépenses annexes comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord, estimé à 57M euros : 61 457 249 euros TTC soit 39% du budget global
- rémunération société : 6 596 600 euros TTC soit 4 % du budget global
- frais financiers : 956 202 euros TTC soit 1% du budget global.
- Au budget prévisionnel au 31 décembre 2019, la TVA résiduelle est positive et s'élève à 3 703 232 euros, elle vient en déduction des dépenses (avec un remboursement de TVA au bénéfice de l'opération)

*Concernant les dépenses liées au domaine Montgolfier, le montant prévisionnel à terme s'élève à 14 410 832 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses études : 1 954 376 euros TTC, soit 14 % des dépenses liées à la bastide,
- dépenses travaux (dont honoraires): 11 595 617 euros TTC soit 80% des dépenses liées à la réhabilitation du domaine,
- dépenses diverses : 228 600 euros TTC soit 2% des dépenses,
- rémunération du concessionnaire : 632 239 euros TTC soit 4% des dépenses liées à la bastide

La TVA reversée est négative, elle vient s'ajouter aux dépenses pour 142 168 euros.

*Les dépenses relatives à la Bastide Montgolfier s'élèvent à 1 141 865 euros

Concernant les dépenses consolidées du bilan :

- dépenses d'acquisitions : 36 670 751 euros, soit 21% du budget global,
- dépenses études : 5 982 007 euros, soit 3 % du budget global,
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 65 486 423 euros soit 37% du budget global,
- dépenses annexes (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord) : 61 685 749 euros TTC soit 35% du budget global,
- rémunération société : 7 321 281 euros TTC soit 4 % du budget global,
- frais financiers : 956 157 euros TTC soit 1% du budget global,
- la TVA résiduelle s'élève à 3 571 437 euros.

Le montant prévisionnel des dépenses de la ZAC (hors domaine Montgolfier qui est pris en charge par la Ville de Marseille) s'élève à 161 251 862 euros TTC. Au CRAC au 31 décembre 2018, elles s'élevaient à 159 450 856 euros TTC.

Cette hausse de 1.8M€ TTC s'explique par :

- L'augmentation du poste foncier de 0.4 millions d'euros
- L'augmentation du poste honoraire de 0.18 millions d'euros, liés aux travaux Mirabilis
- L'augmentation du poste travaux Mirabilis de 1.9 millions d'euros comprenant entre autre l'augmentation des travaux de l'îlot 25 nord pour 3 millions d'euros et la baisse du coût prévisionnel des travaux du parc mirabilis pour 1.6 millions d'euros
- La hausse de la rémunération de 0.1 millions d'euros
- compensée par une baisse des frais financiers à hauteur de 0.2 millions d'euros et la baisse du poste aléas de 0.5 millions d'euros

L'augmentation de 3 millions du coût des travaux de l'aménagement de l'îlot 25 Nord relève d'une volonté de traitement plus qualitatif des aménagements urbains et paysagers, de la nécessité de gérer le phasage des chantiers avec des dessertes provisoires qui conduit à des dépenses supplémentaires. Selon l'aménageur, la prise en charge des remblais à l'interface des îlots à bâtir et du domaine public permet d'apporter des solutions aux difficultés rencontrées pour la commercialisation des terrains à bâtir et de maîtriser les sols d'assises des voiries.

Elle se décompose comme suit :

- Un traitement plus qualitatif des aménagements urbains et paysagers de surface prenant en compte l'aménagement réalisé de la voie U240 : + 0.6M€
- La prise en charge des remblais des zones décaissées par les opérateurs immobiliers dans le cadre des terrassements : + 0.8M €
- Les dépenses liées à l'étalement du projet d'aménagement de l'îlot 25 Nord dans le temps et la nécessité de gérer le phasage différencié des 7 sous-îlots) : + 1.6M€

RECETTES

Sur l'exercice écoulé, les recettes se sont élevées à 4 384 146 euros TTC, réparties comme suit :

- Cessions : 1 210 880 euros TTC
- Participation aux équipements (Ville de Marseille) : 268 387 euros TTC
- Participation métropole à l'équilibre du bilan : 3 M d'euros TTC
- Budget annexe (divers produits gestion) : négatif à 95 121 euros TTC

Les recettes étaient estimées à 6 035 317 euros au bilan approuvé l'an dernier. Elles sont en diminution de 1 651 171

euros, en raison :

- De la non cession au promoteur de l'îlot 25C du fait du non-respect de ses engagements.
- Du non encaissement de la subvention Pâquerettes due par la Métropole,

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes TTC du bilan ZAC hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires s'élève à 18 384 770 euros TTC.

- les recettes liées aux cessions de foncier s'élèvent à 7 494 194 euros TTC,
- la recette liée à la perception des participations constructeurs s'élève à 10 668 543 euros TTC,
- le reste des recettes (produits divers, etc) totalise des montants peu significatifs soit 222 483 euros TTC.

La trésorerie brute de la ZAC à fin 2019 est positive de 3 691 325 euros.

A terme,

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement, hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires des collectivités, s'élève à 101 556 635 euros TTC.

Ce montant correspond aux recettes TTC du bilan consolidé incluant :

- les recettes Montgolfier (Domaine et bastide) détaillées dans un bilan spécifique et qui sont entièrement financées par la Ville de Marseille
- les recettes relatives au secteur Nord maintenues et regroupées sous la rubrique « Reste à programmer » en attente de la modification des dossiers de création et réalisation de la ZAC.

Il se décompose comme suit :

- le budget annexe pour 86 128 626 euros TTC soit 84% du total des recettes hors participations publiques, dont entre autre :

- Le reste à réaliser sur les secteurs nord estimé à 73 millions d'euros soit 72% des recettes hors participations publiques
- Les participations constructrices s'élevant à 12 375 142 euros TTC, soit 12% des recettes hors participations publiques.

- les recettes de cession pour 15 527 739 euros TTC soit 16% du total des recettes hors participations publiques.

Le montant prévisionnel des recettes hors participations publiques baisse de 679 167 euros par rapport au CRAC précédent.

Cette diminution est générée en majeure partie par la diminution du poste de cessions de charges foncière (-532 000 euros TTC) dû à la réaffectation de l'îlot 25B pour un équipement public de proximité.

LA TVA est reversée au bénéfice de l'opération pour un montant de 3 703 232 euros.

Participations constructeurs

Les constructeurs réalisant une opération sur des terrains qu'ils n'ont pas acquis de l'aménageur ne sont pas redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement. Ils participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la Métropole ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Une convention cadre n°08/554 entre la Ville de Marseille et l'Aménageur, en date du 16 mai 2008, permet à l'aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant des participations constructeurs est calculé sur l'assiette des dépenses engagées par l'opération mises à la charge des constructeurs proportionnellement à la surface développée par leur projet.

Au 31 décembre 2019, la participation des constructeurs au coût des équipements publics est fixée à 212 euros/m² de surface de plancher. Elle était également à 212 euros/m² au bilan précédent.

A terme, les participations des constructeurs totaliseront 12 367 092 euros TTC (montant identique à celui du CRAC de l'an dernier).

10 668 543 euros ont été perçus entre 2007 et 2019, le reste devrait être perçu entre 2020 et 2023.

Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 47 804 755 euros soit une augmentation de 2 millions d'euros par rapport au dernier bilan approuvé (45 804 755 euros)

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédant, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédant s'élève à 32 304 755 euros dont 12 M euros déjà versés.

L'augmentation de la participation est expliquée par la variation des budgets suivants :

- L'augmentation des dépenses pour 1.8 millions d'euros
- La baisse des recettes de cessions pour 0.5 millions d'euros
- Compensée par un crédit de TVA de 0.3 millions d'euros

L'échéancier de versement de la participation par la Métropole est fixé comme suit :

Déjà versé au 31 décembre 2019 : 12 000 000 euros

2020 : 4 000 000 euros

2021 : 4 000 000 euros

2022 et suivantes : 12 304 751 euros.

Financement des équipements publics

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

Cette participation publique aux équipements primaires s'élève à 8 169 362 euros TTC et se répartit ainsi :

- 3 653 895 euros TTC pour la ville de Marseille. Ce montant est inchangé.
- 4 083 585 euros TTC pour la Métropole. Ce montant est inchangé.
- 450 029 euros TTC pour la Métropole au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant a été ajusté.

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Ville de Marseille est réparti comme suit :

268 387 euros dans le cadre de travaux d'espaces verts déjà versés au 31 décembre 2019.

2022 : 3 385 508 euros

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Métropole est réparti comme suit :

2022 : 450 029 au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes

2023 : 4 083 586 euros

Ces participations constituent un effort conséquent de la Collectivité pour équiper et aménager ce secteur au bénéfice de l'ensemble des Marseillais.

Participation de la ville de Marseille à la mise en valeur du domaine Montgolfier :

La Ville de Marseille a pris en charge les dépenses relatives à la bastide Montgolfier pour 1 031 488 euros, dont la totalité a été versée au 31 décembre 2019

La Ville de Marseille prend en charge l'intégralité des dépenses de mise en valeur du domaine Montgolfier (réhabilitation patrimoniale et végétale). Cette participation s'élève à 14 553 000 euros TTC.

L'échéancier de versement de la participation de la Ville de Marseille pour la mise en valeur du domaine s'établit comme suit :

2021 : 550 000 euros

2022 : 7 276 500 euros

2023 : 5 821 200 euros

2024 et suivants : 905 300 euros

La convention financière tripartite n°Z200028COV « versement par la ville de Marseille à la ZAC de Ste Marthe d'une participation en vue de la réalisation de travaux concernant la mise en valeur du domaine Montgolfier », a été approuvée lors du conseil municipal du 16 septembre 2019 et du conseil métropolitain du 24 octobre 2019.

Solde de trésorerie :

Le solde de trésorerie de l'opération au 31 décembre 2019 est positif à hauteur de 3 691 325 euros.

Emprunts :

Pour financer l'opération, il est prévu des emprunts à hauteur de 13,5 millions d'euros, dont 11.4M€ ont été contractés au 31/12/2019.

Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie a été consentie par le concédant à hauteur de 17.5M euros.

L'échéancier du remboursement de cette avance par SOLEAM à la Métropole est le suivant :

3M d'euros en 2023,

9M d'euros en 2024

5,5M d'euros en 2025.

Il est inchangé par rapport au précédent CRAC approuvé.

Avenant n°14 à la convention de concession d'aménagement

Le présent avenant proposé a pour objet de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre du bilan.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté des hauts de sainte Marthe à marseille13è et 14è arrondissements passée avec la SOLEAM – approbation du compte rendu annuel d'activité à la collectivité au 31 décembre 2019 – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – approbation de l'avenant 14 à la convention de concession ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté des hauts de sainte Marthe à marseille13è et 14è arrondissements passée avec la SOLEAM – approbation du compte rendu annuel d'activité à la collectivité au 31 décembre 2019 – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté des hauts de sainte Marthe à marseille13è et 14è arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel d'activité à la collectivité au 31 décembre 2019 - participation de la Métropole à l'équilibre du bilan et approbation de l'avenant 14 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-227/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération ZAC des Hauts de Sainte Marthe

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 20/18971/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 ZAC des Hauts de Sainte Marthe satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13ème et 14èmes arrondissements.

Par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « Les Hauts de Sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°8 du 7 novembre 2014 a autorisé l'aménageur à réaliser les travaux de réfection des façades et de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier et a modifié l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'équilibre du bilan.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1er juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait

de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « Les Hauts de Sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'augmentation de la participation à l'équilibre au CRAC au 31 décembre 2019 est liée à l'aménagement de l'îlot 25 Nord de la centralité Mirabilis.

L'explication de l'augmentation liée à l'aménagement de l'îlot 25 Nord relève d'une volonté de traitement plus qualitatif des aménagements urbains et paysagers, de la nécessité de gérer le phasage des chantiers et de desserte provisoire qui conduit à des dépenses supplémentaires d'aménagements. La prise en charge des remblais à l'interface des îlots à bâtir et du domaine public permet d'apporter des solutions aux difficultés rencontrées pour la commercialisation des terrains à bâtir et de maîtriser les sols d'assises des voiries.

L'opération d'investissement n°2015119400 ZAC des Hauts de Sainte Marthe inscrite au budget pour un montant de 34 900 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 2 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 36 900 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 ZAC des Hauts de Sainte Marthe ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 « ZAC des Hauts de Sainte Marthe » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 039-228/20/CT

■ **CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 20/18842/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13ème arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Le PRU doit permettre la mutation d'un quartier comptant un vaste patrimoine foncier public ou parapublic non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste. Il s'agit d'accompagner la mutation du quartier en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site des Cèdres nord à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°13/00019 d'une durée de 4 ans qui a été prorogée à 3 reprises par avenants portant son échéance au 31 janvier 2023.

Par avenant n°5 à la convention de concession d'aménagement n°T1600908CO notifié à la Soléam le 7 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Cette concession vise, sur une surface d'environ 3 hectares, à permettre la reconstruction de logements neufs dans

toute une gamme résidentielle et à réaliser des aménagements publics.

L'objet du présent rapport est de présenter au Bureau de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2019.

Le CRAC établi au 31 décembre 2019

Depuis 2013 ont été précisées, les études urbaines d'aménagement, engagées les études techniques et foncières. Les premières opérations d'acquisitions foncières et d'aménagement d'espaces publics ont été lancées, ce qui a permis en particulier de livrer à la Collectivité les jardins partagés des Lauriers, le square et la descente des collèges.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2019 et pour les années suivantes porte principalement sur :

- les acquisitions foncières et la commercialisation des lots à bâtir :

Soleam est chargée d'acquérir des terrains auprès du bailleur HMP et de la Ville de Marseille, de les remembrer, de créer les espaces et équipements publics prévus au schéma d'aménagement de la concession (joint au Compte-rendu annuel à la collectivité ci-annexé), de viabiliser puis céder des lots constructibles.

L'Association foncière logement (AFL) doit réaliser un programme mixte d'habitations et de commerces sur le lot 2 du schéma d'aménagement. Cette opération a été retardée et l'acquisition auprès du bailleur social Habitat Marseille Provence (HMP), puis la cession de l'emprise foncière à l'AFL interviendra en 2020. La cession se fera à l'euro symbolique conformément à la convention ANRU.

Un équipement « petite enfance » devait être construit sur le lot 3. Du fait de l'abandon de ce projet par l'opérateur Alterna qui le portait, la cession du lot n'a pas pu se faire. Une nouvelle destination pour ce lot est à l'étude.

Un ensemble constitué d'une résidence sénior, de logements en accession et de commerces doit être édifiée sur le lot 4/6. La négociation en vue de la pré-commercialisation de ce lot a été plus longue qu'envisagée, elle est désormais prévue pour 2020. Cette vente sera réalisée à un coût inférieur au prévisionnel. Une renégociation avec HMP a été engagée pour diminuer le prix d'achat du terrain. La surface de ce lot a dû être réduite pour permettre la reconstruction par la Ville de Marseille de l'école Bouge et l'élargissement de la rue Marathon.

Une opération complexe de deux immeubles de logements, dont des logements locatifs sociaux PLS, séparés par une voie publique, doit prendre place sur le lot 10, incluant l'actuel centre commercial. Ce projet sera engagé après l'acquisition des murs et fonds commerciaux. Un dossier de déclaration d'utilité publique a été déposé au 2ème trimestre 2019 pour permettre l'expropriation.

- les études et les travaux d'aménagement :

Les études de sol réalisées en vue de la cession du lot 2 à l'AFL ont montré des insuffisances de portance. Soléam engage en 2020 les études et les travaux permettant de rendre cette parcelle constructible.

Les études préliminaires à la réalisation de l'ouvrage complexe de la « descente des Cèdres » ont été poursuivies, un appel d'offre a été lancé en 2019 pour des travaux qui seront engagés fin 2020.

Une faisabilité a été réalisée pour la mission de parachèvement de l'esplanade des Cèdres, dont la réalisation est dépendante de l'achèvement des travaux du lot 4/6 par le promoteur.

Une consultation d'entreprise a été lancée fin 2019 en vue de désigner un opérateur pour réaliser la traverse des cèdres. La consultation a été fructueuse et une entreprise a été retenue. Les travaux sont engagés en 2020, en coordination avec l'achèvement d'un programme de 40 logements sociaux par HMP (lot 21) qui sera desservi par cette voie.

Une réflexion va être engagée en 2020 relative à la clôture de cette opération et le lancement d'une nouvelle concession dans le contexte du NPNRU du « Grand Saint Barthélémy et du Grand Malpassé » en cours d'élaboration.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2019

Le bilan financier de référence est le bilan établi au 31 décembre 2018 approuvé au Conseil Métropolitain du 20 juin 2019.

Les dépenses de l'année 2019 :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses réalisées s'élèvent à 184 688 euros TTC au regard des 1 068 707 euros prévus.

La nette diminution de ce poste par rapport au budget prévisionnel provient principalement :

- du décalage en 2020 de paiements prévus en 2019 pour l'achat de terrains auprès d'HMP, un nouveau protocole foncier devant être établi avec ce bailleur (du fait de l'évolution des programmes et des prix d'acquisitions) ;
- du report en 2020 des travaux d'aménagement des espaces publics
- de la diminution de la rémunération sur dépenses et recettes du fait décalage des opérations sur les lots 2 et 4/6.

Les dépenses cumulées au 31 décembre 2019 réalisées, hors TVA reversée, s'élèvent à 3 518 931 euros TTC (27,2 % du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

- 127 844 euros TTC pour les études soit 67,4 % du budget total prévisionnel des études,
- 1 155 113 euros TTC pour le foncier soit 31,5 % du budget total prévisionnel du foncier,
- 2 671 euros TTC pour les travaux de dépollution et démolition, soit 3 % du budget total prévisionnel pour ces postes ;
- 1 475 431 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 21,2 % du budget total de ces postes,
- 130 246 euros TTC pour les dépenses annexes soit 47,6 % du budget total prévisionnel des dépenses annexes,
- 909 euros de frais financiers soit 100 % du budget prévisionnel en frais financier,
- 626 717 euros de rémunération soit 63,4 % du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses totales de l'opération d'aménagement s'élèveront, à 14 222 941 euros TTC, en augmentation de 118 491 euros TTC par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2018.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 190 620 euros TTC pour le budget études (1,3 % des dépenses totales) qui est en augmentation de 4 770 euros par rapport au CRAC précédent du fait du recours à une prestation supplémentaire de géomètre.
- 4 824 186 euros TTC pour les acquisitions foncières (34 % des dépenses totales), en diminution de 151 775 euros du fait de la diminution du prix d'acquisition du lot 4,
- 7 836 580 euros TTC pour les travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (55% des dépenses totales) ; ce montant est en augmentation de 226 201 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent pour répondre principalement à la nécessité d'entreprendre d'importants travaux de terrassement pour le lot 2, et au résultat des appels d'offre relatif à la réalisation de la traverse des cèdres supérieurs à l'estimation du maître d'œuvre.
- 284 514 euros TTC pour les dépenses annexes et les frais de commercialisation (2 % des dépenses totales), en augmentation de 29 156 euros, du fait principalement de l'accroissement des taxes foncières relatives au portage foncier,
- 909 euros TTC de frais financiers,

- 1 086 132 euros TTC de rémunérations (7,6 % des dépenses totales), en augmentation de 10 139 du fait d'une meilleure constructibilité envisagée pour le lot 22.

Les recettes

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2019 s'élèvent à 1 118 236 euros TTC, au regard des 1 180 020 euros TTC attendus.

Elles sont en diminution de 61 784 euros TTC par rapport au prévisionnel en raison principalement du décalage de la cession du lot 4 (63 240 euros) et d'un terrain complétant le lot 1 (11 543 euros).

Elles sont essentiellement constituées de la participation de la Ville de Marseille aux équipements et de la participation de la Métropole à l'équilibre de l'opération.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2019, les recettes s'élèvent à 5 175 143 euros TTC, soit 40,1% des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 209 880 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 9,2 %,
- à la subvention de l'ANRU pour 600 160 euros, à la subvention Région pour 73 214 euros soit un taux d'avancement de 39,2 % des subventions attendues de l'ANRU et des collectivités partenaires,
- aux participations de la Ville de Marseille pour 210 331 euros d'apport foncier, de 964 834 euros au titre de sa participation aux équipements du PRU et de la Métropole pour 2 740 402 euros d'équilibre et 360 000 euros au titre des équipements de sa compétence, **soit** un taux d'avancement du versement des participations de 46,9 %,
- à des produits financiers et divers pour 16 322 euros.

Au terme de la concession, les recettes (hors participations du concédant) s'élèvent à un montant global de 5 540 081 euros TTC (5 402 281 euros 2018), en augmentation de 137 800 euros en regard du bilan approuvé l'an dernier. Elles comprennent principalement, hors produits divers :

- les cessions de charges foncières à hauteur de 2 826 625 euros TTC.
- la participation financière des différents partenaires de la convention ANRU:
 - la contribution financière de la Ville à la réalisation d'équipements publics d'un montant de 964 834 euros TTC a fait l'objet d'une convention de financement tripartite n°16/077 entre la Métropole, la Ville et la Soleam, signée le 23 novembre 2016.
 - l'ANRU estimée à 1 000 160 euros TTC
 - la Région pour 732 139 euros TTC.
 -

La participation de la Ville alors concédante

La Ville a contribué à l'équilibre du bilan par le biais d'un apport foncier en nature à la SOLEAM d'un montant de 210 331 euros.

La participation de la Métropole

- La Métropole versera à la Soleam une participation en numéraire à l'équilibre du bilan pour un montant prévisionnel de 7 543 160 euros, inchangé par rapport au précédent CRAC. 2 740 402 euros TTC ont déjà été versés, les autres règlements seront versés selon l'échéancier prévisionnel suivant sous réserve de l'adoption du budget métropolitain pour 2021 :

- 2020 : 0 euros TTC

- 2021 : 1 000 000 euros TTC

- 2022 : 2 729 765 euros TTC

- 2023 : 1 072 993 euros TTC

• La participation aux équipements liée au conventionnement ANRU prévue dans la convention tripartite passée entre la Métropole/Ville/Soleam n°16/077 d'un montant de 392 147 euros TTC sera versée à l'opération en fonction de l'échéancier suivant :

- 360 000 euros TTC déjà versés en 2016

- 32 147 euros TTC en 2022

Avance

Le concessionnaire a bénéficié d'une avance de trésorerie de 400 000 euros TTC. Cette avance sera remboursée à la Métropole en 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 040-229/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 10 à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé avec la SOLEAM à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 20/18965/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative à l'approbation de l'avenant n°10 à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM, satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13ème arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Le PRU doit permettre la mutation d'un quartier comptant un vaste patrimoine foncier public ou parapublic non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste. Il s'agit d'accompagner la mutation du quartier en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site des Cèdres nord à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°13/00019 d'une durée de 4 ans qui a été prorogée par avenants portant son échéance au 31 janvier 2023.

Conformément aux dispositions légales et aux stipulations contractuelles, doivent être présentées au concédant, pour l'année 2019, la situation physique et financière de réalisation de l'opération ainsi que son évolution prévisionnelle, à travers le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC). Ainsi, le CRAC au 31 décembre 2019 doit être délibéré dans un rapport distinct au bureau de la Métropole.

Etant donné que ce CRAC présente un échéancier de participation de la Métropole modifié par rapport au CRAC au 31 décembre 2018, et que l'échéancier de prise de rémunération du concessionnaire évoluent également, un avenant n°10 à la concession est nécessaire.

En effet, le nouvel échéancier de versement de la participation, inchangée, de la Métropole à l'équilibre du bilan de 7 753 492 euros TTC est ainsi fixé comme suit :

- déjà versés au 31 décembre 2019 : 2 740 402 euros en numéraire et 210 332 euros en foncier par la Ville de Marseille

- 2020 : 0 euros

- 2021 : 1 000 000 euros

- 2022 : 2 729 765 euros

- 2023 : 1 072 993 euros

Par ailleurs, le montant de la rémunération en proportion des dépenses, qui augmentent principalement en raison des résultats d'appels d'offre supérieurs à ce qui était estimé pour la réalisation de la traverse des Cèdres, passe de 554 644 euros à 559 650 euros, soit, selon l'échéancier suivant :

Déjà pris fin 2019 : 304 716 euros

- 2020 : 88 505 euros

- 2021 : 65 876 euros

- 2022 : 54 635 euros

- 2023 : 45 918 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de l'avenant n°10 à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13 eme arrondissement passée avec la SOLEAM.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n° 10 à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 10 à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-230/20/CT

■ **CT1 - Redevances d'occupation du domaine public portuaire et prestations annexes pour l'année 202 - Nouveaux tarifs pour les animations, foires et marchés**

**Avis du Conseil de Territoire
DEE 20/18825/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement.

La délibération MER 004-8038/19/CM approuvée lors de la séance du Conseil de Métropole a ainsi fixé les tarifs pour l'année 2020.

Les foires aux santons, les marchés de Noël, les foires artisanales et marchés nocturnes ainsi que les marchés aux fleurs sont des éléments de valorisation touristique pour la Métropole, qui s'implantent à échéances régulières sur le Domaine Public Maritime Portuaire du Territoire Marseille-Provence.

Il s'agit de manifestations commerciales récurrentes et d'implantations de longue durée sur de grands espaces occupés.

Au regard de ces spécificités, il est proposé de créer un tarif adapté à ce type de manifestations concourant à l'attractivité des centres- villes, des terre-pleins et plans d'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole MER 004-8038/19/CM du 19 Décembre 2019 portant approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime portuaire et prestations annexes pour l'année 2020 – territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Redevances d'occupation du Domaine Public Portuaire et prestations annexes pour l'année 2020 - Territoire Marseille-Provence - Ajout d'un nouveau tarif pour les foires aux santons de Provence, les marchés de Noël, les foires artisanales, les marchés nocturnes et les marchés aux fleurs ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de créer un tarif spécifique complétant la délibération N° MER 004-8038/19/CM portant approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et prestations annexes pour l'année 2020 – Territoire Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine relatif aux redevances d'occupation du domaine public portuaire et prestations annexes pour l'année 2021 - Territoire Marseille-Provence - Ajout d'un nouveau tarif pour les animations, les foires et les marchés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 002-231/20/CT

■ CT1 - Approbation des redevances d'occupation du domaine public maritime et prestations annexes pour l'année 2021 pour les ports situés dans le périmètre du territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DEE 20/18868/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires gère 28 ports de plaisance répartis sur les territoires de Marseille Provence (24 ports), Pays Salonais (2 ports) et Istres-Ouest-Provence (2 ports).

Ces ports font l'objet de deux budgets annexes, l'un dédié aux ports issus du territoire de Marseille Provence et l'autre concerne les ports ouest de la Métropole. L'objectif à terme consistera à regrouper les 28 ports dans un budget annexe unique.

L'occupation par les usagers des terre-pleins et des postes à flot situés sur le domaine public maritime transféré à la Métropole ainsi que les prestations annexes donnent lieu à perception de redevances dont les montants exprimés en euros hors taxes sont approuvés annuellement par le conseil métropolitain après avis obligatoire émis par les différents conseils portuaires. Ces redevances sont essentielles pour assurer l'équilibre des budgets annexes des ports.

L'objectif de la Métropole est d'améliorer les services rendus aux usagers des ports en proposant de nouvelles prestations qui correspondent aux besoins recherchés par les plaisanciers et aux nouvelles pratiques du nautisme et de la plaisance. Il est donc apparu nécessaire de revoir certains tarifs et d'en créer de nouveaux en complétant ou réformant l'annexe tarifaire jointe au présent rapport.

Pour 2021, compte tenu de la crise sanitaire sans précédent liée au COVID 19 et comme déjà indiqué dans l'exposé des motifs de la délibération du 31 juillet 2020 fixant des mesures dérogatoires aux tarifs en vigueur, il est proposé de reconduire à l'identique les tarifs de l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis des huit conseils portuaires concernés par la présente délibération tarifaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime et prestations annexes pour l'année 2021 pour les ports situés dans le périmètre du territoire Marseille-Provence ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des 28 ports de plaisance répartis sur les territoires de Marseille-Provence, du Pays Salonais et de Istres Ouest Provence.
- Qu'il convient d'adopter les tarifs des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime portuaire pour l'exercice 2021 afin d'alimenter les budgets annexes des ports.
- Les avis émis par les huit conseils portuaires des ports du territoire Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime et prestations annexes pour l'année 2021 pour les ports situés dans le périmètre du territoire Marseille-Provence ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Conseil de Métropole relative à l'approbation des redevances d'occupation du domaine public maritime et prestations annexes pour l'année 2021 pour les ports situés dans le périmètre du territoire Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 003-232/20/CT

■ CT1 - Résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole - Annulation de l'édition 2021 des Nauticales

**Avis du Conseil de Territoire
DEE 20/19010/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative à la « Résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole-Annulation de l'édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans, soit pour l'organisation des éditions 2016 à 2020 et prorogé d'un an par avenant (TCM 018-8723) suite à l'annulation de l'édition 2020.

Eu égard au contexte épidémique qui perdure, l'état d'urgence sanitaire est prolongé jusqu'au 16 février 2021 et le régime transitoire de sortie de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1er avril 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose de ne pas tenir l'édition 2021 des Nauticales et de procéder à la résiliation unilatérale du contrat n°15/1706 pour motif d'intérêt général. Cette résiliation intervient conformément aux dispositions des articles L.6 et L.3136-3 du Code de la Commande Publique.

En effet, ces échéances prévisionnelles de sorties de crise sanitaire, auxquelles s'ajoutent le nouveau confinement ont plusieurs conséquences :

1/ Elles rendent extrêmement complexe l'organisation du salon dont l'importance et l'envergure doivent contribuer au rayonnement du territoire.

En effet, l'absence de visibilité ne permet pas de mener à bien l'organisation d'un tel événement. D'après le contrat en vigueur, auraient dû être arrêté en novembre : les grandes orientations du programme d'animation, le plan d'aménagement et la réservation des postes d'accueil pour les plaisanciers déplacés.

Pour ces raisons logistiques, le contexte actuel ne permet pas l'organisation d'un service public de qualité.

2/ Elles génèrent beaucoup d'incertitudes quant à la possibilité de tenir le salon le jour J avec des conséquences financières importantes pour la Métropole

Les salons nautiques d'automne et d'hiver s'annulent les uns après les autres en France et en Europe.

Le salon pourrait ne pas être autorisé à se tenir au dernier moment, en raison de la mise en œuvre du régime transitoire de sortie d'état d'urgence, si les interdictions de regroupement de personnes sont maintenues. Cela aurait des conséquences financières importantes d'une part pour le Délégataire, qui aurait à ce stade engagé toutes ses dépenses et devrait rembourser les exposants et donc pour la Métropole qui serait amenée l'indemniser.

3 / Enfin, en tout état de cause, il est impératif pour la Métropole de préserver la sécurité des usagers et dans ce cadre d'éviter les rassemblements.

Les conséquences financières de la résiliation feront l'objet d'un protocole indemnitaire avec le délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération métropolitaine portant sur la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole - Annulation de l'édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole - Annulation de l'édition 2021 des Nauticales .
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération du Conseil de Métropole relative à la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole. Annulation de l'édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-233/20/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Travaux neufs de sécurité avec signalisation**

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 20/18374/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire. Matériel essentiel à la régulation du trafic routier, les feux tricolores équipent de plus en plus de carrefours en zone urbaine.

Ils permettent de gérer les flux des différents usagers de la route à l'échelle d'une intersection comme d'une agglomération, il est indispensable de les maintenir dans un état de fonctionnement optimal.

Pour cela, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans le financement de nouveaux travaux de feux tricolores et dans la modification de feux existants, ceci afin de répondre à un besoin de sécurisation des aménagements des passages piétons.

A cet effet, l'opération d'investissement pluriannuel n°2021104100 intitulée « Travaux neufs de sécurité avec signalisation » pour un montant de 500 000 € TTC, inscrite dans le Budget Primitif 2021, enregistrée dans l'autorisation de programme 211141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée en remplacement de la précédente opération arrivée à échéance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 500 000€ TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement travaux neufs de sécurité avec signalisation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 002-234/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux études de voirie

Avis du Conseil de Territoire

DRMVEP 20/18919/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire .

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit établir et suivre des projets d'études d'aménagement sur son domaine public viaire afin de continuer à améliorer la sécurité et le confort des usagers.

Pour ce faire, elle dispose d'une opération n°2019100800 d'« études de voirie » qui prend en charge des études générales, des études de circulation, et des études préalables à la conception d'un aménagement de voirie.

Cette opération a été créée par délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 007-5275/18/CM du 13 décembre 2018 pour un montant d'autorisation de programme (AP) de 1 400 000 euros TTC.

Pour permettre la poursuite des études de voirie et l'analyse qualitative des aménagements viaires au préalable, il est nécessaire de procéder à une revalorisation de cette AP à hauteur de 4 000 000 euros TTC (+ 2 600 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de continuer à programmer diverses études de voirie sur le territoire métropolitain ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2019100800 intitulée études de voirie pour un montant de 2 600 000 euros portant le montant de l'opération de 1 400 000 euros TTC à 4 000 000 euros TTC, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-235/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux réparations des ouvrages d'art sur les autoroutes du territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT1I 20/18998/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

En date du 29 décembre 2019, l'Etat a procédé au transfert d'ouvrages enjambant le réseau autoroutier non concédé et supportant des voies métropolitaines du territoire Marseille Provence.

Partant du principe jurisprudentiel que c'est le propriétaire de la voie portée qui doit l'entretien des ponts, la DIRMED se refuse à intervenir, mais alerte la Métropole sur le mauvais état des ouvrages.

Les premiers éléments techniques à la connaissance de la Métropole mettent en lumière des dégradations importantes sur cinq de ces ouvrages :

- Le passage supérieur sis chemin de Bourrely 13015 Marseille ;
- Le passage supérieur sis chemin de la Martine 13015 Marseille ;
- Le passage supérieur sis chemin de l'Hermitage 13015 Marseille ;
- Le passage supérieur sis traverse Mère de Dieu 13015 Marseille ;
- Le passage supérieur sis chemin des Pigeonniers 13240 Septèmes les Vallons.

Ils ont été complétés par des inspections détaillées au courant du mois de septembre 2020 afin d'évaluer précisément la nature et l'étendue des travaux nécessaires à assurer la pérennité de ces ouvrages et la sécurité des usagers.

Compte tenu des enjeux de sécurité pour les usagers, du réseau autoroutier comme du réseau métropolitain, et de l'urgence à intervenir sur ces ouvrages, il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative aux réparations des ouvrages d'art sur les autoroutes du territoire Marseille Provence pour un montant de 4 080 000 euros TTC.

A cet égard, la Métropole demandera à l'Etat de contribuer financièrement à cet investissement au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local dans le cadre d'un axe de financement couvrant la sécurisation des ponts et ouvrages d'art.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative aux réparations des ouvrages d'art sur les autoroutes du territoire Marseille Provence pour un montant de 4 080 000 euros TTC;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux réparations des ouvrages d'art sur les autoroutes du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-236/20/CT

■ CT1 - Approbation des tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation du domaine public sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2021

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 20/18914/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix- Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés.

Au 1er janvier 2016, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle la Métropole Aix- Marseille-Provence est désormais substituée, était compétente en matière de construction, aménagement, entretien de voirie et signalisation.

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L. 2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit des droits d'occupation et des droits de voirie correspondant à des occupations permanentes ou temporaires par des ouvrages ou des travaux réalisés sur son domaine.

Conformément à l'article L. 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole détermine librement le tarif payé au titre de cette occupation et tient compte des avantages de toute nature procurés à l'occupant, qu'il soit ou non autorisé à occuper le domaine par un titre.

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération sont applicables aux occupations existantes au 1^{er} janvier 2021, y compris lorsqu'elles ont été autorisées par un titre antérieur, ou constatées à compter de cette date.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'actualiser les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport concernant les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2021 conformément au barème ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 005-237/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention d'occupation du domaine public et d'entretien pour la mise en place d'une borne escamotable Place Montmorin sur la commune de Cassis

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 20/18989/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce des compétences sur le Territoire Marseille Provence, en matière de voirie et d'occupation du domaine public métropolitain.

Dans le cadre de ses compétences, elle autorise l'occupation de son domaine public au moyen de conventions ou de permissions de voirie.

Actuellement, la place Montmorin sur la commune de Cassis est desservie côté chaussée par trois potelets amovibles manuels qui en limite l'accès aux véhicules. A la demande de la société M&MT, propriétaire d'un ensemble immobilier dont l'accès est contrôlé par ces bornes et afin de sécuriser l'accès à leurs habitations des riverains jouxtant ladite place, la Métropole ainsi que la commune de Cassis sont intervenues afin d'envisager les modalités techniques nécessaires afin d'en améliorer la sécurité et la fluidité d'accès.

A ce titre, il est apparu nécessaire de mettre en place une borne automatique hydraulique escamotable. Les parties ont convenu par voie de convention d'établir les modalités de financement, d'occupation et d'entretien de la borne sus-visée.

La Métropole par la présente convention d'occupation précaire et révocable, définit les conditions techniques, administratives et financières qui encadreront l'implantation de cette borne et sa gestion future.
La présente convention est conclue pour une durée de douze ans (12) ans. Elle est renouvelable tacitement.

Le permissionnaire prend en charge l'intégralité du coût de la fourniture, de la mise en place de cette borne, des travaux de génie civil nécessaires ainsi que l'entretien courant et sa maintenance.

La Métropole, pour sa part, autorise seulement l'occupation de son domaine et ne participe pas financièrement à la mise en place ou à l'entretien de cette borne. Elle aura la possibilité, comme pour la commune, d'obtenir un nombre indéfini de télécommande qu'elle règlera en fonction du tarif en vigueur.

Une redevance d'occupation sera établie suivant d'une part le mètre linéaire de tranchée sur la voie publique nécessaire aux réseaux électriques et d'autre part l'occupation réellement constatée après mise en place de la borne et réception des travaux par le permissionnaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en place une borne automatique escamotable, Place Montmorin sur la commune de Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention ci-annexée portant occupation du domaine public et d'entretien pour la mise en place et le fonctionnement d'une borne escamotable, Place Montmorin sur la commune de Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-238/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux dépenses liées à la gestion de l'éclairage public sur les communes du Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 20/18674/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

A la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le 1er janvier 2001, les communes membres avaient délégué à la communauté urbaine la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie » sans transfert de la compétence relative à la gestion de l'éclairage public.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, cette organisation a évolué depuis que le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, des conventions de gestion et de maîtrise d'ouvrage déléguée ont été prises afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Pour autant, la Métropole doit rembourser les communes gestionnaires de l'éclairage public sur leur territoire respectif en contrepartie d'une diminution de leur attribution de compensation.

A ce titre, par délibération n°VOI 007-8048/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019, une autorisation de programme n° 2020101600 intitulée « Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence » d'un montant de 17 080 000 € a été inscrite au Budget Primitif 2020.

En raison de l'établissement et de la validation de nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée et de la prorogation des conventions de gestion comprenant de l'investissement récurrent sur l'année 2021 ; du lancement en parallèle d'une consultation générale sur l'état du parc d'éclairage public sur l'ensemble des communes du Territoire Marseille Provence (marché public d'audit), il est apparu nécessaire de porter le montant de l'autorisation de programme à 30 000 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : dépense liées à la gestion de l'éclairage public sur les communes du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 007-239/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gémenos pour la remise aux normes de l'éclairage public sur le parc d'activités de la commune

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 20/18923/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Gémenos pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Gémenos, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, les travaux de remise aux normes de l'éclairage public sur le parc d'activité de la commune.

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 149 402 € TTC. Une partie de ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-Du-Rhône à hauteur de 84 000 €.

Enfin, une compensation communale est prévue à hauteur de 20 447 € (diminution de l'attribution de compensation) et via un fonds de concours de la commune d'un montant équivalent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Gémenos pour la réalisation des travaux de remise aux normes de l'éclairage public sur le parc d'activité de la commune;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gémenos pour l'opération de travaux de remise aux normes de l'éclairage public sur le parc d'activités de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-240/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-Victoret pour les travaux de distribution d'énergie électrique

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 20/18924/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Saint-Victoret pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Saint-Victoret, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, des travaux de distribution d'énergie électrique sur le territoire de la Commune de Saint-Victoret.

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 3 576 000 € TTC. Une partie de ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Enfin, une compensation communale est prévue à hauteur de 1 494 696 € (diminution de l'attribution de compensation) et via un fonds de concours de la commune d'un montant équivalent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Saint-Victoret pour la réalisation des travaux de distribution d'énergie électrique sur son territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret pour l'opération de travaux de distribution d'énergie électrique sur le territoire de la Commune de Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-241/20/CT

■ CT1- Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cassis pour les travaux d'éclairage public Avenue des Gorguettes

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 20/18926/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour avis.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Cassis pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Cassis, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, les travaux de mise en place d'un réseau d'éclairage public avenue des Gorguettes.

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 82 123 € TTC. Une partie de ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-Du-Rhône.

Enfin, une compensation communale est prévue à hauteur de 34 326 € (diminution de l'attribution de compensation) et via un fonds de concours de la commune d'un montant équivalent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Cassis pour la réalisation des travaux de mise en place d'un réseau d'éclairage public avenue des Gorguettes.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cassis pour l'opération de travaux de mise en place d'un réseau d'éclairage public avenue des Gorguettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 010-242/20/CT

■ CT1 - de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carnoux-en-Provence pour les travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 20/18927/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Carnoux-en-Provence pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Carnoux-en-Provence, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, les travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune.

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 2 604 500 € TTC. Une partie de ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Enfin, une compensation communale est prévue à hauteur de 1 088 629 € (diminution de l'attribution de compensation) et via un fonds de concours de la commune d'un montant équivalent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Carnoux-en-Provence pour la réalisation des travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carnoux-en-Provence pour l'opération de travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 011-243/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de participation financière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune du Rove pour les travaux d'éclairage public dans le cadre de l'aménagement de la traversée du Rove

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 20/18928/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire .
La Métropole Aix-Marseille Provence envisage de réaliser, en concertation avec la commune du Rove, l'aménagement de la traversée du Rove / RD568. Cette voie représente 1 560 mètres linéaires de voirie.
La voie à aménager est une voie départementale multifonctionnelle à grande circulation (trafic supérieur à 15 000 véhicules/jour) en traversée d'agglomération, servant de voie de délestage de l'autoroute A55 notamment aux heures de pointe ainsi qu'à l'occasion d'accidents sur le réseau autoroutier Ouest de Marseille. Cet axe routier est utilisé par les convois exceptionnels à gros gabarit ainsi que par les transports en commun.

Sur l'emprise du projet, trois carrefours importants permettent de desservir une école ainsi que des zones commerciales et économiques. Outre les accès privatifs dédiés aux habitations débouchant directement sur la RD 568, de nombreux accès desservant des commerces isolés (station-service TOTAL, boulangeries, etc.) sont présents sur le linéaire du projet

Sur la totalité du linéaire de cette opération, les espaces dédiés aux modes doux sont inexistants. A ce jour, la circulation des piétons et des cyclistes est entièrement réalisée sur des espaces non sécurisés au niveau des accotements de chaussée.

Les vitesses élevées sur cet axe de circulation sont principalement engendrées par un dénivelé important sur le profil en long ainsi que par l'absence de trottoirs permettant d'agir sur le comportement des automobilistes.

L'éclairage public est quasiment inexistant et se limite à un éclairage ponctuel au niveau des principaux carrefours, avec des lanternes fixées sur les supports de distribution d'électricité ou de télécommunication.

Afin de procéder à l'aménagement de cet espace viaire, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est passée avec le CD13.

Le projet d'aménagement permettra la sécurisation des mobilités douces sur la totalité du linéaire de l'opération. Les fossés pluviaux présents de part et d'autre de la plate-forme seront en partie busés afin de permettre la création de cheminements piétonniers et de pistes cyclables aux normes et sécurisés.

L'aménagement proposera un traitement qualitatif sur la partie centrale de l'opération afin d'agir sur le comportement des automobilistes en les incitant à réduire les vitesses pratiquées. Sur ce tronçon, la mise en œuvre de bordures en pierres reconstituées ainsi que la plantation d'arbustes d'alignement dans les bandes d'espaces vert séparant la chaussée des espaces dédiés aux modes doux permettront de marquer le contexte urbain. Il s'agira également de rénover la chaussée vieillissante et de sécuriser les trois carrefours présentant une géométrie qui n'est pas adaptée au contexte urbain.

En matière d'éclairage public, celui-ci sera remis à neuf sur la totalité du linéaire de l'opération de travaux.

En raison de la position prise par le Préfet de Région courant d'année 2019, il incombe désormais à la Métropole de prendre en charge cette compétence exclusive.

Toutefois, à défaut de transfert des charges résultant de cette compétence validée par une Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées, la Métropole se doit dans le cadre de ses opérations d'investissement, de prévoir un mécanisme de compensation vis-à-vis de chaque commune membre concernée.

Ce mécanisme de compensation financière permettra :

- D'une part de soutenir l'investissement de la Métropole dans le cadre de cette nouvelle compétence d'éclairage public
- D'autre part d'équilibrer la charge financière en fonction des opérations d'aménagement qui auront été lancées, ceci en modulant l'Attribution de Compensation budgétisée chaque année en faveur des communes membres de la Métropole en fonction du montant des travaux d'éclairage public qui seront réalisés sur le périmètre communal.

Les parties ont donc convenu que les travaux d'éclairage public initiés dans le cadre de l'opération n°2013101100 relative à l'aménagement de la traversée du Rove/RD 568 sont de compétence métropolitaine et qu'à ce titre, en l'absence de transfert des charges, la commune du Rove doit compenser budgétairement cette charge dans le cadre d'une diminution de son attribution de compensation et d'un fond de concours

Le montant total des travaux d'éclairage public s'élève prévisionnellement à 370 707 € TTC. Ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-Du-Rhône.

Enfin, une compensation communale est prévue à hauteur de 309 896 € via un fonds de concours de la commune.

Telles sont les raisons

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient de solliciter la commune du Rove afin d’obtenir une compensation financière dans le cadre de la prise en charge des travaux d’éclairage public pour l’opération d’aménagement; de la traversée du Rove / RD 568.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l’approbation de la convention ci-annexée portant financement des travaux d’éclairage public dans le cadre de l’aménagement de la traversée du Rove / RD 568 ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 012-244/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane pour des opérations d'éclairage public

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 20/19002/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté pour avis au Conseil de Territoire.

Lors du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 (délibération VOI 013-7024/19/BM) a été approuvée une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marignane afin de lui déléguer la réalisation d'opérations d'éclairage public sur son territoire.

La conclusion d'une telle convention a été rendue nécessaire par les observations du contrôle de légalité qui avait rappelé que l'éclairage public, accessoire indissociable de la compétence voirie relevait du périmètre de compétence de la Métropole.

Il s'agissait de confier à la commune la réalisation de travaux d'investissement en matière d'éclairage public, pour lesquels la Métropole ne disposait de l'ingénierie technique nécessaire, et, ainsi, ne pas interrompre le service rendu

aux habitants, tout en assurant la neutralité budgétaire de cette procédure pour la Métropole, en l'absence de travaux préalables de la CLECT.

L'avenant proposé vise à modifier le montant prévisionnel des dépenses liées à ces travaux mentionnés dans la convention (1 217 053 € TTC au lieu de 557 755 € TTC) et de mettre en corrélation ce nouveau montant avec la liste des travaux envisagés, le plan de financement, et les modalités de compensation figurant dans les annexes 1, 2 et 3 de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des travaux d'investissement d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de l'avenant 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexé, conclu avec la commune de Marignane pour les travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 013-245/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour des opérations d'éclairage public

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 20/18995/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour avis.

Lors du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 a été approuvée une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marseille afin de lui déléguer la réalisation d'opérations d'éclairage public sur son territoire.

La conclusion d'une telle convention a été rendue nécessaire par les observations du contrôle de légalité qui avait rappelé que l'éclairage public, accessoire indissociable de la compétence voirie relevait du périmètre de compétence de la Métropole.

Il s'agissait de confier à la commune la réalisation de travaux d'investissement en matière d'éclairage public, pour lesquels la Métropole ne disposait de l'ingénierie technique nécessaire, et, ainsi, ne pas interrompre le service rendu aux habitants, tout en assurant la neutralité budgétaire de cette procédure pour la Métropole, en l'absence de travaux préalables de la CLECT.

L'avenant qui vous est proposé vise à modifier le montant prévisionnel des dépenses liées à ces travaux mentionnés dans la convention (18 838 825 € TTC au lieu de 12 344 825 € TTC) et de mettre en corrélation ce nouveau montant avec la liste des travaux envisagés, le plan de financement, et les modalités de compensation figurant dans les annexes 1, 2 et 3 de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des Travaux d'investissement d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage délégué conclu avec la commune de Marseille pour les travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 014-246/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Septèmes les Vallons dans le cadre de l'aménagement du carrefour RD 543/ ZAC Pré de l'Aube

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 20/18931/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole envisage de réaliser sur la commune de Septèmes-les-Vallons, un carrefour giratoire à l'intersection de la RD543 (route d'Apt), de la voie du Pré de l'Aube et de la voie des Genêts destiné à améliorer la sécurité et à faciliter la desserte de la zone d'activités et de la zone résidentielle.

Les objectifs de cet aménagement sont notamment de sécuriser et améliorer la lisibilité des échanges entre les différentes voies pour l'ensemble des usagers, de réduire les vitesses pratiquées, de signaler l'entrée de la zone d'activités par la réalisation d'un aménagement valorisant, et de créer une piste cyclable permettant de rejoindre la maison des jeunes et de la culture.

Le projet d'aménagement concerne une voie de 280 mètres linéaires qui s'étend du carrefour entre la route d'Apt et la rue Batistin Raphaël à l'accès au complexe sportif.

Il prévoit de réaliser un giratoire avec chaussée en enrobé, de créer un muret en pied de talus permettant d'élargir l'emprise du projet afin de réaliser la piste cyclable et le trottoir côté Ouest de la voie, de créer des trottoirs de 1,50m en enrobé de part et d'autre de la voie, de mettre en place une piste cyclable bi-directionnelle en enrobé en bordure Ouest de la RD543, de réaliser deux quais bus, et enfin de rénover l'éclairage public, et renforcer le réseau pluvial.

Pour permettre la requalification de la RD543 et ces aménagements viaires, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence ont convenu d'un conventionnement ayant pour but :

- D'une part, d'opérer un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- D'autre part d'établir les modalités d'entretien et d'exploitation des ouvrages objet du transfert ;
- Et enfin de définir les conditions de la participation financière du Département à ce projet d'aménagement.

Le coût global des travaux d'aménagement est estimé à 840 000 € HT.

Le Département prendra à sa charge le coût total hors taxe de la réfection de la chaussée (rabotage, démolition, épaulement de chaussée et structure de chaussée neuve, couches de roulement) et de la réalisation de la piste cyclable. Il prendra en charge le coût total hors taxe des travaux de réalisation du muret de pied de talus rendu nécessaire par la création de la piste cyclable. Il participera à hauteur de 50% au règlement du coût hors taxe de la fourniture et de la pose des bordures et caniveaux. Ceci correspond prévisionnellement à un montant de 393 604 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de réaliser l'aménagement du carrefour RD 543 / ZAC Pré de l'Aube sur la commune de Septèmes - les-Vallons.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de l'opération d'aménagement du carrefour RD 543/ ZAC Pré de l'Aube sur la commune de Septèmes - les Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 015-247/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention d'offre unilatérale de concours avec la société BOUYGUES IMMOBILIER pour l'aménagement viaire boulevard Romain Rolland à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 20/18930/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La société BOUYGUES IMMOBILIER, promoteur immobilier de la résidence nouvellement construite « OXYGEN' » au 90 boulevard Romain Rolland à Marseille 10ème arrondissement, a alerté la Métropole Aix-Marseille Provence sur des problèmes d'accès et de circulation aux abords de ladite résidence.

En effet, la configuration actuelle de l'aménagement empêche la circulation sécurisée et le flux d'automobiles directement vers l'accès Auchan Drive mais aussi vers l'entrée de la rampe d'accès au parking du Batiment C de la résidence.

L'aménagement projetée – consistant dans un déplacement de l'abris bus et du passage piéton existants, ainsi que dans la modification du séparateur de voie pour y matérialiser une tourne à gauche – permettrait de faciliter la circulation.

Au vu de cette situation, la Métropole prévoit de réaliser, sous sa maîtrise d'ouvrage, les travaux nécessaires à la circulation routière des riverains de cette voie.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces travaux pour le promoteur, celui-ci a volontairement proposé d'y contribuer financièrement.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Les travaux comprennent :

- Des travaux de voirie pour un montant estimatif de 49 262,88 €
- De la fourniture de mobiliers urbains pour un montant estimatif de 6 737,12 €
- Des travaux de signalisation pour un montant estimatif de 30 484,20 €
- De la fourniture de matériels de signalisation lumineuse pour un montant estimatif de 760,80 €

Soit une opération de travaux prévisionnellement estimée à 87 245 € TTC.

La participation de la société BOUYGUES IMMOBILIER s'élève à 36 000 € TTC.

En conséquence, et par la présente il est envisagé d'approuver la convention d'offre unilatérale de concours ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention d'offre unilatérale de concours avec la société BOUYGUES IMMOBILIER dans le cadre de l'aménagement viaire projeté boulevard Romain Rolland à Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention d'offre unilatérale de concours avec la société BOUYGUES IMMOBILIER dans le cadre de l'aménagement viaire projeté boulevard Romain Rolland à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 016-248/20/CT

■ CT1 - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille 1er et 6ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire

DGSDCT1I 20/18970/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole a été approuvé la création de l'opération d'investissement de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements).

Le Cours Lieutaud forme, avec le boulevard Garibaldi, un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant, du nord au sud, la Canebière au boulevard Baille.

Les multiples dysfonctionnements constatés (saturation automobile, inconfort des cheminements piétons, stationnement anarchique), ont mis en évidence la nécessité d'une requalification de l'axe avec les objectifs suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie, rendu possible par la mise en service de la rocade L2, intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires (Cours Julien et boulevards Thurner et Salvator) ;
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables ;
- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des emplacements pour les deux roues ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable, notamment par un projet de mise en lumière.

Par délibération VOI 003-2844/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements), pour un montant de 16M€ TTC.

Pendant les travaux qui se déroulent en deux tranches, plusieurs éléments imprévus sont intervenus :

- La nécessité de reprise des travaux concessionnaires ;
- La découverte de réseaux non répertoriés lors des études (réseaux RTE, ouvrage de la SERAM) qui ont conduit à des dévoiements de réseaux non prévus initialement ;
- Sécurisation des espaces publics : mise en œuvre de mobiliers urbains supplémentaires (potelets renforcés, borne de sécurité) demandés par la Préfecture de Police pour sécuriser les accès ;
- La création d'un réseau de stationnement intelligent à la demande de la Ville de Marseille.

L'ensemble de ces éléments nécessitent des travaux supplémentaires importants, notamment ceux liés aux réseaux sur la première section (bd Baille/rue Dieudé) nécessitant dès lors une augmentation des coûts des travaux et de maîtrise d'œuvre.

Le montant de la revalorisation nécessaire pour terminer l'opération a été estimé à 500 000 euros TTC.

Il est donc proposé la revalorisation et l'affectation de l'opération d'Investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements), pour un montant de 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence La délibération FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la création de l'opération d'investissement de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille 1er et 6ème arrondissements ;
- La délibération FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la création de l'opération d'investissement de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements) ;
- La délibération VOI 003-2844/17/CM du 19 octobre 2017, du Conseil de la Métropole approuvant l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements) ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation de l'opération d'Investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements), pour un montant de 500 000 euros TTC ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualisé les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille 1^{er}, 6^{ème} arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 017-249/20/CT

■ CT1 - d'un protocole transactionnel avec le groupement INGEROP Conseil et Ingenierie / ERIC GIROUD/ ENVEO concernant le marché de maîtrise d'oeuvre pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT1I 20/18900/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'opération de requalification du Port-Vieux de La Ciotat s'inscrivait dans la continuité des aménagements réalisés sur le boulevard Anatole France, afin de retrouver à terme, des espaces publics de qualité comme lieux de vie autour du port.

Le périmètre d'intervention couvrait une zone d'environ 15 000 m², comprise entre la rue Victor Giraud et le rond-point Pons.

Les aménagements réalisés sur les quais Ganteaume, de Gaulle et Mitterrand, ont permis de réduire l'espace de la voiture sur les quais, en restituant l'espace ainsi gagné aux piétons. Des revêtements qualitatifs en pierre ont été mis en œuvre depuis les façades des bâtiments jusqu'aux nez de quai, en différenciant les zones circulées et espaces piétons. La reconfiguration complète des terrasses des restaurateurs a également été intégrée au projet.

Le groupement INGEROP Conseil & Ingénierie (mandataire) / Eric GIROUD / ENVEO a été désigné attributaire du marché de maîtrise d'œuvre, lors de la commission d'appel d'offres du 26 janvier 2017.

Le marché n°T17/034 a été notifié le 13 mars 2017, pour un montant global de 412 322,25 €HT, deux tranches confondues.

Un avenant n° 1 a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre en date du 18 mars 2018, ayant pour objet de prendre en compte des reprises d'études et des prestations supplémentaires, et de fixer le forfait définitif de rémunération à l'issue des études d'Avant-Projet, portant le montant global du marché à 447 772,26 €HT.

Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, un avenant n° 2, a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre en date du 16 mai 2019, ayant pour objet d'intégrer des missions d'études complémentaires à l'issue de la phase de conception, portant le montant global du marché à 473 722,26 €HT.

Par courrier en date 31 août 2020, le groupement de maîtrise d'œuvre a adressé au Maître d'Ouvrage une demande de rémunération complémentaire, pour des prestations complémentaires intervenues en phase exécution depuis l'avenant n°2.

Le montant total de la réclamation présentée par le groupement s'élève à 40 825 €HT.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé au groupement, dans un courrier en date du 15 octobre 2020, de ramener ce montant à 31 700 €HT, soit 38 040 €TTC.

Le groupement ayant accepté cette proposition par courrier en date du 19 octobre 2020, il a été convenu qu'un protocole transactionnel serait établi pour permettre la rémunération des sommes acceptées par le maître d'ouvrage. Aussi, les parties au protocole, soucieuses de trouver une solution équitable à leur différend ont convenu de mettre fin à leur litige par référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil.

Par conséquent, le protocole transactionnel accepté par le titulaire permet de ramener le montant de la demande d'indemnisation initiale de 40 825 €HT à 31 700 €HT.

Ce protocole transactionnel est joint en annexe et sera soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n°T17/034 relatif à la maîtrise d'oeuvre de la requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement INGEROP Conseil & Ingénierie (mandataire)/Eric GIROUD/ENVEO le 31 août 2020, concernant le marché susvisé ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°T17/034, et entraîne que le groupement de maîtrise d'œuvre renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement INGEROP Conseil et Ingenierie (mandataire)/ERIC GIROUD/ENVEO concernant le marché n°T17/034 relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 018-250/20/CT

■ CT1 - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT1I 20/18953/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux ont une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions du **08 décembre 2020**, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des **09** demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), de la requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille ainsi que du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2020/11/42: LE CAFE DU COMMERCE du 26/03/2019 au 03/06/2020,
- CVM-2020/11/43: TRABUC du 12/02/2019 au 29/05/2020,
- CVM-2020/11/44: LE MARIUS du 21/10/2019 au 29/06/2020,
- CVM-2020/11/45 : LE PAIN DE L'OPERA du 12/02/2019 au 29/05/2020,
- CVM-2020/10/41 : LA DIVA du 28/06/2019 au 29/05/2020,
- LTD-2020/12/13 : PHARMACIE A2B du 02/06/2020 au 02/12/2020,
- LTD-2020/12/14 : PROPULS ACCESSOIRES du 11/03/2019 au 13/03/2020,
- LTD-2020/12/15 : VIVA SAMBA du 02/06/2020 au 02/12/2020,
- PJJLP-2019/12/14-2 : PRESTIGE MOBILE du 01/01/2020 au 01/12/2020

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2019/12/08	L'HEURE DE POINTE *	8 rue des Fabres 13001 Marseille	01/03/19 au 15/06/20	0,00	0,00	0,00	0,00
CVM-2020/06/15	LE DEPOT	4,Rue Saint-Saëns - 13001 Marseille	12/02/19 au 12/06/20	67 558,00 €	40 535,00 €	600,00 €	41 135,00 €
CVM-2020/06/18	LE KING	8 rue Bir Hakeim 13001 Marseille	26/09/19 au 07/02/20	15 057,00	9 034,00	1 000,00	10 034,00
CVM-2020/06/25	LE POINTU	18 cours d'Estienne d'Orves 13001 Marseille	12/02/19 au 30/06/19	43 646,00	26 188,00	1 500,00	27 688,00
CVM-2020/07/26	EUROPE HOTEL	12 rue Beauvau 13001 Marseille	12/02/19 au 31/05/20	30 893,00	18 536,00	1 350,00	19 886,00
CVM-2020/07/27	BURGER'S BANQUET	7-9 rue Molière 13001 Marseille	01/03/19 au 15/06/20	43 236,00	25 942,00	0,00	25 942,00
CVM-2020/08/31	CHAPELLERIE FELIO	4 Pl. Gabriel Péri 13001 Marseille	12/02/19 au 30/06/20	11 605,00	6 963,00	500,00	7 463,00
CVM-2020/08/32	LES LUNETIERS DAVSO	52, rue Francis Davso 13001 Marseille	19/02/19 au 30/06/20	18 244,00	10 946,00	0,00	10 946,00
CVM-2020/08/33	LA PANETTERIA	7, rue Bonneterie 13002 Marseille	21/10/19 au 30/06/20	35 899,00	21 539,00	0,00	21 539,00
CVM-2020/08/34	CARYNA TEXTILES	2 Pl. Gabriel Péri 13001 Marseille	12/02/19 au 30/06/20	28 311,00	16 987,00	600,00	17 587,00
CVM-2020/09/35	MINI CHIC	22 Square Belsunce - 13001 Marseille	12/08/19 au 31/12/19	4 419,00	2 651,00	600,00	3 251,00
TOTAL				298 868,00	179 321,00	6 150,00	185 471,00

Montant des indemnisations déjà accordées	324 720.00 €
Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille	510 191.00 €

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2020/02/08	PLANETE CASQUE CENTER	131, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	11/03/19 au 01/03/20	107,00	64,00	1 000,00	1 064,00
LTD-2020/06/10	SARL LIEUTAUD	73, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	01/11/19 au 13/03/20	4 844,00	2 906,00	0,00	2 906,00
TOTAL				4 951,00	2 970,00	1 000,00	3 970,00

Montant des indemnisations déjà accordées	113 347.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	117 317.00 €

Place de la République / Avenue J.Jaurès à Marignane

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
MRG-2020/07/06	AU PETIT BONHEUR	124, Avenue Jean Jaurès – 13700 Marignane	01/10/18 au 10/06/20	5 124,00	3 074,00	0,00	3 074,00
TOTAL				5 124,00	3 074,00	0,00	3 074,00

Montant des indemnisations déjà accordées	62 875,00 €
Total général chantier MARIGNANE II	65 949,00 €

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2020/07/17	LE TRAQUENARD	55 Place Jean Jaurès 13005 Marseille	01/11/18 au 31/05/20	19 255,00	11 553,00	0,00	11 553,00
TOTAL				19 255,00	11 553,00	0,00	11 553,00

Montant des indemnisations déjà accordées	278 330,00 €
Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE	289 883,00 €

Centre-Ville d'Aubagne

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AUB-2020/02/06	BOUTIQUE BABETH	9, avenue Loulou Delfieu – 13400 Aubagne	01/01/20 au 30/09/20	6 133,00	3 680,00	0,00	3 680,00
TOTAL				6 133,00	3 680,00	0,00	3 680,00

Montant des indemnisations déjà accordées	53 323.00 €
Total général chantier centre-ville d'Aubagne	57 003.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des **09** demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les **16** dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 8 Décembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Que le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

VOIMOB 019-251/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés à la seconde phase des travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille - Approbation d'une convention - Abrogation de la délibération FAG 021-6856/19/BM du 24 octobre 2019

**Avis du Conseil de Territoire
DPI 20/18736/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen au Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de concertation publique pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Par délibération FAG 035-5810/19/BM séance du 16 mai 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Dans la continuité de la première phase des travaux d'aménagement, la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille s'étend progressivement sur de nouveaux secteurs situés dans les premiers deuxièmes arrondissements de Marseille.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette nouvelle phase de travaux sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le périmètre d'application à ces nouveaux secteurs correspondants aux rues Pavillon et Vacon (entre les rues Paradis et Saint-Ferréol), Lulli (entre la rue Davso et la rue Sainte), du Jeune Anarchasis, Dumarsais, Davso (entre les rues Breteuil et Saint-Ferréol), Grignan (entre les rues Breteuil et Saint-Ferréol), Venture et de la Place aux Huiles, des rues Bonneterie, Barbusse (entre les rues Fiocca et Colbert), Neuve Saint-Martin et Fontaine d'Arménie. Le secteur Mazagran est également concerné avec les rues du théâtre français, Mazagran, Guy Môquet ainsi que la Place du Lycée Thiers.

En conséquence, un périmètre d'indemnisation relatif à ces nouveaux secteurs impactés défini en première instance a été mis à jour et joint à la délibération.

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille occasionneront des perturbations pour l'ensemble des entreprises riveraines. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marseille pour sa part poursuit son plan « Ambition Centre-Ville » en visant la rénovation de plusieurs aires urbaines situées au cœur de la ville lui permettant de devenir un lieu d'exception, emblématique, attractif et qualitatif. Les ambitions de la démarche "Ambition centre-ville" sont de repositionner le centre-ville comme pôle économique majeur à l'échelle de la métropole, d'améliorer l'attractivité résidentielle et d'affirmer le centre-ville comme lieu de destination.

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- D'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier,
- De les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- De leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- De les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- De délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération FAG 021-6856/19/BM du 24 octobre 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention avec la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille. Néanmoins, les services de la Ville de Marseille n'ont pu valider et signer dans les temps impartis cette convention. En conséquence, la mise en place d'un nouvel exécutif au sein de la Ville de Marseille conduit à soumettre à nouveau, au Bureau de la Métropole, une version actualisée de cette convention de partenariat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la constitution de la Commission Indemnisation Amiable Métropolitaine ;
- La délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- La délibération FAG 035-5810/19/BM du 16 mai 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et

professionnels riverains des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille et approuvant le périmètre relatif aux entreprises impactées par le chantier ;

- La délibération FAG 021-6856/19/BM du 24 octobre 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention ci-annexée avec la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à de nouveaux secteurs concernés par les travaux d'aménagement des espaces publics du centre-ville de Marseille est de nature à répondre à ce besoin ;
- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération concernant l'approbation de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés à la seconde phase des travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille - Approbation d'une convention - Abrogation de la délibération FAG 021-6856/19/BM du 24 octobre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 020-252/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable relative à la requalification de la place Jean-Jaurès à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPI 20/18737/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de concertation publique pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite du 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissement au sein des pôles du secteur de la Plaine.

Par délibération FAG 019-5318/19/BM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains du chantier de requalification de la Place Jean Jaurès à Marseille.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification de la place Jean Jaurès à la limite du 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissement, au sein des pôles du secteur de la Plaine

Par délibération FAG 038-5813/19/BM du 16 mai 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention avec la Ville de Marseille, la SOLEAM, la Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur relative aux mesures d'accompagnement proposées commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification de la place Jean Jaurès à Marseille (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissement). Néanmoins, les services de la Ville de Marseille n'ont pu valider et signer dans les temps impartis cette convention. En conséquence, la mise en place d'un nouvel exécutif au sein de la Ville de Marseille nous conduit à soumettre à nouveau, au Bureau de la Métropole, une version actualisée de cette convention de partenariat.

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification de la Place Jean Jaurès à Marseille occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, la Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CMIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marseille pour sa part, poursuit son plan « Ambition Centre-Ville » en visant la rénovation de plusieurs aires urbaines situées au cœur de la ville. Plus grande place de Marseille et deuxième espace public de la ville après le Vieux-Port, elle est le symbole de la typicité locale, l'emblème d'un Marseille historique. La place se mue en grande place méditerranéenne, polyvalente, piétonne et accessible. Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, transformer l'espace dédié à la voiture hier en un espace piéton demain, créer une place végétalisée sont les principaux objectifs de ces travaux d'aménagement de la Place Jean Jaurès.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- D'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises,

- De les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- De leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- De les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- De délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage ;
- La délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite du 1er, 5ème et 6ème arrondissement au sein des pôles du secteur de la Plaine ;
- La délibération FAG 019-5318/19/BM séance du 28 février 2019 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à la limite du 1er, 5ème et 6ème arrondissement, au sein des pôles du secteur de la Plaine, et approuvant le périmètre relatif aux commerces impactés par le chantier ;
- La délibération FAG 038-5813/19/BM du 16 mai 2019 portant l'approbation d'une convention de partenariat relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification du chantier de requalification de la place Jean Jaurès à Marseille (1er, 5ème et 6ème arrondissement) ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la SOLEAM, la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification de la place Jean Jaurès à Marseille (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable relative à la requalification de la place Jean-Jaurès à la limite des (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) - Abrogation de la délibération FAG 038-5813/19/BM du 16 mai 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 021-253/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPI 20/18741/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen au Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération VOI 001-4697/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le bilan de concertation préalable pour la requalification du cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

Par délibération FAG 020-5319/19/BM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

A cet égard, le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements a également été approuvé.

Par délibération FAG 037-5812/19/BM du 16 mai 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention avec la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements). Néanmoins, les services de la Ville de Marseille n'ont pu valider et signer dans les temps impartis cette convention. En conséquence, la mise en place d'une nouvelle équipe municipale et l'élection d'un nouvel exécutif au sein de la Ville de Marseille conduit à soumettre à nouveau, au Bureau de la Métropole, une version actualisée de cette convention de partenariat.

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification du cours Lieutaud occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de

la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CMIA et la prise en charge financière des indemnités proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marseille pour sa part, poursuit son projet de mutation de ses infrastructures routières pour apaiser son centre-ville qui remettra à neuf l'ensemble des voiries et des espaces publics traversés. Ces travaux d'aménagement permettront aux piétons de se réapproprier leur quartier et de mieux partager l'espace public avec les automobilistes et les cyclistes.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- D'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises,
- De les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- De leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- De les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- De délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.
- La délibération VOI 001-4697/18/CM du 18 octobre 2018 portant l'approbation du bilan de concertation préalable pour la requalification du cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements ;
- La délibération FAG 020-5319/19/BM du 28 février 2019 élargissant le périmètre de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable à l'opération de requalification du cours Lieutaud et approuvant le périmètre relatif aux commerces impactés par le chantier ;
- La délibération FAG 037-5812/19/BM du 16 mai 2019 portant l'approbation d'une convention de partenariat relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de rapport relatif à l'approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) – Abrogation de la délibération FAG 037-5812/19/BM du 16 mai 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 022-254/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable relative à la requalification du Boulevard Urbain Sud à Marseille 9ème et 10ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT1I 20/18955/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille.

Par arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016, le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique.

Par délibération FAG 042-7205/19/BM séance du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés dans le 10ème arrondissement de Marseille.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés dans le 10ème arrondissement de Marseille.

Les travaux d'aménagements de surface des tranchées couvertes du Boulevard Urbain Sud, qui se déroulent de juillet 2020 à juin 2021 entre le secteur Florian et la rue Verdillon, occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marseille pour sa part poursuit la requalification urbaine. Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, créer une harmonie visuelle, améliorer le partage de l'espace public, créer à court terme un espace cohérent et propice à la déambulation, offrir aux riverains un cadre de vie apaisé, améliorer la qualité de vie des noyaux villageois en les requalifiant, sécuriser les cheminements des piétons, tels sont les principaux objectifs de ces travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- D'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier,
- De les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- De leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- De les conseiller dans la constitution desdits dossiers,

De délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille 8^{ème}, 9^{ème} et 10 arrondissements de Marseille ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- L'arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016, le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique.
- La délibération FAG 042-7205/19/CM du 19 décembre 2019 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à la réalisation des travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés dans le 10ème arrondissement de Marseille. Il a également été approuvé le périmètre relatif aux professionnels impactés par les travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés dans le 10ème arrondissement de Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés dans le 10ème arrondissement de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Que le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable relative à la requalification du Boulevard urbain Sud à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 023-255/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement avec le département des Bouches du Rhône concernant la 1ère phase de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre l'échangeur Florian et Sainte Marguerite à Marseille 8ème, 9ème et 10ème arrondissements

**Avis du Conseil de Territoire
DPI 20/17957/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud. D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise qui vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, la Communauté urbaine avait approuvé la création et l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération d'investissement du BUS pour un montant de 300 000 000 d'euros pour les acquisitions foncières nécessaires au projet et la réalisation des travaux.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet de réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille (8ème, 9ème et 10ème arrondissements).

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a délivré l'arrêté d'Utilité Publique des travaux du BUS le 8 septembre 2016.

Afin d'obtenir des aides financières pour la réalisation de ce projet, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé par délibération VOI 001-1271/16/BM du 15 décembre 2016, la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la première phase d'aménagement de la section comprise entre Florian et Sainte Marguerite dont le coût prévisionnel est estimé à 161 000 000 d'euros HT.

Le Conseil départemental a accordé une subvention à la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 108 192 000 euros. Une convention de partenariat a été signée en ce sens le 31 août 2018.

Depuis lors, par délibération VOI 002-5694/19/BM du 28 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la réalisation de la section Florian-Boulevard Sainte Marguerite.

En effet, une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalise, pour le compte de la Ville de Marseille, les ouvrages et équipements qui relèvent d'une compétence communale : vidéo protection / vidéo verbalisation et création de 2 parcs urbains fermés de plus de 1 000 m², soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 8 161 823,59 euros TTC.

Il convient de réduire le montant subventionnable défini dans la convention de financement avec le département des Bouches-du-Rhône n°AC-008023, de signer un avenant à cette convention et procéder à la modification du plan de financement relatif à l'opération concernant la réalisation du BUS, afin de Préciser le nouveau plan de financement de la 1ère phase

.

FINANCEMENT	COUT HT	COUT TTC
Département		
Subvention sollicitée : 67,20%	103 621 378,79	124 345 654,55
Métropole AMP	50 577 101,55	60 692 521,86
Sous-Total Financement	154 198 480,34	185 038 176,41
Ville de Marseille	6 801 519,66	8 161 823,59
TOTAL FINANCEMENT	161 000 000	193 200 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- VOI 4/155/CC du 15 février 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération VOI 001-1271/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération VOI 002-5694/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'arrêté préfectoral d'utilité publique n° 2016-41 du 8 septembre 2016 ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à un avenant à la convention de financement avec le département des Bouches du Rhône relative à la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre l'échangeur Florian et le boulevard Sainte Marguerite à Marseille, afin de préciser le plan de financement de la 1^{ère} phase ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement avec le Département des Bouches du Rhône relative à la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 024-256/20/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension du Parking relais de la Fourragère à Marseille 12^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

DGSDCT11 20/18521/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération TRA 011-18/10/18 CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension du parking relais de la Fourragère à Marseille pour un montant de 10 000 000 euros HT.

Le prolongement de la ligne 1 du métro de Marseille de la station Timone jusqu'à la Fourragère (12^{ème} arrondissement) a été mis en service en mai 2010. Dans le cadre de cette opération, un pôle d'échanges et un parking-relais de 495 places à destination des usagers des transports en commun ont été prévus au niveau de la station terminus de la Fourragère.

Du fait de son emplacement stratégique, le parking atteint régulièrement sa capacité d'accueil maximale, entraînant une occupation généralisée des trottoirs et des espaces verts à proximité ainsi qu'une détérioration d'équipements et de mobiliers par les véhicules. Les conditions de circulation des piétons, des cycles et des voitures sont pénalisées par ces stationnements sauvages. Le développement de nouveaux services de bus (BHNS B4) et de cars express, dans le cadre de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine, va encore accroître l'attractivité de ce pôle d'échanges.

La Métropole AMP a donc lancé des études afin de créer une capacité de stationnement supérieure d'au minimum 800 places pour décongestionner le site. Cette extension se ferait par l'ajout de deux niveaux supplémentaires à créer au-dessus des niveaux du parking existant.

Au cours des études, et après concertation avec les services de secours, il est apparu nécessaire de modifier l'ensemble des issues de secours existantes. De ce fait, la masse des travaux à prévoir se voit augmentée.

Il est donc nécessaire de procéder à la revalorisation de l'opération d'Investissement portant sur l'extension du parking-relais de la Fourragère (Marseille, 12^{ème} arrondissement), pour un montant de 900 000 euros hors taxes et de porter ainsi le montant global de l'opération à 10 900 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 011-18/10/18 CM du 18 octobre 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension du parking relais de la Fourragère à Marseille ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est apparu nécessaire de modifier l'ensemble des issues de secours existantes ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation de l'opération d'Investissement portant sur l'extension du parking-relais de la Fourragère Marseille, 12^{ème} arrondissement, pour un montant de 900 000 euros hors taxes et de porter ainsi le montant global de l'opération à 10 900 000 euros HT ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet relatif à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension du Parking relais de la Fourragère à Marseille 12ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 025-257/20/CT

■ CT1 - Lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway Nord-Sud à Marseille - 2ème phase

Avis du Conseil de Territoire DMET 20/18396/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix Marseille Provence envisage de prolonger le réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à La Castellane, au Sud jusqu'à La Rouvière.

Une première phase d'extension du réseau de tramway est en cours de réalisation comprenant au Nord, un prolongement du réseau de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze et au Sud, un prolongement de 4,2 km entre Castellane et La Gaye, ainsi que la réalisation d'un ouvrage en superstructure sur le site de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais et un centre de remisage des rames.

La deuxième phase de ce projet d'extension consiste à prolonger le tramway de Marseille vers le Nord sur une longueur comprise entre 6,3 km et 7,1 km selon la variante de tracé retenue dans les 15ème et 16ème arrondissements, entre Gèze et La Castellane et vers le Sud sur 1,5 km dans le 9ème arrondissement, entre La Gaye et La Rouvière.

Le principe d'extension du réseau de tramway a été adopté par :

- délibération TRA 011-6416/19/CM, du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la deuxième phase de l'extension du réseau de tramway Nord-Sud, pour permettre la réalisation des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique.
- délibération TRA 004-7842/19/CM, du 19 décembre 2019 approuvant le programme détaillé de cette opération, présentant l'ensemble des objectifs de l'opération tramway ayant pour objet la deuxième phase du prolongement du réseau de tramway au Nord (La Castellane) et au Sud (la Rouvière) et la création d'un site de remisage de tramways.

Le projet permettra notamment la réalisation d'un grand axe Nord-Sud participant à l'atteinte des objectifs fixés par le PDU 2013-2023 et l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en matière de développement du réseau de TCSP. Le projet du PDU 2020-2030, arrêté le 19/12/2019, comprend également cette opération. Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de l'agglomération.

En proposant une liaison avec le centre-ville et avec les lignes structurantes (TER, Métro), l'extension du tramway permettra le désenclavement de nombreux quartiers prioritaires aujourd'hui peu accessibles en transports en commun, ainsi que la desserte de grands équipements et de pôles d'échanges multimodaux.

L'extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de répondre à la demande estimée à la mise en service. De nouvelles rames seront donc mises en service. Afin de permettre leur remisage et limiter les impacts sur l'exploitation, il est prévu de construire un centre de remisage supplémentaire au Nord de l'extension.

La réalisation de l'ensemble du projet est soumise à l'organisation d'une concertation préalable en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le code de l'urbanisme ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération TRA 011-6416/19/CM du 20 juin 2019 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille deuxième phase afin de permettre la réalisation des études ;
- La délibération TRA 004-7842/19/CM, du 19 décembre 2019 approuvant le programme détaillé de cette opération, présentant l'ensemble des objectifs de l'opération tramway ayant pour objet la deuxième phase du prolongement du réseau de tramway au Nord (La Castellane) et au Sud (la Rouvière) et la création d'un site de remisage de tramways ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de lancer la procédure de concertation préalable pour la deuxième phase des extensions nord-sud du tramway : au Nord entre Gèze et La Castellane et au Sud entre La Gaye et la Rouvière ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation du lancement de la concertation préalable relative au projet d'extension Nord -Sud du réseau de tramway de Marseille- 2e phase.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 026-258/20/CT

■ CT1 -Approbation du programme d'aménagement de la ligne 1 Littoral du Plan Vélo métropolitain, entre Arenc et Mourepiane, à Marseille 2ème, 15ème et 16ème arrondissements - Lancement d'un concours de maîtrise d'oeuvre

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 20/18991/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens de l'article L.1231-1 du Code des Transports, doit concourir au développement des modes de déplacement terrestre non motorisés.

Ainsi, par délibération du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé le Plan Vélo métropolitain, qui a pour ambition de doubler la part du vélo dans les modes de déplacements du quotidien.

Dans le cadre de ce plan ambitieux, la principale action consiste en la réalisation d'un réseau de lignes vélos sécurisées, constitué de 16 lignes réparties sur le territoire métropolitain, dont 8 à Marseille, soit un réseau de plus de 280 km à l'horizon 2030 et de près de 150 km dès 2024. Selon les sections concernées, la réalisation de ce réseau impose également une requalification plus large que le seul aménagement cyclable au vu des enjeux urbains et de l'impact de l'aménagement proposé.

Le tronçon compris entre les quartiers d'Arenc et de Mourepiane, long de 5,5 km environ, constitue un maillon de la ligne 1 nommée "Littoral", qui longe toute la façade maritime de Marseille sur plus de 23 km.

Ce tronçon se raccordera, au sud, à l'aménagement cyclable existant du quartier de La Joliette et, au nord, au futur aménagement porté par le Département des Bouches-du-Rhône sur la route départementale RD568, entre Mourepiane et le tunnel du Resquiadou.

L'itinéraire longe la zone portuaire de Marseille et emprunte les axes routiers suivants, du sud vers le nord : boulevard Euroméditerranée Quai d'Arenc, rue Saint-Cassien, boulevard des Bassins de Radoub, rue du Cargo Rhin Fidelity et chemin du Littoral (RD5).

Cet itinéraire constitue l'entrée nord-ouest de la ville, en parallèle de l'autoroute du littoral A55, et figure parmi les grandes radiales de Marseille qui collectent les flux depuis et vers le centre-ville ; c'est également l'itinéraire principal vers le quartier de l'Estaque et la commune du Rove. Il est connecté aux routes départementales RD5a et RD568, ainsi qu'à l'autoroute A55 par les diffuseurs de Cap Pinède et de Saint-André. L'itinéraire a un caractère très routier, présentant globalement des caractéristiques géométriques larges et des abords peu aménagés. Il n'existe pas d'aménagements en faveur des vélos et en l'absence de trottoir sur une grande partie de son linéaire, les circulations piétonnes sont malaisées.

La création de la piste cyclable devra répondre aux principes d'aménagement du Plan Vélo : il s'agira de créer une liaison directe, confortable et sécurisée, en proposant la séparation des modes et une géométrie adaptée à une vitesse élevée, l'objectif étant de permettre une vitesse moyenne de 15 à 20 km/h. Comme l'ensemble des lignes du Plan Vélo, cet aménagement visera à convaincre de plus en plus d'automobilistes que le vélo utilisé seul, ou en intermodalité avec les transports en commun, est un outil au service d'une meilleure mobilité et qualité de vie.

Outre la ligne sécurisée dédiée aux cyclistes, l'aménagement permettra de requalifier l'itinéraire par une insertion urbaine et paysagère de qualité. Il est ici question de rendre à cette entrée de ville un aspect urbain et paysager plus qualitatif, tout en préservant son rôle de desserte de Marseille par le nord-ouest. Ainsi, l'opération permettra de requalifier partiellement ou totalement la chaussée. Cela se traduira par une réorganisation de l'emprise à travers le nombre et la largeur des voies affectées à la circulation, la mise aux normes des cheminements piétons, le stationnement et les aménagements paysagers.

Le Plan de Déplacement Urbain approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2019, présente d'ailleurs cet itinéraire comme support du réseau vélo structurant et Boulevard Urbain Multimodal, dont l'objectif est de garantir, une circulation fluide des véhicules, des aménagements cyclables continus, et un minimum d'espaces publics garanti.

Par délibération TRA 002-6407/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Réalisation du réseau vélo » pour un montant total de 36 000 000 € TTC.

Les services de la Métropole ont conduit les premières réflexions et réalisé les études de diagnostic et d'intentions d'aménagement. Le programme d'aménagement ci-joint s'appuie sur ce travail préalable.

Les objectifs principaux de l'aménagement de la ligne 1 "Littoral" du Plan Vélo métropolitain entre Arenc et Mourepiane sont les suivants :

- Créer un aménagement cyclable confortable et sécurisé favorisant les déplacements alternatifs à la voiture ;
- Requalifier l'itinéraire afin de valoriser l'entrée de ville par une insertion urbaine et paysagère de qualité ;
- Apaiser l'ambiance routière en conservant un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie et un traitement qualitatif des grands carrefours ;
- Proposer un aménagement paysager de qualité notamment par la plantation d'arbres d'alignement ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux, avec des cheminements piétons confortables répondant aux normes PMR ;
- Selon les secteurs traversés, organiser le stationnement latéralement, intégrant des aires de livraison et des emplacements pour les deux roues.

Pour réaliser ce projet, il est envisagé le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre afin de choisir la meilleure réponse architecturale, paysagère, technique et économique en fonction des contraintes du site et des exigences du programme. Le coût d'objectif des travaux est établi à 16 200 000 euros TTC. Des prestations de maîtrise d'œuvre s'ajouteront à ce coût pour permettre la réalisation de cette opération.

Le mode d'attribution envisagé pour la maîtrise d'œuvre est une procédure restreinte, qui se décline ainsi :

1^{ère} phase : sélection de trois équipes au maximum sur références, compétences et moyens, après avis d'appel public à concurrence.

2^{ème} phase : concours sur esquisse, répondant aux objectifs énoncés dans le règlement et le programme du dossier de la consultation conformément aux dispositions du code de la commande publique article L2125-1 et suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder au choix du maître d'œuvre pour l'aménagement de la ligne 1 "Littoral" du Plan Vélo métropolitain entre Arenc et Mourepiane ;
- Que des objectifs ont été définis pour l'aménagement de cette ligne vélo et la requalification de l'espace public le long de cet itinéraire ;
- Qu'il convient de procéder à un concours de maîtrise d'œuvre restreint pour retenir le meilleur projet architectural et paysager.

DELIBERE

Article 1 :

Est décidé le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre restreint pour l'aménagement de la ligne 1 "Littoral" du Plan Vélo métropolitain entre Arenc et Mourepiane.

Article 2 :

Est approuvé le programme du concours présentant l'ensemble des objectifs de l'opération pour l'aménagement de la ligne 1 "Littoral" du Plan Vélo métropolitain entre Arenc et Mourepiane dans le cadre de l'opération n°2019103100 « Réalisation du réseau vélo » selon le budget rattaché au programme 18 et intitulé « Environnement et cadre de vie » Code AP 191180BP.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif de l'année 2021.

L'échéancier prévisionnel des crédits nécessaires à l'opération d'aménagement de la ligne 1 « Littoral » du Plan Vélo métropolitain entre Arenc et Mourepiane uniquement s'établit comme suit :

CP 2021 : 50 000 €

CP 2022 : 450 000 €

CP 2023 : 1 500 000 €

CP 2024 : 7 000 000 €

CP années ultérieures : 8 820 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 027-259/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de service relative à l'exploitation du parking du Rouet avec la commune de Carry-le-Rouet

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 20/18979/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

Dans ce cadre elle gère et exploite l'ensemble des parcs de stationnement publics sur son territoire. Compte tenu des contraintes de fonctionnement particulières du parking du Rouet, dues essentiellement, à sa forte attractivité saisonnière, la Métropole Aix-Marseille Provence et la Mairie de Carry-le-Rouet ont convenu par convention de service qu'il était préférable de confier l'exploitation de proximité de cet équipement à la commune.

Dans ce cadre, la Ville de Carry-le-Rouet, entretient et exploite par convention de service le parking, d'une capacité de 372 places, tandis que la Métropole assure la gestion de la régie financière, par ses propres moyens. Chaque année et au regard des justificatifs transmis, la Métropole rembourse à la Ville les frais de personnel et ceux inhérents à l'entretien de l'équipement et au gardiennage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport relatif à l'approbation de la convention de service avec la Commune de Carry- le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 028-260/20/CT

■ CT1 - Approbation de la modification de la gamme tarifaire Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques IRVE

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 20/18982/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

L'autopartage est une solution de mobilité mise en avant par les autorités organisatrices de mobilité pour permettre de diminuer le taux d'équipement en voiture particulière des ménages, et ainsi permettre d'améliorer la multimodalité des déplacements des administrés sur un ressort territorial.

Le PDU de la Métropole, dont le projet a été arrêté par délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 prévoit le développement de ce type de mobilité (action EP13)

Cependant, si l'autopartage se présente comme une solution de mobilité durable, celle-ci présente davantage encore d'intérêt si les véhicules partagés sont à motorisation propre, comme le sont les véhicules électriques.

Ainsi, il convient d'accompagner les opérateurs d'autopartage pour les inciter à convertir leurs flottes de véhicules à l'électro-mobilité. Pour ce faire, la Métropole propose de modifier la gamme tarifaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l' approbation de la modification de la gamme tarifaire Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE)

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 029-261/20/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 relatif à la convention conclue avec la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport aux sinistrés des logements évacués de Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 20/18981/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Ville de Marseille devant la mise en péril de certains bâtiments privés ou publics a pris la décision d'évacuer les personnes y habitant et de les reloger temporairement à ses frais.

Pour faciliter les déplacements dans la ville de ces personnes en grande difficulté, la Métropole a décidé de leur fournir gratuitement des titres transport leur permettant ainsi, de réaliser plus aisément les démarches indispensables à leur relogement et à la prise en charge de leurs différents dossiers administratifs.

Les bénéficiaires de ces titres de transport gratuits sont identifiés par la Ville de Marseille après l'instruction par ses services des dossiers de demande de titres gratuits.

Ainsi une convention entre la Métropole et la Ville de Marseille définissant ces modalités a été approuvée lors du Bureau Métropolitain du 28 mars 2019 et prolongée par avenant n°1 délibéré par la Métropole le 19 décembre 2019. Celui-ci s'achève le 31 décembre 2020.

A la demande de la Ville de Marseille, il est proposé de prolonger celui-ci jusqu'au 31 mars 2021 dans les mêmes conditions financières.

La Métropole prend en charge intégralement le coût lié à cette distribution de titre, laquelle est évaluée à 150 000€ par trimestre.

Il est demandé à la Ville de Marseille de fournir à la Métropole un justificatif hebdomadaire attestant de la quantité de titres distribués exclusivement aux sinistrés.

Durant ce premier trimestre 2021, la Métropole et la Ville de Marseille se rapprocheront pour prévoir le remplacement de ces titres 7 jours anonymes par un abonnement mensuel ou trimestriel gratuit reconductible sur carte nominative pour les sinistrés.

Une nouvelle convention prendra la suite de l'avenant à son échéance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n° 2 relatif à la convention conclue avec la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport aux sinistrés des logements évacués de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 030-262/20/CT

■ **CT1 - Affectation du produit des forfaits post-stationnement reversés par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon de Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 20/18980/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de la réforme nationale de dépenalisation décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les communes membres Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et Salon de Provence, compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré, des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie lors de leur Conseils Municipaux respectifs.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à son Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé, que les communes dont elles sont membres, encore compétentes en matière de voirie, conservent une partie du FPS afin de financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions approuvées lors du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018. Ces conventions sont arrivées à échéance le 31 décembre 2019. Dans ce cadre la Métropole et les communes de Marseille, Cassis et la Ciotat, se sont rapprochées afin de reconduire ces conventions pour les 5 futures années. Les communes de Salon-de-Provence, Martigues, Aubagne et Aix-en-Provence, ont souhaité prolonger les conventions actuelles pour une durée de 3 ans en considérant le report du transfert de la compétence voirie le 1^{er} janvier 2023. Conformément à la loi, le produit des forfaits post-stationnement reversé à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année, au mois d'octobre, l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu sur les exercices 2019 et 2020 sera alloué notamment au financement des opérations relevant du budget annexe transport relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;

- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'affectation du produit des forfaits post-stationnement reversés par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon de Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 031-263/20/CT

■ CT1 - du rapport d'activité 2019 du Déléataire de Service Public de l'exploitation du TUNNEL PRADO SUD à Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DGSDCT1I 20/18893/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revenait la gestion des tunnels routiers sur le territoire communautaire.

Par délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008 ont été approuvés le choix du délégataire de service public (la Société Prado Sud) ainsi que le contrat de concession n° 08/030 relatif à la réalisation et à l'exploitation du Tunnel Prado sud.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application des transferts de compétences, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.3 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2019 a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2019 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession de service public concernant le Tunnel Prado Sud à Marseille (8^{ème} et 10^{ème} arrondissements) ;
- Le contrat de concession n°08/030 du 6 mars 2008, notifié au titulaire, la Société Prado Sud, le 14 mars 2008 ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2019, produit par la Société Prado Sud ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2019 a été remis dans les délais impartis par le concessionnaire, la Société Prado Sud ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du Délégataire de Service Public pour le TUNNEL PRADO SUD à Marseille.

VOIMOB 032-264/20/CT

■ CT1 - du rapport d'activité 2019 du Déléataire de Service Public de l'exploitation du TUNNEL PRADO CARENAGE à Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DGSDCT1I 20/18895/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Maire de la Ville de Marseille, autorisé à signer par délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal, a conclu le contrat de concession de service public avec la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC), et confié à cette dernière le financement, la construction et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage pour une durée de 32 ans.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en application des règles relatives aux transferts de compétences, s'est substituée à la Ville de Marseille en 2003 et jusqu'au 31 décembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application de ces mêmes règles, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Elle exerce, à ce jour, la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble du territoire Aix-Marseille (CT1). A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur ce même territoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit, chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre VII (articles 48 à 53 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2019 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille, autorisant le Maire de Marseille à signer le contrat de concession du Tunnel Prado Carénage ;
- Le contrat de concession n°90-493 du 27 septembre 1990 dont est titulaire la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2019, produit par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC) ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2019 a été remis dans les délais impartis par le concessionnaire, la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du Déléataire de Service Public pour le TUNNEL PRADO CARENAGE à Marseille.

VOIMOB 033-265/20/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public INDIGO pour le parc de stationnement République à Marseille**

Information du Conseil de Territoire

DGMOB 20/18952/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, exerce la compétence, la réalisation et la gestion des parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Le parc de stationnement République est un ouvrage situé sous la rue de la République, comprenant, sur cinq niveaux enterrés, environ 800 places de stationnement pour les véhicules. Ce parc de stationnement a été réalisé par la Communauté Urbaine dans le cadre général de la requalification urbaine du quartier, initié par les collectivités locales, en cohérence avec le projet Euroméditerranée et en préalable à la réalisation du Tramway dans le secteur de la rue de la République à Marseille (2ème arrondissement).

Par délibération, TRA 3/685/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Vinci Park France devenue Indigo en 2015, en tant que Déléataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage du parking République. Le contrat, d'une durée de douze ans, a démarré le 9 octobre 2007.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence est saisi pour information du rapport du délégataire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport du délégataire.

VOIMOB 034-266/20/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public INDIGO pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille**

Information du Conseil de Territoire DGMOB 20/18956/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 4/1078/CC du 18 décembre 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de Délégation de Service Public et ses annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille. Ainsi, le contrat d'une durée de douze ans a démarré en 2007 et s'achèvera le 21 janvier 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être saisi pour information du rapport du délégataire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport du délégataire .

VOIMOB 035-267/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public Société du Park Vallier pour le parc de stationnement Vallier à Marseille

Information du Conseil de Territoire DGMOB 20/18961/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Fayat SA/Bec de Construction Provence/Jean Michel Battesti Architectes et Associés/Beterem Ingénierie, en tant que délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans le cadre d'une concession, du Parking Vallier. Conformément à l'article 10.1 du contrat de concession, le groupement concessionnaire pour mener à bien la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement, a créé une société dédiée, dénommée la Société du Park Vallier.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le rapport d'activité remis par le délégataire de service public ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du délégataire.

VOIMOB 036-268/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public INDIGO pour les parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille

Information du Conseil de Territoire

DGMOB 20/18962/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Castellane et Préfecture ont été transférés à Marseille Provence Métropole.

La Société Méditerranéenne de Stationnement (SMS), concessionnaire de ces parkings souterrains pour une durée de cinquante ans, dont la gestion est assurée par la Société Vinci Park Services, appartient au groupe Vinci Park devenu Indigo depuis 2015. Ce contrat de concession s'achèvera en 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le rapport d'activité remis par le délégataire ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du délégataire.

VOIMOB 037-269/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public INDIGO pour les parcs de stationnement de Gaulle et Jean-Jaurès à Marseille

Information du Conseil de Territoire

DGMOB 20/18963/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Charles De Gaulle et Jean Jaurès ont été transférés à Marseille Provence Métropole. La Société SOGEPARC devenue Vinci Park

depuis juillet 2006, puis Indigo depuis 2015, est délégataire de ces parkings souterrains pour une durée de 50 ans. Son contrat s'achèvera le 15 décembre 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le rapport d'activité remis par le délégataire de service public ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du délégataire.

VOIMOB 038-270/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DGMOB 20/18966/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport ci-après présenté pour avis au Conseil de Territoire .

Par contrat de délégation de service public en affermage n°19/04 notifié le 6 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Indigo l'exploitation, l'entretien et la maintenance du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille pour une durée de 7 ans à compter du 1er juillet 2019.

Dans le cadre du Contrat, le Délégataire doit réaliser les travaux d'amélioration de l'ouvrage et de ses équipements définis au programme de travaux. Au titre de celui-ci, il est prévu que le Délégataire procède au renouvellement des principaux éléments des trois ascenseurs d'accès au Parking Estienne d'Orves (ascenseurs Ballard, Centre et Huiles). Cependant, face à l'actuelle vétusté importante de ces installations, la Métropole s'est rapprochée du Délégataire en vue de leur remplacement à neuf par celui-ci.

Cette intervention, non-prévue dans le contrat de délégation de service public, engendre ainsi une nouvelle dépense financière qui sera supportée par la collectivité. Le délégataire aura lui la charge de mener les travaux nécessaires au remplacement des équipements dégradés.

Enfin, suite à la crise sanitaire liée à l'épidémie COVID-19, il est apparu nécessaire de reporter le début des travaux, qui aurait dû avoir lieu au mois de juin 2020, à une date ultérieure.

Afin de compenser cette nouvelle dépense, il est prévu de réduire la part de redevance fixe de l'année 2021 de 83 167€ HT

Cette modification n'entraîne pas d'augmentation du montant du contrat initial de délégation de service public.

Cet avenant est conclu conformément aux dispositions de l'article R. 3135-8.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport relatif à l'approbation de l'avenant 1 au contrat de DSP du parc de stationnement Estienne d'Orves.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 039-271/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public SAGS pour les parkings Verdun et Port de Plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat

Information du Conseil de Territoire DGMOB 20/18964/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 007-3631/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le choix du délégataire et la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/160, pour l'exploitation des parkings Verdun et Port de Plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat, confiée à la Société SAGS pour une durée de 10 ans.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Le rapport d'activité remis par le délégataire ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du délégataire ;

VOIMOB 040-272/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire du service public pour le service de transport de véhicules entre Marseille et l'Archipel du Frioul

Information du Conseil de Territoire DGMOB 20/18967/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 a approuvé le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le rapport d'activité remis par le délégataire de service public ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du délégataire.

VOIMOB 041-273/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port-MUCEM à Marseille 2ème arrondissement

Information du Conseil de Territoire DGSDCT1I 20/18883/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerce la compétence pour la réalisation et la gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, par délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté avait approuvé le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2^{ème} arrondissement).

Par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le Conseil de Communauté avait approuvé le choix de la Société Vinci Park France en tant que délégataire de service public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession (n° 09/149), de ce parc de stationnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1^{er} janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole : elle devient l'autorité délégante dans le cadre du contrat de concession n° 09/149 relatif au parc de stationnement Vieux-Port MUCEM.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de la Commission Consultative des Services publics Locaux suivant les dispositions de l'article L 1413-1 du Code général des Collectivités Territoriales.

Le Parc de stationnement Vieux-Port MUCEM est géré dans le cadre d'un contrat de concession passé initialement avec VINCI Park France, devenue société INDIGO Infra France en 2015 et qui s'achèvera le 04 novembre 2049. La capacité de cet ouvrage est de 700 places réparties en 4 niveaux de sous-sol.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2019 contient l'essentiel des informations exigées par le contrat de concession de service public et par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de Communauté, autorisant le Président de la Communauté urbaine à signer le contrat de concession de service public et ses annexes du parking Vieux-Port-Fort Saint Jean ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le contrat de concession n°09/149 du 29 octobre 2009 dont est le titulaire la Société Vinci Park France, qui a pris le nom depuis, de Société Indigo Infra France ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2019 a été remis par le concessionnaire, la Société Indigo Infra France.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour le parc de stationnement du Vieux-Port MUCEM à Marseille (2^{ème} arrondissement).

VOIMOB 042-274/20/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, Indigo Infra France et la Région concernant le Parc de stationnement Vieux-Port MUCEM

Avis du Conseil de Territoire.
DGSDCT11 20/18864/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par arrêté préfectoral du 27 mars 2007, a été arrêté le programme de la ZAC « Cité de la Méditerranée » réalisé par l'EPAEM, au sein duquel figure l'aménagement de l'esplanade du J4, sur laquelle ont été programmés, notamment le MUCEM, le Centre Régional de la Méditerranée, devenu Villa Méditerranée et un parc de stationnement de 700 places situé sous l'esplanade.

Pour la réalisation du parc de stationnement, une convention de partenariat et de financement avait été conclue le 21 décembre 2007 entre l'EPAEM et la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole (MPM), devenue la Métropole.

Aux termes de cette convention de partenariat et de ses annexes, il a été convenu que :

- Le parc de stationnement serait réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de MPM sous la forme d'une concession de service public ;
- L'EPAEM participerait au financement du parc de stationnement en versant à MPM une participation forfaitaire ;

La fiche de lot du terrain visée par le préfet le 25 juin 2008 annexée à l'acte d'acquisition du terrain par l'Etat auprès de l'EPAEM le 3 novembre 2010 précisait que les relations fonctionnelles entre le parc de stationnement d'une part, le MUCEM et la Villa Méditerranée d'autre part, étaient établies de la manière suivante : mitoyenneté entre le parc et les usagers, permettant ainsi les livraisons directes aux équipements par le niveau -1 du parc et gratuité des livraisons.

Aux termes d'une convention de concession de service public en date du 29 octobre 2009, notifiée le 5 novembre 2009, ont été déléguées au concessionnaire VINCI Park, devenu à ce jour INDIGO Infra France, la conception, la construction et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille.

Cependant, la concession en l'état des connaissances au moment de son lancement, ne prenait pas en compte la totalité du programme technique et notamment les interfaces fonctionnelles du parking avec le MUCEM et la Villa Méditerranée (propriété de la région Provence Alpes Côte d'Azur).

En conséquence, la Communauté Urbaine a dû réaliser en maîtrise d'ouvrage directe l'ouvrage de liaison du 1er niveau du parc de stationnement avec les sous-sols du MUCEM et de la Villa Méditerranée, dénommé « le Rameau », cette intercommunication étant destinée à permettre les livraisons de ces deux équipements culturels via le parc de stationnement et notamment, les livraisons des pièces et œuvres.

Ainsi, conformément aux dispositions de la convention de concession, le concessionnaire a pris en compte pour la conception et l'exploitation du parc de stationnement, l'accès des camions de livraison du MUCEM et de la Villa Méditerranée au 1er niveau du parking, cet accès devant impérativement se faire dans les conditions de hauteur libre et de sécurité requises et sans perturbation de l'exploitation normale du service public concédé.

Le parc de stationnement Vieux-Port MUCEM a été mis en service le 15 octobre 2012. L'ouverture au public du MUCEM est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013. L'ouverture du Rameau est intervenue en juin 2013 (arrêté d'autorisation d'ouverture en date du 31 mai 2013, suite à l'avis favorable émis par la Sous-Commission Départementale de sécurité en date du 24 mai 2013).

Depuis la mise en exploitation du Rameau, Vinci Park France, devenu Indigo Infra France, a assuré seul les charges d'exploitation correspondant à la participation de la Région (propriétaire de la Villa Méditerranée).

Après concertation, la Région Provence Alpes Côte d'Azur, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Indigo Infra France ont souhaité clarifier les modalités de participation de la Région aux coûts de fonctionnement du Rameau.

Un avenant a été passé entre la Métropole et le Concessionnaire du parc de stationnement, afin d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession et de prévoir les modalités de cette participation financière via un

mécanisme d'avance par la Métropole et de remboursement des deux usagers (MUCEM et Région-Villa Méditerranée) à la Métropole, ensuite.

Ces modalités nécessitent la passation d'un protocole transactionnel pour apurer les sommes dues au titre des exercices 2013 (à compter du mois de juin), à 2020 inclus, en ce qui concerne la Région (un premier protocole ayant déjà été passé avec le MUCEM à ce sujet).

L'objectif du protocole est de fixer le montant à payer par la Région à hauteur de 50 % des coûts d'exploitation exposés par le Concessionnaire pour la gestion des flux de livraison depuis l'ouverture du Rameau de liaison (de 2013 à 2016 inclus) les 50% restants, ayant été pris en charge par le MUCEM, deuxième usager du Rameau de liaison.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de concession n° 09-149 passé avec Vinci Park France, notifié à cette société le 5 novembre 2009 ;
- Le changement de dénomination de la société Vinci Park France devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant l'avenant n°3 à la convention de concession n° 09-149, ayant pour objet, notamment, d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend portant sur l'évaluation des coûts de fonctionnement du rameau de liaison devant être à la charge de la Région Provence Alpes Côte d'Azur pour la période de 2013 à 2020 incluse et d'en assurer le remboursement à la Métropole ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel relatif aux frais de fonctionnement du Rameau de liaison réalisé par la Communauté urbaine Marseille

Provence Métropole, entre le Parc de Stationnement Vieux Port MUCEM, la Région Provence Alpes Côte d'azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 043-275/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention tripartite de remboursement des coûts d'exploitation du rameau de liaison réalisé entre le Parc de Stationnement Vieux-Port MUCEM et la Villa Méditerranée

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT1I 20/19000/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par arrêté préfectoral du 27 mars 2007, a été arrêté le programme de la ZAC « Cité de la Méditerranée » réalisé par l'EPAEM, au sein duquel figure l'aménagement de l'esplanade du J4, sur laquelle ont été programmés, notamment le MUCEM, le Centre Régional de la Méditerranée, devenu Villa Méditerranée et un parc de stationnement de 700 places situé sous l'esplanade.

Pour la réalisation du parc de stationnement, une convention de partenariat et de financement avait été conclue le 21 décembre 2007 entre l'EPAEM et la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole (MPM), devenue la Métropole.

Aux termes de cette convention de partenariat et de ses annexes, il a été convenu que :

- Le parc de stationnement serait réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de MPM sous la forme d'une concession de service public ;
- L'EPAEM participerait au financement du parc de stationnement en versant à MPM une participation forfaitaire ;

La fiche de lot du terrain visée par le préfet le 25 juin 2008 annexée à l'acte d'acquisition du terrain par l'Etat auprès de l'EPAEM le 3 novembre 2010 précisait que les relations fonctionnelles entre le parc de stationnement d'une part, le MUCEM et la Villa Méditerranée d'autre part, étaient établies de la manière suivante : mitoyenneté entre le parc et les usagers, permettant ainsi les livraisons directes aux équipements par le niveau -1 du parc et gratuité des livraisons.

Aux termes d'une convention de concession de service public en date du 29 octobre 2009, notifiée le 5 novembre 2009, ont été déléguées au concessionnaire VINCI Park, devenu à ce jour INDIGO Infra France, la conception, la construction et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille.

Cependant, la concession en l'état des connaissances au moment de son lancement, ne prenait pas en compte la totalité du programme technique et notamment les interfaces fonctionnelles du parking avec le MUCEM et la Villa Méditerranée (propriété de la région Provence Alpes Côte d'Azur).

En conséquence, la Communauté Urbaine a dû réaliser en maîtrise d'ouvrage directe l'ouvrage de liaison du 1er niveau du parc de stationnement avec les sous-sols du MUCEM et de la Villa Méditerranée, dénommé « le Rameau », cette intercommunication étant destinée à permettre les livraisons de ces deux équipements culturels via le parc de stationnement et notamment, les livraisons des pièces et œuvres.

Ainsi, conformément aux dispositions de la convention de concession, le concessionnaire a pris en compte pour la conception et l'exploitation du parc de stationnement, l'accès des camions de livraison du MUCEM et de la Villa Méditerranée au 1er niveau du parking, cet accès devant impérativement se faire dans les conditions de hauteur libre et de sécurité requises et sans perturbation de l'exploitation normale du service public concédé.

Le parc de stationnement Vieux-Port MUCEM a été mis en service le 15 octobre 2012. L'ouverture au public du MUCEM est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013. L'ouverture du Rameau est intervenue en juin 2013 (arrêté d'autorisation d'ouverture en date du 31 mai 2013, suite à l'avis favorable émis par la Sous-Commission Départementale de sécurité en date du 24 mai 2013).

Depuis la mise en exploitation du rameau, Vinci Park France, devenu Indigo Infra France, a assuré seul les charges d'exploitation correspondant à la participation de la Région (propriétaire de la Villa Méditerranée).

Après concertation, la Région Provence Alpes Côte d'Azur, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Indigo Infra France ont souhaité clarifier les modalités de participation de l'Exploitant de la Villa Méditerranée (propriété de la Région) aux coûts de fonctionnement du Rameau.

Un avenant a été passé entre la Métropole et le Concessionnaire du parc de stationnement, afin d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession et de prévoir les modalités de cette participation financière via un mécanisme d'avance par la Métropole et de remboursement des deux usagers (MUCEM et Région-Villa Méditerranée) à la Métropole, ensuite.

Concomitamment à l'approbation d'un protocole transactionnel au bureau de ce jour pour apurer les sommes dues au titre des exercices 2013 à 2020 inclus, en ce qui concerne la Région, il convient par la présente délibération d'approuver la convention qui a pour objet de définir les modalités de remboursement par la SAS Grotte Cosquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, de sa part des avances que cette dernière versera au Concessionnaire du Parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à compter de 2021 et dont le montant annuel et les modalités d'indexation annuelle, sont fixés par l'avenant n° 3 au contrat de concession dudit parc de stationnement.

La SAS Grotte Cosquer intervient en tant qu'exploitant de l'équipement « La Villa Méditerranée » pour une durée de 25 ans à compter du 1^{er} janvier 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant l'avenant n°3 à la convention de concession n° 09-149, ayant pour objet, notamment, d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le contrat de concession n° 09-149 passé avec Vinci Park France, notifié à cette société le 5 novembre 2009 ;
- Le changement de dénomination de la société Vinci Park France devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La lettre de saisine de la Présidente Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application de la convention d'exploitation permet de définir les modalités de remboursement par la SAS Grotte Cosquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence de 50 % des coûts d'exploitation du rameau de liaison entre la Villa Méditerranée et le parking Vieux-Port MUSEM à compter de l'année 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation d'une convention tripartite de remboursement des coûts d'exploitation du rameau de liaison réalisé entre le Parc de Stationnement Vieux-Port MUSEM et la Villa Méditerranée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 044-276/20/CT

■ CT1 - Prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville vers Capitaine Gèze - Création d'un pôle d'échange multimodal Exonération des pénalités de retard dans le cadre du marché avec la Société OTIS

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 20/18977/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a notifié le 28 août 2013 à la société OTIS le marché n°13/169 relatif à la fourniture et installation des ascenseurs et monte-charge, fourniture d'une nacelle élévatrice dans le cadre de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville vers Capitaine Gèze – Création d'un pôle d'échanges multimodal.

Le montant des prestations tel qu'il résulte de l'état des prix forfaitaires et de la décomposition des prix forfaitaires s'élève à 599 000 € HT soit 716 404 TTC.

Un avenant n°1 a été notifié le 27 janvier 2014 à la société OTIS afin de préciser le délai global d'exécution du marché et de clarifier les modalités de démarrage des différents délais d'exécution. Le délai global d'exécution a été fixé à vingt mois à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage.

Un avenant n°2 a été notifié le 5 août 2015 à la société OTIS afin d'intégrer une prestation supplémentaire. Le montant du marché a été porté à 614 300 € HT soit 737 160 TTC.

Le marché a fait l'objet d'un constat d'achèvement des prestations en date du 27 novembre 2015. Cependant, la réception dudit marché n'a pu être réalisée que le 7 juillet 2017.

Il convient de rappeler que l'application des pénalités de retard intervient uniquement si les pénalités sont prévues par le marché et si la circonstance ayant conduit à leur application est imputable à l'entreprise titulaire du marché ou au sous-traitant. Les pénalités doivent être prévues par le cahier des clauses administratives particulières. A défaut, aucune pénalité ne peut être appliquée. Si ces deux conditions sont réunies, les pénalités de retard sont alors mises à la charge de l'entreprise. Le juge administratif a précisé que leur versement n'était pas subordonné à la réalité du préjudice subi par la collectivité (Conseil d'Etat, « Bonnet », 10 février 1971).

L'article 3.4.1 du cahier des clauses administratives particulières prévoit des pénalités pour retard dans l'exécution du délai partiel.

Cela étant, la possibilité de renoncer, partiellement ou totalement, aux pénalités de retard dues par le titulaire ou le sous-traitant est une faculté envisageable sous la réserve toutefois que cet abandon de créance ne puisse être assimilé à un avantage injustifié.

Pour ce faire, l'autorité délibérante peut prononcer l'exonération partielle ou totale par une délibération expresse qui, dans les conditions prévues à l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales, servira de pièce justificative au receveur municipal, personnellement et pécuniairement responsable du recouvrement des recettes (art. 60-1 de la loi du 23 février 1963 modifiée). Ce dernier pourra alors mettre à jour sa comptabilité en y inscrivant cet abandon partiel ou total de créance.

En application des dispositions de l'article 12.9 du Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent marché, la réception des prestations est conditionnée par l'exécution concluante d'essais d'ensemble ayant notamment pour but de vérifier l'intégration des ascenseurs et des monte-charges dans l'ensemble du prolongement du métro, de vérifier la cohérence des interfaces de commande et de contrôle avec le Poste de Commande Centralisée.

Ces essais ne peuvent toutefois être réalisés qu'après l'exécution de prestations relevant du marché courant faible CFA1 n°14/008 attribué au groupement conjoint INEO Provence et Côte d'azur (mandataire)/ INEO Infra UTS relatif notamment à la supervision et le contrôle-commande depuis le Poste de Commande Centralisé des équipements « terrain ».

Or il s'avère que l'exécution de ce dernier marché a fait l'objet de nombreux reports de délais qui ont mécaniquement retardé les essais d'ensemble conditionnant la réception des prestations du marché confié à la société OTIS.

Ainsi, les opérations de réception du marché n°13/169 de la société OTIS n'ont pu être réalisées que le 7 juillet 2017. Elles ont été concluantes.

En application des dispositions de l'article 3.4.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières dudit marché, le constat d'un retard de 582 jours par rapport à la date de réception contractuellement fixée, conduit à calculer un montant de pénalités de 119 174,20 euros soit 19,4 % du montant du marché.

Ainsi que l'indique la Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances dans une fiche du 1er avril 2019 sur les pénalités de retard dans les marchés publics : « L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de l'administration, à l'application duquel elle peut renoncer. Ce principe trouve particulièrement à s'appliquer lorsque le titulaire du marché est une TPE ou une PME, pour lesquelles la mise en œuvre des pénalités peut avoir de lourdes conséquences financières. La renonciation peut être unilatérale (par décision motivée de l'autorité compétente) ou contractuelle. La jurisprudence invite désormais l'acheteur à faire une application raisonnée des pénalités de retard ».

Il y a lieu précisément, au cas d'espèce, de faire une application raisonnée des pénalités de retard prévues dans le cadre de l'exécution du marché de la société OTIS.

Il apparaît, en effet, que le retard de réception constaté ne relève pas de la responsabilité de la société OTIS qui avait achevé ses prestations le 27 novembre 2015, soit dans un délai ne justifiant pas de pénalisation.

L'intégralité du retard de réception est la conséquence directe et exclusive des reports de délai opérés dans le cadre de l'exécution du marché courant faible CFA1 n°14/008 dont l'achèvement de certaines des prestations conditionnait les essais d'ensemble préalables à la réception des travaux de la société OTIS.

Il serait dans ces conditions inéquitable et non conforme à l'esprit des dispositions contractuelles prévoyant une pénalisation du retard pris par l'entreprise dans l'exécution de son marché, d'appliquer une pénalité à la société OTIS.

Il y a lieu, en conséquence, de renoncer totalement à l'application des pénalités de retard à la société OTIS dans le cadre de l'exécution du marché n°13-169.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les pièces du marché n°13/169 ;
- Le procès-verbal de réception du marché n°13/169 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, au droit de laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a conclu le marché n°13/169 avec la société Otis relatif à la fourniture et installation des ascenseurs et monte-charge, fourniture d'une nacelle élévatrice dans le cadre de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville vers Capitaine Gèze – Création d'un pôle d'échanges multimodal ;
- Que le marché a fait l'objet d'un constat d'achèvement des prestations en date du 27 novembre 2015 ;
- Que la réception des prestations est intervenue le 7 Juillet 2017 ;
- Qu'en application des dispositions de l'article 3.4.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières dudit marché, le constat d'un retard de 582 jours par rapport à la date de réception contractuellement fixée, conduit à calculer un montant de pénalités de 119 174,20 euros soit 19,4 % du montant du marché ;
- Que le retard de réception constaté ne relève pas de la responsabilité de la société OTIS mais est la conséquence directe et exclusive des reports de délai opérés dans le cadre de l'exécution du marché courant faible CFA1 n°14/008 attribué au groupement conjoint INEO Provence et Côte d'azur (mandataire)/INEO Infra UTS dont l'achèvement de certaines des prestations conditionnait les essais d'ensemble préalables à la réception des travaux de la société OTIS ;
- Qu'il convient de renoncer totalement à l'application des pénalités de retard à la société OTIS dans le cadre de l'exécution du marché n°13-169.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération en approuvant l'exonération totale des pénalités de retard encourues par la société OTIS pour un montant de 119 174,20 euros au titre du marché n°13/169 relatif à la fourniture et installation des ascenseurs et monte-charge, fourniture d'une nacelle élévatrice dans le cadre de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville vers Capitaine Gèze – Création d'un pôle d'échanges multimodal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 045-277/20/CT

**■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération :
Marignane - Aménagement de l'avenue de Lacanau
DRMVEP 20/19034/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole prend en charge l'aménagement de l'avenue de Lacanau sur le territoire de la commune de Marignane.

Compte-tenu de la longueur importante de l'avenue Lacanau, celle-ci a été scindée en plusieurs tronçons :

- Lacanau « Ouest » : tronçon situé de l'avenue du 8 mai 1945 à l'allée des Oliviers,
- Lacanau « Centre » : tronçon situé entre le carrefour giratoire de l'allée des Oliviers et le carrefour des Blés.
- Lacanau « Est » : tronçon situé entre le carrefour des Blés jusqu'à l'avenue Henri Dunant

L'aménagement en cours de réalisation, permettra notamment de réaliser des cheminements piétonniers sécurisés en élargissant les trottoirs et en adaptant les devers, d'aménager un parking public, de réaliser ou d'améliorer le réseau pluvial, de sécuriser les pistes cyclables et remodeler les espaces verts.

Le montant de l'affectation de l'autorisation de programme (AP) a été fixé par délibération n°VOI 003-154/12/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 13 février 2012 à 2 000 000 € TTC.

Compte tenu de l'avancement des opérations de travaux sur les trois tronçons de l'avenue de Lacanau, il est nécessaire d'envisager l'affectation globale de cette autorisation de programme à hauteur de 5 020 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue de lacanau sur la commune de Marignane.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l'affectation de l'opération n° 2011105900 intitulée « Marignane – Aménagement de l'avenue de Lacanau » pour un montant de 3 020 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 2 000 000 euros à 5 020 000 euros, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 111141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2021 et suivants :

Opération 2011105900 - Autorisation de Programme 111141BP

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Antériorité : 1 578 681,06 euros

Année 2021 : 250 000 euros

Année 2022 et suivantes : 3 191 318,94 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 046-278/20/CT

■ CT1 - Présentation du projet de fret ferroviaire métropolitain - Prise en considération du résultat des études et sollicitation de cofinancements pour poursuivre le projet

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 20/19062/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par son étendue et sa configuration, connaît d'importants flux de biens et de personnes, sources de multiples nuisances (pollutions, congestions).

Afin de participer à l'allègement du trafic de poids lourds (notamment liés à l'activité portuaire), de favoriser le développement économique et la relance du fret ferroviaire (en renforçant la complémentarité entre le routier, le maritime, le ferroviaire et le fluvial), de lutter contre la pollution de l'air et le réchauffement climatique, un projet novateur de service public de fret a été étudié par les services métropolitains depuis octobre 2016 sur la base des principes arrêtés dans l'Agenda de la mobilité métropolitaine puis repris dans le projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole .

Sa création permettrait à la Métropole de proposer un projet novateur pour le fret ferroviaire et structurant pour le territoire qui nécessitera une contribution multipartenaires pour équilibrer d'importants investissements.

- Un projet novateur pour le fret ferroviaire métropolitain, dans un contexte national de relance de l'économie

- Une impulsion locale forte

Il existe un fort potentiel de développement du fret ferroviaire en France, qui ne représente aujourd'hui que 10% de part de marché, alors qu'elle est de 18% en Allemagne et de 30% en Autriche.

Le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'inscrit au cœur de la troisième région logistique française. Il est donc soumis à d'importants flux de marchandises. Source de dynamisme économique, ils entraînent également de nombreuses nuisances en raison du recours massif au transport routier. Ce dernier est largement plébiscité en raison de sa souplesse et de sa compétitivité tarifaire par rapport aux alternatives ferroviaires et fluviales. Il représente plus de 10 000 poids lourds circulant chaque jour sur les routes et autoroutes de la Métropole.

L'essor du Grand Port Maritime de Marseille va se poursuivre avec une augmentation des flux de conteneurs d'ici 2030, qui doit croître de 1.4 millions à plus de 3.5 millions de conteneurs annuels.

Les projets routiers de liaison entre Fos – Salon et la finalisation de la liaison Martigues-Port de Bouc accompagneront cette augmentation du fret routier dans le secteur ouest.

Cette croissance n'est cependant pas absorbable, de façon soutenable, par les seules infrastructures routières. Le développement des flux est au contraire une opportunité pour massifier les flux logistiques et rendre compétitives les alternatives à la route.

- Une opportunité unique, rendue possible par l'évolution récente du cadre législatif

Or en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité, la Métropole est, depuis 2016, compétente pour créer un service public de transport de marchandises sur son ressort territorial, sous réserve de deux critères cumulatifs qui fondent son intervention (article L. 1231-1-1 du code des transports) :

- Un constat d'inexistence, d'insuffisance ou de d'inadaptation de l'offre privée ;
- Une réponse à des objectifs de réduction de la congestion urbaine, des pollutions et nuisances affectant l'environnement.

Il ressort de l'étude de faisabilité du SPFF une offre relativement faible et un marché peu adapté sur les deux périmètres suivants :

- Concernant le secteur intérieur du territoire de la métropole, seules deux offres existent, opérées par des entreprises ferroviaires (EF) :
 - Le transport de bauxite entre Fos Mole central et Gardanne
 - Des transports de brouettage de wagons sur la ZIP de Fos
- Concernant les transports locaux sur le territoire métropolitain en continuité d'un parcours de longue distance par le mode ferroviaire, il est à noter la présence d'EF sur deux activités principales :
 - Les liaisons entre Miramas et des Installations Terminales Embranchées industrielles
 - La Liaison entre la gare de Graveleau et les terminaux maritimes.

Le service public envisagé dans la présente délibération ne proposera pas de lignes là où le marché assure déjà des services. Il se positionnera de manière complémentaire sur des champs spécifiques comme la logistique urbaine :

- qui nécessite une organisation globale et relève de la politique de la Métropole et du pouvoir de police des Maires (réglementations en matière de circulation, de stationnement, Zone à faibles émissions mobilité).
- qui rencontre une réelle difficulté organisationnelle du fait des problématiques de volumes et des mutualisations nécessaires.

- Un projet structurant pour le territoire métropolitain : des études de faisabilité juridiques et techniques qui confirment la viabilité du projet sous certaines conditions :

Afin de définir la viabilité de ce projet, plusieurs réflexions ont été conduites dans le cadre de ce projet, depuis 2019. Les conclusions de l'étude juridique l'étude de faisabilité juridique relative à la création d'un service public de fret ferroviaire a mis en exergue des points de vigilance pour la création du service :

- Les limites du ressort territorial de la Métropole

L'article L 1231-1-1 du code des transports limite la compétence des Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM) à « leur ressort territorial », en application du principe de spécialité territoriale.

Toutefois, certaines lignes de fret pertinentes pour la desserte du Grand Port s'étendent sur le territoire d'autres collectivités compétentes voisines, en particulier vers Saint Martin de Crau, ligne qui ressort comme la plus pertinente.

Deux conditions sont nécessaires pour permettre à la Métropole de régir l'organisation du SPFF en dehors de son territoire et d'en confier l'exploitation à son opérateur in house :

- Création d'un service public de fret ferroviaire par les autorités organisatrices de mobilité concernées, sous réserve des deux critères : poursuite des objectifs de décongestion et de dépollution et preuve d'une carence de l'initiative privée

- Conventionnement entre ces autorités organisatrices et la Métropole, organisant une délégation de compétence

Il est proposé que la Métropole se rapproche des intercommunalités voisines pour leur proposer un travail commun sur cette base.

- Sur la pratique des prix inférieurs aux coûts du service

En effet, le respect du droit de la concurrence par les personnes publiques suppose que, lorsqu'elles sont opérateurs, elles ne perturbent pas le libre jeu de la concurrence.

Pour ne pas être sanctionné par le droit de la concurrence, le SPFF pourra proposer des prix volontairement bas à condition de démontrer l'absence de volonté d'éviction des concurrents.

Une saisine de l'Autorité de la Concurrence est préconisée pour s'assurer de l'absence de distorsion de concurrence.

Les conclusions de l'étude technique économique et commerciale font apparaître un besoin d'aides publiques pour rendre viable un tel service car le coût de revient est trop important pour concurrencer la route.

Le service proposera de transporter tout type de marchandises (vrac, containers, ordures ménagères de compétence MAMP, matières dangereuses ...)

Il utilisera les infrastructures ferroviaires existantes mais nécessite d'aménager les plateformes suivantes : Saint Martin de Crau (hors AMP), Miramas, Marseille Nord et Marseille Saint Marcel.

Une montée en charge progressive permettra d'ajuster le dispositif en fonction des résultats constatés, avec la création possible de quatre lignes entre 2022 et 2026 :

- La ligne Fos-Saint Martin de Crau (2022)
- La ligne Fos-Clesud (2022)
- La ligne Fos-Arles – Miramas/Gardanne (2024)
- La ligne Miramas/Marseille (2025)

La première ligne qui pourrait être mise en place en raison de son potentiel de trafic captable est la ligne Fos-Saint Martin de Crau.

Pour accéder au marché de la distribution urbaine, le fret ferroviaire devrait bénéficier des incitations et contraintes sur les circulations (création de Zones à Faibles Emissions mobilité, réglementation des livraisons...) dans les centres urbains. Le service public de fret doit être une composante d'un schéma global de logistique et de transport de marchandises en ville (schéma en cours d'étude) qui intègre notamment l'aménagement des accès des centres villes pour les marchandises. La mise en place de ZFEm et les contraintes sur la circulation, notamment l'extension de la piétonisation des centres, qui se développe dans les principales villes, permettront d'envisager de déployer ces services dans des conditions économiquement réalistes.

La réussite du projet suppose que soient pris en compte tous les facteurs susceptibles de créer un risque pour la bonne marche de l'opération.

Il conviendra donc :

- D'une part d'assurer un contact étroit et permanent avec tous les acteurs du transport de marchandises au niveau local : entreprises ferroviaires, au premier rang desquelles la SNCF, transporteurs routiers, logisticiens, ... L'objectif est de faire en sorte que la mise en œuvre de ce projet très innovant soit bien considérée comme un acte positif pour toute la profession ;
- D'autre part d'approfondir la connaissance du marché potentiel révélé par l'étude de faisabilité réalisée. Certes plusieurs chargeurs ont confirmé, par écrit, leur intention d'utiliser le service et, plus globalement, nous disposons de perspectives commerciales encourageantes mais il convient de les conforter, par un contact permanent avec les chargeurs et par une projection plus précise des niveaux de remplissage des trains, en particulier pour les premières lignes à lancer

- Un projet bénéfique pour préserver le cadre de vie des métropolitains et contribuer au développement économique du fret

Ce projet profitera au territoire, à ses habitants et à l'activité économique au sens large. Il permettra entre autres de trouver un point d'équilibre avec les initiatives privées en mettant en place le maillon manquant entre l'offre « grandes lignes » et les futures plateformes de logistique urbaine. Il entrainera ainsi une valorisation du fret ferroviaire dans son ensemble et contribuera au maintien des infrastructures ferrées comme la gare de triage de Miramas.

L'objectif principal du projet reste de réduire le trafic de poids lourds ou en tous cas de modérer sa croissance. Jusqu'à 330 poids lourds seront évités quotidiennement selon les axes, principalement sur le secteur ouest de la Métropole et sur les accès nord de Marseille, ce qui représente un gain de plus de 4 200 tonnes de CO2 par an. Sur toute la durée de vie du projet c'est plus de 100 millions d'euros d'externalités négatives qui seront économisés a minima par la collectivité au sens large, si l'on prend en compte la réduction de la pollution, de la congestion et les économies d'entretiens d'infrastructures routières. Le montant des externalités est calculé sur la base de la situation actuelle, si rien n'était fait. La situation sera bien évidemment encore plus dégradée et les coûts pour la société plus élevés d'ici 25 ans.

- Une contribution indispensable de plusieurs partenaires pour équilibrer d'importants investissements

- Le SPFF repose sur des subventions d'investissement versées au départ, et amortissables sur des périodes très longues de l'ordre de 25 à 30 ans, correspondant essentiellement au matériel roulant acheté (locomotives, wagons, caisses mobiles, reachstacker). Ainsi, ce montage permet de diminuer les coûts fixes caractérisant le ferroviaire et présente l'avantage de pouvoir garantir une politique tarifaire stable sur une durée longue, caractéristique indispensable pour obtenir la confiance des futurs clients du SPFF. A contrario, aucune aide ou subvention d'exploitation ne sera demandée dans cette organisation. L'achat de matériel roulant devrait être subventionné à 50%, tandis que les travaux d'infrastructures seront subventionnés à hauteur de 80%.

Les aménagements nécessaires portent principalement sur les sites pour un montant de 23 millions d'euros. L'achat de matériel représente quant à lui un montant de 82 millions d'euros. Le projet représente ainsi un total estimé à 105 millions d'euros d'investissements.

Ce projet porté par la Métropole nécessitera également de mobiliser plusieurs programmes d'aides publiques à l'investissement, qu'ils portent sur le matériel (aides à la transition énergétique) ou sur les infrastructures. Il ne pourra se concrétiser qu'avec l'obtention de ces financements.

Ainsi, pourront être mobilisés :

L'Europe via la poursuite du Pacte Vert avec les Appels à Projets portant sur les infrastructures et les innovations.

L'Etat dans le cadre du plan de relance du fret ferroviaire annoncé en septembre 2020, pour soutenir l'investissement dans les projets d'infrastructures. Sachant que ce projet a rencontré l'intérêt réitéré du Délégué interministériel à la mission Méditerranée-Rhône-Saône, qui voit dans ce service une réelle opportunité pour le territoire et un projet qui fait sens à l'échelle de l'axe.

La Région dans le cadre de ses compétences en matière de mobilité et d'aménagement du territoire, notamment pour les infrastructures, sera également sollicitée. A ce titre la Métropole pourra proposer l'inscription du projet de service public de fret ferroviaire dans le prochain Contrat de Plan Etat Région en cours de négociation.

Le Département, pourrait également être sollicité au titre de l'aide aux communes.

Enfin, dans le cadre du dispositif des certificats d'économie d'énergie, il semble également possible d'obtenir des financements

Le travail préparatoire mené depuis 2016 permet aujourd'hui, si les financements sont réunis, de lancer rapidement ce service, qui pourrait ainsi s'inscrire dans le cadre du plan de relance de l'Etat, qui cherche des projets mûrs et opérationnels.

Les services de la Métropole et de ses partenaires travaillent désormais pour identifier le meilleur outil juridique qui permettra de porter le projet et de bénéficier d'un maximum de financements.

La Caisse des Dépôts s'est proposée d'accompagner les services de la métropole pour identifier le montage le plus adapté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sujet régulièrement à des dépassements des seuils de pollution qui affectent la santé et le cadre de vie de ses habitants ;
- Que le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est marquée par une pollution atmosphérique notamment de dioxyde d'azote ;
- Que la principale source de pollution au dioxyde d'azote est le secteur des transports routiers ;
- Que l'offre de fret ferroviaire sur de courtes distances n'est pas développée au regard de son manque de compétitivité structurel par rapport au mode routier ;
- Que l'Etat souhaite redynamiser le secteur du fret ferroviaire, notamment dans le cadre du plan de relance ;
- La compétence de la Métropole en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité ;
- La possibilité ouverte par la loi pour la Métropole « d'organiser ou contribuer au développement des services de transport de marchandises et de logistique urbaine, en cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadaptation de l'offre privée, afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et les nuisances affectant l'environnement » ;
- Les conclusions de l'étude technique, économique et commerciale pour la création d'un service public de fret ferroviaire (2019).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet portant sur la présentation du projet de fret ferroviaire métropolitain – Prise en considération du résultat des études et sollicitation de cofinancements pour poursuivre le projet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-279/20/CT

■ CT1 - Rapport annuel 2019 sur le Prix et la Qualité du Service Public de Prévention et de gestion des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
DAJA 20/19024/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

1 – Rappel du contexte

Depuis le 1^{er} janvier 2016, par décret 2015-1085 du 28 août 2015, l'ex Communauté Urbaine de Marseille et les quatre ex Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, de Salon-Etang de Berre-Durance, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues et l'ex SAN Ouest Provence ont été regroupées pour créer la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Compétence en matière de déchets :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et gestion des déchets. Par délibération n°HN 088-219/16/CM, le Conseil de Métropole du 28 avril 2016 a délégué aux Conseils de Territoire l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés. Le schéma de prévention et de gestion des déchets de la Métropole reste une compétence de la Métropole.

Dans ce cadre, chaque Conseil de Territoire a élaboré un rapport d'activité pour l'année 2019.

Le présent document reprend en synthèse le contenu des rapports des six Territoires, joints en annexe, afin de retranscrire l'activité déchets à l'échelle de la Métropole.

Evolution sur le contenu réglementaire du rapport annuel :

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le décret N°2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité du Service public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (RPQSPGDMA).

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire en matière de performances techniques et économiques du service public.

Cela se traduit par un ensemble d'indicateurs techniques et par l'expression des coûts dans la matrice de référence utilisée par l'ADEME. Tous les indicateurs sont basés sur des populations INSEE en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L2224-5 du CGCT, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport annuel d'activité déchets 2019 métropolitain est présenté en Conseil de Métropole.

2 – Contenu du rapport annuel 2019

La rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence de la Métropole et matière de déchets ménagers notamment :

- la présentation des Territoires constituant la Métropole, leur population, les actions en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,

- les actions de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques et du traitement en ISDnD et par incinération des déchets résiduels,
- les mesures prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets à l'échelle de la Métropole.

3 – Les chiffres et indicateurs d'activité 2019

3.1 – Indicateurs de moyens : territoire desservi, moyens humains, matériels et installations

La Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe 92 communes et compte plus de 1,8 millions d'habitants soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône.

Pour assurer les services de proximité à la population, ce sont environ 2 500 agents en régie et plus de 860 véhicules et matériels techniques qui sont déployés sur tout le Territoire.

Le parc de contenants de pré-collecte comprend de l'ordre de 444 000 bacs, 7 700 dispositifs aériens pour collecter les recyclables et les ordures ménagères, 1 765 dispositifs enterrés et 1 177 bacs gros volumes implantés sur l'ensemble du territoire.

Sur l'ensemble de la Métropole, 58 déchèteries offrent un service de proximité basé sur l'apport volontaire des habitants.

19 centres de transfert répartis sur tout le territoire métropolitain permettent de limiter les transports et ainsi d'agir en faveur de l'environnement mais également d'optimiser les coûts de transport des déchets.

Les centres de tri utilisés pour trier les recyclables issus des différentes collectes sélectives des six Territoires sont au nombre de 4, situés sur le périmètre de la Métropole et aux alentours.

Les centres de traitement utilisés pour les déchets résiduels (enfouissement et/ou incinération) sont au nombre de 9 situés sur le périmètre métropolitain et aux alentours.

3.2 – Indicateurs de tonnages pris en charge

Au total, sur le territoire de la Métropole, ce sont plus de 1 199 422 tonnes de déchets ménagers et assimilés qui sont pris en charge par les différents services des Territoires, soit 640 kg/habitant/an.

Le tableau suivant présente le bilan des déchets ménagers et assimilés gérés sur le territoire métropolitain.

Sur l'ensemble de ces tonnages :

- 37 % partent en valorisation matière et organique,
- 31 % partent en valorisation énergétique,
- 32% partent en enfouissement.

	Bilan des déchets ménagers et assimilés (DMA)				
	Tonnages collectés	Tonnage valorisé matière	Tonnage valorisé organique	Tonnage valorisé énergie	Tonnage enfoui
Tonnages d'ordures ménagères	697 952	9 079	51 028	359 308	278 538
Tonnages de la collecte sélective	74 128	65 921	0	4 925	3 281
Tonnages de la collecte séparative	4 667	2 186	2 415	60	6
Tonnages des déchèteries	363 738	204 204	82 427	9 086	68 021
Tonnages des encombrants collectés et des apports divers sur sites de traitement	58 937	19 365	9 802	1 131	28 639
Métropole Aix-Marseille-Provence	1 199 422	300 756	145 671	374 509	378 485

3.3 – Répartition des tonnages pris en charge

La répartition des tonnages pris en charge par la Métropole est la suivante :

- 58 % sont constitués d'ordures ménagères soit 372,5 kg/hab/an,
- 7 % sont issus de la collecte sélective et séparative soit 42 kg/hab/an,
- 30 % sont issus des collectes en déchèteries soit 194 kg/hab/an,
- 5 % sont constitués des collectes des encombrants au porte à porte et d'autres apports divers et/ou issus des services techniques acheminés directement ou indirectement (hors tonnages des professionnels) vers les différentes installations et unités de gestion des déchets, soit 31,5 kg/hab/an.

3.4 – Indicateurs financiers

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, en particulier le décret de décembre 2015 a instauré obligation de transparence des coûts en demandant de préciser des indicateurs financiers dans le rapport annuel. Le décret impose l'expression des coûts par flux dans une matrice de référence similaire à celle de l'ADEME.

La matrice, fondée sur une méthode de comptabilité analytique, permet de restituer les coûts sous forme de ratios en euro par tonne et en euro par habitant pour chacun des différents flux pris en charge par le service public des déchets.

Depuis 2016, les six Territoires utilisent cette méthode afin de constituer la matrice métropolitaine. Le travail d'harmonisation sur la présentation des coûts s'est ainsi poursuivi.

Le coût complet global de la compétence sur le territoire de la Métropole (hors Territoire du Pays Salonais qui, suite à une cyberattaque ayant entraîné la perte de la totalité des données de la Direction Déchets, ne dispose pas de ces éléments d'information) est de 196 € TTC/habitant/an ou de 308 € TTC/tonne.

La coût aidé (coût qui laisse apparaître le « reste à financer » du service par la TEOM), la redevance spéciale (RS), l'emprunt ou le budget général.

Sur l'ensemble de la Métropole (hors Territoire du Pays Salonais qui, suite à une cyberattaque ayant entraîné la perte de la totalité des données de la Direction Déchets, ne dispose pas de ces éléments d'information), le coût aidé de la compétence est de 179 € TTC/habitant/an ou de 281 € TTC/tonne/an.

Le montant global des dépenses de l'activité déchets est de 357,5 K€ pour 2019.

Les dépenses d'investissement cumulées de l'activité sur les 6 Territoires est de 42,7 K€.

4 – Les actions fortes de 2019

Que ce soit au niveau européen ou français, la prévention des déchets est une action prioritaire dans les modes de gestion des déchets.

Au niveau métropolitain, cette priorité est reprise dans le schéma de gestion des déchets, délibéré par le conseil de la Métropole le 19 octobre 2017, et dans le plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés (PMPDMA), approuvé lors du conseil de Métropole du 19 décembre 2019. Ce plan, réalisé au terme d'une démarche coordonnée entre les territoires, et en accord avec le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés, a pour finalité de :

- 1- Réduire les déchets produits et collectés sur le territoire et ainsi apporter une réponse à la saturation des exutoires de traitement et à l'augmentation programmée des coûts de traitement ;
- 2- Harmoniser les pratiques de prévention des déchets sur la Métropole afin d'offrir aux habitants des solutions homogènes et permettre d'engager un changement de comportements;
- 3- Participer à l'ouverture de la gestion des déchets vers une économie circulaire en stimulant une nouvelle logique où les déchets ne sont plus considérés comme des déchets mais bien comme des ressources.

Il constitue la première étape de l'objectif 2035 d'une Métropole zéro déchet zéro gaspillage. L'ambition de la Métropole est d'engager un changement de comportement de tous les acteurs du territoire dans une logique d'économie circulaire afin de limiter au maximum la part de déchets enfouis ou incinérés.

Le plan de prévention métropolitain fixe, en accord avec le plan régional de prévention et gestion des déchets, l'objectif de réduction de 10 % du ratio de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2015. Cet objectif est décliné au sein des 6 territoires.

C'est donc dans ce cadre que les actions ont été menées durant l'année 2019.

Plus précisément,

> Sur le Territoire de Marseille Provence :

L'année a été marquée par l'arrêt de la collecte sur les zones d'activités (ZA) et par la nouvelle réglementation de la redevance spéciale.

Le Territoire a poursuivi les actions en termes de précollecte (extension des conteneurs enterrés dans le centre-ville piétonnisé), de mise en place de la collecte latérale avec les bacs gros volumes, de renouvellement de marchés relatifs à la fourniture (et parfois de maintenance) de bacs de collecte latérale, de colonnes enterrées, de colonnes aériennes, d'ascenseurs de bacs, de bacs roulants et de lavage de mobilier urbain (intérieur et extérieur), de déploiement de la collecte sélective sur les plages, de déploiement d'outils de gestion informatique et numérique pour le développement de projets améliorant le suivi et la qualité des missions d'exploitation en régie et en privé, de mise en place d'une collecte spécifique des sapins de Noël et de collecte des encombrants renforcée avec le déploiement de 9 bennes l'après-midi. Le Territoire de Marseille Provence a également réalisé de nombreux travaux sur les déchèteries et harmonisé les horaires d'ouverture de ces sites pour offrir une meilleure lisibilité aux usagers. De nombreuses actions d'information et de sensibilisation auprès des habitants en termes de prévention et réduction des déchets et de tri et valorisation des recyclables ont également été réalisées.

> Sur le Territoire du Pays d'Aix :

L'année a été marquée par l'arrêt de la collecte des Déchets d'Activité Economique sur les zones d'activités (ZA), par des actions menées en termes de prévention des déchets avec la poursuite des actions de réduction des biodéchets, d'aides pour les structures de réemploi et de ressourceries, d'amélioration de la performance du tri, de mise en place et/ou de réhabilitation des dispositifs enterrés. Des travaux de modernisation du centre de transfert de La Parade à Aix en Provence, ont permis de passer du mode de transfert des déchets par compaction au mode de transfert des déchets par remorques FMA (Fond Mouvant Alternatif). Un quai supplémentaire est également construit dans le cadre de ces travaux afin de permettre le transfert des produits de la collecte sélective via les remorques FMA. Mise en place d'un nouveau service de collecte de l'amiante lié sur 4 déchèteries. Sur le site de l'Arbois, l'éco plateforme de valorisation des matériaux réalisée en collaboration avec la société Durance Granulats permet la fourniture de l'ensemble des matériaux nécessaire à l'exploitation et aux différents aménagements structurels du site par son efficacité et valide la mise en œuvre du concept d'économie circulaire sur le site. En 2019, les lixiviats produits sont traités sur le site. Ce traitement autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2018, est basé sur le principe de concentration de la pollution.

> Sur le Territoire du Pays Salonais :

L'année a été marquée par la mise en place de l'extension des consignes de tri à tous les emballages (films, pots et barquettes en plastiques et petits aluminiums type capsules de café) au 1^{er} janvier 2019. S'en est suivie une

campagne de communication de grande envergure qui a permis de remobiliser les habitants du territoire autour du geste de tri et d'augmenter la collecte sélective par le captage de nouveaux matériaux mais aussi par l'effet d'entraînement sur les emballages historiquement recyclés. Le déploiement de la collecte sélective en porte-à-porte s'est poursuivi sur près de 800 foyers de Berre l'Etang, initiant la collecte sélective en bacs individuels sur cette commune. Pour les déchèteries, un box permettant de stocker le compost a été mis en place sur la déchèterie de Salon de Provence, un quai supplémentaire a été créé sur la déchèterie de Mallemort et une aire de stockage des bennes a été aménagée à la déchèterie de Lamanon. Des actions de sensibilisation ont également été réalisées au travers d'animations ciblées compostage, lombricompostage, lutte contre le gaspillage alimentaire, réduction à la source, réutilisation ou recyclage ainsi que 2 interventions en déchèteries pour sensibiliser les usagers à la valorisation des déchets verts.

> Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

L'année a été marquée par la mise en place des moyens administratifs et humains nécessaires au service pour l'acquisition des composteurs par le Territoire et la prise en compte d'une formation aux habitants au moment de leur distribution, l'optimisation des circuits de collecte des ordures ménagères, la poursuite de la densification du parc de conteneurs enterrés, le renouvellement du parc de véhicules, la poursuite du groupe de travail « Les Voisins TriBien » et l'étude pour la mise en place des extensions des consignes de tri des plastiques sur 2020. Pour la prévention, la poursuite de l'exploitation de la Ressourcerie « Le Dirigeable » en partenariat avec EVOLIO et la poursuite des actions de compostage individuel et collectif ainsi que celles contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire primaire.

> Sur le Territoire d'Istres Ouest Provence :

Les principales actions menées concernent le lancement d'une campagne de communication sur le tri, l'optimisation de la collecte des cartons sur Istres, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, la mise en place d'une benne pour le mobilier usagé sur la déchèterie de Miramas, le lancement d'une étude de faisabilité pour la création d'une nouvelle déchèterie à Istres, la rénovation et l'installation de ponts à bascule sur le centre de transfert, la réalisation de différents travaux d'entretien et d'amélioration dans les déchèteries et centres de transfert, l'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers et le lancement d'importants marchés publics. La prévention des déchets a été abordée, par les Ambassadeurs de tri, lors des sensibilisations dans les écoles sur la thématique des déchets.

> Sur le Territoire du Pays de Martigues :

Les principales actions menées concernent la poursuite des actions en terme de prévention avec la distribution de composteurs, la poursuite de l'étude pour la mise en place dans le quartier de Saint-Roch à Martigues, de colonnes semi-enterrées pour les ordures ménagères et les recyclables, le maintien de la certification ISO 14001 pour le centre de traitement des déchets du Vallon du Fou et les déchèteries de la Couronne et de Croix-Sainte et le projet des extensions des consignes de tri (ECT) pour une mise en place en 2020 en collaboration avec le service communication du territoire.

Des études menées en 2019 pour des travaux en 2020 sur le dégazage de l'alvéole n°2 de l'ISDnD du Vallon du Fou pour le captage du biogaz, l'installation du système de prétraitement des lixiviats de l'ISDnD, pour permettre la baisse de polluants avant le traitement par la station d'épuration (STEP) et l'installation d'un système de prétraitement du biogaz sur la torchère de l'ISDnD du Vallon du Fou afin de baisser les polluants avant rejets atmosphériques.

A l'échelle de la Métropole, de nombreuses mesures sont prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets. Ces actions, présentes sur tous les Territoires, regroupent des actions de lutte contre le réchauffement climatique, de prévention de la biodiversité, de plan d'actions réduisant les accidents du travail et améliorant les conditions de travail des agents, des démarches de certification ISO pour certaines installations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole et mis à la disposition du public ;
- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce service.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-joints, pour l'exercice 2019.

PED 002-280/20/CT

■ **CT1 - Approbation de la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et de propreté sur le périmètre du Conseil de Territoire de Marseille-Provence**

Information du Conseil de Territoire DTD 20/18945/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 28 mars 2011 et 18 juillet 2014, il a été approuvé la détermination de tarifs visant à facturer :

- la mise à disposition de dispositifs de collecte et de traitement de déchets recyclables mors de manifestations,
- les prestations générées ou demandées par les usagers en matière de collecte des déchets et/ou de propreté.

Egalement, suite à la réorganisation du Pole Propreté et le transfert de la Direction de la Propreté et du Cadre de Vie des missions liées à la collecte sélective, toutes les prestations liées à la collecte sélective et à la propreté ont été regroupées dans une même base de tarification.

Par délibération du 13 décembre 2018, il a été convenu de réviser l'ensemble de ces tarifs par une formule de révision de prix annuelle, sans qu'il soit nécessaire de délibérer chaque année sur de nouveaux tarifs.

Il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la mise à jour de cette grille tarifaire et de définir la clause de révision de prix qui s'appliquera chaque année à cette grille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et propreté ;
- Qu'il convient d'approuver la formule de révision de prix applicable à cette grille tarifaire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et propreté et de la formule de révision de prix applicable à cette grille tarifaire.

PED 003-281/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Création de deux techno-centres et un centre technique métropolitain pour l'accueil des activités du Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets

Information du Conseil de Territoire DTD 20/18934/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DEA 006-1868/17/CM du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2017106900 relative à l'aménagement d'un centre technique Métropolitain sur le site de Rivoire et Carret à Marseille pour un montant de 43 200 000€TTC. Un échange foncier avec la Ville de Marseille, acté en 2015 a permis à la Métropole de disposer de la maîtrise complète du site Rivoire et Carret et envisager ainsi une opération d'envergure pour créer un Centre technique Métropolitain destiné à regrouper activités techniques et opérationnelles.

Aujourd'hui le projet a substantiellement évolué et nécessite la création d'une nouvelle opération, plus large, ainsi que la clôture de l'opération initiale, qui devrait être arrêtée à hauteur de 2 700 000€TTC. La clôture de l'opération n°2017106900 fera l'objet d'une délibération spécifique.

En effet, afin de moderniser et optimiser les différentes activités du Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets, il apparaît opportun de réorganiser les espaces alloués aux différentes Directions du Pole. Il est ainsi prévu, en plus de la création d'un centre technique métropolitain sur le site de Rivoire et Carret, la création de 2 Techno-centres, l'un au Sud (lieux dit Rabatau) et l'autre au Nord (lieux dit Cabucelle).

Ces deux techno-centres (Nord et Sud) accueilleront des garages, des ateliers, une station-service, des zones de stockages et des bureaux. Le Centre Technique Métropolitain Est, en plus des éléments cités ci-dessus (hors station-service), permettra de regrouper l'ensemble des effectifs des directions afférentes du Pole Propreté. Il s'agit d'activités et de personnel tant opérationnels qu'administratifs. L'objectif à terme de cette mutualisation et modernisation est le regroupement des moyens entre les différentes directions du Pôle afin de gagner en efficacité en matière d'organisation et d'optimiser l'occupation des espaces pour ce qui concerne bureaux, zones de travail et de stockage. Les couts de location actuels seraient supprimés.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la « Création de deux Techno-centres (Nord et Sud) et un Centre Technique Métropolitain Est destinés à accueillir l'ensemble des activités du Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets » pour un montant total de 62.000.000 T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création de deux Techno-centres (Nord et Sud) et un Centre Technique Métropolitain Est destinés à accueillir l'ensemble des activités du Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets pour un montant total de 62.000.000 T.T.C
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création de deux Techno-centres (Nord et Sud) et un Centre Technique Métropolitain Est destinés à accueillir l'ensemble des activités du Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets pour un montant total de 62.000.000 T.T.C.

PED 004-282/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Acquisitions d'équipements nécessaires à la prévention et la réduction à la source des déchets

Information du Conseil de Territoire DTD 20/18935/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'investissement 2015112900 : « Acquisition de conteneurs pour la collecte sélective » arrivant à terme, il convient de la renouveler. Celle-ci permettait notamment l'acquisition de composteurs (individuels, lombricomposteurs ou collectifs) afin de valoriser la ressource « biodéchets ».

Afin de donner plus de lisibilité et visibilité aux actions du Pôle Propreté, cadre de vie et valorisation des déchets en matière de prévention et de réduction de déchets à la source, une opération d'investissement est spécifiquement créée. Elle comprend dans un premier temps l'acquisition de composteurs et sera élargie par la suite à l'acquisition de tout autres équipements relatifs à cette action.

En effet, par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA). L'axe 3 de ce plan, qui en compte 4, est la valorisation de la ressource « biodéchets » et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Il s'agit de valoriser la ressource « biodéchets » en développant le compostage auprès des habitants afin de baisser le volume de biodéchets et déchets verts collectés en mélange par la collectivité et ainsi réduire les coûts de gestion de ces déchets.

Le territoire Marseille Provence est engagé dans la promotion du compostage depuis plusieurs années et, en lien avec les objectifs du plan métropolitain de prévention des déchets, souhaite amplifier cette démarche avec la mise en place d'un plan compost ambitieux.

Ce plan, à destination des habitants, s'articule autour de la mise à disposition de composteurs ainsi que d'un accompagnement à leur utilisation à partir de guides méthodologiques et d'une adresse mail dédiée aux questions relatives au compostage.

Afin de répondre au plus grand nombre d'habitants plusieurs solutions de compostage sont proposées avec des objectifs forts fin 2025 :

-> 25% des foyers individuels équipés de composteurs individuels ou lombricomposteurs;

-> 340 sites collectifs ou partagée installés.

La création de cette opération plus large s'accompagnera de la clôture de l'opération citée ci-dessus.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition d'équipements nécessaires à la prévention et la réduction des déchets à la source, d'un montant de 1 350 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition d'équipements nécessaires à la prévention et la réduction des déchets à la source, d'un montant de 1 350 000 euros TTC.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au rapport relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition d'équipements nécessaires à la prévention et la réduction des déchets à la source, d'un montant de 1 350 000 euros TTC.

PED 005-283/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Création de centres opérationnels de propreté sur certaines communes du territoire Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
DTD 20/18938/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à la volonté des communes de Gignac-la-Nerthe, Marignane et Saint-Victoret de récupérer les sites dédiés aux antennes de la propreté, le Conseil Métropolitain a voté en 2017 l'acquisition de parcelles sur la commune de Gignac-la-Nerthe, l'objectif de cette acquisition étant la construction d'un centre opérationnel de la propreté opérant sur ces 3 communes.

Ce centre opérationnel doit disposer de bureaux afin d'accueillir le personnel administratif, et de vestiaires dédiés aux agents techniques. Le site disposera également d'une aire de stationnement (pour les véhicules des agents ainsi que pour les véhicules de collecte), d'une aire de lavage des véhicules de collecte et d'un lieu de stockage de sel de déneigement.

Cette démarche de centre opérationnel ayant vocation à opérer sur 3 communes permet une optimisation et une mutualisation des moyens humains et matériels dédiés. Cette même logique sera adoptée pour la création de 2 autres centres opérationnels de propreté dont les lieux sont à déterminer.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création de centres opérationnels de propreté sur certaines communes du territoire Marseille Provence pour un montant total de 9.000.000 T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création de centres opérationnels de propreté sur certaines communes du territoire Marseille Provence pour un montant total de 9.000.000 T.T.C ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au rapport relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création de centres opérationnels de propreté sur certaines communes du territoire Marseille Provence pour un montant total de 9.000.000 T.T.C.

PED 006-284/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Création de centres d'apport volontaire déchèteries sur le territoire de Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
DTD 20/18939/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de donner plus de lisibilité et de souplesse à son plan pluriannuel d'investissement, le Pôle Propreté, cadre de vie et valorisation des déchets simplifie et rationalise celui-ci en regroupant au sein d'une même opération des thématiques similaires.

C'est dans ce cadre qu'une opération d'investissement relative à la création de centres d'apport volontaire est créée. Elle comprend :

- L'opération d'investissement 2016104003 : « Etude et foncier techno centre Ouest » ayant pour objet la création d'une déchèterie commune à Marignane, Châteauneuf les Martigues et Gignac la Nerthe. Chacune de ces communes de la zone ouest du CT Marseille Provence possède une déchèterie implantée sur son territoire. Leur configuration est souvent exiguë, inadaptée à une fréquentation importante dépendante de la saisonnalité, et de surcroît peu propice à un tri optimal de l'ensemble des flux de déchets.

Par ailleurs, parmi ces sites, les installations de Marignane et Châteauneuf-les-Martigues sont implantées sur des terrains qui n'appartiennent pas à la Métropole. Compte tenu de la proximité géographique de ces 2 déchèteries auxquelles on peut rajouter celle de Gignac-la-Nerthe, il est proposé pour remplacer ces 3 installations, la création d'un nouveau centre fonctionnel, adapté au volume global d'activité de cette partie de territoire. Elle sera implantée, après acquisition du foncier nécessaire au cœur de la zone ouest du territoire Marseille Provence de la Métropole AMP.

- La création d'une déchèterie-ressourcerie située à proximité des Fabriques afin d'absorber les déchets des habitants environnant à savoir les fabriques, la ZAC Littoral ainsi que les alentours. Ce projet nécessite au préalable l'acquisition d'un foncier de 4 000m².

La création de cette opération d'investissement s'accompagnera de la clôture de l'opération 2016104003 et sera par la suite élargie à tous projets relevant de cette thématique.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création de centres d'apport volontaire sur le territoire de Marseille Provence, d'un montant de 7 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création de centres d'apport volontaire sur le territoire de Marseille Provence, d'un montant de 7 000 000 euros TTC ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte au rapport relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la Création des centres d'apport volontaire déchèteries sur le territoire Marseille-Provence.

PED 007-285/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Acquisitions d'équipements nécessaires à la collecte sélective

Information du Conseil de Territoire

DTD 20/18940/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les opérations d'investissement liées à l'acquisition d'équipements nécessaires à la collecte sélective arrivant à terme, il convient de les renouveler. Elles étaient les suivantes :

- Opération 2015109100 : « Acquisition d'engins de collecte » ayant pour objet de permettre le renouvellement des engins destinés à la collecte,
- Opération 2015109200 : « Installation mécanique, acquisition d'outillage et de grosse pièces détachées pour la réparation du matériel et des engins de collecte » ayant pour objet de permettre à la DLoFT d'acquérir le nécessaire à la réparation et la maintenance des engins de collecte. Celle-ci dispose, en effet de ses propres ateliers et garages dédiés.
- Opération 2015112900 : « Acquisition de conteneurs pour la collecte sélective » ayant pour objet l'acquisition de colonnes d'apports volontaires et de bacs de collecte sélective afin de maintenir et développer le parc mis à disposition des usagers.
- Opération 2015112000 : « Conteneurisation des déchets » ayant pour objet l'acquisition de plusieurs types de bacs : en postes fixes, individuels de différentes contenances, ou à collecte latérale. Cette opération permet également des créer, supprimer ou modifier les emplacements nécessaires à ces différents bacs.
- Opération 2015113100 : « Acquisition globale d'équipements spéciaux » comprenant d'une part les dispositifs enterrés et d'autre part les équipements de collecte latérale mono opérateur. Cette opération permet la fourniture, les travaux et la maîtrise d'œuvre nécessaire à l'implantation de ces dispositifs spécifiques.

Afin de donner plus de lisibilité et de souplesse à son plan pluriannuel d'investissement, le Pôle Propreté, cadre de vie et valorisation des déchets simplifie et rationalise celui-ci en regroupant au sein d'une même opération, l'ensemble de ces opérations.

La création de cette opération plus large s'accompagnera de la clôture de l'ensemble des opérations cités ci-dessus.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition d'équipements nécessaires à la collecte sélective pour un montant total de 8.000.000 T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative l'acquisition d'équipements nécessaires à la collecte sélective pour un montant total de 8.000.000 T.T.C ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au rapport relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative l'acquisition d'équipements nécessaires à la collecte sélective pour un montant total de 8.000.000 T.T.C.

PED 008-286/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Acquisitions d'équipements nécessaires à la collecte des ordures ménagères résiduelles

Information du Conseil de Territoire

DTD 20/18941/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les opérations d'investissement liées à l'acquisition d'équipements nécessaires à la collecte des OMR arrivant à terme, il convient de les renouveler. Elles étaient les suivantes :

- Opération 2015109100 : « acquisition d'engins de collecte » ayant pour objet de permettre le renouvellement des engins destinés à la collecte,
- Opération 2015109200 : « Installation mécanique, acquisition d'outillage et de grosse pièces détachées pour la réparation du matériel et des engins de collecte » ayant pour objet de permettre à la DLoFT d'acquérir le nécessaire à la réparation et la maintenance des engins de collecte. Celle-ci dispose, en effet de ses propres ateliers et garages dédiés.

- Opération 2015112000 : « Conteneurisation des déchets » ayant pour objet l'acquisition de plusieurs types de bacs : en postes fixes, individuels de différentes contenances, ou à collecte latérale. Cette opération permet également de créer, supprimer ou modifier les emplacements nécessaires à ces différents bacs.
- Opération 2015113100 : « Acquisition globale d'équipements spéciaux » comprenant d'une part les dispositifs enterrés et d'autre part les équipements de collecte latérale mono opérateur. Cette opération permet la fourniture, les travaux et la maîtrise d'œuvre nécessaire à l'implantation de ces dispositifs spécifiques.

Afin de donner plus de lisibilité et de souplesse à son plan pluriannuel d'investissement, le Pôle Propreté, cadre de vie et valorisation des déchets simplifie et rationalise celui-ci en regroupant au sein d'une même opération, l'ensemble de ces opérations.

La création de cette opération plus large s'accompagnera de la clôture de l'ensemble des opérations cités ci-dessus.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition d'équipements nécessaires à la collecte des OMR pour un montant total de 25.000.000 T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative l'acquisition d'équipements nécessaires à la collecte des OMR pour un montant total de 25.000.000 T.T.C
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte du rapport relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour l'acquisition d'équipements nécessaires à la collecte des ordures ménagères résiduelles pour un montant total de 25.000.000 T.T.C

PED 009-287/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Acquisitions d'équipements nécessaires à l'entretien et la propreté des voies

**Information du Conseil de Territoire
DTD 20/18942/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les opérations d'investissement liées à l'acquisition d'équipements nécessaires à l'entretien et la propreté des voies arrivant à terme, il convient de les renouveler. Elles étaient les suivantes :

- Opération 2015109400 : « acquisition de matériels et engins pour la propreté » ayant pour objet de permettre le renouvellement des engins destinés à la propreté.
- Opération 2015109300 : « Installation mécanique, acquisition d'outillage et de grosse pièces détachées pour la réparation du matériel et des engins de propreté » ayant pour objet de permettre à la DLoFT d'acquérir le nécessaire à la réparation et la maintenance des engins de propreté. Celle-ci dispose, en effet de ses propres ateliers et garages dédiés.
- Opération 2019109400 : « Création de raccords pour sanitaires publics » ayant pour objet d'installer ces dispositifs loués à la société DECAUX dans le cadre du marché Z18007.
- Opération 2013107700 : « Acquisition de corbeilles » permettant à la Métropole d'équiper la voie publique de corbeilles dans lesquelles les usagers déposeront leurs déchets.

Afin de donner plus de lisibilité et de souplesse à son plan pluriannuel d'investissement, le Pôle Propreté, cadre de vie et valorisation des déchets simplifie et rationalise celui-ci en regroupant au sein d'une même opération, l'ensemble de ces opérations.

La création de cette opération plus large s'accompagnera de la clôture de l'ensemble des opérations cités ci-dessus.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition d'équipements nécessaires à l'entretien et la propreté des voies pour un montant total de 21.000.000 T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative l'acquisition d'équipements nécessaires à l'entretien et la propreté des voies pour un montant total de 21.000.000 T.T.C
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition d'équipements nécessaires à l'entretien et la propreté des voies pour un montant total de 21.000.000 T.T.C.

PED 010-288/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Maintenance et réhabilitation des centres de transfert et du centre de stockage des déchets de La Crau sur le Territoire-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DTD 20/18943/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La refonte de l'ensemble de la programmation pluriannuelle du Pôle pour davantage de lisibilité et de rationalisation ainsi que la prochaine mise en place du système d'information financière nécessite la création d'une nouvelle opération, relative aux seuls Centre de transfert et au CSD de La Crau.

Il existait jusqu'à présent 3 opérations :

- L'opération d'investissement n°2020100300 relative aux études et travaux ponctuels sur les déchèteries et les centres de transfert sur le territoire de Marseille Provence Cette opération regroupait l'ensemble des travaux de maintenance et de mise aux normes réalisés sur les ICPE gérés par la Direction de la Valorisation des Déchets à savoir les déchèteries et les centres de transfert. En effet, la Direction de la Valorisation des Déchets assure la gestion de 4 Centres de Transfert (CT Nord /CT Sud/ CT d'Ensues-la-Redonne et CT La

Ciotat) qui prennent en charge les ordures ménagères collectées sur le Territoire Marseille Provence, pour les transférer vers le centre de traitement multi-filières de Fos-sur-Mer, par voie ferrée ou routière. Ces centres de transfert répertoriés « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement », font l'objet d'un programme d'entretien et de mises à niveau régulières pour respecter la réglementation, garantir la sécurité des usagers et des agents et limiter les nuisances pour les populations riveraines.

- L'opération d'investissement n°2019104500 relative à la surveillance réglementaire du CSD de La Crau. Ce site, qui ne reçoit plus de déchets depuis le 31 mars 2010, du fait de la mise en service du Centre de Traitement Multi-filières de Fos-sur-Mer, est soumis à une phase réglementaire trentenaire de post-exploitation (arrêté préfectoral n° 137/APC du 26.03.2010) nécessitant des travaux récurrents d'entretien et de surveillance du site tels que la maintenance des installations hydrauliques, des clôtures, des bâtiments, les travaux de voirie et réseaux divers, la réfection des fossés, le contrôle et la mise à niveau des dispositifs de sécurité...
- L'opération d'investissement n°2019104300 relative à la création d'un centre de transfert sur la zone Est. Cette opération a évolué et seuls des travaux de couverture du centre de transfert actuel seront réalisés.

Ces 3 opérations vont donc être regroupées au sein d'une seule opération permettant la poursuite des travaux prévus sur les prochaines années, tant sur les centres de transfert que sur le CSD de La Crau.

Les opérations listées ci-dessus feront l'objet de délibérations de clôture spécifiques.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la « Maintenance et réhabilitation des centres de transfert sur le territoire Marseille Provence et du CSD de La Crau » pour un montant total de 4 500.000 T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la « Maintenance et réhabilitation des centres de transfert sur le territoire Marseille Provence et du CSD de La Crau » pour un montant total de 4 500.000 T.T.C
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la Maintenance et réhabilitation des centres de transfert sur le territoire Marseille Provence et du CSD de La Crau pour un montant total de 4 500.000 T.T.C.

PED 011-289/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Maintenance et réhabilitation des centres d'apports volontaires - déchèteries sur le Territoire-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire

DTD 20/18944/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DEA 040-8024/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2020100300 relative aux études et travaux ponctuels sur les déchèteries et les centres de transfert sur le territoire de Marseille Provence. Cette opération regroupait l'ensemble des travaux de maintenance et de mise aux normes réalisés sur les ICPE gérés par la Direction de la Valorisation des Déchets à savoir les déchèteries et les centres de transfert.

La refonte de l'ensemble de la programmation pluriannuelle du Pôle pour davantage de lisibilité et de rationalisation ainsi que la prochaine mise en place du système d'information financière nécessite la création d'une nouvelle opération, moins large car relative aux seules déchèteries. La clôture de l'opération n°2020100300 fera l'objet d'une délibération spécifique.

En effet, la Direction de la Valorisation des Déchets assure, sur le Territoire Marseille Provence, la gestion de 18 déchèteries qui permettent aux usagers particuliers de déposer gratuitement leurs déchets triés, non collectés par les services classiques d'enlèvement des ordures ménagères, en vue de leur recyclage ou de leur valorisation.

Ces Centres d'Apport Volontaires (CAV), répertoriés « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement », font l'objet d'un programme d'entretien et de mises à niveau régulières pour respecter la réglementation, garantir la sécurité des usagers et des agents et limiter les nuisances pour les populations riveraines.

Aussi, afin d'assurer la poursuite des travaux prévus sur les prochaines années, tels que la réhabilitation de la déchèterie de Bonnefoy, la modernisation du réseau pluvial sur certains CAV (Cassis, Bonnefoy...), la réfection des voiries, la pose de signalétique, l'entretien des rehausses, il est proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération « Maintenance et réhabilitation des centres d'apport volontaires sur le territoire Marseille Provence ».

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la « Maintenance et réhabilitation des centres d'apport volontaires sur le territoire Marseille Provence » pour un montant total de 6.000.000 T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la Maintenance et réhabilitation des centres d'apport volontaires sur le territoire Marseille Provence pour un montant total de 6.000.000 T.T.C
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la Maintenance et réhabilitation des centres d'apport volontaires sur le territoire Marseille Provence pour un montant total de 6.000.000 T.T.C.

PED 012-290/20/CT

■ CT1 - Approbation d'un contrat type de reprise avec le repreneur Pyral relatif à la Responsabilité Élargie du Producteur - Approbation d'un avenant au contrat type de reprise avec Regeal Affimet et d'une convention de partenariat avec l'Alliance pour le Recyclage des capsules en aluminium

**Information du Conseil de Territoire
DTD 20/18820/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DEA 003-3311/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un Contrat Pour l'Action et la Performance dit « CAP 2022 » avec l'Eco Organisme CITEO pour les emballages ménagers et les papiers graphiques pour la période de 2018 à 2022, sur la base du barème de soutiens financiers dénommé barème F.

En s'engageant avec l'éco-organisme CITEO, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage également pour la reprise des matériaux triés en option filière assurant ainsi la garantie d'enlèvement et de recyclage, ainsi qu'un prix de reprise nul ou positif départ centre de tri pour tous les matériaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc conclu avec Regeal Affimet un contrat option filière type pour la reprise des déchets d'emballages rigides en aluminium de la Collectivité.

Suite aux résultats concluants des expérimentations, le flux petits aluminiums et souples est désormais intégré au sein du standard Aluminium issu de collecte séparée.

Avec la mise en place progressive de l'extension des consignes de tri sur les différents territoires de la Métropole, il convient de signer un contrat de reprise avec le repreneur désigné par la filière ad hoc France Aluminium recyclage (FAR). Il s'agit de la société PYRAL, qui valorise par pyrolyse les petits aluminiums et souples.

Ce flux est soutenu par CITEO de façon identique à celui des emballages rigides en aluminium, soit 400 € la tonne et s'intègre au taux de recyclage.

Par ailleurs, l'expédition d'un camion complet de petits aluminium souples devant s'accompagner de la livraison d'un camion complet d'emballages rigides, il y a nécessité de passer concomitamment un avenant avec REGEAL AFFIMET, repreneur de ces aluminiums rigides.

Enfin, afin de favoriser la collecte et l'intégration des petits emballages en aluminium au système de tri sélectif, et de participer aux surcoûts dus aux faibles taux d'aluminium de ces derniers, l'Alliance pour le Recyclage des capsules en Aluminium propose en parallèle un soutien financier de 300 € la tonne, complémentaire du soutien de CITEO. C'est pourquoi il convient de signer une convention avec l'Alliance pour le Recyclage des capsules en Aluminium.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- L'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages ménagers ;
- L'arrêté du 23 décembre 2016 et l'arrêté du 23 août portant agrément de CITEO ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de conclure un contrat type de reprise option filières petits aluminiums et souples, un avenant au contrat type de reprise option filières aluminium et une convention avec l'Alliance pour le Recyclage des capsules en Aluminium.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du contrat type de reprise option filières petits aluminiums et souples avec le repreneur PYRAL relatif à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP), de l'avenant au contrat type de reprise avec Regeal Affimet et de la convention de partenariat avec l'Alliance pour le Recyclage des capsules en Aluminium, pour la période de 2020 à 2022.

PED 013-291/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant à la convention Brigade Anti Gaspi pour l'adaptation de la subvention 2020 au regard de la crise covid 19

Information du Conseil de Territoire DGPROP 20/18858/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En raison de l'épidémie de COVID 19, de nombreuses associations subventionnées par la Métropole ont dû cesser temporairement leur activité, reporter ou annuler leur programme d'action et vont devoir faire face aux conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à cette crise sanitaire.

Afin de soutenir au mieux ces associations, la Métropole a donc décidé de faire application de certaines des dispositions de la circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relatives aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques versées par l'État ou ses établissements.

Subvention spécifique affectée à une action :

Pour toute subvention votée avant le 17 mars 2020, en ce qui concerne le statut de l'action, 5 situations ont été référencés :

1. L'association déclare avoir réalisé son action
2. L'association déclare reporter son action en 2020
3. L'association déclare reporter son action en 2021
4. L'association déclare avoir partiellement réalisé son action
5. L'association déclare avoir annulé son action.

Afin de ne pas fragiliser les associations en raison de l'impact de la pandémie COVID 19, il a été identifié au vu des déclarations des associations, 5 cas de figure pour statuer sur les sommes allouées :

1. Conserver la subvention
2. Conserver la subvention et reporter l'action en 2020
3. Conserver ou redéployer la part de subvention non utilisée sur l'exercice 2021
4. Reverser la totalité ou la part non utilisée de la subvention
5. Transformer la part de subvention non utilisée en subvention de fonctionnement général.

Au vu de la demande en date du 16 septembre 2020 de l'association Brigade Anti Gaspi de reporter son action « 3^{ème} édition du salon Anti Gaspi » les 26 et 27 mars 2021, il est proposé, dans le cadre du présent rapport, un avenant à la convention votée lors du Bureau de Métropole du 19 décembre 2019. Cet avenant reprend les objectifs et résultats attendus initialement mais modifie la date d'exécution liée à l'organisation du Salon.

Il conviendra pour l'association, dans ce cas, de reporter les crédits dans leur comptabilité par l'inscription en compte de fonds dédiés.

Le territoire Marseille Provence contribue à cette action avec l'octroi d'une subvention de 8 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° PROX 057-801/19/CT du Conseil de Territoire du 17 décembre 2019 relative à l’attribution d’une subvention à l’association Brigade Anti Gaspi pour l’organisation du Salon Anti Gaspi en octobre 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relative aux mesures d’adaptation des règles de procédure et d’exécution des subventions attribuées aux associations, à la suite de la crise sanitaire.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu’il convient de soutenir les associations fragilisées par la situation de crise sanitaire ;
- Que l’association a déclaré sur l’honneur par courrier en date du 16 septembre 2020 auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence que les mesures prises en 2020 dans le cadre de l’urgence sanitaire ont rendu impossible la réalisation de leur projet de manifestation prévue en octobre 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au rapport en vue de la signature d’un avenant à la convention conclue avec l’association Brigade Anti Gaspi pour l’organisation de la troisième édition du salon Anti-Gaspi ci-après annexé.

PED 014-292/20/CT

■ CT1 - Mise à jour des opérations de la Métropole pour le Projet SMART WASTE PACA dans le cadre du Programme européen LIFE

**Information du Conseil de Territoire
DTD 20/18821/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le programme européen LIFE 2014-2020 est l’instrument financier de la Commission européenne de soutien aux projets dans les domaines de l’environnement et du climat. Il est régi par le règlement 1293/2013 relatif à l’établissement d’un programme pour l’environnement et l’action pour le climat (LIFE) et ses modalités de fonctionnement sont définies, pour la période 2014-2017, dans le programme de travail pluriannuel 2014-2017 adopté le 19 mars 2014. Pour la période 2014-2020, le budget du programme LIFE s’élève à plus de trois milliards d’euros (3 456 655 000 €), réparti en deux sous-programmes distincts : le sous-programme « Environnement » et le sous-programme « Actions pour le Climat ». Le programme LIFE finance des projets à travers des subventions à l’action. Il se compose :

- d’appels à projets traditionnels
- d’appels à projets intégrés

Les projets intégrés pourront mettre en œuvre des actions de meilleures pratiques, de démonstration ou pilote. Ils devront impérativement prévoir des actions de renforcement des capacités afin de permettre une mise en œuvre efficace et coordonnée des plans ou des stratégies éligibles, comme celle de la mise en œuvre des plans de gestion des déchets ou plan de prévention des déchets (directive cadre déchets 2008/98).

Dans le cadre de l'appel à projets du 19 mai 2016 publié par la Commission européenne, la Métropole AMP a adhéré en tant que partenaire et bénéficiaire des co-financements européens à la candidature du Projet LIFE IP SMART WASTE PACA - Towards a Circular Economy in the Provence-Alpes-Côte d'Azur Region: Implementing Waste Management Plans - porté par le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après « Région SUD PACA ») en tant que Chef de file.

La finalité du projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » est de favoriser l'aboutissement de projets concourant à l'atteinte des objectifs fixés par le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la Région SUD PACA. Il concerne tout le territoire régional et toutes les catégories de déchets. Le plan d'action du projet répond aux quatre objectifs suivants :

1. Accompagner le développement économique et l'innovation du secteur de la prévention et de la gestion des déchets
2. Réduire l'impact des déchets sur le patrimoine naturel régional (dispersion, stockage, incinération)
3. Favoriser le développement des compétences et la création d'emplois qualifiés dans la prévention des déchets
4. Mettre en place une gouvernance permettant l'implication des acteurs publics et privés et de la population

Ce projet fixe un plan d'action adossé à un outil de mobilisation des financements.

L'engagement de la Métropole dans le projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » a été formalisé au travers de la délibération ECO 001-3226/17/CM du Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017. Il convient aujourd'hui de remettre à jour la liste des projets portés par les territoires dans le cadre de ces financements. Tous les territoires de la Métropole sont concernés par ce projet à travers une série d'opérations qui ont depuis évoluées. En effet, ces opérations ont été prévues alors que la construction métropolitaine n'en était encore qu'à ses prémices. Le développement de cette construction et la structuration de notre territoire impose à ce jour la priorisation de certaines actions. Il en découle un ajustement de certains projets et de la planification sur la seconde période du programme LIFE de 2021 à 2023. Il apparaît ainsi nécessaire de prendre en compte toutes ces évolutions qui porte désormais le coût total des dépenses dans le cadre de LIFE à 8 442 917,22 € pour un soutien européen attendu de 2 332 571 €. La nouvelle programmation des opérations LIFE sur le territoire métropolitain est présentée dans le tableau annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le règlement UE 1293/2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) ;
- L'appel à projets du programme européen LIFE du 19 mai 2016 publié par la Commission européenne ;
- La déclaration de partenaire associé signée par le Président de la Métropole du 12 avril 2017 ;

- Le formulaire de candidature du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA déposé par la Région SUD PACA, en tant que Chef de file, à la Commission européenne le 24 avril 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° ECO 023-2889/17/BM du 14 décembre 2017,
- La convention de partenariat entre la Région Sud PACA et La Métropole signée le 3 avril 2018.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les domaines prioritaires, les plans et les stratégies éligibles au programme européen LIFE, représentent un enjeu pertinent et stratégique pour la Métropole ;
- Que les objectifs généraux du programme d'actions du projet intégré LIFE « SMART WASTE PACA » sont pertinents et conformes au schéma métropolitain de prévention et de gestion des déchets ;
- Que les opérations ciblées dans le projet « SMART WASTE PACA » sont déjà programmées et que leurs financements par le programme européen LIFE constituent une clé de réussite supplémentaire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte au projet sur la mise à jour des opérations de la Métropole pour le Projet SMART WASTE PACA dans le cadre du Programme européen LIFE.

PED 015-293/20/CT

■ CT1 - Prolongation de la convention signée avec l'association Zéro Waste Marseille - Approbation de l'avenant

DGPROP 20/18857/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche de réduction des déchets en accord avec le Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés voté en décembre 2019. Au sein de cette démarche la sensibilisation aux bons gestes de réduction des déchets est fondamentale pour faire évoluer les comportements et ainsi réduire les déchets.

L'Association Zéro Waste Marseille a pour objectif de promouvoir la démarche zéro gaspillage et zéro déchet auprès de tous les acteurs du territoire. Elle souhaitait organiser en Septembre 2020 le premier festival Zero Waste à Marseille, sur deux jours.

L'association a sollicité, le territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 10 000€ pour l'organisation de ce festival. Après étude du dossier, la demande de subvention a été approuvée par le Conseil de Territoire Marseille Provence le 28/07/2020 et la convention n° T20027-COV notifiée.

En raison de l'épidémie de COVID 19, l'association a été contrainte de reporter le festival à 2021. Elle a engagé des moyens financiers et humains sur 2020 mais n'a pas pu aboutir dans la réalisation de l'action, en raison notamment

de l'annulation de la participation de certains intervenants, l'annulation de certaines activités qui ne pouvaient se réaliser dans le strict respect des gestes barrières et de la limitation de la fréquentation de l'évènement.

Rappel de l'action

Depuis quelques années, le mouvement Zéro Waste a pris beaucoup d'ampleur en France, tant du côté de la mobilisation citoyenne que de l'intérêt du grand public. A Marseille, l'intérêt et la prise de conscience des marseillais pour ce mode de vie se développe.

Aussi l'association souhaitait organiser en Septembre 2020 le premier festival Zéro Waste à Marseille, sur deux jours. Deux objectifs motivent principalement cette démarche : tout d'abord, valoriser les initiatives et les acteurs locaux du zéro déchet, en leur proposant un espace de rencontre et d'échange avec les marseillais. Mais également réfléchir ensemble – particuliers, entreprises, associations, élus locaux – aux moyens d'action possibles pour que nous passions de l'échelle individuelle à l'échelle collective sur cette question environnementale qui nous concerne tous.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	11 775 €	Vente de produits	400 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	2 145 €	Subvention d'exploitation Dont Territoire Marseille Provence Dont ville de Marseille	12 000 € 10 000 € 2 000€
Autres services extérieurs	2 750 €	Autres produits de gestion	900 €
		Produits financiers	3 370 €
Total charges	16 670 €	Total Recettes	16 670 €
Emplois des contributions volontaires en nature	24 070 €	Contributions volontaires en nature	24 070 €
Total général des charges	40 740 €	Total Recettes	40 740 €

Par cette action l'association participe à l'objectif de la Métropole et du territoire de sensibiliser à la réduction des déchets.

Le Conseil de Territoire a répondu favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° HN 063-28/07/20 CT du conseil de territoire Marseille Provence du 28/07/2020 attribuant une subvention à l'association Zéro Waste Marseille pour l'année 2020.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation à la réduction des déchets représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que l'association a déclaré sur l'honneur par courrier en date du 2 octobre 2020 auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence que les mesures prises en 2020 dans le cadre de l'urgence sanitaire ont rendu impossible la réalisation de leur projet de manifestation prévue en septembre 2020.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association Zéro Waste Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2021 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 - Nature 65748 – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-294/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de l'avenue du Général Raoul Salan - Commune de Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 20/18311/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Sur la commune de Marignane, l'avenue du Général Raoul Salan comprise entre la rue Jean Monnet et l'avenue Lino Ventura dessert une zone d'extension urbaine à dominante pavillonnaire et n'est pas équipée d'une canalisation de distribution en eau potable.

Le projet consiste à poser environ 960 mètres linéaires de canalisation en fonte de diamètre 150 mm afin de permettre une meilleure desserte des propriétés riveraines et de réaliser un maillage des réseaux d'eau de Marignane et de

Gignac la Nerthe. Ce maillage devra comporter un stabilisateur de pression et permettra d'assurer un secours mutuel entre ces deux communes en cas d'incident sur l'un ou l'autre des deux réseaux.

L'opération d'investissement n°2021102100 relative à l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de l'avenue du Général Raoul Salan (CD 48) – Commune de Marignane, d'un montant de 1 200 000,00 € HT inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme 211123EA du Budget Eau du Territoire Marseille Provence doit être affectée.

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 1 200 000,00 € HT répartis sur les années 2021 et 2022.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de créer l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de l'avenue du Général Raoul Salan (CD 48) – Commune de Marignane ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement relative à l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de l'avenue du Général Raoul Salan (CD 48) - Commune de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 002-295/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour les travaux de distribution d'eau potable sur le Territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire

DEASV 20/18829/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Territoire de Marseille-Provence doit pouvoir engager à tout moment des travaux non inclus dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière d'eau.

Ces travaux nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des réseaux de distribution d'eau potable et de leurs équipements, des communes de d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, concernent :

- Les travaux sur les réseaux d'eau potable : extensions, essais compactage, installation de borne monétique ;
- Les différents travaux de premiers établissements, de mises en conformité, de modernisations ou d'améliorations des équipements et petits ouvrages nécessaires au service de l'eau (réservoirs d'eau potable ...)

Pour cela, il est nécessaire de disposer d'une opération générique permettant de réaliser ces travaux ainsi que les investigations préalables associées (topographie, géotechnique, reconnaissances des réseaux).

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 12 000 000,00 € HT répartis sur les années 2021 à 2025.

L'opération d'investissement n° 2021102200 relative aux travaux de distribution d'eau potable 2021-2025 sur le Conseil de Territoire de Marseille Provence, d'un montant de 12 000 000,00 € HT inscrite au budget annexe de l'Eau, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211123EA du programme 12 EAU, doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux travaux de distribution d'eau potable 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux travaux de distribution d'eau potable 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 003-296/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour les études de distribution d'eau potable sur le Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 20/18859/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Territoire de Marseille-Provence doit pouvoir engager à tout moment des études non incluses dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière de distribution d'eau potable.

Ces études sont nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des réseaux d'eau potable, et de leurs équipements, des communes de d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons.

Pour cela, il est nécessaire de disposer d'une opération générique permettant de réaliser ces études ainsi que les investigations préalables associées (topographie, géotechnique, reconnaissances des réseaux).

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 200 000,00 € HT répartis sur les années 2021 à 2025.

L'opération d'investissement n° 2021102600 relative aux études de distribution d'eau potable 2021-2025 sur le Conseil de Territoire de Marseille Provence, d'un montant de 200 000,00 € HT inscrite au budget annexe de distribution d'eau potable, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211123EA du programme 12 EAU, doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux études de distribution d'eau potable 2021/2025 sur le Conseil de Territoire Marseille-Provence, afin de permettre sa réalisation ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux études de distribution d'eau potable 2021/2025 sur le Conseil de Territoire Marseille-Provence, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 004-297/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour les travaux d'adduction d'eau sur le Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 20/18860/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Territoire de Marseille-Provence doit pouvoir engager à tout moment des travaux non inclus dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière d'eau.

Ces travaux sont nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des réseaux d'adduction d'eau et de leurs équipements, du Territoire Marseille-Provence, impliquant le canal de Marseille.

Pour cela, il est nécessaire de disposer d'une opération générique permettant de réaliser ces travaux ainsi que les investigations préalables associées (topographie, géotechnique, reconnaissances des réseaux).

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 1 100 000,00 € HT répartis sur les années 2021 à 2025.

L'opération d'investissement n° 2021102500 relative aux travaux d'adduction d'eau 2021-2025 sur le Conseil de Territoire de Marseille Provence, d'un montant de 1 100 000,00 € HT inscrite au budget annexe de l'Eau, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211122EA du programme 12 EAU, doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux travaux d'adduction d'eau 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux travaux d'adduction d'eau 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 005-298/20/CT

■ CT1 - Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la sécurisation du Canal de Marseille au niveau des Rascous - Communes d'Allauch et Plan-de-Cuques

Avis du Conseil de Territoire

DEASV 20/18301/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le secteur du quartier des Rascous à Allauch et du quartier St Euphémie à Plan-de-Cuques, le Canal de Marseille est implanté sur la limite intercommunale. Sa construction remonte à la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Le canal franchit perpendiculairement le vallon des Rascous, ruisseau de type méditerranéen (sec en temps normal devenant productif en temps de pluie), dont le bassin versant a une surface de plus de 500 hectares. Les eaux pluviales transitent sous le remblai que forme le Canal de Marseille via une buse en maçonnerie de capacité hydraulique limitée. Cette buse n'est plus adaptée à l'importance du ruissellement actuel en provenance du bassin versant amont, qui s'est fortement urbanisé depuis l'époque de construction du canal.

Plusieurs études techniques (hydrologie, hydraulique, géotechnique, ...) mettant en évidence que, lors de crues exceptionnelles du vallon des Rascous, le remblai du Canal de Marseille entraîne l'apparition d'une zone de rétention des eaux pluviales en amont du remblai. Par ailleurs, il est estimé que, en cas de mise en charge extrême par l'amont, la surverse des eaux de pluies par-dessus le remblai du Canal entraîne un risque de rupture de ce dernier.

Par la délibération DEA 019-3327/17/CM du 20 décembre 2017, au titre de sa compétence EAU, la Métropole AMP a créé et affecté pour un montant de 2,0 millions d'euros Hors Taxes une opération d'investissement (n°2018101600) ayant pour objectif de sécuriser le Canal de Marseille au droit du vallon des Rascous, autant pour protéger le quartier St Euphémie d'une submersion liée à la rupture du canal, que pour empêcher la coupure de l'alimentation en eau brute de l'agglomération marseillaise.

Depuis 2018, la Métropole AMP réalise les études de définition des travaux nécessaires à la sécurisation du Canal de Marseille au droit du vallon des Rascous, Le dossier de consultation des entreprises prévoit de :

- Couvrir localement le Canal de Marseille par une dalle béton pour le protéger de la surverse des eaux pluviales en cas de crue exceptionnelle du ruisseau des Rascous ;
- Protéger les talus amont et aval du remblai du canal contre la submersion et l'érosion ;
- Aménager un ouvrage de dissipation en pied aval du remblai du canal pour dissiper l'énergie des eaux surversantes et les canaliser vers le ruisseau des Rascous en aval.

Ces travaux nécessitent l'acquisition d'emprises foncières privées pour asseoir les aménagements de sécurisation du canal ainsi que d'une bande de terrain pour réaliser un accès à l'ouvrage, depuis l'avenue Georges Brassens.

Par ailleurs, les études ont mis en évidence la nécessité de procéder à des aménagements complémentaires de requalification du ruisseau des Rascous et du réseau sanitaire collectif en aval du Canal (secteur des Plaines de la commune de Plan-de-Cuques), jusqu'à l'avenue Georges Brassens, en raison :

- de la capacité hydraulique insuffisante du ruisseau pour contenir la crue décennale du vallon des Rascous, entre le canal et le réseau pluvial existant, plus en aval, sous l'avenue Georges Brassens ;
- de la vétusté du réseau sanitaire collectif et de son implantation dans l'axe du ruisseau des Rascous, qui entraînent de nombreuses difficultés d'exploitation.

La réalisation ultérieure de ces travaux est rendue possible par l'emplacement réservé n°111 issu du PLU de la commune de Plan-de-Cuques, repris dans le PLUi métropolitain sous le n° B-201 et dédié conjointement à la « Sécurisation du Canal de Marseille » et à la « Réalisation du bassin de rétention paysager des Plaines » sur la zone d'expansion des crues du ruisseau des Rascous existant en aval du canal.

En prévision de l'acquisition en pleine propriété par la Métropole AMP des emprises privées nécessaires à la réalisation des travaux de sécurisation du Canal de Marseille et des travaux complémentaires sur le ruisseau des Rascous et le réseau sanitaire collectif en aval, il est nécessaire de revaloriser l'opération d'investissement n°2018101600 créée et affectée par le Conseil de Métropole en sa séance du 20 décembre 2017 évoquée ci-avant.

Il est proposé de revaloriser l'opération d'investissement n°2018101600 d'un montant de 1,2 millions d'euros Hors Taxes, pour la porter à 3,2 millions d'euros Hors Taxes.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DEA019-3327/17/CM du 20 décembre 2017 relative à l'approbation de la création et à l'affectation d'une opération d'investissement pour la sécurisation du Canal de Marseille au niveau des Rascous.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole AMP d'acquérir en pleine propriété les emprises privées contenues dans l'emplacement réservé n° B-201 du PLUi métropolitain, dédié conjointement à la « Sécurisation du Canal de Marseille » et à la « Réalisation du bassin de rétention paysager des Plaines »,
- Qu'il convient de revaloriser et d'affecter l'opération d'investissement n°2018101600 pour permettre l'acquisition des emprises privées incluses dans l'emplacement réservé n° B-201,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2018101600 inscrite au budget annexe de l'Eau, relative à la sécurisation du Canal de Marseille au niveau des Rascous – Communes d'Allauch et Plan-de-Cuques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 006-299/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour les frais de maintenance de la Réserve du Vallon Dol

Avis du Conseil de Territoire

DEASV 20/18794/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour avis :

L'usine de potabilisation de Vallon Dol, propriété de la Métropole, est alimentée en eau brute à partir du barrage dit du « Vallon Dol », appartenant à la Société du Canal de Provence (SCP).

Le contrat n°618 de « fourniture d'eau réciproque Canal de Provence / Canal de Marseille et de réalisation et d'exploitation de la réserve du Vallon Dol », qui lie la SCP, la Métropole et la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), prévoit notamment la participation de la Métropole aux frais de maintenance courante du génie civil, des bâtiments, des canalisations et des réseaux divers. Ceux-ci ont été forfaitisés dans le cadre de l'avenant 5 du 7/7/2010 (DEASRVS 10/4685/CC).

L'opération d'investissement n°2021102400 « frais de maintenance courante du génie-civil, des bâtiments, des canalisations et des réseaux divers de la réserve d'eau brute du Vallon Dol » d'un montant de 475 000 € HT, inscrite au budget annexe de l'eau, enregistrée dans l'autorisation de programme 211122EA du programme 12 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le contrat n°618 de fourniture d'eau réciproque « Canal de Provence – Canal de Marseille » et de réalisation et d'exploitation de la réserve de Vallon Dol ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de créer une opération pour les frais de maintenance courante du génie civil, des bâtiments, des canalisations et des réseaux divers de la réserve du Vallon Dol ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération 2021102400 « frais de maintenance courante du génie civil, des bâtiments, des canalisations et des réseaux divers sur la réserve d'eau brute du Vallon Dol », d'un montant de 475 000 euros HT pour la période 2021-2025.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 007-300/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour les travaux d'assainissement sur le Territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DEASV 20/18827/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Territoire de Marseille-Provence doit pouvoir engager à tout moment des travaux non inclus dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière d'assainissement.

Ces travaux nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des réseaux d'assainissement des eaux usées, et de leurs équipements, des communes de d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, concernent :

- Les travaux sur les réseaux d'eaux usées : extensions, dilatations, renouvellements en tranchée ou par gainage, déviations et améliorations ;
- Les différents travaux de premiers établissements, de mises en conformité, de modernisations ou d'améliorations des équipements et petits ouvrages nécessaires au service de l'assainissement (postes de relevage des eaux usées...) ;
- La fourniture des pièces moulées en fonte nécessaires aux réseaux - les diverses commandes annexes indispensables à la réalisation des travaux : analyses des enrobés, essais de compactage des tranchées, inspections caméra et essais d'étanchéité des réseaux, coordonnateur sécurité, raccordement aux réseaux des divers concessionnaires...

Pour cela, il est nécessaire de disposer d'une opération générique permettant de réaliser ces travaux ainsi que les investigations préalables associées (topographie, géotechnique, reconnaissances des réseaux).

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 27 000 000,00 € HT répartis sur les années 2021 à 2025.

L'opération d'investissement n° 2021101700 relative aux travaux d'assainissement 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire de Marseille Provence, d'un montant de 27 000 000,00 € HT inscrite au budget annexe d'assainissement, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211111AS du programme 11 Assainissement, doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux travaux d'assainissement 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux travaux d'assainissement 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 008-301/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour les études d'assainissement sur le Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 20/18826/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Territoire de Marseille-Provence doit pouvoir engager à tout moment des études non incluses dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière d'assainissement. Ces études sont nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des réseaux d'assainissement des eaux usées, et de leurs équipements, des communes de d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons. Pour cela, il est nécessaire de disposer d'une opération générique permettant de réaliser ces études ainsi que les investigations préalables associées (topographie, géotechnique, reconnaissances des réseaux).

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 240 000,00 € HT répartis sur les années 2021 à 2025.

L'opération d'investissement n° 2021102000 relative aux études d'assainissement collecte 2021-2025 sur le Conseil de Territoire de Marseille Provence, d'un montant de 240 000,00 € HT inscrite au budget annexe d'assainissement, et enregistrée dans l'autorisation de programme 21111AS du programme 11 Assainissement, doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée études d'assainissement – collecte 2021/2025 sur le Conseil de Territoire Marseille-Provence, afin de permettre sa réalisation ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux études d'assainissement - Collecte sur le Conseil de Territoire Marseille-Provence, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 009-302/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour la restructuration des installations d'assainissement du cordon du Jaï à Marignane et Châteauneuf-Les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DEASV 20/18319/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le réseau d'assainissement des eaux usées du cordon du Jaï est constitué de deux tronçons, un sur la commune de Marignane et l'autre sur la commune de Châteauneuf Les Martigues.

La topographie de ce secteur, très proche du niveau de la mer, avec la présence d'une nappe phréatique affleurante, a contraint la métropole à créer un réseau d'assainissement collectif sous vide.

Malgré ce dispositif particulier, les équipements de surface se retrouvent fréquemment immergés lors des fortes pluies, compromettant le fonctionnement de l'assainissement des riverains.

En outre, sur la commune de Châteauneuf-Les-Martigues, la remise en fonctionnement rapide du système est compromise par la qualité du chemin d'accès aux installations, longeant l'étang de Bolmon. En effet, la piste n'est pas revêtue et les véhicules d'exploitation, tel que les camions hydrocureurs, s'enlisent et ne peuvent intervenir.

Il est donc important de restructurer ces installations.

Pour cela il est nécessaire de :

- reprendre l'étanchéité des bâches de transfert, remplacer et sécuriser les capteurs et les organes de télétransmission qui sont dégradés par les submersions fréquentes..
- stabiliser la piste d'exploitation sur la commune de Châteauneuf les Martigues.
-

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 500 000,00 € HT répartis sur l'année 2021.

L'opération d'investissement n°2021101400 relative à la restructuration des installations d'assainissement sous-vide du cordon du Jaï à Marignane et Châteauneuf-Les Martigues, d'un montant de 500 000,00 € HT inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme 211111AS du programme Budget Annexe Assainissement, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il est nécessaire de restructurer les installations d’assainissement sous-vide du cordon du Jaï à Marignane et Châteauneuf-Les Martigues ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la restructuration des installations d’assainissement sous-vide du cordon du Jaï à Marignane et Châteauneuf-Les Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 010-303/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à l'extension du réseau d'assainissement des chemins St Jean, Bellevue et Louis Delestrade à Allauch

Avis du Conseil de Territoire

DEA 20/18568/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les chemins St Jean, Bellevue et Louis Delestrade à Allauch sont classés en zone d’assainissement collectif mais sont dépourvus de réseau d’eaux usées.

Des riverains sollicitent la Métropole pour que ces voies soient dotées d’un égout public car de nombreuses installations autonomes présentant des dysfonctionnements liés à l’exiguïté des parcelles.

Afin de supprimer les nuisances olfactives et d'assainir une trentaine de parcelles de ce secteur, il est nécessaire de réaliser une extension du réseau d'assainissement comprenant la pose d'environ 520 ml de canalisations sanitaires, 210 ml de canalisations de refoulement et la mise en place d'un poste de refoulement.

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 500 000,00 € HT réparti sur les années 2021 à 2022.

L'opération d'investissement n°2021101500 relative à l'extension du réseau d'assainissement des chemins St Jean, Bellevue et Louis Delestrade à Allauch, d'un montant de 500 000,00 € HT inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme 211111AS du programme Budget Annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de réaliser l'extension du réseau d'assainissement des chemins St Jean, Bellevue et Louis Delestrade à Allauch ;
- Que le Conseil de Territoire doit être saisi pour avis du projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement relative à l'extension du réseau d'assainissement des chemins St Jean, Bellevue et Louis Delestrade à Allauch.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 011-304/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour les travaux sur les stations d'épuration du Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 20/18828/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence :

Le Territoire de Marseille-Provence doit pouvoir engager à tout moment des travaux non inclus dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière d'épuration des eaux usées.

Ces travaux sont nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des ouvrages d'assainissement des eaux usées, et de leurs équipements, des communes de d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons. Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 4 000 000,00 € HT répartis sur les années 2021 à 2025.

L'opération d'investissement n° 2021101800 relative aux travaux sur les stations d'épuration 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire de Marseille Provence, d'un montant de 4 000 000,00 € HT inscrite au budget annexe d'assainissement, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211112AS du programme 11 Assainissement, doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux travaux sur les stations d'épuration 2021/2025 sur les communes du Conseil de Territoire de Marseille-Provence, afin de permettre sa réalisation ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux travaux d'épuration 2021/2025 sur les communes du Conseil de Territoire de Marseille-Provence, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 012-305/20/CT

■ CT 1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour les travaux sur les stations de filtration du Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 20/18861/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Territoire de Marseille-Provence doit pouvoir engager à tout moment des travaux non inclus dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière d'eau.
Ces travaux sont nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des stations de filtration d'eau et de leurs équipements, du Territoire Marseille-Provence.

Pour cela, il est nécessaire de disposer d'une opération générique permettant de réaliser ces travaux ainsi que les investigations préalables associées.

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 1 300 000,00 € HT répartis sur les années 2021 à 2025.
L'opération d'investissement n° 2021102300 relative aux travaux sur les stations de filtration 2021-2025 sur le Conseil de Territoire de Marseille Provence, d'un montant de 1 300 000,00 € HT inscrite au budget annexe de l'Eau, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211121EA du programme 12 EAU, doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux travaux sur les stations de filtration 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux travaux sur les stations de filtration 2021-2025 sur les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 013-306/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la construction d'un bassin de rétention d'eaux unitaires sous la future place Capitaine Gèze

**Avis du Conseil de Territoire
DEA 20/18580/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour avis.

Les quartiers d'Arenc, des Crottes, de la Cabucelle, du Canet et Saint Louis, dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, sont partiellement, ou en totalité, desservi par un réseau unitaire, collectant conjointement, les eaux usées et les eaux pluviales. En l'absence d'une requalification complète du bâti, le passage en séparatif (collecte des eaux usées et des eaux pluviales dans des réseaux distincts) s'avère complexe voire impossible. Le dimensionnement de ce réseau unitaire, mis en œuvre à la fin du XIX^{ème} siècle, ne correspond plus aux règles de l'art actuelles. Il déverse, plusieurs fois par an, un mélange d'effluents pluviaux et sanitaires dans le ruisseau des Aygalades et ne permet pas le transit du débit décennal. Afin d'apporter une réponse à cette situation, la Métropole a inscrit plusieurs emplacements réservés au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence, pour la réalisation de rétentions unitaires.

L'établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée prévoit, dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National éponyme, une restructuration du secteur situé entre le boulevard Cap Pinède, le boulevard Capitaine Gèze, le boulevard Danièle Casanova, la rue Caravelle, la rue d'Anthoine et la Mer, avec la création de parcs urbains le long du ruisseau des Aygalades et passage en séparatif d'une grande partie dudit secteur.

Afin de déconnecter le périmètre restructuré du réseau unitaire situé en amont, et de protéger les futurs parcs urbains contre de trop fréquents déversements, la Métropole et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ont décidé de créer un bassin de rétention unitaire sous la future place Capitaine Gèze à l'intersection entre la rue de Lyon, du boulevard Cap-Pinède et du boulevard Capitaine Gèze. Cette décision est actée dans l'avenant 1 (Z190585COV), du 6 janvier 2020, à la convention, relative à la réalisation et au financement de la requalification de l'axe Cap Pinède – Capitaine Gèze, conclue entre la Métropole et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

Conformément à l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2003-355/26-2002-EA du 16 janvier 2004, autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille, ce bassin de rétention sera, à minima, conçu pour traiter un événement pluvieux d'occurrence annuelle, soit 26 mm en une heure. Conformément aux règles de l'art, il devra permettre d'éviter les débordements du réseau unitaire en aval, jusqu'à un épisode pluvieux décennal. Par

conséquent, le bassin de rétention devra soit permettre le stockage du volume généré par une pluie annuelle (volume évalué aujourd'hui à 10 000 m³) et disposer d'une conduite permettant le délestage du débit de pointe décennal, soit stocker intégralement le volume généré par une pluie décennale de durée une heure (volume évalué aujourd'hui à 21 000 m³). La possibilité de réaliser une conduite de déversement est conditionnée au calage altimétrique de la future place Capitaine Gèze.

Pour un dimensionnement décennal, le montant prévisionnel des études et des travaux est estimé à 18 000 000 € HT.

Le principe d'équilibre financier du budget annexe de l'assainissement interdisant de faire supporter à l'utilisateur les dépenses relatives au pluvial, il est nécessaire que le Budget Etat Spécial Territoire de la Métropole participe au financement de l'opération. Le montant est établi sur la base des prescriptions de la Circulaire n°78-545 du 12 décembre 1978 portant sur la contribution du budget général d'une commune pour le réseau d'assainissement, prise en application du Décret 67-945 du 24 octobre 1967. Il correspond à 30 % du montant total de l'opération, soit 6 480 000 € TTC

L'opération d'investissement n°2021101600 relative à la construction d'un bassin de rétention d'eaux unitaires sous la future place Capitaine Gèze, d'un montant de 18 000 000,00 € HT, inscrite au budget, enregistrée dans l'autorisation de programme 211111AS du budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille-Provence, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 67-945 du 24 octobre 1967 relatif à l'institution, au recouvrement et à l'affectation des redevances dues par les usages des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration ;
- La circulaire n°78-545 du 12 décembre 1978 prise en application du Décret 67-945 du 24 octobre 1967 ;
- L'arrêté préfectoral n°2003-355/26-2002-EA, du 16 janvier 2004, autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'avenant 1 (Z190585COV) du 6 janvier 2020 à la convention relative à la réalisation et au financement de la requalification de l'axe Cap Pinède – Capitaine Gèze ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de réaliser un bassin de rétention unitaire sous la future place Capitaine Gèze, à l'intersection entre l'axe Cap Pinède – Capitaine Gèze et la rue de Lyon dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille ;
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération d'investissement spécifique au budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence, pour la réalisation de ce projet ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réalisation des études et travaux concernant le bassin de rétention d'eaux unitaires sous la future place Capitaine Gèze, d'un montant de 18 000 000,00 € HT, sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 014-307/20/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative au remboursement de la part pluviale de la construction d'un bassin de rétention d'eaux unitaires sous la future place Capitaine Gèze**

Avis du Conseil de Territoire DEA 20/18748/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les quartiers d'Arenc, des Crottes, de la Cabucelle, du Canet et Saint Louis, dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, sont partiellement, où en totalité, desservi par un réseau unitaire, collectant conjointement, les eaux usées et les eaux pluviales. En l'absence d'une requalification complète du bâti, le passage en séparatif (collecte des eaux usées et des eaux pluviales dans des réseaux distincts) s'avère complexe voire impossible. Le dimensionnement de ce réseau unitaire, mis en œuvre à la fin du XIX^{ème} siècle, ne correspond plus aux règles de l'art actuelles. Il déverse, plusieurs fois par an, un mélange d'effluents pluviaux et sanitaires dans le ruisseau des Aygalades et ne permet pas le transit du débit décennal. Afin d'apporter une réponse à cette situation, la Métropole a inscrit plusieurs emplacements réservés au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence, pour la réalisation de rétentions unitaires.

L'établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée prévoit, dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National éponyme, une restructuration du secteur situé entre le boulevard Cap Pinède, le boulevard Capitaine Gèze, le boulevard Danièle Casanova, la rue Caravelle, la rue d'Anthoine et la Mer, avec la création de parcs urbains le long du ruisseau des Aygalades et passage en séparatif d'une grande partie dudit secteur.

Afin de déconnecter le périmètre restructuré du réseau unitaire situé en amont, et de protéger les futurs parcs urbains contre de trop fréquents déversements, la Métropole et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ont décidé de créer un bassin de rétention unitaire sous la future place Capitaine Gèze à l'intersection entre la rue de Lyon, du boulevard Cap-Pinède et du boulevard Capitaine Gèze. Cette décision est actée dans l'avenant 1 (Z190585COV), du 6 janvier 2020, à la convention, relative à la réalisation et au financement de la requalification de l'axe Cap Pinède – Capitaine Gèze, conclue entre la Métropole et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

Conformément à l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2003-355/26-2002-EA du 16 janvier 2004, autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille, ce bassin de rétention sera, à minima, conçu pour traiter un événement pluvieux d'occurrence annuelle, soit 26 mm en une heure. Conformément aux règles de l'art, il devra permettre d'éviter les débordements du réseau unitaire en aval, jusqu'à un épisode pluvieux décennal. Par conséquent, le bassin de rétention devra soit permettre le stockage du volume généré par une pluie annuelle (volume évalué aujourd'hui à 10 000 m³) et disposer d'une conduite permettant le délestage du débit de pointe décennal, soit stocker intégralement le volume généré par une pluie décennale de durée une heure (volume évalué aujourd'hui à 21 000 m³). La possibilité de réaliser une conduite de déversement est conditionnée au calage altimétrique de la future place Capitaine Gèze.

Pour un dimensionnement décennal, le montant prévisionnel des études et des travaux est estimé à 18 000 000 € HT.

Le principe d'équilibre financier du budget annexe de l'assainissement interdisant de faire supporter à l'usager les dépenses relatives au pluvial, il est nécessaire que le Budget Etat Spécial Territoire de la Métropole participe au financement de l'opération. Le montant est établi sur la base des prescriptions de la Circulaire n°78-545 du 12 décembre 1978 portant sur la contribution du budget général d'une commune pour le réseau d'assainissement, prise en application du Décret 67-945 du 24 octobre 1967. Il correspond à 30 % du montant total de l'opération, soit 6 480 000 € TTC.

L'opération d'investissement n°2021101000 relative au remboursement de la part pluviale de l'investissement concernant la création d'un bassin de rétention d'eaux unitaires sous la future place Capitaine Gèze, d'un montant de 6 480 000 € TTC, inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme 211190BP du Budget EST du territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 67-945 du 24 octobre 1967 relatif à l'institution, au recouvrement et à l'affectation des redevances dues par les usages des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration ;
- La circulaire n°78-545 du 12 décembre 1978 prise en application du Décret 67-945 du 24 octobre 1967 ;

- L'arrêté préfectoral n°2003-355/26-2002-EA, du 16 janvier 2004, autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'avenant 1 (Z190585COV) du 6 janvier 2020 à la convention relative à la réalisation et au financement de la requalification de l'axe Cap Pinède – Capitaine Gèze ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative au remboursement de la part pluviale des dépenses afférentes à la réalisation du bassin de rétention d'eaux unitaires sous la future place Capitaine Gèze, d'un montant de 6 480 000 euros TTC, sur le budget EST du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 015-308/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études préalables sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire

DEASV 20/18822/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de la gestion et de l'exploitation quotidienne des réseaux pluviaux, des études de diagnostics de l'état des ouvrages (assistance géotechnique, maîtrise d'œuvre conception, levé topographique, reconnaissance sol, diagnostic amiante) sont établis et permettent de définir et programmer les travaux à venir.

L'opération permettra ainsi une plus grande réactivité pour la réalisation de ces études sur les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons.

Le montant prévisionnel de cette opération est estimé à 600 000 d'euros TTC.

L'opération d'investissement n° 2021101300, relative aux études préalables sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille Provence CT1 2021-2025, d'un montant de 600 000 d'euros TTC inscrite au budget Etat Spécial de Territoire, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211190BP du programme 19 Pluvial de la Métropole doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux études préalables sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence 2021-2025 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux études préalables sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille Provence 2021-2025, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 016-309/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire

DEASV 20/18824/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de la gestion et de l'exploitation quotidienne des réseaux pluviaux, des diagnostics de l'état des ouvrages (regards, canalisations, avaloirs...) sont établis et permettent de définir et programmer :

- des travaux de renouvellement et d'entretien : remplacement de conduites vétustes, réhabilitation sans tranchée de canalisations par chemisage, réfection de regards de visite et d'avaloirs ...
- des travaux d'amélioration du système de collecte : création de réseaux neufs, amélioration et création des dispositifs d'engouffrement des eaux de ruissellement...

L'opération permettra ainsi une plus grande réactivité pour la réalisation de ces travaux sur les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons.

Le montant prévisionnel de cette opération est estimé à 5 500 000 d'euros TTC.

L'opération d'investissement n° 2021101100, relative aux travaux sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille Provence CT1 2021-2025, d'un montant de 5 500 000 d'euros TTC inscrite au budget Etat Spécial de Territoire, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211190BP du programme 19 Pluvial de la Métropole doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux travaux sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence 2021-2025.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux travaux sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille Provence 2021-2025, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 017-310/20/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 20/18823/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence gère et exploite directement les réseaux pluviaux sur l'ensemble des communes membres du Territoire Marseille Provence, hors Marseille. Sur cette dernière commune, ces prestations sont incluses dans le contrat de délégation du service public de l'assainissement, dont le SERAMM est le titulaire depuis le 1er janvier 2014.

L'exercice de la compétence pluviale inclut la réalisation de travaux d'interventions urgentes pour le maintien en bon état des émergences en fonte, nécessaires au bon fonctionnement hydraulique des ouvrages :

Remplacement ou rescelllement et mise à la côte d'ensembles cadres-tampons de regards de visite ;

Remplacement ou rescelllement et mise à la côte d'avaloirs, de grilles ...

La principale difficulté est d'estimer, en début d'année et pour chaque commune, le nombre et l'importance des interventions urgentes qui seront à réaliser sur les équipements du réseau sur l'ensemble des communes du Conseil de Territoire Marseille Provence (hormis la commune de Marseille).

Cette opération permettra de répondre aux urgences et sollicitations diverses, notamment celles liées à la sécurité du public par rapport à des équipements qui s'avèreraient défectueux.

En outre, ladite opération permettra aussi une plus grande réactivité pour la réalisation de ces travaux sur les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons.

Le montant prévisionnel de cette opération est estimé à 4 millions d'euros TTC.

L'opération d'investissement n° 2021101200, relative aux interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille Provence CT1 2021-2025, d'un montant de 4 millions d'euros TTC inscrite au budget Etat Spécial de Territoire, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211190BP du programme 19 Pluvial de la Métropole doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence 2021-2025.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération relative aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille Provence 2021-2025, dans le cadre du budget primitif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 018-311/20/CT

■ CT1 - Approbation d'un contrat métropolitain pour une gestion intégrée et durable du grand et petit cycle de l'eau avec l'Agence de l'Eau et l'Etat

Avis du Conseil de Territoire DEA 20/18796/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport ci - après présenté pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence rassemble 1,9 millions d'habitants sur 92 communes.

Le service public de l'eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence dessert 1,84 millions d'habitants. 121 millions de m³ d'eau potable sont distribués chaque année. Il dispose de 99 unités de traitement et d'un réseau de distribution de 7 625 km, dont 10 unités de traitement et un réseau de distribution de 3 062 km pour le Territoire Marseille-Provence. Afin de garantir une alimentation en eau potable de très bonne qualité et pérenne, la Métropole Aix-Marseille-Provence développe une stratégie de sécurisation, de modernisation, d'amélioration et d'extension des systèmes d'alimentation en eau brute et en eau potable, avec un volet économie de la ressource.

Le service public de l'assainissement collectif dessert 1,6 millions d'habitants. 99 millions de m³ d'eaux usées sont traitées chaque année. Il comprend 72 systèmes d'assainissement, soit 72 stations d'épuration, et 459 postes de relevage pour 5 794 km de canalisations, dont 10 stations d'épuration, 185 postes de relevage et 2 059 km de canalisations pour le Territoire Marseille-Provence. Les objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont de garantir les enjeux de santé publique liés au transport et au traitement des effluents, et de préserver les milieux naturels en limitant les rejets polluants. La qualité des rejets doit satisfaire aux normes imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation des différents systèmes d'assainissement.

La compétence pluviale a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création sur le Territoire Marseille-Provence, et depuis le 1^{er} janvier 2018 sur l'ensemble de son périmètre. La gestion du ruissellement est une problématique essentielle pour le territoire métropolitain et plus généralement l'arc méditerranéen. Les enjeux de la gestion des eaux pluviales se définissent notamment par la maîtrise et la gestion des eaux pluviales et la maîtrise des risques occasionnés par le ruissellement lors des événements pluviaux de forte intensité.

Depuis décembre 2017, la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) s'exerce à l'échelle métropolitaine sur l'ensemble de son territoire. Ainsi, la Métropole peut se doter d'une politique d'aménagement cohérente avec les enjeux de l'eau, tout en se déclinant par bassin hydrographique (bassin versant) et favorisant ainsi le renforcement des solidarités financières et territoriales ainsi que la gestion intégrée des milieux aquatiques en lien avec la prévention des inondations. Le territoire rassemble une série de bassins versants de taille relativement réduite sur lesquels les effets de l'urbanisation (imperméabilisation des sols, construction dans les axes d'écoulement...) amplifient le phénomène d'inondation par ruissellement couplé aux inondations par débordement de cours d'eau de type méditerranéens caractérisés par de forts étiages en été et des crues parfois violentes en automne. L'ensemble du milieu aquatique du territoire métropolitain présente des enjeux biologiques parfois exceptionnels mais se trouve fortement menacé. Des actions de restauration et de renaturation doivent être menées sur les zones humides, les cours d'eau et en particulier sur les bassins versants dits « orphelins de gestion ».

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence a assuré un effort continu afin d'atteindre les objectifs réglementaires ainsi que les objectifs qu'elle s'est fixés, en lien avec les compétences « Eau Potable », « Assainissement Sanitaire », « Gestion du pluvial urbain » et « GEMAPI ».

Elle prend également en compte, depuis, plusieurs années, le phénomène du changement climatique par des opérations relatives à la gestion de la ressource en eau, à la gestion des eaux pluviales à la parcelle, à l'utilisation circulaire de la ressource, à la désimperméabilisation ou encore à la restauration des zones humides.

Plusieurs démarches, formalisées dans des contrats de milieu ont d'ores et déjà été engagées afin de créer une dynamique territoriale et de mener à bien des opérations prioritaires. Elles ont fait l'objet d'une coopération poussée avec les services de l'Etat et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse. Elles représentent un investissement de l'ordre de 650 millions d'euros HT sur la période 2008 – 2022.

La plupart de ces démarches arrivent prochainement à terme ou sont déjà achevées. De plus, afin d'exercer d'une façon cohérente l'ensemble de ces compétences, une approche métropolitaine, tenant compte des spécificités de chaque Territoire, est requise pour un périmètre sur lequel de multiples pressions d'exercent.

Cependant les évolutions des transcriptions réglementaires des directives européennes sont venues imposer des contraintes drastiques sur le fonctionnement des systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement, la gestion des milieux aquatiques et des différents risques d'inondation. Par ailleurs les derniers rapports du GIEC sur les changements climatiques et leurs évolutions futures tendent à confirmer une montée du front climat méditerranéen, avec des ressources en eau moins abondantes et plus variables, ainsi qu'une augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes.

Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin de répondre à la fois au cadre réglementaire et aux nombreux enjeux. Les actions proposées ont pour objectif de lutter contre les pollutions d'origine domestique, industrielle ou pluviale, de mettre en place une gestion du pluvial à la source et d'assurer la préservation des ressources en eau et la restauration des milieux aquatiques dans un contexte d'adaptation au changement climatique. Pour le Territoire Marseille-Provence, le plan d'actions comprend notamment :

- Des travaux de réduction des débordements du réseau unitaire de Marseille suite à l'étude d'actualisation du Schéma de Modernisation du Réseau Unitaire de Marseille (SMRU)
- La construction d'un bassin de rétention d'eaux unitaires sous la future place Capitaine Gèze
- La reconstruction de la Station d'épuration du Frioul
- La mise en place d'un feeder de transport d'eau potable pour secourir le secteur Ouest du Territoire Marseille-Provence
- Un schéma directeur global de restauration morphologique de La Cadière
- Un schéma directeur global de gestion des milieux aquatiques des Aygalades

Dans le cadre de son XI^{ème} programme « Sauvons l'eau ! » qui se termine en 2024, l'Agence de l'Eau propose d'apporter un financement pour les travaux, permettant de répondre aux objectifs dudit programme, que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, contractuellement, à commencer avant le 31 décembre 2023. Ces échanges ont conduit à la formalisation d'une proposition de contrat métropolitain pour une gestion intégrée et durable du grand et petit cycle de l'eau.

Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques, que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à conduire sur la période 2021-2023. Le montant prévisionnel du programme d'actions s'élève à 205 329 800 € HT dont 87 540 000 € HT pour le Territoire Marseille-Provence. En contrepartie, sous réserve du respect effectif du programme de travaux, l'Agence de l'Eau s'engage à :

- participer au financement des actions inscrites dans le contrat Métropolitain sur la base des modalités d'intervention de son XI^{ème} programme ;
- accorder des aides exceptionnelles contractuelles pour les opérations de valorisation socio-économique (usages récréatifs, paysagers ou patrimoniaux) liées aux milieux aquatiques, et pour les opérations eau potable ou assainissement ;
- adopter une majoration des taux appliqués aux opérations de désimperméabilisation et de restauration du milieu naturel.

Le financement global par l'Agence de l'Eau, au titre du présent contrat métropolitain, pourrait ainsi atteindre 52,77 M€ complété par un engagement d'apporter des aides sous forme d'avance à hauteur de 10,5 M€ pour des opérations de valorisation énergétique du biogaz. Pour le Territoire Marseille-Provence ces aides représenteraient un montant de 18,53 M€, ainsi que 8 M€ sous forme d'avance pour l'opération relative à la mise en place d'un méthaniseur sur la station d'épuration de la Palun à Marignane.

De son côté, l'Etat s'engage à assister la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de ce programme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée et Corse approuvé par l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2015 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de poursuivre dans les meilleurs délais, un plan d'actions ambitieux afin de lutter contre les pollutions domestiques et industrielles, d'adapter le périmètre métropolitain au changement climatique et de mener une gestion intégrée du grand cycle de l'eau afin de répondre au cadre réglementaire et aux objectifs du SDAGE Rhône Méditerranée, dans un contexte budgétaire contraint ;
- La nécessité consécutive de conclure un contrat métropolitain avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, et l'Etat en vue de conduire un programme d'actions adapté, dans les meilleures conditions administratives et financières possibles.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant approbation du contrat métropolitain pour une gestion intégrée et durable du grand et petit cycle de l'eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, et l'Etat. Le montant prévisionnel des dépenses à prévoir en fonction des budgets, est le suivant (en euros hors taxes) :

	Général	Assainissement	Eau	GEMAPI
Métropole	8 610 000 €	126 043 800 €	54 604 000 €	16 072 000 €
dont Territoire Marseille-Provence	3 850 000 €	61 360 000 €	22 330 000 €	

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 019-312/20/CT

■ CT1 - Approbation du Programme d'Actions de Prévention des Inondations PAPI sur les bassins versants de l'Huveaune et des Ayalades

Information du Conseil de Territoire DEE 20/18734/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans la délibération n° 13431 en date du 19 décembre 2019, il a été approuvé la construction et le co- portage, avec le Syndicat Mixte du Bassin versant de l'Huveaune du dispositif de PAPI (Programme d'Action et de Prévention des

Inondations) sur les bassins versants de l'Huveaune et des Aygalades, ainsi que le dépôt d'une demande de dérogation nécessaire à la réalisation d'un PAPI complet pour le volet débordement et un PAPI d'intention pour le volet ruissellement.

Suite à un premier dépôt du dossier le 31 janvier 2020 et à l'envoi de compléments le 6 mai 2020 auprès des services de l'Etat, le programme d'action est en cours d'instruction. Il a été présenté le 9 octobre 2020 à Lyon au Comité d'Agrément de Bassin qui a émis un avis favorable assorti de recommandations et de rappels. Le programme d'action sera présenté le 9 décembre 2020 au niveau national à la Commission Mixte Inondation qui en est l'instance de labellisation.

La labellisation du PAPI permet l'engagement du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs dans le financement des actions du PAPI. Elle sera suivie de la signature d'une convention de partenariat dédiée, définissant le calendrier de mise en œuvre des actions et l'engagement financier des différents partenaires : l'Etat, le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune, la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, le Département des Bouches-du-Rhône, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, le Bureau de Recherches Géologiques et Minières. La convention sera signée pour une durée de 6 ans correspondant à la durée de mise en œuvre du PAPI de 2021 à 2026.

Le Programme d'action figurant en annexe de la présente délibération détaille les différentes actions, réparties en sept axes conformément au cahier des charges nationales approuvé par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire le 9 mars 2017.

- Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque
- Axe 2 : Surveillance, prévision des crues et des inondations
- Axe 3 : Alerte et gestion de crise
- Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme
- Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens
- Axe 6 : Ralentissements dynamiques des écoulements
- Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

Le programme d'action est défini dans les fiches jointes à la convention. Ces fiches précisent notamment la maîtrise d'ouvrage, le plan de financement ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation de chaque action.

L'équilibre entre les sept axes de ce PAPI est en cohérence avec la feuille de route métropolitaine en termes stratégiques, techniques et financiers. Il répond par ailleurs à la stratégie définie dans le contexte urbanisé très contraint des deux bassins versants concernés sur lesquels les possibilités d'actions structurelles de réduction de l'aléa sont très limitées. Par sa mise en œuvre, le PAPI prévoit ainsi de renforcer la surveillance et la gestion de crise, la prise en compte du risque dans l'urbanisme et l'aménagement, mais également de préparer la population par des actions de communication et d'information. Ce dernier point vise à développer la culture du risque et à responsabiliser les citoyens vis-à-vis de leur situation individuelle. Ces actions prépareront la campagne de réduction de la vulnérabilité des bâtis (diagnostics et travaux), décrite dans l'Axe 5.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera la maîtrise d'ouvrage de 23 actions (sur un total de 52 actions pour l'ensemble du PAPI) représentant un coût global de 6 003 000 € (sur un total de 14 759 000 €). Les dépenses seront assumées par les différents financeurs des actions : Etat, Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), structures tierces (prestataires des conventions de mandat et de partenariat), particuliers, entreprises de moins de vingt salariés, exploitants agricoles, Métropole Aix-Marseille-Provence et SMBVH. Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, le montant total des dépenses à engager s'élève à 1 338 600 € répartis sur les 6 années budgétaires de 2021 à 2026.

Afin d'optimiser le montant des subventions, les coûts ont été calculés HT pour les actions sur lesquelles les maîtres d'ouvrages peuvent récupérer la TVA et TTC pour les actions sur lesquelles ce n'est pas le cas, d'où la notion de coût global pour exprimer les dépenses.

La mise en œuvre du PAPI par les différents partenaires sera coordonnée au sein d'un comité de pilotage réuni une fois par an, conformément au cahier des charges « PAPI 3 » et présidé conjointement par le représentant de l'Etat et celui du porteur de projet. Le secrétariat de ce comité de pilotage sera assuré par le SMBVH.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°2 du 6 octobre 2016 du Syndicat de l'Huveaune approuvant l'engagement dans une démarche de PAPI ;
- Le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- Le Cahier des charges relatif à la labellisation des PAPI 3^{ème} génération ;
- La délibération en date du 3 mars 2019 portant approbation d'une convention en quasi régie de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat Mixte du bassin versant de l'Huveaune ;
- La délibération en date du 19 décembre 2019 portant approbation de la construction et du portage d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations sur les bassins versants de l'Huveaune et des Aygalades.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le co-portage du PAPI Huveaune-Aygalades est assuré par la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune ;
- Que l'engagement financier des différents partenaires d'un PAPI est soumis d'une part à la signature d'une convention de partenariat, d'autre part au dépôt d'un dossier de demande de subvention pour la participation financière du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et de l'Etat ;
- Que le programme d'action, en cohérence avec la feuille de route métropolitaine en termes de GEMAPI, répond au cahier des charges PAPI 3 approuvé par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire le 9 mars 2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur les bassins versants de l'Huveaune et des Aygalades.

EAU 020-313/20/CT

■ CT1 - Demande de subventions de fonctionnement auprès du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud pour la gestion du site de l'Étang de Bolmon au titre de la convention tripartite Conseil Départemental 13 - Conseil Régional - Conservatoire du littoral

**Information du Conseil de Territoire
DEE 20/18882/CT**

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour information.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Cette compétence est attribuée aux communes, mais exercée en lieu et place de façon automatique par les EPCI FP depuis le 1er janvier 2018. Les intercommunalités peuvent ensuite déléguer ou transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats mixtes.

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

5° La défense contre les inondations et contre la mer.

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

A ce titre, le Syndicat Intercommunal du Bolmon-Jaï (SIBOJAÏ), dont le périmètre était entièrement inclus dans le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a été dissous par arrêté préfectoral au 1^{er} janvier 2018. La Métropole s'est donc substituée à partir du 1^{er} janvier 2018 pour la GEMAPI aux communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane, membres du syndicat et est depuis, en lieu et place du SIBOJAÏ, gestionnaire du site de l'Étang de Bolmon, propriété du Conservatoire du littoral.

Dans le cadre de la Convention tripartite entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (CD13), le Conseil Régional SUD (CR SUD) et le Conservatoire du littoral portant sur la gestion des propriétés du Conservatoire du littoral, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vu attribuer, conjointement par le CD13 et le CR SUD, une aide par année de 28 000 euros pour les exercices 2018 et 2019, et 25 000 euros pour l'exercice 2020, pour la mise en œuvre des actions prioritaires du Plan de Gestion du Bolmon (subvention en fonctionnement).

En 2020, cette subvention était répartie de la manière suivante :

- aide de 12 500 euros du Département des Bouches-du-Rhône
- aide de 12 500 euros de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur

Ces aides sont reconduites pour les prochaines années.

Il est ainsi proposé de solliciter pour l'exercice 2021 l'aide du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et du Conseil Régional SUD, sur la base du programme d'actions prévisionnel qui sera proposé lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) de décembre 2020, soit 12 500 euros auprès du Département et 12 500 euros auprès de la Région pour le fonctionnement du site Étang de Bolmon du Conservatoire du littoral, dont la Métropole a, à ce jour, la gestion.

La présente délibération vise donc à approuver la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 «Convention tripartite Conseil Départemental 13 – Conseil Régional SUD – Conservatoire du littoral »	12 500 euros
Conseil Régional SUD «Convention tripartite Conseil Départemental 13 – Conseil Régional SUD – Conservatoire du littoral »	12 500 euros
TOTAL HT	25 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°MER 008-1502/16/CM du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération n°DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- Le SOCLE (Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau) de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération n°DEA 052-3360/17/CM du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;

- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° DEA 011-4230/18/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° FAG 019-4068/18/CM ;
- Le programme prévisionnel d'actions proposé par la Métropole Aix-Marseille-Provence lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) en décembre 2019 ;
- La convention de gestion du site « Etang de Bolmon », signée entre le SIBOJAÏ et le Conservatoire du littoral le 18 novembre 2014, portant sur la période 2014-2020 ;
- La convention tripartite 2018-2020 signée le 17 avril 2018 entre le CD13, le CR SUD et le Conservatoire du littoral portant sur l'aide financière apportée aux structures gestionnaires des propriétés du Conservatoire du littoral.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole doit s'engager à réaliser le programme d'actions prévisionnel qui sera proposé lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) de décembre 2020 ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : gestion du site de l'Étang de Bolmon ;
- Que dans ce cadre, la métropole doit solliciter une subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône et la Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération métropolitaine sur la demande de subventions de fonctionnement auprès du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la gestion du site de l'Etang de Bolmon - Exercice 2021 au titre de la convention tripartite Conseil Départemental 13 - Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur - Conservatoire du littoral.

EAU 021-314/20/CT

■ CT1 - GEMAPI - Approbation de la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du conservatoire du littoral - Site Étang de Bolmon sur les communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane

Information du Conseil de Territoire DEE 20/18862/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport ci-après présenté pour information au Conseil de Territoire.

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ».

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

5° La défense contre les inondations et contre la mer.

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

A ce titre, le Syndicat Intercommunal du Bolmon-Jaï (SIBOJAÏ), dont le périmètre était entièrement inclus dans le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a été dissous par arrêté préfectoral au 1^{er} janvier 2018. La Métropole s'est donc substituée à partir du 1^{er} janvier 2018 pour la GEMAPI aux communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane, membres du syndicat et est depuis, en lieu et place du SIBOJAÏ, gestionnaire du site de l'Étang de Bolmon, propriété du Conservatoire du littoral.

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, dans la continuité des programmes d'actions portés par les syndicats compétents, dissous et transférés à la Métropole au 1^{er} janvier 2018.

Dans la continuité de la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral signée le 18 novembre 2014 entre le SIBOJAÏ et le Conservatoire du littoral pour une durée de six ans, il est proposé de renouveler cette convention cohérente avec l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la valorisation et la préservation durable du patrimoine naturel dans le respect du développement socio-économique de son territoire.

Par principe de représentation-substitution, et conformément à l'article L. 322-9 du Code de l'Environnement, le Conservatoire du littoral, au travers de cette convention, souhaite confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans la limite des responsabilités de chacun définies à l'article 6.3. de la présente convention, la gestion du site terrestre de l'Étang de Bolmon qu'il a acquis. La présente convention ci-annexée s'applique de plein droit sur le site de l'Étang de Bolmon aux terrains et immeubles déjà acquis et à ceux qui le seront postérieurement à la signature de la convention dans la limite du programme d'acquisition accepté par le conseil d'administration du Conservatoire du littoral en date du 28 octobre 1992, conformément au plan annexé à la convention.

Les sites du Conservatoire ont vocation à contribuer au « tiers naturel littoral » en un réseau de sites en bon état et valorisés, partie intégrante des territoires. La biodiversité remarquable, les fonctionnalités écologiques et hydrauliques, le patrimoine culturel et paysager qu'ils abritent doivent être préservés et enrichis. Leur valorisation au travers de l'accueil du public et d'usages compatibles peut contribuer directement à l'attractivité du territoire environnant.

Ainsi, la gestion prendra en compte ces orientations définies dans la stratégie d'intervention à long terme 2015- 2050 du Conservatoire du littoral.

Enfin, la gestion du site Étang de Bolmon suivra les orientations telles que définies dans le plan de gestion de 2010 toujours en cours d'exécution et détaillées en annexe de la convention :

Objectif 1 - Préserver, restaurer, dépolluer et développer la qualité et la diversité des écosystèmes terrestres et aquatiques de Bolmon

Objectif 2 - Préserver les milieux périphériques naturels et associés par le renforcement de la politique foncière

Objectif 3 – Tendre vers une résorption totale des pollutions directes et diffuses subies par cette lagune méditerranéenne, provenant des bassins versants

Objectif 4 - Améliorer la qualité de l'eau et des sédiments dans le respect des spécificités du Bolmon et des écosystèmes naturels présents

Objectif 5 - Restaurer et renforcer la fonctionnalité de cette zone humide

Objectif 6 - Renforcer la lisibilité du site, de son caractère naturel et de sa cohérence en tant qu'entité écologique et paysagère fonctionnelle, notamment par le traitement des interfaces

Objectif 7 - Restaurer la valeur paysagère du site et mettre en valeur son patrimoine culturel et ses pratiques traditionnelles

Objectif 8 - Promouvoir et pratiquer des activités humaines respectueuses des écosystèmes et de leur fonctionnement

Objectif 9 - Générer une appropriation forte du site par ses usagers et favoriser l'investissement des acteurs pour la gestion et la préservation du site

Objectif 10 - Renforcer l'information et la sensibilisation du public sur le patrimoine de ce site fragile, sa préservation et le développement durable

Objectif 11 - Améliorer l'accueil du public et concilier les différents usages

Objectif 12 - Concilier fréquentation et préservation des écosystèmes (organisation et maîtrise de la fréquentation dans des conditions compatibles avec la protection des milieux naturels)

Objectif 13 – Mettre en place les moyens humains et techniques pour une gestion cohérente et efficace, les adapter aux fortes pressions subies par le site (importante fréquentation, multiplicité d'usages, pression urbaine, pratiques illégales et abusives...)

Tel qu'énoncé à l'article 6.3.1 de cette convention portant sur les obligations et responsabilités du Gestionnaire, en signant cette convention, ce dernier sera plus particulièrement en charge :

- De la responsabilité générale de gestion, la coordination entre intervenants ;
- Du suivi des conventions d'usages ou d'occupation et du recouvrement des recettes du domaine (cf. article 7) ;
- Du programme de mise en valeur et des travaux d'aménagement (cf. article 8) ;
- Des agents affectés à la gestion du site : accueil du public, surveillance, conduite d'animations et respect des limites de propriété (cf. article 9) ;
- De la mise en œuvre du plan de gestion, du suivi de la connaissance, de la rédaction du rapport d'activité et la contribution à l'évaluation du plan de gestion (cf. article 10) ;
- De l'entretien courant, de la maintenance et la surveillance des terrains, ouvrages.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°MER 008-1502/16/CM du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération n° DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- Le SOCLE (Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau) de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération n°DEA 052-3360/17/CM du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de

Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;

- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° DEA 011-4230/18/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° FAG 019-4068/18/CM ;
- Le programme prévisionnel d'actions proposé par la Métropole Aix-Marseille-Provence lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) en décembre 2019 ;
- La convention de gestion du site « Étang de Bolmon », signée entre le SIBOJAÏ et le Conservatoire du littoral le 18 novembre 2014, portant sur la période 2014-2020 ;
- La convention tripartite 2018-2020 signée le 17 avril 2018 entre le CD13, le CR SUD et le Conservatoire du littoral portant sur l'aide financière apportée aux structures gestionnaires des propriétés du Conservatoire du littoral.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la délibération actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 prévoit que les missions du SIBOJAÏ soient intégrées pleinement dans la Métropole sans distinction des actions relevant strictement de la GEMAPI et de celles relevant du hors GEMAPI dans la limite des compétences exercées par la Métropole ;
- Que la délibération portant sur le programme prévisionnel d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 souligne la nécessité de pérenniser les missions associées hors GEMAPI dépendantes des compétences de droit commun de la Métropole et considérées comme complémentaires au niveau de chaque unité hydrographique ;
- Que cette nouvelle convention de gestion s'inscrit dans la continuité des précédentes conventions de gestion signées entre le SIBOJAÏ et le Conservatoire du littoral depuis 2000 ;
- Que le renouvellement de cette convention est en cohérence avec les demandes de financement dans le cadre de la Convention tripartite 2018-2020 entre le CD13, le CR SUD et le Conservatoire du littoral portant sur l'aide financière apportée aux structures gestionnaires des propriétés du Conservatoire du littoral dont bénéficie la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération de la Métropole portant sur l'approbation de la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral – Site Etang de Bolmon n° 311 – sur les communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération métropolitaine sur l'approbation de la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral - Site Etang de Bolmon n° 311 - sur les communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane.

EAU 022-315/20/CT

■ CT1 - GEMAPI - Approbation du programme d'actions pluriannuel GEMAPI 2021-2024

Information du Conseil de Territoire

DEE 20/18910/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

A – Pour rappel : GEMAPI une compétence métropolitaine depuis le 1er janvier 2018

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence GEMAPI est totalement prise en charge par la Métropole. Le service GEMAPI de la Métropole a été créé en juin 2018 au sein de la Direction Générale Adjointe du Développement Urbain et Stratégie Territoriale.

L'exercice de cette nouvelle compétence GEMAPI est fondée sur l'habilitation prévue par l'article L. 211-7.1 du Code de l'environnement, qui permet aux collectivités, à leurs groupements et aux syndicats mixtes d'intervenir sur des terrains sur lesquels ils ne disposent d'aucun droit réel (ni droit de propriété, ni servitude d'usage). La compétence GEMAPI n'emporte pas la propriété sur les ouvrages, les cours d'eau, les plans d'eau ou les milieux aquatiques, mais est toutefois subrogée dans les droits et les obligations du propriétaire public. Les missions relevant de cette compétence sont définies au 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer.
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Si la GEMAPI crée de nouvelles responsabilités pour la Métropole, elle n'annule ni ne transfère des responsabilités importantes en matière de gestion du grand cycle de l'eau. En particulier :

- Le maire conserve ses pouvoirs de police : il reste responsable de la sécurité publique à l'échelle de sa commune,
- Les propriétaires restent responsables de l'entretien des cours d'eau et de leurs ouvrages de protection.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce sa compétence GEMAPI sur :

1. Les cours d'eau, plans d'eau, canaux non domaniaux, c'est-à-dire non classés dans le domaine public.
2. Le domaine public fluvial ou maritime (DPF ou DPM), sous réserve d'avoir obtenu préalablement l'autorisation d'intervenir de la personne publique propriétaire des dépendances concernées.
3. Des ouvrages publics, par voie de la mise à disposition.
4. Des ouvrages privés, par voie de servitude ou d'acquisition.

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire qui soit cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin hydrographique.

L'action de la Métropole se déploie selon les 4 items, tout en tenant compte des missions complémentaires indissociables.

En vue de préparer au mieux les changements structurels liés à la compétence GEMAPI, la Métropole s'est inscrite, en 2017, dans une démarche « SOCLE », Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau. Cette étude a permis, dans un premier temps, de délimiter les contours de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, tout en favorisant la cohérence hydrographique, le renforcement des solidarités financières et territoriales et la gestion durable des équipements structurants du territoire.

Les EPCI peuvent instituer et percevoir une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole a arrêté le principe d'une taxe. La taxe GEMAPI instaurée à compter de 2019, a été fixée à 5,4 M€ en cohérence avec la progression du montant prévisionnel annuel des charges afférentes à l'exercice de la compétence (montants identifiés par la CLECT majoré des charges nouvelles). Ce montant a été reconduit en 2020.

Actuellement, suite à la phase 1 de la démarche SOCLE, la compétence GEMAPI s'exerce soit en pilotage métropolitain pour les syndicats dissous et bassins versants orphelins, (rivières de la Touloubre, la Cadière, le Bolmon-Jaï, les Aygalades) soit en partenariat métropolitain pour les syndicats conservés ou en période transitoire (rivières de l'Huveaune, l'Arc, la Durance, l'Eze et les Dignes du Rhône). Un premier programme d'action délibéré le 28 juin 2018 a permis de définir le budget GEMAPI et le montant de la taxe associée pour 2019-2020, soit 5,44 M€.

Depuis 2019, la phase 2 de la démarche SOCLE permet de compléter et de consolider l'inventaire et le diagnostic des ouvrages GEMAPI, afin de pouvoir répondre aux enjeux de la compétence GEMAPI dans un traitement homogène, et dans une logique de territorialité par bassin versant tout en maintenant une gouvernance locale.

Le programme d'action ainsi que l'estimation précise des moyens techniques humains et financiers à allouer à l'exercice de la GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain, conduit au dimensionnement de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024.

L'objet de la présente délibération est de valider le programme d'action GEMAPI 2021-2024 sur la base des enjeux confortés par le diagnostic SOCLE PHASE 2, et d'en fixer le montant de la taxe GEMAPI nécessaire à la mise en exécution de cette feuille de route pour les années 2021 à 2024.

Pour l'ensemble des actions programmées, la Métropole est accompagnée financièrement par ses partenaires tels que l'Agence de l'Eau, le Département des Bouches du Rhône, la Région Sud et l'Etat au travers du Fond Barnier. Les subventions afférentes ont été prises en compte dans l'estimation du montant de la taxe à venir.

B - Le fondement de la doctrine GEMAPI de la Métropole Aix Marseille Provence

Cette doctrine s'appuie sur les deux objectifs environnementaux nationaux majeurs. En effet, la prise en compte du risque inondation et de la qualité des milieux aquatiques est un enjeu à l'échelle nationale. A l'échelle du district Rhône-Méditerranée, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) déclinent les principaux objectifs de la politique de l'eau.

Le travail de construction du SDAGE 2022-2027 et de son programme de mesures afin d'atteindre les objectifs de qualité des milieux aquatiques et de quantité des eaux à maintenir est d'ores et déjà engagé à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée.

La mise en œuvre de la Directive relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondations n°2007/60/CE du 23 octobre 2007 a conduit à la détermination de deux Territoires à Risques Importants d'inondation (TRI) sur le territoire métropolitain :

- TRI Aix en Provence - Salon de Provence comprenant les bassins versants de l'Arc, la Touloubre et de la Cadière
- TRI Marseille – Aubagne comprenant les bassins versants de l'Huveaune et des Aygalades.

Le territoire rassemble une série de bassins versants de taille différentes, sur lesquels les effets de l'urbanisation (imperméabilisation des sols, constructions dans les axes d'écoulement) amplifient le ruissellement déjà présent. Par ailleurs, sur le secteur de la Métropole, les fleuves côtiers servent régulièrement d'exutoire aux réseaux pluviaux. Ainsi, pour les événements majeurs, les inondations par ruissellement sont couplées à des inondations par débordement de cours d'eau.

Ces phénomènes de ruissellement couplé au risque inondation par débordement sont particulièrement dangereux sur les parties les plus urbanisées des bassins versants. Ainsi, la forte imperméabilisation des sols combinée à la création de constructions dans les axes d'écoulement, aggravent un phénomène de ruissellement déjà présent et créent de la vulnérabilité.

Le territoire est exposé à un régime pluvieux particulier, avec des cumuls de pluies sur de courtes durées (épisodes de pluies intenses méditerranéennes, de type cévenol) qui nécessitent une gestion adaptée à ces épisodes orageux. En effet, depuis les années 2000, ce sont des inondations par ruissellement qui se sont principalement produites.

Le besoin de connaissance de l'impact de ces phénomènes est attesté dans l'objectif de les intégrer dans les documents de planification urbaine et dans toute démarche de projet d'aménagement. Ces connaissances permettront de renforcer la surveillance et la gestion des crues du territoire, en complément des mesures déjà prises pour les crues par débordement.

Dans ce contexte hydrographique et climatique du territoire, la stratégie GEMAPI de la Métropole vise la convergence des principes de prévention du risque inondation et de restauration des milieux aquatiques pour fonder l'ensemble de

son programme d'actions. Par cette démarche, la Métropole a la volonté d'optimiser chaque projet au regard de son efficacité face au risque inondation mais également des opportunités d'amélioration des milieux aquatiques dans un souci de résilience du territoire et d'adaptation aux changements climatiques.

Dans des zones fortement urbanisées, la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens et le développement de la conscience du risque inondation sont des actions à mener auprès de tous publics, dès lors que l'absence de fortes inondations récentes confortent la perte de conscience de la réalité de ce risque. La seule réponse au risque avéré et existant ne peut uniquement consister en des travaux structurels dont l'efficacité sera limitée face à des phénomènes accrus par les dérèglements climatiques et la forte urbanisation des dernières décennies.

La gestion intégrée du grand cycle de l'eau et l'adaptation au changement climatique :

L'adaptation au changement climatique constitue un axe stratégique transverse, car il concerne plusieurs thématiques et domaines d'intervention. En matière de gestion de l'eau, il s'agit notamment :

- de faire de la question de l'eau et des milieux aquatiques une véritable composante du cadre et de la qualité de vie, du patrimoine ;
- de rechercher les équilibres entre développement démographique, développement économique et capacités d'assainissement ;
- de faire de la question des risques d'inondation une composante des choix d'implantation des infrastructures et des habitations.

Les opérations principales développées par bassin versant dans cet objectif sont :

- Programmer des actions de restauration sur les cours d'eau/lagunes : Touloubre, Cadière, Aygalades, étang de Bolmon, cours d'eaux orphelins ;
- Restaurer la continuité écologique sur les bassins de la Touloubre et de la Cadière ;
- Réaliser des schémas directeurs du bon fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau : Touloubre, Cadière, Aygalades ;
- Lancer un Plan de Gestion Stratégique des Zones Humides sur l'ensemble de la Métropole ;
- Intégrer la gestion alternative du ruissellement PLUVIAL/GEMAPI dans une cohérence de bassin versant.
- Mettre en œuvre la feuille de route de l'Atelier des territoires « Rendre la ville perméable » : développer la gestion durable des eaux pluviales dans la politique d'aménagement et les projets urbains ;
- Mener, soutenir et accompagner les actions de désimperméabilisation dans les projets métropolitains d'aménagement urbains, d'espaces publics, de voirie ou autres ;

La gestion et l'entretien des ouvrages hydrauliques de protection

La Métropole depuis 2018 est devenue responsable de l'entretien et de la bonne tenue des ouvrages de protection (Item 5 de la compétence GEMAPI)

Elle doit ainsi se conformer aux prescriptions du décret de 2015 et ses dernières évolutions réglementaires qui réglementent les ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions (digues et barrages) afin de garantir leur efficacité et leur sûreté, introduit les notions de système d'endiguement (article R. 562-13 du CE) et d'aménagement hydraulique (article R. 562-18 du CE).

La compétence GEMAPI intègre, outre les digues terrestres, également la gestion des ouvrages qui participent à la lutte contre la submersion marine et peut intégrer ceux participant au maintien du trait de côte.

Excepté sur le bassin versant de la Durance, très peu d'ouvrages ont été construits dans un objectif de protection collective mais plutôt individualiste qui protège pour beaucoup d'entre eux des parcelles agricoles. C'est pourquoi, des études complémentaires doivent être réalisées pour préciser leur rôle et leur impact préalablement aux études de régularisation des systèmes d'endiguement et aménagements hydrauliques présents sur le territoire. Ces études seront principalement hydrauliques couplées avec des diagnostics physiques précis des ouvrages qui permettront d'apporter des éléments décisionnels pour choisir de déclarer/autoriser des systèmes d'endiguement métropolitain. Certains d'entre eux amèneront des travaux lourds pour augmenter le niveau de protection.

A ce jour l'inondation de la terre par la mer est un aléa encore peu étudié et mal connu à l'échelle du territoire métropolitain. Il est donc nécessaire de comprendre et de modéliser l'intégralité du complexe fluvio-maritime. Le couplage des deux phénomènes, submersion marine et inondation fluviale, est nécessaire

Les opérations principales développées par bassin versant dans cet objectif sont :

- Réaliser les analyses hydrauliques complémentaires et les diagnostics physiques des ouvrages par bassin versant nécessaires à la caractérisation des ouvrages individuels en éventuels systèmes d'endiguement à protection collectives afin d'envisager ou non leur classement préalable.
- Intégrer les systèmes d'endiguement dans la gestion du risque.

La stratégie de communication et de sensibilisation GEMAPI permettant le développement de la conscience et de la culture du risque inondation

Dans la mesure où les futures crues se dérouleront dans un contexte pouvant cumuler des facteurs défavorables (peu de mémoire des crues, phénomènes rapides et violents, urbanisation très dense), la sensibilisation au risque inondation est un facteur primordial à mener à l'échelle métropolitaine.

Au travers de dispositifs tels que le PAPI Huveaune Aygalades (Programme d'action de prévention des inondations, les diagnostics de la réduction de la vulnérabilité amorcés sur les secteurs régulièrement inondés, permettront de qualifier la vulnérabilité d territoire. A terme, ces opérations contribueront à développer la notion de « vivre avec » le risque et non « lutter contre » et de réduire les dommages sur les biens.

Les opérations principales développées par bassin versant dans cet objectif sont :

- Définir et développer une stratégie de communication/information/sensibilisation GEMAPI sur le territoire de la Métropole ;
- La réinscription des rivières dans la vie sociale et économique : par la mise en œuvre de programme éducatifs et de projets tels que la Voie Verte le long de l'Huveaune
- Accompagner les acteurs des territoires dans les diagnostics de vulnérabilité aux inondations des enjeux existants en zone inondable ;
- Poursuivre le développement de la cellule d'astreinte permettant entre autres d'assurer une veille hydrométéorologique afin d'anticiper et limiter les dommages humains et matériels, de conseiller et assister les tiers institutionnels sur les aspects hydrométéorologiques ;
- Clarifier harmoniser et compléter les procédures existantes (secteurs, aléa ruissellement, etc.) concernant l'alerte, la surveillance et la gestion de crise.

Les ressources en eau et la lutte contre les pollutions

La mauvaise qualité des milieux naturels aquatiques représente la principale cause de dérogation à l'atteinte du bon état des masses d'eau attendu pas le SDAGE. Les facteurs de dégradation de l'eau sont multiples, accentué par une chenalisations et une artificialisation importante des cours d'eau métropolitains. Les milieux aquatiques sont les milieux récepteurs de nombreuses pollutions, la présence importante de macro déchets sur les berges et dans les lits des cours d'eau constituent des facteurs importants du cadre de vie. Outre les déchets, les pollutions domestiques, industrielles etc. des cours d'eau rejoignent le littoral métropolitain avec des conséquences sur la qualité des plages et la biodiversité marine. Les étiages des cours d'eau sont très sévères les accentués par les phénomènes de sécheresse et les nombreux prélèvements constatés.

Les opérations principales développées par bassin versant dans cet objectif sont :

- La lutte contre la pollution déversée dans les cours d'eau mais aussi en mer
- Doter l'ensemble du territoire d'un réseau de suivi de la qualité des eaux et des débits, des informations utiles à la prévision des risques (veille hydrométéorologique)
- Gestion des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable : protection et sécurisation de la ressource en eau

L'amélioration de la connaissance, compétence transversale à développer pour conduire la doctrine GEMAPI

L'amélioration de la connaissance à l'échelle métropolitaine est une action préalable et transversale qu'il convient de mener.

Les opérations principales qu'il convient de mener dans cet objectif sont :

- Finaliser la cartographie cours d'eau en vue de son intégration dans les documents de planification urbaine
- Améliorer la connaissance du risque inondation par ruissellement et submersion marine, engager les études hydrauliques de caractérisation de l'aléa inondation sur les territoires non dotés ;
- Etablir le rôle des réseaux d'irrigation dans l'inondabilité des territoires

Le programme d'action 2021-2024, d'un montant total de 124 M€ TTC (hors subventions), déclinant cette stratégie métropolitaine, est joint en annexe de la présente délibération.

La totalité du montant supporté par la Métropole de 85,20 M€ TTC (soit une moyenne annuelle de 21,30M€) sera porté par la taxe GEMAPI, le reste faisant l'objet de demandes de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des structures syndicales visées dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 23 janvier 2017 actant par le SIBVH un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et sa participation à la démarche SOCLE de la Métropole ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération DEA052-3260/17CM du 14 décembre 2017 actant l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 15 février 2018 actant l'instauration de la Taxe GEMAPI ;
- La délibération DEA007-28/06/18CM du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de reconnaître la nécessité d'une gestion intégrée du grand cycle de l'eau
- Que la Métropole depuis 2018 est devenue responsable de l'entretien et de la bonne tenue des ouvrages de protection
- Qu'il convient de définir et de développer la conscience et la culture du risque inondation et des risques associés
- Qu'il convient de définir une stratégie de communication et de sensibilisation GEMAPI
- Qu'il convient à l'échelle métropolitaine de porter une réflexion sur les ressources en eau et la lutte contre les pollutions
- Qu'il convient de définir les compétences transversales à développer pour mener à bien la stratégie GEMAPI
- Qu'il convient de définir un programme d'actions à l'échelle du territoire dans le cadre de l'exercice de la compétence au niveau métropolitain, visant une gestion intégrée par bassin versant du grand cycle de l'eau pour contribuer à l'aménagement durable du territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au projet de délibération métropolitaine sur GEMAPI - Approbation du programme d'actions pluriannuel GEMAPI 2021-2024.

EAU 024-316/20/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 1 aux conventions de facturation et de recouvrement de la redevance assainissement conclues avec la Société Eau de Marseille Métropole et les délégataires de l'assainissement

Avis du Conseil de Territoire

DGECE 20/18946/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Société des Eaux de Marseille (SEM) assure, aux termes d'un contrat de délégation de service public conclu avec la Communauté Urbaine et qui a pris effet le 1^{er} janvier 2014, pour un début d'exploitation le 1^{er} juillet 2014, l'exploitation du service public d'eau sur son territoire, à l'exception de la commune de Plan de Cuques et de la partie villageoise de la commune de Gémenos, et sur le territoire du canal de Marseille et de la dérivation de La Ciotat.

Ce contrat impose la substitution à la Société des Eaux de Marseille (SEM) d'une structure juridique dédiée, la société « Eau de Marseille Métropole », en qualité de délégataire du service de l'eau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur le territoire susvisé, désignée ci-après par "le Gestionnaire de l'Eau".

Par ailleurs, par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Est à la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM), pour la zone Ouest à la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM) et pour la zone centre au SERAMM.

En application des dispositions des articles R 2333-121 à 132 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 1331-8 du Code de la santé publique, la Communauté Urbaine a institué une redevance d'assainissement collectif,

dont elle a confié le recouvrement au Gestionnaire de l'Assainissement. Par ailleurs, en application de l'article R 2333-128 du CGCT et de la circulaire n°6/DE du 15 février 2008, Annexe I-1, relative à l'application des redevances prévues aux articles L 213-10-1 et suivants du Code de l'environnement, la Communauté Urbaine a souhaité que le recouvrement des redevances d'assainissement collectif soit effectué sur la même facture que celle du service public de l'eau, conformément aux termes des contrats précités.

Des conventions tripartites avaient été conclues entre la Société Eau de Marseille Métropole (ci-après dénommé SEMM), la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et chacun des délégataires de l'assainissement (SAEM, SAOM et le SERAMM (Service d'Assainissement de Marseille Métropole).

Aujourd'hui, à la suite de plusieurs réunions de travail et en accord avec les services de la Métropole Aix Marseille Provence, il est apparu nécessaire à la SEMM et aux délégataires de l'assainissement d'apporter des adaptations contractuelles aux conventions d'origines, dans l'intérêt des services, et ce, au vu des évolutions législatives, des modalités de mise en œuvre des conventions existantes et de la réalité des services rendus par la SEMM à SAEM, SAOM et au SERAMM

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau et de ses annexes ;
- La délibération AGER 00-608/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'assainissement zone Centre
- La délibération AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'assainissement zone Est ;
- La délibération AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public d'assainissement zone Ouest ;
- La délibération PEDD 017-309/14/CC du 18/07/2014 portant sur l'approbation d'une convention conclue avec la Société des Eaux de Marseille et la Société SERAMM relative aux modalités particulières du recouvrement de la redevance d'assainissement sur le périmètre de la zone Centre
- La délibération PEDD 019-311/14/CC du 18/07/2014 portant sur l'approbation d'une convention conclue avec la Société des Eaux de Marseille et la Société d'Assainissement Est Métropole relative aux modalités particulières du recouvrement de la redevance d'assainissement sur le périmètre de la zone Est ;
- La délibération PEDD 018-310/14/CC du 18/07/2014 portant sur l'approbation d'une convention conclue avec la Société des Eaux de Marseille et la Société d'Assainissement Ouest Métropole relative aux modalités particulières du recouvrement de la redevance d'assainissement sur le périmètre de la zone Ouest ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'apporter des adaptations contractuelles aux conventions d'origine, dans l'intérêt des services, et ce, au vu des évolutions législatives, des modalités de mise en œuvre des conventions existantes et de la réalité des services rendus par la SEMM aux délégataires de l'assainissement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 aux conventions de facturation et de recouvrement de la redevance assainissement conclues avec la société Eau de Marseille Métropole et les délégataires de l'assainissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 025-317/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Ensues-la-Redonne pour les équipements relevant de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Avis du Conseil de Territoire DEASV 20/18948/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec la commune xxx au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er}

janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habilitier la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune d'Ensues-la-Redonne du Territoire Aix-Marseille-Provence Métropole et d'une opération au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune d'Ensues-la-Redonne, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 026-318/20/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de prestation de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Avis du Conseil de Territoire

DGEDP 20/18949/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance et notamment la compétence " Défense Extérieure Contre l'Incendie " (DECI) sur l'ensemble de son territoire.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services ont fait l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a rendu son rapport définitif le 4 décembre 2018 qui a été validé par délibérations concordantes entre la Commune et la Métropole.

Toutefois, les difficultés de mise en œuvre de la compétence DECI ont obligé la Métropole à mettre en place, à titre transitoire, des conventions de gestion avec les communes pour maintenir la continuité du service public, et cela depuis le 1er janvier 2018.

Au terme de la 3ème année d'exercice, les conventions de gestion prendront fin le 31 décembre 2020.

Pour l'ensemble des communes membres, au 1er janvier 2021, les Conseils de Territoires, par délégation du Conseil de la Métropole, exerceront toutes les missions afférentes à la compétence DECI.

L'exercice de la pleine compétence par la Métropole, s'accompagnera ponctuellement du transfert de personnel communal.

Parmi les communes membres, la commune de Marseille bénéficie d'un statut particulier dans la mesure où la Maire dispose d'un service d'incendie et de secours spécifique.

La lutte contre l'incendie et les secours de la commune de Marseille sont organisés, aussi bien pour des raisons historiques que pour les enjeux que constitue sa défense, selon un mode particulier.

La maire de Marseille, autorité de police administrative, dispose en effet d'une unité militaire (le bataillon de marins pompiers de Marseille -BMPM) placée directement sous ses ordres par l'Etat conformément à l'article L2513-3 et suivants du CGCT.

En matière de défense extérieure contre l'incendie, au regard de l'ampleur des risques à combattre et du nombre de points d'eau incendie (PEI) à gérer, la police administrative spéciale et le service public communal de DECI sont, dans les faits et depuis toujours, réunis sous une même autorité.

Cette situation a conduit le bataillon de marins-pompiers de Marseille à jouer un rôle très sensiblement supérieur à celui normalement dévolu aux services d'incendie et de secours.

Cette réunion des compétences en une même entité a toujours permis une grande réactivité dans le signalement des PEI défectueux et leur réparation, souvent en régie, permettant, y compris en dehors des heures ouvrables, de ne pas laisser de secteurs urbains dépourvus de moyens de distribution d'eau d'incendie.

Cette spécificité a d'ailleurs été prise en compte dans le décret n° 2015-235 organisant la DECI puisque celui-ci fait un cas particulier de la ville de Marseille.

La loi MAPTAM, quant à elle, si elle a pris en compte l'organisation particulière des services d'incendie et de secours de Marseille, n'a rien prévu pour le cas particulier de la DECI.

Pour la Ville de Paris, qui se trouve dans la même situation, la loi du 28 février 2017 relative au statut de cette ville et à l'aménagement métropolitain a rendu la compétence DECI au maire de Paris sans pour autant modifier les dispositions générales applicables à l'ensemble des métropoles.

Sans préjuger d'une éventuelle évolution législative transférant la compétence à la commune de Marseille et afin de maintenir les conditions de réactivité nécessaires pour le maintien quotidien du réseau DECI sur la commune de Marseille et de bénéficier de l'expérience précieuse et incontournable apportée par le bataillon de marins pompiers pour l'exploitation de ce réseau incendie, il a ainsi été envisagé de mettre en place une convention de prestation de services entre la Métropole et la commune de Marseille, objet de la présente convention.

Le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille (BMPM), mis à disposition de la commune de Marseille, assurera pour la commune de Marseille, les missions de contrôles, maintenance, petites réparations des 6500 points d'eau incendie publics.

Le BMPM assurera en complément, des missions de prescriptions de travaux et de propositions d'extension de réseau en lien avec le service public DECI métropolitain.

Pour la réalisation de ces missions, la Métropole mettra à disposition des marchés publics et remboursera les charges de fonctionnement dans la limite du plafond de la programmation budgétaire définie par la Métropole.

La Métropole, attributaire de la compétence DECI, assurera le suivi de la convention avec d'un comité de pilotage technique qui permettra de suivre les prestations et dépenses réalisées et d'assurer la programmation technique et financière.

La convention sera conclue pour une durée de 3 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de prestation de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie sur le territoire de la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de Loisirs
- Développement Economique - Emploi et Numérique"***

TCESDE 001-319/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de fonds de concours 2021-2022 avec le Département des Bouches-du-Rhône pour la mise en oeuvre des six PLIE du territoire métropolitain

Information du Conseil de Territoire

DAJA 20/19021/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire pour information .

La convention de fonds de concours 2018-2020 relative au financement des six Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du territoire métropolitain arrivant à échéance, il est proposé de la renouveler pour une période de 2 ans, correspondant à la date de fin des protocoles des PLIE.

Chaque PLIE est chargé de l'accompagnement à l'emploi et la mise en emploi réussie de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Par cette nouvelle convention de fonds de concours portant sur la période 2021-2022, le Département des Bouches-du-Rhône confie à la Métropole Aix-Marseille-Provence la gestion des fonds affectés comme contreparties publiques éligibles au Fonds social européen (FSE). Elle définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE.

63 communes du territoire sont à ce jour couvertes par un PLIE, dont l'animation est tantôt portée par des structures portées par des structures associatives (PLIE Marseille Provence Centre, PLIE Marseille Provence Est, PLIE Marseille Provence Ouest, PLIE Istres Ouest Provence) et tantôt en régie interne aux services métropolitains (PLIE du Pays d'Aix et PLIE du Pays de Martigues).

Le bilan de la précédente convention triennale 2018-2020 s'établit ainsi :

- Accompagnements (l'objectif annuel était de 6 250 personnes à accompagner dont à minima 60% de BRSA, soit 3 750 BRSA) :
 - 2018 : 6 014 personnes accompagnées dont 63% de BRSA (3 778) ;
 - 2019 : 6 089 personnes accompagnées dont 63% de BRSA (3 812) ;
 - 2020 (au 30/06/2020) : 3 931 personnes accompagnées dont 65% de BRSA (2 555). L'objectif annuel 2020 a été réduit compte tenu de la crise sanitaire à 5 263 personnes, dont 3 158 BRSA.
- Sorties positives :
 - 2018 : 1 209 personnes dont 718 BRSA ont accédé à un emploi ou une formation, soit 45% des sorties ;
 - 2019 : 1 183 personnes dont 654 BRSA ont accédé à un emploi ou une formation, soit 42% des sorties.

Sur ces 2 années, les CDI représentent 27% des sorties positives, les CDD de plus de 6 mois 20%, l'intérim régulier 18%, les formations qualifiantes 15%.

Le Département des Bouches-du-Rhône s'engage à renouveler son soutien et à verser à la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention de 1.873.000€ par an, sur la période 2021-2022, non gagée au titre d'autres programmes européens, destinée aux cofinancements des opérations inscrites dans le cadre de la programmation de chacun des PLIE

du territoire d'intervention.

PLIE	Montant annuel alloué	Dont montant alloué au titre de la « relation entreprise »
PLIE Marseille Provence Est	210 000€	30 000€
PLIE Marseille Provence Centre	380 000€	30 000€
PLIE Marseille Provence Ouest	160 000€	30 000€
PLIE du Pays d'Aix	470 000€	30 000€
PLIE du Pays de Martigues	200 000€	30 000€
PLIE Istres Ouest Provence	453 000€	53 000€

Conformément aux conclusions des travaux menés en 2019 et 2020 afin d'harmoniser les modalités d'intervention des PLIE et de renforcer l'efficacité du dispositif pour le public, de nouveaux objectifs d'accompagnement sont définis à compter de 2021. Chaque accompagnateur à l'emploi devra assurer le suivi de 100 personnes par an (90 sur Marseille), dont 60% de bénéficiaires du RSA (BRSA).

Ainsi l'objectif annuel est porté à 7 120 personnes accompagnées, dont 4 272 BRSA. L'objectif de sorties positives reste inchangé

(50% des sorties).

PLIE	Objectif annuel	
	Nouvel objectif d'accompagnements	Dont 60% BRSA
PLIE Marseille Provence Est	500	300

PLIE Marseille Provence Centre	2 970	1 782
PLIE Marseille Provence Ouest	600	360
PLIE du Pays d'Aix	1 000	600
PLIE du Pays de Martigues	450	270
PLIE Istres Ouest Provence	1 100	660

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les éléments de bilan relatif à la convention triennale 2018-2020 en terme d'accompagnements à l'emploi et de sorties positives réalisés ;
- Les conclusions de l'évaluation des 6 PLIE conduite par la Métropole en partenariat avec le Département et les nouvelles orientations prises notamment dans un souci d'harmonisation des modalités d'intervention de ces dispositifs ;
- Les enjeux de la politique d'insertion et son impact sur le territoire dans un contexte économique et social fragilisé par la crise sanitaire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de fonds de concours 2021-2022 avec le Département des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre des six PLIE du territoire métropolitain.

TCESDE 002-320/20/CT

■ CT1 - Avis sur les dérogations au repos dominical envisagées par les maires au titre de l'année 2021 pour les commerces de détail

**Information du Conseil de Territoire
DAJA 20/19018/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi N°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, a été promulguée le 6 août 2015. L'objectif de ce texte est de répondre aux enjeux du développement du territoire dans les zones disposant d'une attractivité économique et touristique mais également de réduire les distorsions entre les commerces et d'améliorer la compensation pour les salariés volontaires pour travailler le dimanche.

Dans ce cadre, elle instaure notamment des dispositions quant aux possibilités de dérogation au principe de repos dominical dans les commerces de détail, par décision du Maire.

Ainsi l'article L3132-26 du Code du Travail établit que, dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du Maire prise après avis du Conseil municipal.

Le nombre de ces dimanches ne peut excéder 12 par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée, en cours d'année, selon les mêmes formes, dans un délai de 2 mois avant le 1^{er} dimanche concerné par cette modification.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire doit être prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Un certain nombre de communes du territoire ont manifesté leur intention de déroger pour 2021 à la règle du repos dominical pour certains de leurs commerces de détail, et ce au-delà de 5 dimanches.

Aussi, et conformément à l'article L.3132-26 du Code du Travail précité, il revient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de rendre un avis sur les dérogations ainsi envisagées par ses communes membres.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer favorablement sur les dérogations ainsi envisagées par ces communes.

En effet, ces ouvertures dominicales exceptionnelles contribueront à la vitalité et au dynamisme commercial des communes concernées.

A cette fin, la liste annexée à la présente délibération présente, pour chaque commune ayant manifesté son intention de déroger à la règle du repos dominical, les catégories de commerces de détail concernés par cette dérogation ainsi que, pour chaque catégorie de commerce de détail concerné, le nombre et les dates des dimanches pour lesquels les commerces relevant de ces catégories pourront déroger à la règle du repos dominical.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ces ouvertures dominicales contribueront à la vitalité et au dynamisme commercial des communes concernées.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de l'avis sur les dérogations au repos dominical envisagées par les maires au titre de l'année 2021 pour les commerces de détail.

TCESDE 003-321/20/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention à la SARL Maison des Nines pour la rénovation de son local commercial**
- **Approbation d'une convention**

Avis du Conseil de Territoire

DPEATSV 20/18960/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Agenda du développement économique métropolitain, dans lequel elle s'engage en faveur du commerce de proximité. Cette orientation se traduit par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale dans les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome. Parmi ces dispositifs, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation de locaux commerciaux à destination des porteurs de projet.

Par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille. Il est précisé que l'aide accordée dans le cadre de ce dispositif constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales. Cette aide, pour les PME créées ou reprises, correspond à 50% maximum du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros.

La Métropole a été sollicitée par la SARL Maison des Nines (concept store – commerce de détail de produits textiles, accessoires de mode, décoration, vente et service d'aliments/boissons sur place ou à emporter) récemment installée au 9 rue d'Aubagne à Marseille (secteur rue de Rome), pour obtenir une aide sur ce fondement.

Dès lors que les conditions d'attribution de l'aide sont remplies par l'entreprise, il est proposé de soutenir la SARL Maison des Nines en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 30 000 euros, soit 29 % du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 103 957 euros.

Il est précisé que l'aide accordée par la Métropole s'inscrit dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur du commerce de proximité et a pour objectif d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en intervenant économiquement afin de lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille.
- Que par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome ;
- Que par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille ;
- Que dans ce cadre, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation des locaux commerciaux à destination des porteurs de projets pouvant être bénéficiaires de celle-ci en application des délibérations précitées ;
- Que cette aide, constitutive d'une aide à l'immobilier d'entreprise au sens de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales, correspond, pour les PME créées ou reprises, à 50% du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros ;
- Que la Métropole a été sollicitée par la SARL « Maison des Nines », récemment installée au 9 rue d'Aubagne à Marseille (secteur rue de Rome), pour obtenir une subvention sur ce fondement ;
- Que les conditions d'attribution de la subvention sont remplies par l'entreprise ;
- Que la Métropole souhaite répondre favorablement à la demande de la SARL « Maison des Nines en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 30 000 euros, soit 29% du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 103 957 euros ;

- Qu'il convient d'approuver le principe de l'attribution de la subvention et la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL Maison des Nines sur l'octroi de la subvention.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention à la SARL Maison des Nines pour la rénovation de son local commercial la Maison des nines - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 004-322/20/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la SASU Saro pour la rénovation de son local commercial - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 20/18983/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article l5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Agenda du développement économique métropolitain, dans lequel elle s'engage en faveur du commerce de proximité. Cette orientation se traduit par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale dans les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome. Parmi ces dispositifs, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation de locaux commerciaux à destination des porteurs de projet.

Par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille. Il est précisé que l'aide accordée dans le cadre de ce dispositif constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales. Cette aide, pour les PME créées ou reprises, correspond à 50% maximum du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros.

La Métropole a été sollicitée par la SASU Saro (boutique « Archipel », concept store – commerce de détail de produits textiles, accessoires de mode, décoration) récemment installée au 39 rue Vacon à Marseille (secteur Opéra), pour obtenir une aide sur ce fondement.

Dès lors que les conditions d'attribution de l'aide sont remplies par l'entreprise, il est proposé de soutenir la SASU Saro en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 15 600 euros, soit 50 % du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 31 200 euros.

Il est précisé que l'aide accordée par la Métropole s'inscrit dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur du commerce de proximité et a pour objectif d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en intervenant économiquement afin de lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille ;
- Que par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome ;
- Que par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille ;
- Que dans ce cadre, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation des locaux commerciaux à destination des porteurs de projets pouvant être bénéficiaires de celle-ci en application des délibérations précitées ;
- Que cette aide, constitutive d'une aide à l'immobilier d'entreprise au sens de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales, correspond, pour les PME créées ou reprises, à 50% du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros ;
- Que la Métropole a été sollicitée par la SASU Saro , récemment installée au 39 rue Vacon à Marseille (secteur Opéra), pour obtenir une subvention sur ce fondement ;
- Que les conditions d'attribution de la subvention sont remplies par l'entreprise ;
- Que la Métropole souhaite répondre favorablement à la demande de la SASU Saro en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 15 600 euros, soit 50% du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 31 200 euros ;
- Qu'il convient d'approuver le principe de l'attribution de la subvention et la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SASU Saro sur l'octroi de la subvention.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention à la SASU Saro pour la rénovation de son local commercial Archipel – Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 005-323/20/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activités 2019 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 20/18947/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen du rapport 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux, dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2019 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2019 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

TCESDE 006-324/20/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Vert Marine, délégataire de la gestion et de l'exploitation de la piscine Cap Provence à Cassis

**Avis du Conseil de Territoire
DGEDPSV 20/18640/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Par le contrat de délégation de Service Public N°DSP/19/06, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence, située à Cassis, à la société VERT MARINE pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2020.

La société VERT MARINE a créé une société dédiée pour gérer l'exécution du contrat de Délégation de Service Public (DSP). Cette structure exploite pour la première fois et pour la première année cet équipement. Celui-ci était, auparavant, géré par un autre exploitant, la société S-PASS.

En raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, cet équipement a été fermé au public conformément à l'arrêté du 14 mars 2020 (JO n°64 du 15 mars 2020).

Cette période de fermeture a commencé le 15 mars et s'est achevée le 3 juillet 2020. Durant cette période, de nombreuses installations techniques ont été arrêtées de façon à réduire les charges de fonctionnement de l'équipement. De plus, le personnel a été placé en chômage partiel, seuls le directeur et le technicien ont dû continuer à assurer leurs tâches durant quelques heures par semaines.

Malgré ces mesures, cette période a engendré des pertes d'exploitation importantes pour le délégataire, puisque le chiffre d'affaires escompté n'a pu être réalisé et que certaines charges n'ont pu être réduites.

Pour faire face à cette situation exceptionnelle, malgré l'arrêt de l'exploitation de l'équipement, la collectivité a assuré au délégataire le versement de la subvention forfaitaire du 2ème trimestre à la hauteur du montant inscrit au contrat de DSP (77,5 k€). Cette subvention vise à couvrir les contraintes d'exploitation (horaires et tarifs) imposées par la collectivité.

Par ailleurs, des mesures sanitaires particulières ont été mises en œuvre pour permettre la réouverture du site à partir du 4 juillet. Ces nouvelles contraintes ont généré des conditions d'exploitation inhabituelles, non prévues par le

contrat de DSP, et malgré cette réouverture, la fréquentation de l'équipement est restée inférieure à celle existant avant la période de confinement.

La crise sanitaire a occasionné des surcoûts qui excèdent le risque normal afférent à l'exécution du contrat de DSP. Le délégataire a fourni des éléments justifiant que la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représentent une charge excessive au regard de la situation financière du délégataire.

L'ordonnance 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire permet de prendre en considération les pertes d'exploitation occasionnées depuis la date de fermeture de l'équipement, du 15 mars, jusqu'à la date du 23 juillet 2020.

Il en résulte que le versement de la subvention du 2ème trimestre ne suffit pas à compenser les pertes d'exploitation générées durant cette période de fermeture.

Ainsi, malgré le fait que la passation d'un contrat de DSP par la collectivité transfère au délégataire le risque lié à l'exploitation du service, le contexte inédit de ces crises sanitaire et économique rend nécessaire l'indemnisation du délégataire pour réduire l'impact de cette période de crise sur l'équilibre économique du contrat de DSP.

Par conséquent, dans ce cadre, il convient de régler par protocole transactionnel le versement d'une indemnisation à hauteur de 50 141 euros, montant net de TVA, de façon à réduire l'impact de la crise sanitaire sur l'équilibre économique du contrat de DSP, qui venait de débiter sa première année d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération CSGE 005-7160/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société VERT MARINE, délégataire du contrat de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société VERT MARINE, délégataire du contrat de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 007-325/20/CT

■ CT1 - Approbation de la convention entre l'association ADDAP 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la réalisation d'un chantier éducatif au sein du centre sportif de Fontainieu - à Marseille 14 ème arrondissement

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 20/18891/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2017 pour la gestion du Centre sportif de Fontainieu, situé dans le 14e arrondissement de Marseille.

Cet équipement a pour vocation de mettre à disposition des établissements scolaires et des associations locales de façon récurrente ou ponctuelle ses installations notamment auprès de celles œuvrant dans le domaine social.

A ce titre, le Centre Sportif de Fontainieu propose des espaces d'entraînement sportif dans le cadre de différents projets portés par l'ADDAP 13 (Groupe Association Départementale Des Actions de Prévention). Pour mémoire cette association loi 1901 est habilitée par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône dans le cadre d'une mission d'Aide Sociale à l'Enfance définie dans le code de l'action familiale et des familles.

L'ADDAP 13 développe notamment des chantiers éducatifs rémunérés, pour des jeunes en difficulté de 16 à 21 ans dans le but de remobiliser ces derniers.

Le champ d'action de ces travaux se limite à des tâches ne nécessitant pas une technicité particulière (remise au propre, petites constructions, petites démolitions...).

Aussi, afin de permettre le renforcement de la collaboration entre l'ADDAP 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé de conventionner avec cette dernière pour lancer en 2021 des chantiers éducatifs à destination de jeunes en difficultés sur le site du Centre Sportif de Fontainieu.

Ces chantiers consisteront à réaménager un espace destiné à devenir une salle multi-activités, mettre en place un bardage bois sur un petit bâtiment préfabriqué et fabriquer du mobilier urbain en bois.

L'association ADDAP 13 se limitera à la fourniture de la main d'œuvre encadrée par un formateur qualifié, la Métropole se chargera des matériaux de construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention entre l'association ADDAP 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la réalisation d'un chantier éducatif au sein du centre sportif de Fontainieu – 13014 MARSEILLE.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relative à l'approbation de la convention entre l'association ADDAP 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la réalisation d'un chantier éducatif au sein du centre sportif de Fontainieu – Marseille.

TCESDE 008-326/20/CT

■ CT1 - Approbation des statuts des offices de tourisme constitués sous forme d'établissements publics

Information du Conseil de Territoire

DAJA 20/19035/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 a inscrit la compétence « promotion du tourisme » dont la création d'offices de tourisme au sens du 1° du I de l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales parmi les compétences exercées de plein droit par les communautés urbaines et les métropoles, en lieu et place des communes membres.

La loi Notre du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république a réaffirmé ce principe. La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce donc cette compétence depuis l'entrée en vigueur de cette loi soit le 1^{er} janvier 2018.

Depuis cette date, l'ensemble des Offices de Tourisme existants sur le territoire métropolitain sont automatiquement rattachés à la Métropole puisqu'il a été souhaité de les conserver et de ne pas créer un office de tourisme métropolitain conformément à la délibération du 19 octobre 2017 qui a posé les contours de l'application de la compétence sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L.134-1-1 du code du tourisme la Métropole Aix Marseille Provence s'est prononcée sur le maintien des offices de tourisme existant actuellement sur son territoire et relevant de sa compétence, afin d'assurer pour son compte l'accueil, l'information des touristes, la promotion et la mise en œuvre de la stratégie touristique Métropolitaine.

Toutefois la substitution de la Métropole au sein des offices de tourisme pour les compétences qui lui ont été transférées doit à présent se traduire par une mise à jour des statuts des offices de tourisme afin d'intégrer la gouvernance métropolitaine.

Dans ce cadre, le conseil de la Métropole doit se prononcer sur les nouveaux statuts des offices constitués sous forme d'établissements publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a maintenu la totalité des Offices de Tourisme sur son territoire en vue de la promotion du tourisme et pour pérenniser un accueil et une information de proximité à destination des touristes ;
- Que la substitution de la Métropole au sein des offices de tourisme pour les compétences qui lui ont été transférées doit se traduire par une mise à jour des statuts des offices de tourisme afin d'intégrer la gouvernance métropolitaine.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation des nouveaux statuts des offices de tourisme de Cassis, La Ciotat, et Marseille.

Commission "Hors Nomenclature"

HN 001-327/20/CT

■ CT1 - Accord du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur le projet de délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire

DAJA 20/19016/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il est soumis au Conseil de Territoire Marseille Provence pour accord le projet de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, présenté ci-après.

1) Le cadre législatif d'exercice des compétences :

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de Territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui dispose particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaines ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ».

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la section 2, du chapitre VIII du titre 1er du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

2) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, il est proposé, à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2021 de reconduire à l'identique les délégations de compétences précédemment consenties aux Conseils de Territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixées à l'échelon métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

L'accord du Conseil de Territoire est sollicité sur la délégation de compétences ci-après, en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- b) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- c) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- f) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

3) Politique de l'habitat :

- a) Mise en œuvre de la politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

4) Politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- g) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Au regard de la définition de l'intérêt métropolitain, relèvent de l'exercice des attributions déléguées visées au c) du 1° ci-avant :

- a) l'entretien, la gestion et l'animation de la piscine Cap Provence sise avenue des Gorguettes à Cassis,
- b) la construction, l'entretien, la gestion et l'animation de la base de loisirs de l'Estéou sise en la commune de Marignane

Pour l'exercice des compétences déléguées, le Conseil de Métropole donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les

accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.
-

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, le Conseil de Territoire est autorisé à déléguer à son Président une partie de ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est sollicité pour donner son accord au projet de délégation de compétences du Conseil de Métropole ;

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence donne son accord au projet de délégation de compétences de la Métropole joint en annexe, tel que décrit ci-après :

A compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2021 est délégué au Conseil de Territoire Marseille Provence, conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme;
- b) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- c) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- f) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

3) Politique de l'habitat :

- a) Mise en œuvre de la politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

4) Politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- g) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Au regard de la définition de l'intérêt métropolitain, relèvent de l'exercice des attributions déléguées visées au c) du 1° ci-avant :

- a) l'entretien, la gestion et l'animation de la piscine Cap Provence sise avenue des Gorguettes à Cassis,
- b) la construction, l'entretien, la gestion et l'animation de la base de loisirs de l'Estéou sise en la commune de Marignane

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'Etat spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 002-328/20/CT

■ CT1 - Délégations du Conseil de Territoire au Président

DAJA 20/19017/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence a saisi pour accord le Conseil de Territoire Marseille Provence du projet de délégation de compétences soumis au Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 pour une prise d'effet au 1^{er} janvier 2021.

Ce projet prévoit de reconduire jusqu'au 31 décembre 2021 la délégation précédemment consentie au Conseil de Territoire Marseille Provence, dans le respect des dispositions de l'article 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également donné délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Par ailleurs, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, le projet de délégation de compétences soumis à l'approbation du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 autorise le Conseil de Territoire à déléguer à son Président une partie de ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances. Il autorise également le Président

du Conseil de Territoire à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également être autorisé à donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

En conséquence, sous réserve de l'adoption par le Conseil de Métropole de la délibération portant délégation de compétences au Conseil de Territoire dont le projet est annexé à la présente, il est proposé au Conseil de Territoire d'adopter la délégation au Président d'une partie de ses attributions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 décembre 2020 portant accord sur la délégation de compétences au Conseil de Territoire

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient de déléguer au Président du Conseil de Territoire certaines attributions.

DELIBERE

Article 1 :

A compter du 1^{er} janvier 2021, sous réserve de l'approbation par le Conseil de Métropole de la délégation de compétences au Conseil de Territoire, Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence reçoit délégation du Conseil de Territoire pour :

- préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :
 - pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
 - pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- délivrer les autorisations de branchement aux réseaux d'eau potable;
- délivrer les autorisations de raccordement aux réseaux d'assainissement;
- conclure, réviser, résilier les conventions spéciales de déversement ;
- délivrer les autorisations de déversement.
- décider des exonérations temporaires à l'obligation de raccordement aux réseaux d'assainissement ;

- décider des intégrations d'ouvrages dans le périmètre des délégations de service public de l'eau et de l'assainissement ;
- délivrer les permissions de voirie, instruire les demandes et délivrer les autorisations de travaux relatives aux interventions sur la voirie sur le périmètre du Territoire; délivrer les mises en demeure ; décider des retraits d'autorisation ;
- délivrer les avis sur les permis de construire ;
- conclure, réviser, résilier les conventions de redevance spéciale relatives à la collecte des déchets ;
- conclure les conventions de partenariat avec les organismes d'habitat collectif relatives à la gestion des déchets.
- fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme sur le Territoire Marseille Provence ;
- prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières du territoire Marseille Provence ;
- attribuer par délégation les aides financières affectées par l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le logement social, sur le périmètre du territoire Marseille Provence aux maîtres d'ouvrage de ces opérations dans la limite de l'autorisation de programme approuvée par le Conseil de la Métropole et les notifier à leurs bénéficiaires ;
- agréer les dispositifs spécifiques en faveur du logement social non assortis d'aides financières ;
- signer les conventions ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement.
- approuver les baux et conventions de location et de domiciliation en pépinières d'entreprises et hôtels d'entreprises situés dans le périmètre géographique du Conseil de Territoire Marseille Provence.
- décider des exonérations de loyers et redevances concernant les pépinières d'entreprises et hôtels d'entreprises situés dans le périmètre géographique du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président est autorisé à subdéléguer par arrêté aux vice-présidents les attributions qui lui sont confiées par le Conseil de Territoire. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Article 3 :

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, le Président rendra compte des attributions exercées dans le cadre de la présente délégation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 003-329/20/CT

**■ CT1 - Commission consultative des marchés à procédure adaptée du Conseil de Territoire Marseille-Provence - Modification
DAJA 20/19026/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération HN 008-28/07/20 du 28 juillet 2020, le Conseil de Territoire Marseille Provence a créé une commission consultative saisie pour avis préalable à l'attribution par le Président du Conseil de Territoire des marchés de travaux passés selon la procédure adaptée relevant de la délégation confiée par le Conseil de Territoire, à savoir jusqu'à un montant inférieur à un million d'euros HT.

Par délibération soumise au Conseil de Territoire du 15 décembre 2020, le seuil de cette délégation est modifié à compter du 1^{er} janvier 2021. Il convient d'adapter en conséquence la compétence de la Commission consultative pour la passation des marchés de travaux à procédure adaptée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 008-28/07/20 CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 juillet 2020 portant création de la commission consultative des marchés à procédure adaptée du Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération HN 002-13/10/20 CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2020.
- Le projet de rapport du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 15 décembre 2020, portant délégation d'attributions au Président à compter du 1^{er} janvier 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'adapter la compétence de la Commission consultative des marchés à procédure adaptée à la délégation donnée au Président en matière de marchés à compter du 1^{er} janvier 2021.

DELIBERE

Article 1 :

A compter du 1^{er} janvier 2021, sous réserve de l'adoption par le Conseil de Territoire de la délégation donnée au Président, la commission consultative des marchés à procédure adaptée sera saisie pour un avis préalable, avant décision du Président du Conseil de Territoire, de l'attribution des marchés de travaux passés selon la procédure adaptée d'un montant compris entre le seuil européen des procédures formalisées applicable aux marchés de fournitures et services passés par les pouvoirs adjudicateurs et le seuil européen des procédures formalisées applicable aux marchés de travaux, ainsi que leurs avenants.

Article 2 :

Les autres dispositions du fonctionnement de la commission sont inchangées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 004-330/20/CT

■ CT1 - Organisation de la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les communes membres

**Information du Conseil de Territoire
DAJA 20/19019/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Aux termes des dispositions de l'article 37-4-a) règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données, ci-après « le RGPD »), les autorités ou organismes publics, quelle que soit leur taille, doivent désigner un délégué à la protection des données (Data Protection Officer, ci-après « DPO »).

Conformément aux dispositions de l'article 37-6 du RGPD, le DPO peut être un membre du personnel de l'organisme responsable de traitement, ou exercer ses missions sur la base d'un contrat de service.

Les conditions d'exercice des fonctions de DPO sont précisées à l'article 38 du RGPD :

1. Le responsable du traitement et le sous-traitant veillent à ce que le délégué à la protection des données soit associé, d'une manière appropriée et en temps utile, à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel.
2. Le responsable du traitement et le sous-traitant aident le délégué à la protection des données à exercer les missions visées à l'article 39 en fournissant les ressources nécessaires pour exercer ces missions, ainsi que l'accès aux données à caractère personnel et aux opérations de traitement, et lui permettant d'entretenir ses connaissances spécialisées.
3. Le responsable du traitement et le sous-traitant veillent à ce que le délégué à la protection des données ne reçoive aucune instruction en ce qui concerne l'exercice des missions. Le délégué à la protection des données ne peut être relevé de ses fonctions ou pénalisé par le responsable du traitement ou le sous-traitant pour l'exercice de ses missions. Le délégué à la protection des données fait directement rapport au niveau le plus élevé de la direction du responsable du traitement ou du sous-traitant.
4. Les personnes concernées peuvent prendre contact avec le délégué à la protection des données au sujet de toutes les questions relatives au traitement de leurs données à caractère personnel et à l'exercice des droits que leur confère le présent règlement.
5. Le délégué à la protection des données est soumis au secret professionnel ou à une obligation de confidentialité en ce qui concerne l'exercice de ses missions, conformément au droit de l'Union ou au droit des États membres.
6. Le délégué à la protection des données peut exécuter d'autres missions et tâches. Le responsable du traitement ou le sous-traitant veillent à ce que ces missions et tâches n'entraînent pas de conflit d'intérêts.

Les missions du DPO sont quant à elles précisées à l'article 39 du RGPD :

1. Les missions du délégué à la protection des données sont au moins les suivantes :
 - a) informer et conseiller le responsable du traitement ou le sous-traitant ainsi que les employés qui procèdent au traitement sur les obligations qui leur incombent en vertu du présent règlement et d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres en matière de protection des données ;
 - b) contrôler le respect du présent règlement, d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres en matière de protection des données et des règles internes du responsable du traitement ou du sous-traitant en matière de protection des données à caractère personnel, y compris en ce qui concerne la répartition des responsabilités, la sensibilisation et la formation du personnel participant aux opérations de traitement, et les audits s'y rapportant ;
 - c) dispenser des conseils, sur demande, en ce qui concerne l'analyse d'impact relative à la protection des données et vérifier l'exécution de celle-ci en vertu de l'article 35 ;
 - d) coopérer avec l'autorité de contrôle ;
 - e) faire office de point de contact pour l'autorité de contrôle sur les questions relatives au traitement, y compris la consultation préalable visée à l'article 36, et mener des consultations, le cas échéant, sur tout autre sujet.
2. Le délégué à la protection des données tient dûment compte, dans l'accomplissement de ses missions, du risque associé aux opérations de traitement compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement.

Pour les communes qui en ont désigné un, le DPO accompagne le responsable de traitement dans la démarche de mise en conformité des activités de traitement de données à caractère personnel de la commune avec le RGPD.

Pour celles qui n'en ont pas encore désigné, l'obligation qui leur est faite d'en désigner un interroge sur les possibilités de mutualisation.

Pour assurer l'indépendance fonctionnelle et la montée en compétence des DPO, garantes de la qualité de la protection des données pour les collectivités, les autorités de contrôle européennes – la commission nationale informatique et libertés (CNIL) pour la France – encouragent fortement leur mise en réseau professionnel.

Ce réseau doit permettre aux DPO de partager sur leurs missions et leurs outils, mais également sur des situations pratiques et réflexions communes sur la protection des données,

Cette mise en réseau peut s'organiser soit informellement, soit entre collectivités, soit autour d'associations professionnelles.

Dans ces conditions, la Métropole propose sur la base du volontariat la mise en réseau des DPO désignés de l'ensemble des communes membres, mais également des structures relevant des communes membres qui en sont dotées (par exemple, centre communal d'action sociale).

Les outils de ce réseau seront :

- un annuaire des DPO,
- un espace collaboratif permettant de communiquer et de partager entre DPO sur la documentation, de l'actualité réglementaire ou encore des modèles de documents (annexes de marchés publics, mentions d'information, chartes informatiques, etc.),
- des rencontres trimestrielles sur le territoire de la Métropole, dans des locaux de la Métropole ou des communes membres volontaires, permettant des temps d'échange collectifs.

L'animation de ce réseau sera assurée au lancement par le DPO de la Métropole, mais pourra être assurée par la suite par un ou plusieurs DPO de communes membres.

La fonction de DPO, qu'elle soit assurée en interne par un agent de la collectivité ou externalisée par un contrat de service, constitue dans tous les cas une charge financière.

Les missions socles et les conditions d'exercice de cette fonction étant identiques pour tous les responsables de traitement, puisqu'elles sont fixées dans un règlement européen, une opportunité de mutualisation des moyens affectés entre plusieurs responsables de traitement existe.

Cette mutualisation est d'ailleurs expressément prévue entre organismes publics par l'article 37-4 du RGPD, compte tenu de leur structure organisationnelle et de leur taille.

La Métropole, établissement public de coopération intercommunale, est un échelon naturel de mutualisation pour ses communes membres, pour des compétences facultatives sur volontariat et après conventionnement.

Dans ces conditions, dix-huit communes membres ont déjà exprimé le souhait de mutualiser la fonction de DPO avec la Métropole.

La Métropole propose, en réponse à ces demandes, l'organisation de la mutualisation de la fonction de DPO avec ces communes, et le cas échéant avec d'autres communes membres qui en feraient la demande ultérieurement, sur la base d'un conventionnement dont le modèle est joint à la présente délibération.

La mutualisation de la fonction de DPO entraîne la mise à disposition de la commune de la solution informatisée de la Métropole retenue après mise en concurrence : MyDPO.

Cet outil édité par la société DPO CONSULTING SUD-EST, est accessible sur Internet en mode SaaS, sans besoin d'interconnexion avec le système d'information de la Métropole.

L'outil MyDPO comprend les modules suivants :

- outil de pilotage et de suivi de la démarche de mise en conformité,
- registres :
 - des activités de traitement,
 - des violations de données personnelles,
 - de gestion des demandes des personnes concernées,
 - des sous-traitants,
- gestion des pièces justificatives,
- réalisation des études d'impact sur la protection des données,
- formation à distance,
- veille réglementaire.

L'accompagnement dans la démarche de mise en conformité comprend :

- les missions réglementaires du DPO, prévues par l'article 39 du RGPD :
 - information et conseil du responsable de traitement sur les obligations en matière de protection des données ;
 - contrôle du respect des dispositions du RGPD en matière de répartition des responsabilités sur les données personnelles avec les sous-traitants, de sensibilisation et d'information du personnel,
 - conseil en matière d'analyse d'impact sur la protection des données,
 - coopération avec l'autorité de contrôle (CNIL),
 - point de contact avec l'autorité de contrôle (CNIL) y compris pour les consultations préalables.
- avec l'assistance d'un cabinet de conseil extérieur, les étapes suivantes :
 - en début de projet, une réunion de lancement mutualisée avec un maximum de 5 à 6 communes par réunion, sous réserve de proximités géographiques cohérentes,
 - l'accompagnement de chaque commune dans la cartographie de ses traitements,
 - la constitution du registre des traitements de chaque commune (sous l'application MyDPO),
 - la constitution d'un plan d'actions de mise en conformité de chaque commune (sous l'application MyDPO).
 - en fin de projet, une restitution sur site pour chaque commune.

La mutualisation nécessite la signature préalable d'une convention entre la Métropole et la commune membre concernée, conformément au modèle joint en annexe à la présente délibération.

Par ailleurs, le DPO de la Métropole doit bénéficier du soutien de la commune qui le désigne.

La commune devra en particulier :

- s'assurer de son implication dans toutes les questions relatives à la protection des données (par exemple : communication interne et externe sur sa désignation, association en amont des projets impliquant des données personnelles),
- lui fournir les ressources nécessaires à la réalisation de ses tâches. A ce titre, la commune désigne obligatoirement en interne un ou plusieurs relais sur lesquels le DPO de la Métropole pourra s'appuyer, et fournira au DPO les accès nécessaires pour qu'il exerce ses missions et puisse accéder aux données à caractère personnel et aux opérations de traitement,
- lui permettre d'agir de manière indépendante : le DPO doit disposer d'une autonomie d'action reconnue par tous au sein de la commune qui le désigne. Il exerce sa mission directement et uniquement auprès du responsable de traitement (Maire) ou toute autre personne que celui-ci aura habilitée. Cette personne sera nominativement désignée dans les conditions particulières.
- lui faciliter l'accès aux données et aux opérations de traitement, en veillant à l'associer d'une manière appropriée et en temps utiles à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel,
- veiller à l'absence de conflit d'intérêts.

Enfin, l'application MyDPO étant accessible en mode SaaS, la commune doit s'assurer qu'elle dispose d'un accès à Internet de qualité suffisante pour répondre à ses besoins.

La mutualisation de la fonction de DPO avec les communes membres entraîne pour la Métropole, outre des dépenses de personnel, des dépenses spécifiques notamment liées à :

- l'utilisation de licences complémentaires dans l'application informatique dédiée MyDPO (marché existant),
- le recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage externe en appui des ressources internes (marché à passer).

Pour répartir ces charges, la proposition de tarification par commune repose sur plusieurs strates démographiques :

Strate	Tarif proposé l'année de l'adhésion	Tarif proposé les années suivantes
< 2 000 habitants	2 500 €	1 500 €
2 000 à 5 000 habitants	4 500 €	2 000 €
5 000 à 10 000 habitants	6 500 €	4 000 €

10 000 à 20 000 habitants	8 500 €	6 000 €
20 000 à 30 000 habitants	10 000 €	8 000 €
> à 30 000	Accord spécifique	Accord spécifique

Aussi le présent rapport a pour objectif d'approuver l'organisation d'accompagnement dans la démarche de mise en conformité avec le RGPD entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres, par la mise en réseau des DPO déjà désignés, et l'organisation de la mutualisation de la fonction de DPO entre la Métropole et les communes membres qui en font la demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'accompagnement mutualisé de la démarche réglementaire de mise en conformité au RGPD entre la Métropole et les communes membres est de l'intérêt commun ;
- Que la mise en réseau des DPO désignés des communes membres et de la Métropole est de nature à favoriser leur indépendance fonctionnelle et leur montée en compétences, garantes de la qualité de la protection des données ;
- Que la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) de la Métropole avec les communes membres qui en font la demande, dans les conditions prévues dans la convention-type, est de l'intérêt commun.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'organisation de la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les communes membres.

